

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°458**

**MAI 2023**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285 (imprimé)  
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

### SOMMAIRE :

- **TURQUIE : RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES ET PRÉSIDENTIELLES**
- **KURDISTAN : INAUGURATION D'UN MÉMORIAL BARZANI**
- **IRAN : VERS UN APAISEMENT AVEC L'EUROPE ?**
- **SYRIE : RÉINTÈGRE LA LIGUE ARABE**
- **Q. TALABANI : « TOUT LE MONDE, SAUF LES KURDES, A LE DROIT DE VIOLER LA SOUVERAINETÉ DE L'IRAK »**
- **S. DEMIRTAŞ : UNE ALERTE POUR LE HDP**

---

## TURQUIE : RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES ET PRÉSIDENTIELLES

**L**es élections parlementaires et présidentielle du 14 mai 2023 se sont déroulées dans un climat relativement calme, sans violences majeures. Les deux camps en compétition et les autres partis ont, jusqu'au dernier jour, multiplié meetings et rassemblements populaires pour tenter de convaincre et de mobiliser les électeurs. De fait, la participation a été massive, 87%.

A l'issue du scrutin du 14 mai, l'Alliance des masses (Cumhur Itifaki) regroupant notamment l'AKP

et le MHP (Parti de l'action nationaliste) a obtenu une majorité absolue de 322 sièges (sur 600) à l'Assemblée nationale turque, en perte de 22 sièges par rapport aux élections de 2018 où elle avait gagné 344 sièges. Le recul est assez net pour l'AKP dont le score passe de 42,56% en 2018 à 35,51% et le nombre de sièges de 295 à 267. Son allié d'extrême droite MHP enregistre un léger recul avec 10,07% des voix en 2023 contre 11,10% en 2018 mais 50 députés contre 49 en 2018. Les petits partis islamistes alliés obtiennent 5 sièges. L'Alliance nationale (Millet Itifaki)

regroupant les partis de l'opposition, à l'exclusion du HDP pro-kurde, obtient au total 213 sièges. La principale composante de cette alliance, le vieux Parti républicain du peuple (CHP) fondé par Atatürk, avec 25,33% des voix contre 22,64 en 2018 et 169 députés contre 136 en 2018 progresse quelque peu. 32 de ces sièges sont réservés à des petits alliés du CHP : 9 députés pour le Parti du Futur (Gelecek) d'Ahmet Davudoglu, ancien Premier Ministre d'Erdogan, 14 députés pour le parti Deva (Remède) d'Ali Babacan, ancien ministre d'Erdogan et 9 députés pour le parti

---

de la Félicité (Saadet) islamiste ; le CHP se retrouve ainsi avec une perte de 9 sièges par rapport à 2018. L'autre composante majeure de l'alliance le Bon Parti obtient 9,68% des voix contre 9,96% en 2018 et 43 sièges comme en 2018.

Le Parti démocratique des peuples (HDP) menacé d'interdiction et de mise au ban de la plupart de ses dirigeants avait, quelques semaines avant le scrutin, décidé de présenter ses candidats, pour la plupart peu connus, la majorité étant soit en prison soit en exil, sous l'étiquette du Parti de la Gauche Verte (YSP). Pratiquement banni des écrans de télévision et objet de menaces et pressions de toutes sortes et stigmatisé tout au long de la campagne électorale par le président sortant Erdogan comme « la vitrine politique des terroristes du PKK », le nouveau parti obtient 8,82% des suffrages où il s'était allié avec le TIP (Parti ouvrier de Turquie) qui obtient en 2023 1,7% de suffrages et 4 sièges et le HDP 61 sièges. Leurs voix additionnées représentent 10,52% des suffrages contre 11,7% en 2018 et 65 députés contre 67 en 2018. Malgré cette contre-performance dont les raisons multiples seront débattues dans les semaines et les mois à venir, le HDP demeure en nombre de députés la deuxième formation politique de l'opposition et le troisième groupe parlementaire de l'Assemblée nationale de Turquie.

La carte issue de ces élections législatives du 14 mai ressemble beaucoup à celle des élections de 2018. Les électeurs du littoral égéen et méditerranéen ont, avec ceux de Thrace (région européenne limitrophe à la Grèce et de la Bulgarie) ont majoritairement voté pour le CHP. Outre ces voix de « Turcs blancs », considérés comme occidentalisés et laïcs, les alévis d'Anatolie ont également voté pour le CHP qui, malgré un siècle d'existence, reste ainsi un parti régional. Dans le Kurdistan turc, où la compétition s'est jouée entre le parti pro-kurde YSP et l'AKP du président turc, les provinces à forte majorité kurde ont massivement voté

pour le YSP. Le YSP a ainsi remporté 8 sièges à Diyarbakir, l'AKP 3 sièges et pour la première fois le CHP 1 siège gagné par l'ancien bâtonnier kurde la ville Sezgin Tanrikulu. A Van, le YSP a remporté 6 sièges, l'AKP 2, à Mardin le YSP 4 sièges, l'AKP 1, à Batman le YSP 4 sièges, l'AKP 1, à Sirnak le YSP 3 sièges l'AKP 1, à Agri le YSP 3, l'AKP 1, à Mus le YSP 2 sièges, l'AKP 1, à Bitlis le YSP 2 sièges, l'AKP 1. Dans la province natale du leader du CHP Kiliçdaroglu, Dersim (Tunceli), à majorité kurde alevite, le seul siège en jeu a été remporté par le YSP. Dans les provinces frontalières à populations mixtes kurdo-arabe (Urfa) ou kurde-turque (Kars), les sièges ont été partagés. Dans les grandes métropoles turques comptant d'importantes communautés kurdes, le YSP a obtenu 8 députés à Istanbul, 3 à Mersin, 2 à Izmir, 1 à Adana, 1 à Antalya.

Pour l'élection présidentielle sur les 4 candidats en lice, l'un Muharem Ince, victime de menaces et de chantage a dû se retirer quelques jours avant le scrutin. Le candidat Erdogan a utilisé tous les ressorts de l'appareil d'Etat pour multiplier promesses et cadeaux électoraux aux diverses catégories de la population, procéder à l'inauguration avec des discours sur l'avenir radieux du siècle turc retransmis en direct par 21 chaînes de télévision à son service avec aussi des menaces et anathèmes contre ses opposants qualifiés d'alliés du terrorisme. Le principal candidat de l'opposition Kemal Kiliçdaroglu, n'a eu droit qu'à une couverture médiatique ad minima sur les deux ou trois chaînes de télévision encore indépendante mais à l'audience limitée car sous-financées et peu attractives. L'ONG Reporters sans frontières a calculé que pendant cette campagne le candidat Erdogan a eu 60 fois plus de présence sur les écrans que son challenger Kiliçdaroglu. Pour favoriser ce dernier et battre Erdogan, le HDP n'a pas présenté de candidat pour l'élection présidentielle. En 2015, son candidat Selahettin Demirtas avait obtenu 13,5% des voix.

A l'issue de ce scrutin « libre » mais très inéquitable le candidat Erdogan, pour la première fois mis en ballottage et a obtenu 49,52% des suffrages contre 44,88% pour Kiliçdaroglu et 5,17% pour un candidat ultra nationaliste laïc Sinan Dogan. Ce dernier après quelques marchandages avec Erdogan, a appelé ses électeurs à voter au second tour pour le président sortant.

Dans l'espoir de gagner une partie des voix de l'extrême-droite nationaliste et xénophobe, Kiliçdaroglu a nettement droitisé son discours, promettant le renvoi vers la Syrie des millions de réfugiés syriens, s'engageant à « ne jamais s'asseoir à la table avec des terroristes » reprochant ainsi tacitement à Erdogan le processus de paix au cours duquel des négociations avaient été engagées entre les émissaires du gouvernement et les dirigeants du PKK. Ce discours a été mal perçu par une partie de l'électorat kurde ainsi que par certains démocrates turcs, qui malgré leur hostilité à Erdogan, ont choisi de ne pas aller voter. Ainsi la participation du second tour a été de 84,15% contre 86,98% au 1<sup>er</sup> tour. Au Kurdistan, elle a baissé de plus de 5%. Malgré cette désaffection relative l'électorat kurde a voté à plus de 72% pour Kiliçdaroglu mais cela n'a pas suffi pour le faire élire.

A l'issue de ce deuxième tour annoncé serré, le président sortant a été réélu avec 52,18% des suffrages contre 47,82% pour Kiliçdaroglu pour un troisième mandat de 5 ans alors que la Constitution turque limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Elle exige aussi que le président soit diplômé d'université, qui n'a jamais produit le diplôme de la Faculté des Sciences économiques qu'il prétend avoir obtenu. Il habite un palais construit sans permis de construire, donc en toute illégalité. Pour Erdogan « l'Etat c'est moi » et « la loi c'est moi » car « Je suis sorti victorieux des urnes ». Telle est la conception de la démocratie.



---

## KURDISTAN : INAUGURATION D'UN MÉMORIAL BARZANI

**U**n mémorial dédié au général Mustafa Barzani, leader emblématique de la résistance kurde depuis les années 1930 jusqu'à 1975, a été inauguré le 11 mai dans son village natal de Barzan, près de sa tombe. En retrait de celle-ci le complexe mémorial bâti à flanc de colline comprend notamment un musée retraçant la vie de Barzani, sa traversée du siècle avec des images et des documents évoquant sa résistance contre les armées irakiennes soutenues par l'aviation britannique, sa participation à la République kurde de 1946 fondée par Qazi Mohammed dont il fut le commandant en chef des armées, sa longue marche à travers les frontières de l'Irak, de l'Iran et de la Turquie pour rejoindre l'Union soviétique en 1947, son exil soviétique qui dura jusqu'en 1958, son retour après la révolution du 14 juillet 1958 mettant un terme à la monarchie hachémite mise en place par les Britanniques où il fut accueilli comme un héros national par les Kurdes mais aussi par les Irakiens, sa longue résistance armée de 1961 à 1975 contre les dictatures irakiennes successives et enfin son ultime exil à Washington où il décéda en 1979. Le musée comprend aussi des objets qui lui ont appartenu témoignant de la grande simplicité et de la sobriété de sa vie. Le musée est flanqué d'un grand auditorium - salle de conférences où furent accueillis plus de 300 invités triés sur le volet venant de toutes les parties du Kurdistan, de la diaspora kurde de l'Europe, des Etats-Unis, du Caucase, de l'Asie centrale ainsi que des représentants de tous les partis politiques du Kurdistan, ceux des cultes et les principaux dirigeants irakiens. Outre le président irakien, Latif Rashid, le Premier ministre al-Soudani, le président du Parlement irakien Mohammed al-Halboussi, le ministre de la Défense, celui

des Affaires étrangères Fuad Hussein, le leader chiite al-Hakim, ont fait le déplacement tout comme la Maire de Paris, Anne Hidalgo et l'ancien ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner et de nombreux ambassadeurs et diplomates. L'Institut kurde était représenté par Joyce Blau, Nazand Begikhani et Kendal Nezan.

S'adressant à ce parterre exceptionnel rassemblé grâce à la figure fédératrice de Mustafa Barzani et par la solidarité avec le peuple kurde et son long combat pour sa liberté, l'ancien président Massoud Barzani a évoqué l'engagement de sa famille depuis la fin du XIXème siècle dans la lutte de libération nationale kurde. Première figure marquante de cette saga, son oncle le Cheikh Abduselam qui fut un grand réformateur, établissant des relations égalitaires entre les communautés musulmanes, chrétiennes et juive de la vallée « parce que nous sommes tous frères en humanité », interdisant les mariages forcés ou arrangés, prônant la propriété commune de la terre et des ressources naturelles, banissant la chasse et l'abattage des arbres. Considéré comme une menace pour l'ordre établi, il fut pendu par l'empire ottoman en 1914. Son successeur le cheikh Ahmed pour qui l'argent souillait les relations humaines, qui déconseillait les manifestations ostentatoires de la religion, y compris le pèlerinage à la Mecque dont le coût peut être mieux utilisé en assistance aux voisins indigents, fut le maître à penser de la vallée de Barzan jusqu'à sa mort, dont le bras armé et le leader politique fut son jeune frère Mustafa Barzani.

Barzani a souligné que tout au long de ces décennies de lutte, les Kurdes n'avaient fait que se défendre pour sauvegarder leur identité, leur culture, leur mode de vie et leurs valeurs humanistes

menacées par des régimes nationalistes et dictatoriaux. « Notre combat a été contre ces régimes jamais contre les peuples voisins qui ont, eux aussi, souffert de ces tyrannies sanguinaires », a-t-il souligné. Dans cet esprit conciliateur, il a affirmé que les différends contentieux qui subsistent entre Erbil et Bagdad peuvent et doivent être réglés par le dialogue dans un esprit de respect mutuel. Il s'est félicité des avancées enregistrées depuis la prise de fonctions du nouveau gouvernement irakien de Mohammed Shia al-Soudani. Il également appelé les partis kurdes irakiens à surmonter leurs dissensions et à ouvrir un nouveau chapitre dans leurs relations en réglant par le dialogue leurs problèmes en ayant toujours à l'esprit les intérêts supérieurs du Kurdistan et en respectant le vivre-ensemble de toutes ses communautés.

Dans son discours en kurde le président irakien, Latif Rashid, a également souligné l'importance d'un dialogue sincère pour régler les problèmes en souffrance et rappelé que l'Irak sera plus fort et en paix si le Kurdistan est fort et en paix. Lui succédant, le Premier ministre irakien a évoqué « la résistance héroïque contre la tyrannie » du peuple kurde qui a ainsi rendu un grand service à tout le peuple irakien. Il s'est engagé à appliquer toutes les clauses de l'accord signé avec les Kurdes pour la formation de sa coalition gouvernementale.

Quelques jours après cette inauguration les bureaux politiques du PDK et de l'UPK se sont réunis pour discuter de la préparation des élections parlementaires kurdes de novembre prochain. Après 6 mois de boycott, les ministres issus de l'UPK ont décidé de participer à nouveau aux réunions du Conseil des Ministres. Malgré le nouvel esprit d'entente,

---

fortement encouragé par la Coalition internationale contre Daech, notamment les Etats-Unis, il reste encore des nombreux litiges à régler notamment sur la loi électorale. De son côté, l'Iran multiplie les menaces d'intervention contre les camps des partis politiques kurdes iraniens réfugiés au Kurdistan irakien. Il manipule aussi certaines institutions irakiennes contrôlées par ses partisans, comme la Cour Suprême fédérale, pour saboter le rapprochement entre Erbil et Bagdad. Ainsi, celle-ci a jugé « inconstitutionnelle » la décision prise en octobre 2022 par le parlement du Kurdistan de proroger son mandat d'un an ajoutant ainsi à la crise politique récurrente de l'insécurité juridique. La même Cour, créée à

titre provisoire en 2005, dont la légalité même est contestée, n'a à ce jour pas jugé opportun de se prononcer sur la non application de certains articles de la Constitution, notamment l'article 140 prévoyant la tenue d'un référendum dans les territoires kurdes dits « contestés » contrôlés par le gouvernement fédéral pour savoir si ses populations souhaitent rejoindre la Région du Kurdistan.

Par ailleurs, la reprise des exportations du pétrole du Kurdistan vers la Turquie annoncée à de multiples reprises n'a toujours pas eu lieu. Ankara multiplie les prétextes « techniques » et semble attendre les résultats des élections pour engager une négociation qui

s'annonce très serrée avec l'Irak sur les conditions d'acheminement de ce pétrole. Depuis la décision d'interruption de ces exportations, le 22 mars dernier, l'Irak aurait, selon l'agence Reuters, déjà perdu plus de 1,5 milliards de dollars de recettes.

Un nouveau point de passage entre le Kurdistan irakien et turc a été inauguré le 10 mai dans le district de Mergasor d'Erbil, frontalier avec la province de Hakkari. Le commerce entre la Turquie et le Kurdistan dépasse désormais un volume de 12 milliards de dollars par an. Il profite aux grandes compagnies turques d'agro-alimentaire et de construction mais aussi aux marchands kurdes des deux côtés de la frontière.

---

## IRAN : VERS UN APAISEMENT AVEC L'EUROPE ?

**E**nglué dans une crise économique et sociale qui s'aggrave sans cesse, le régime iranien tente d'améliorer ses relations avec les pays du Golfe arabo-persique et envoie aussi quelques imides signes d'apaisement en direction de l'Europe.

La réconciliation avec l'Arabie saoudite grâce aux bons offices de la diplomatie chinoise est en bonne voie. La reprise des relations diplomatiques avec la réouverture des ambassades respectives est annoncée pour le mois de juin. Les autres pétro-monarchies du Golfe s'engagent aussi dans un processus de rapprochement et de développement des relations commerciales malgré les sanctions occidentales. La coopération sécuritaire avec la Russie et les relations « stratégiques » avec la Chine se développent aussi. Tout cela procure au régime assez de ressources pour sa survie sans toutefois porter remède à la profonde crise économique que traverse le pays et qui suscite des vagues de contestation des couches paupérisées de la population.

Dans l'espoir de parvenir enfin à conclure avec les Occidentaux sur le nucléaire et obtenir une levée des sanctions qui frappe durement son économe, le régime iranien a, en mai, libéré quelques otages occidentaux dont les Français Benjamin Brière et Bernard Phellan et un humanitaire belge en contrepartie de la libération d'un diplomate iranien condamné à 20 ans de prison en Belgique pour tentative d'attentat contre un rassemblement d'opposants iraniens en France. Le « deal » a été négocié grâce à la médiation du Sultanat d'Oman et on s'attend à d'autres libérations d'otages dans les mois à venir.

Sur le plan intérieur, le pays connaît depuis début mai, une vague de grèves. Début mai, plus d'une douzaine de syndicats ont publié une déclaration exprimant leur soutien aux grèves en cours dans diverses industries iraniennes pour protester contre les bas salaires, l'inflation et les mauvaises conditions de vie. Les autorités iraniennes ont averti les syndicats, en particulier ceux du Kurdistan

iranien, de s'abstenir de toute manifestation lors de la Journée internationale des travailleurs, qui a lieu chaque 1er mai. Le régime a également fait pression sur l'Assemblée consultative islamique pour qu'elle limoge le ministre iranien de l'Industrie, des Mines et du Commerce, Reza Fatemi Amin. Les partis d'opposition kurdes exilés d'Iran ont publié une déclaration soutenant les grèves et détaillant les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés en Iran. Les partis ont blâmé le régime actuel et le Shah pour le manque « d'infrastructures et de projets industriels » du Kurdistan iranien, ce qui contribue à son taux de chômage exorbitant et à son statut de région la plus pauvre d'Iran, après le Bélouchistan. Pendant ce temps, de nouvelles attaques au gaz toxique ont visé cinq écoles de filles à Sinneh, Kermanshah et Téhéran. Par ailleurs, un tribunal pénal de Bokan a condamné deux Kurdes à deux ans de prison pour « coopération » avec un parti kurde. Enfin, un prisonnier politique kurde du nom de Melad Zahrawand risque d'être exécuté

---

à Malayer après avoir été arrêté pour avoir participé à des manifestations antigouvernementales en novembre dernier.

L'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a rapporté que les autorités iraniennes ont arrêté 31 Kurdes, dont des jeunes, des enseignants, des médecins et des personnalités religieuses, pour des accusations liées à leurs activités en avril. En outre, un tribunal de Dewalan a condamné un imam kurde à sept mois et demi de prison et 70 coups de fouet et une personnalité religieuse de Jwanro (Javanrud) à trois ans de prison pour « propagande contre le régime » pour avoir soutenu des manifestations antigouvernementales. Un tribunal de Piranshahr a condamné trois Kurdes à 11 mois de prison pour des accusations liées aux manifestations. A Mahabad, un membre du Croissant-Rouge a été condamné à sept ans et demi de prison. À Sinneh, un militant du nom de Muslim Saedpour a été condamné à un an de prison pour avoir organisé une cérémonie publique commémorant Newroz. Enfin, le régime a exécuté deux personnes pour blasphème et a pendu 25 Baloutches au cours des premières semaines de mai.

Mi-mai un tribunal d'Illam a condamné l'artiste kurde Mohammed Abbaszadeh à un an de prison pour avoir chanté "femme, vie, liberté" lors de manifestations anti-gouvernementales. En outre, trois jeunes Kurdes

de Piranshahr ont chacun été condamnés à plus de huit ans de prison pour des accusations liées à des manifestations antigouvernementales, et un imam kurde de Sewilawa, Jalal Akbara, a été condamné à deux ans de prison pour « diffusion de propagande ». Le régime a également arrêté plusieurs autres Kurdes, dont une mère de prisonnier âgée de 67 ans, un athlète kurde à Sinneh, une lutteuse kurde à Khorram et cinq autres à Saqqez, Mahabad, Dewalan et Diwandarah. Simultanément, le régime a ignoré les critiques des Nations Unies (ONU) concernant son recours massif à la peine de mort et a pendu trois autres personnes pour avoir participé à des manifestations. Trois autres manifestants à Ispahan attendent d'être exécutés d'un jour à l'autre.

L'actualité du mois de mai a aussi été marquée par la crise interne dans l'une de ses composantes de l'opposition iranienne, l'Alliance pour la liberté et la démocratie. Outre le leader du parti kurde Abdullah Mohtadi, des personnalités comme la Prix Nobel de la Paix Shirine Ebadi, Nazanin Boniadi et Masih Alinejad ont annoncé leur démission de cette alliance formée lors des protestations populaires de la « révolution Jîna Mahsa Amini ». Dans leur lettre de démission, ces personnalités indiquent que la situation « rend difficile la poursuite de notre solidarité ». Elles affirment que « la Charte Mahsa est au cœur de la révolution des femmes, de la vie et de la liberté

et elle ne perdra pas son sens jusqu'à la victoire ». Leur démission serait due au mécontentement suscité par le rôle dominant du prince héritier iranien Reza Pahlavi dans la coalition et son soutien aux ultra-nationalistes iraniens en exil.

Par ailleurs, le conseiller irakien à la sécurité nationale, Qasim al Araji, s'est rendu en Téhéran pour une visite officielle afin de discuter du récent accord de sécurité entre l'Irak et l'Iran, sur la « sécurité des frontières » visant à désarmer et à éliminer les partis d'opposition kurdes iraniens du Kurdistan irakien. Al Araji a rencontré Mohammad Pakpour, le commandant des forces terrestres du Corps des gardiens de la révolution islamique iranienne (CGRI), qui a déclaré à un média d'État qu'ils « attendent que le gouvernement irakien remplisse ses obligations en vertu de la politique de sécurité accord. » Pakpour a juré de poursuivre les attaques contre l'opposition kurde si l'Irak ne respecte pas l'accord. Le CGRI a déjà mené plusieurs frappes de missiles et de drones sur le siège de l'opposition kurde au Kurdistan irakien. L'accord de sécurité Irak-Iran a été officiellement signé le 19 mars.

Enfin, les États-Unis ont annoncé leur intention de déployer des forces supplémentaires dans le golfe Persique en réponse à la saisie par le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) de plusieurs pétroliers marchands dans le détroit d'Ormuz

---

## SYRIE : RÉINTÈGRE LA LIGUE ARABE

**S**igne de la normalisation progressive de ses relations avec les pays arabes, le président syrien Bashar al-Assad a, pour la première fois depuis 2010, assisté au sommet de la ligue arabe réunie le 19 mai à Djeddah en Arabie Saoudite sur l'invitation du roi Salman ben Abdel Aziz.

Ce retour au bercail par la grande pompe et solennelle après plus de 12 ans de mise au ban pour cause de guerre civile, marque un tournant politique et diplomatique actant la « victoire » du régime syrien qui grâce au soutien indéfectible de ses alliés iraniens et russes a pu survivre à une guerre civile qui a fait près de 500.000

morts et plus de 11 millions de déplacés. Le régime contrôle désormais « la Syrie utile » incluant Damas, Alep, Homs et le littoral méditerranéen soit plus de deux-tiers du territoire. Les 6 provinces du nord et de l'est sont sous contrôle des Forces démocratiques syriennes, à majorité kurde, avec le soutien de la coalition inter-

---

nationale contre Daech. La province d'Idlib, à la frontière turque, est le dernier bastion de l'opposition syrienne contrôlé par la branche syrienne al-Qaida rebaptisée Haya Tahrir al-Sham ou sous protection turque. Les Turcs occupent aussi les cantons frontaliers kurdes d'Afrin, Serê Kaniyê (Ain al-Arab), Girê Spî (Tell Abyad) ainsi que le canton à majorité arabe d'Azaz où, avec des capitaux qataris, elle construit des dizaines de milliers de logements pour y installer des déplacés arabes et poursuivre l'arabisation de la région.

Dans son discours devant ses pairs arabes réunis pour ce sommet, Assad a souligné l'engagement de la Syrie envers l'arabisme affirmant que « son passé, son présent et son futur sont enracinés dans l'identité arabe. Il considère le sommet comme une occasion importante d'aborder les affaires intérieures du monde arabe avec « une ingérence étrangère minimale ». L'émir du Qatar a boycotté la séance mais son homologue des Emirats arabes unies a invité Assad à la conférence sur le climat qui doit se tenir du 30 novembre au 12 décembre à Dubai, une initiative visant à faciliter le retour du dictateur syrien sur la scène internationale.

La déclaration de clôture du sommet souligne l'importance de créer des conditions favorables au retour des réfugiés syriens et de sauvegarder « l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie ». Le retour des réfugiés syriens est également au centre de la nouvelle politique turque de normalisation avec la Syrie. La Turquie vise à renvoyer vers la Syrie une grande partie de plus de 3 millions de syriens réfugiés en Turquie. Le Liban, au bord du naufrage, qui abrite plus d'un million de réfugiés syriens et la pauvre Jordanie qui en accueille autant, aimeraient aussi les renvoyer chez eux au plus vite. Le régime syrien compte négocier le retour contre des investisse-

ments massifs des pétro-monarchies du Golfe, lesquelles espèrent aussi contre-balancer l'influence écrasante de L'Iran sur Damas. Elles veulent aussi contraindre la Syrie à cesser sa fabrication et l'exportation des drogues de synthèse comme Captagon qui, selon l'hebdomadaire français l'OBS du 18 mai « fait des ravages au Moyen-Orient ». Autrefois, plaque-tournante du trafic des drogues comme l'héroïne ou l'opium vers l'Europe via les milices libanaises à son service. La Syrie, à court de cash, est devenue une usine à fabrication à l'échelle industrielle des amphétamines comme Captagon dont le trafic rapporterait 3 à 4 milliards de dollars par an au régime.

Les Etats-Unis, la France et nombre d'Etats occidentaux sont hostiles à la réhabilitation du régime syrien mais ne disposent guère de moyen pour s'y opposer.

Avant sa participation au sommet de Djeddah, Assad a reçu à Damas le 3 mai en grande pompe, le président iranien pour discuter de la « coopération stratégique entre les deux pays ». Malgré la grande crise économique qu'il traverse, l'Iran continue d'investir dans ses relations avec la Syrie et le Liban afin d'avoir un accès aux ports méditerranéens et de disposer de moyens d'interventions conséquents aux confins d'Israël, ennemi principal du régime iranien avec lequel un conflit majeur reste de plus en plus probable.

Par ailleurs, tout au long du mois de mai, les affrontements entre les FDS et les commandos errants de Daech et les bombardements intermittents des positions kurdes par des drones et l'artillerie turcs se sont poursuivis. Ainsi Daech a mené une attaque à l'engin explosif improvisé (EEI) contre un véhicule des FDS le 27 avril, une deuxième attaque à l'engin explosif improvisé contre un véhicule militaire des FDS au sud d'Al-Raqqa qui a tué deux membres des FDS

et trois blessés le 28 avril et un assaut contre le chef du Conseil militaire de Deir Ez Zor, Tayesir al Sarhid, le 29 avril.

Le 30 avril, les gardes-frontières turcs ont tué un Syrien et en ont blessé cinq autres qui tentaient de franchir illégalement la frontière turque à l'ouest d'Idlib. Un jour plus tard, les gardes-frontières turcs ont agressé 12 Syriens qui traversaient la frontière vers Afrin occupée. Le 26 avril, Human Rights Watch a publié une liste non exhaustive des violences turques contre les réfugiés à la frontière syrienne qui montrait que les autorités turques avaient attaqué des réfugiés traversant la frontière turco-syrienne 277 fois entre octobre 2015 et avril 2023. Parallèlement, l'Observatoire syrien des droits de l'homme Rights a déclaré que les autorités turques ont tué au moins 11 réfugiés et en ont blessé au moins 20 autres pour avoir tenté de traverser la frontière turque depuis le 1er janvier 2023.

La Ligue arabe a mis fin à la suspension de 12 ans du gouvernement syrien pour avoir réprimé les manifestants et l'a réadmis le 7 mai. Les États-Unis ont critiqué cette décision, mais de nombreux États de la région, dont l'Arabie saoudite, ont encouragé la "nation arabe" à accueillir le président syrien. Le régime de Bachar al Assad de retour, ont agi rapidement pour rétablir les relations et rouvrir les ambassades. Parallèlement, le Conseil démocratique syrien (CDS) a salué « tout intérêt international et arabe pour la question syrienne si de tels efforts pouvaient être considérés comme la tragédie des Syriens, qui ne peut se terminer sans un processus politique intégré ». De plus, le président turc Recep Tayyip Erdogan et son adversaire aux élections, Kemal Kilicdaroglu, ont tous deux annoncé leur intention de normaliser les relations avec le régime d'Assad. Enfin, le président iranien Ebrahim Raisi a rencontré Assad à Damas pour discuter de la coopération straté-

---

gique en cours entre les deux nations.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont signalé l'arrestation de trois terroristes de l'EI (Daech) et d'un suspect dans deux opérations distinctes, avec le soutien de la coalition dirigée par les États-Unis. Les FDS ont également annoncé la mort de deux de ses membres en

raison d'une frappe de drones turcs près de Tel Hamis le 5 mai.

A Afrin, sous occupation turque depuis 2018, une nouvelle colonie de 500 maisons, construites sur des terres kurdes grâce à des fonds qatari et palestiniens, a ouvert ses portes. Pendant ce temps, des groupes armés soutenus par la Turquie continuent d'arrêter des

Kurdes et d'exiger des rançons.

Selon l'observatoire syrien des droits de l'homme (SOHR) des factions soutenues par la Turquie dans les régions occupées d'Afrin et d'Azaz ont libéré cinq civils kurdes après avoir reçu des rançons. Le rapport indique que chaque civil a dû payer 4000 USD à ces milices islamistes supplétives de l'armée turque.

---

## Q. TALABANI : « TOUT LE MONDE, SAUF LES KURDES, A LE DROIT DE VIOLER LA SOUVERAINETÉ DE L'IRAK »

**Q**ubad Talabani, vice-Premier ministre de la région du Kurdistan, a participé le 26 mai à une émission de Rûdaw TV où il a répondu aux questions des étudiants de l'Université du Kurdistan sur la situation intérieure de la région du Kurdistan, les relations entre Erbil et Bagdad, et les questions régionales concernant la région du Kurdistan.

### Extraits :

En réponse à une question d'un jeune sur la loi pétrolière et gazière du Kurdistan, Talabani a souligné qu'un changement fondamental avait eu lieu après la décision de la Cour fédérale irakienne du 15 février 2022.

Talabani a déclaré que selon la décision de la Cour d'arbitrage international basée à Paris en mars 2023 et l'accord ultérieur entre Erbil et Bagdad, la Compagnie de commercialisation du pétrole de l'Irak (SOMO) était responsable de la vente du pétrole du Kurdistan. Il a déclaré : "Cet accord peut aider à résoudre complètement la question du pétrole entre l'Irak et la région du Kurdistan."

Talabani a rappelé que la question de la reprise des exportations pétrolières était maintenant un problème entre l'Irak et la Turquie, et a souligné que l'Irak attendait une réponse d'Ankara concernant la reprise des exportations.

En réponse à la question de Bestoon Khalid : "La raison pour laquelle Ankara n'a pas encore répondu est-elle liée au récent tremblement de terre et aux élections en Turquie, ou y a-t-il d'autres raisons ?", Talabani a déclaré : "En tant que région du Kurdistan, nous avons fait notre part après l'accord. Comme vous le savez, la situation dans notre région est complexe. Il y a des élections en Turquie et il y a eu un tremblement de terre. Ce dossier est maintenant hors de notre contrôle, il attend une résolution entre Bagdad et Ankara. Nous, nous sommes en faveur de la reprise des exportations dès demain."

Lorsqu'on lui a rappelé ses propos lors du "Forum MERI" selon lesquels "il n'importe pas qui vend le pétrole du Kurdistan", Talabani a commenté : "Si SOMO peut vendre le pétrole du Kurdistan à un prix plus élevé qui profitera à l'Irak et à la région du Kurdistan, qu'il le fasse. Cela n'a aucun sens sur le plan économique. Pourquoi vendre quelque chose que vous pouvez vendre pour deux dollars pour seulement un dollar ?"

Talabani a également déclaré que la Turquie accepterait les conditions de prix de SOMO.

En répondant à une question d'un jeune sur les attaques menées par des drones par la Turquie et l'Iran sur le territoire du Kurdistan, Talabani a déclaré que la région

du Kurdistan était impuissante face à l'Irak, à l'Iran et à la Turquie dans ce domaine.

"Notre espace aérien n'est pas sous notre contrôle. D'une manière ou d'une autre, nous contrôlons notre territoire. Avons-nous le pouvoir d'empêcher un pays de bombarder l'un de nos villages avec ses drones, ou de cibler les Kurdes de Rojava et du Nord ? Mis à part les condamnations, avons-nous autre chose ? Honnêtement, je suis fatigué de condamner. Nous condamnons encore et encore. Cela fait partie de la souveraineté de l'Irak. Nous faisons partie de l'Irak, et cela devrait avoir un avantage pour nous. Si cela nous fait du mal, où est passée la souveraineté de l'Irak ? L'aéroport de Souleimanieh a été bombardé et personne n'a rien dit. Ceux qui parlent auraient mieux fait de ne rien dire. Je suis allé à Bagdad, ils ont inventé mille excuses. La conclusion que j'en tire, c'est que tout le monde, sauf les Kurdes, a le droit de violer la souveraineté de l'Irak. L'Iran le fait selon ses propres règles et personne ne dit rien. La Turquie le fait et personne n'en parle. Parfois, même nos alliés respectables le font, et encore une fois, personne ne dit rien. Mais dès que les Kurdes commencent à remettre en question un peu la souveraineté de l'Irak, on dit que c'est du séparatisme. Ils n'ont pas encore compris ça."

Ces propos de Talabani ont été

---

salués par des applaudissements de l'auditoire.

Lorsqu'on lui a demandé si Mazlum Kobani (commandant général des Forces démocratiques syriennes) était venu à Souleimanieh à l'invitation des Américains, Talabani a répondu : "Il n'est pas venu à l'invitation de l'Union patriotique du Kurdistan. Nous sommes alliés avec les Kurdes de Rojava dans la lutte contre l'État islamique, et nous ne le cachons à personne. Nous l'avons dit à tout le monde. La coalition internationale et la Turquie le savent aussi. Nous n'en

avons pas honte, nous ne le cachons pas, au contraire, nous en sommes fiers. Dans le cadre de la lutte contre l'État islamique."

Talabani a ajouté : "Le Parlement du Kurdistan a pris une décision pour aider nos frères à Rojava avec tous nos moyens."

Sur les relations entre le PDK et l'UPK, Qubad Talabani a déclaré qu'après avoir décidé de participer à nouveau aux réunions du Conseil des ministres du gouvernement régional du Kurdistan, il s'était entretenu avec le Premier ministre Mesrur Barzani et qu'ils

avaient réussi à résoudre la plupart des problèmes entre les deux parties.

Talabani a déclaré : "Nous sommes parvenus à un accord avec le Premier ministre et le Conseil des ministres sur la façon de faire face aux menaces auxquelles la région du Kurdistan pourrait être confrontée à l'avenir."

Talabani a exprimé sa conviction que grâce à l'accord entre les parties et à l'accord pétrolier et budgétaire conclu avec l'Irak, les problèmes financiers du Kurdistan seraient résolus.

---

## S. DEMIRTAŞ : UNE ALERTE POUR LE HDP

**D**ans une interview accordée au site turc Gerçek News, publiée le 31 mai, le leader kurde emprisonné Selahattin Demirtaş commente les résultats des récentes élections en Turquie il exhorte les responsables du parti à entreprendre des réformes stratégiques tout en faisant face aux défis multidimensionnels auxquels sont confrontés à la fois le parti et le peuple.

L'ancien co-président du Parti démocratique des peuples (HDP), souligne la nécessité d'un examen attentif de la situation actuelle et du développement de mesures efficaces pour faire face aux défis auxquels est confronté le parti. Au lieu de céder à la complaisance, il souligne que les résultats des élections devraient servir de signal d'alarme clair pour le HDP.

### Extraits édités par le site Gerçek News

Demirtaş a déclaré que le bloc au pouvoir a pris le contrôle de l'État et a utilisé toutes ses ressources sans considération éthique, a lancé une vaste campagne de diffamation et a utilisé des tactiques manipulatrices. Cependant, il serait simpliste d'attribuer uniquement

le manque de succès du HDP lors des élections parlementaires à ces facteurs, critiquant la campagne électorale du parti comme étant trop faible et trop tardive.

"Compte tenu de la situation générale, si vous déclarez : 'Nous dépasserons les 15 % aux élections parlementaires et nous veillerons à ce que le candidat de l'opposition dépasse les 50 % aux élections présidentielles', dans un pays de 63 millions d'électeurs, et si vous lancez votre campagne électorale un mois avant le jour des élections avec une approche non professionnelle et amateuriste ressemblant à une campagne d'une association locale, vous ne pouvez pas espérer réussir", a-t-il ajouté.

Demirtaş a également attiré l'attention sur les dynamiques internes au sein du HDP, révélant les défis auxquels il a été confronté en essayant de combler le fossé avec divers segments de la société.

"Pendant les cinq dernières années, j'ai essayé de transmettre cette réalité à travers des lettres, des messages et des articles au siège du HDP, mais chaque fois, ma voix me revient en écho", a affirmé Demirtaş.

Il a ajouté : "Il se passe de nombreux incidents, mais je m'abstiens de les exposer au public car je crois au fonctionnement des institutions. Malheureusement, les institutions échouent souvent à fonctionner. Il y avait un grand vide, et personne d'autre ne cherchait à le combler, et même s'ils essayaient, ils n'arrivaient pas à réussir.

"Cependant, certains amis de notre quartier, au lieu d'essayer de comprendre ces efforts, se sont concentrés sur moi en pensant que j'essayais de me mettre en avant. S'il y a des lacunes ou des insuffisances, elles ne peuvent être corrigées que par la critique et les suggestions, pas par des attaques infidèles."

Demirtaş souligne également la désillusion et le déclin vécus par la classe moyenne kurde en raison d'un manque d'orientation politique claire et de craintes de perdre leurs moyens de subsistance. Il a critiqué l'émergence d'individus qui, en l'absence d'approches politiques substantielles, se sont adonnés à des sujets futiles, dominant les espaces politiques et sociaux sans apporter de contributions significatives.

---

"Personne ne peut progresser avec de simples slogans. Si nous ne pouvons pas expliquer la modernité démocratique à un peuple qui a été tellement exposé à la modernité capitaliste et si nous ne pouvons pas présenter des modes de vie alternatifs, beaux et honorables avec nos institutions, l'effondrement de la société devient inévitable", a-t-il déclaré.

En conclusion, Demirtaş a identifié

le "coup d'État de soi-même" du 20 juillet 2016 comme un moment décisif où le gouvernement a fermé et usurpé les institutions politiques, culturelles, médiatiques, féminines, jeunes et locales, établissant un système dégradant.

Il a souligné les difficultés socio-économiques auxquelles le peuple est confronté, notamment le chômage et la pauvreté, ainsi que l'augmentation alarmante de la

toxicomanie et de la prostitution forcée, en particulier chez les jeunes vulnérables.

"Malgré tout, il y a encore une lutte difficile menée avec beaucoup d'efforts, de sacrifices et de coûts. Je crois qu'en évitant les approches qui nuiraient à cette lutte et en entreprenant plutôt un effort de renouvellement majeur, nous pouvons répondre efficacement au processus", a-t-il déclaré.

The New York Times

By Farnaz Fassihi  
and Ronen Bergman  
May 1, 2023

# Iranian Insider and British Spy: How a Double Life Ended on the Gallows

In January, Iran executed a former senior official who provided Britain with valuable intelligence on Iranian nuclear and military programs over a decade, according to Western intelligence officials.

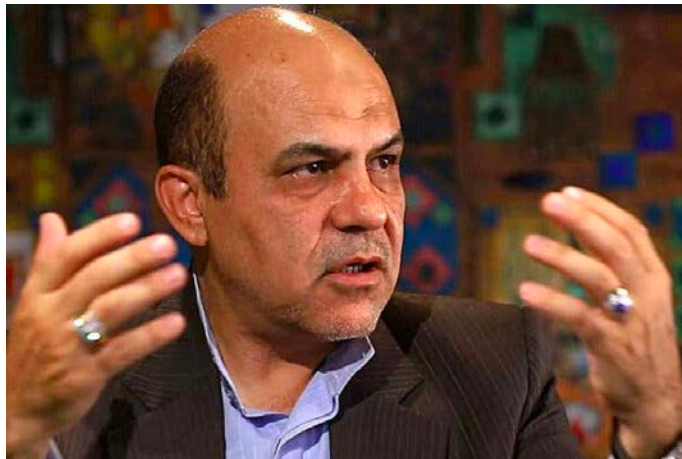
Farnaz Fassihi and Ronen Bergman interviewed American, British, Israeli, German and Iranian current and former intelligence and national security officials and senior diplomats for this article.

In April 2008, a senior British intelligence official flew to Tel Aviv to deliver an explosive revelation to his Israeli counterparts: Britain had a mole in Iran with high-level access to the country's nuclear and defense secrets.

The spy had provided valuable information — and would continue to do so for years — intelligence that would prove critical in eliminating any doubt in Western capitals that Iran was pursuing nuclear weapons and in persuading the world to impose sweeping sanctions against Tehran, according to intelligence officials.

The identity of that spy has long been secret. But on Jan. 11, the execution in Iran of a former deputy defense minister named Alireza Akbari on espionage charges brought to light something that had been hidden for 15 years: Mr. Akbari was the British mole.

Mr. Akbari had long lived a double life. To the public, he was a religious zealot and political hawk, a senior military commander of the Revolutionary Guards and a deputy defense minister who later moved to London and went into the private sector but never lost the trust of Iran's leaders. But in 2004, according to the officials,



Alireza Akbari during an interview in Tehran. Iran announced in January that Mr. Akbari had been executed on charges of espionage for Britain. Khabar Online News Agency

he began sharing Iran's nuclear secrets with British intelligence.

He appeared to get away with it until 2019, when Iran discovered with the assistance of Russian intelligence officials that he had revealed the existence of a clandestine Iranian nuclear weapons program deep in the mountains near Tehran, according to two Iranian sources with links to Iran's Revolutionary Guards.

In addition to accusing Mr. Akbari of revealing its nuclear and military secrets, Iran has also said he disclosed the identity and activities of over 100 officials, most significantly Mohsen Fakhri-zadeh, the chief nuclear scientist [whom Israel assassinated in 2020](#).

Britain has never publicly acknowledged that Mr. Akbari, who became a British citizen in 2012, was its spy. A British Foreign Office spokesman, who requested anonymity, said it

was longstanding policy not to comment on "matters relating to intelligence."

The New York Times [reported in September 2019](#) that the source of the intelligence on the nuclear site, called Fordo, was a British spy. The intelligence on Fordo that Mr. Akbari provided was one of the revelations that the British intelligence official passed on to Israeli counterparts and other friendly agencies in 2008, according to three Western intelligence and national security officials.

The State Department and the National Security Council said they could not comment on questions about Mr. Akbari.

The following account of Mr. Akbari's activities is based on interviews with American, British, Israeli, German and Iranian current and former intelligence and national security officials and senior diplomats. Some re-

quested anonymity because they were not authorized to speak on the record.

## A Rapid Rise in Iran

Mr. Akbari, who was 62 when he was executed, was an unlikely spy. He displayed a fanatical allegiance to the ideals of the Islamic Republic and unwavering support for its leaders, according to interviews with his brother Mehdi Akbari and people who knew him.

His most distinct physical feature was a dent on his forehead — a sign of his devotion to the Shia faith of Islam that came from pressing his forehead to the mohr, a clay stone used in daily prayers. He held extremist political views, expressed in fiery writings, speeches and interviews and, according to a senior Iranian diplomat and an adviser to the government, in official meetings, he argued that Iran should acquire a nuclear weapon.

"My brother was deeply religious and very revolutionary, more so than anyone in our family," said Mehdi Akbari.

Mr. Akbari, who was born into a conservative middle-class family in the city of Shiraz, was a teenager when the Iranian revolution in 1979 toppled the monarchy and war with Iraq followed, his brother said. Inflamed with revolutionary passion, he and an older brother enlisted as soldiers, and by the time he left the front lines almost six years later, he was a decorated commander of the Revolutionary Guards.



Returning to civilian life, Mr. Akbari ascended the ranks, rising to deputy defense minister and holding advisory positions on the Supreme National Security Council and other government bodies. He forged close relationships with two powerful men: Mr. Fakhri-zadeh, the nuclear scientist, and Ali Shamkhani, the head of the council, whom he served as a deputy and an adviser.

“He was extremely ambitious, an excellent analyst with superior writing and speaking skills and people trusted him,” said Foad Izadi, a policy analyst in Iran who is close to the government and the Revolutionary Guards. “He had access to a lot of sensitive, secretive information on nuclear and military programs.”

In 2004, amid growing suspicions in Israel and the West that Iran was secretly pursuing a nuclear weapons program, Mr. Akbari was responsible for convincing key embassies in Tehran that it was not, meeting regularly with the ambassadors of Britain, China, France, Germany and Russia.

### **A Story of Recruitment and Spying**

In eight short videos aired by state television after his execution, Mr. Akbari, dressed in suits, clean shaven and sitting in an office, detailed his spying activities and his recruitment by Britain at a function at the British Embassy in Tehran. But later, in an audio message broadcast by BBC Persian — it had been obtained through his family, according to Mr. Akbari’s brother — Mr. Akbari said the confessions were coerced.

The motivation for Mr. Akbari’s actions remain unclear. He said in the video that he was driven by “greed and power,” though also denied having financial problems. Iran says Mr. Akbari betrayed the country and traded state secrets for money. His family denies he was a spy and says that many assertions in the videos were

fabricated by the Iranian government. But, they say, many of the dates and events in the videos were correct.

In the videos, Mr. Akbari said he was recruited in 2004 and told he and his family would be given visas for Britain. The next year, he traveled to Britain and met with an MI6 handler, he said. Over the next few years, Mr. Akbari said he created front companies in Austria, Spain and Britain to provide cover for meetings with his handlers. Iran has said that MI6 paid Mr. Akbari nearly 2 million pounds, currently about \$2.4 million.

Mr. Akbari met with the British ambassador in Tehran as part of his official job, and traveled to Europe often for business, Mehdi Akbari said. He said that his brother, like many Iranian officials, had started branching out into various businesses while he was employed by the government, and that he was financially secure.

Mehdi Akbari described a scene in which the brothers sat in a Tehran garden one summer afternoon in 2006 chatting about work. When he suggested that they start an oil and gas consultancy business, his brother declined, showed him a business card that said he was a board member of an energy company in Austria and said he “was extremely tied up” with this new venture.

Mr. Akbari retired from his official posts in 2008, his brother said, but continued to serve as an adviser to Mr. Shamkhani and other senior officials.

Later that year, Mr. Akbari was arrested and held for four months on accusations that he was spying for Britain, according to his brother and two family friends. The interrogations did not yield a confession, and many of Mr. Akbari’s powerful friends vouched for him, they said. He was released on bail, his brother said. The case was closed and he was allowed to travel freely.

In April 2008, Britain received and shared with Israel and Western agencies the intelligence about Fordo, a uranium enrichment facility deep inside an underground military complex, that was part of Iran’s efforts to build a nuclear bomb. Fordo’s discovery changed the world’s understanding of Iran’s nuclear program and redrew the West’s military and cyber plans for countering it.

“The information about Fordo shocked us,” Yoni Koren, who was the chief of staff for Israel’s defense minister at the time, said in an interview in 2019. (Mr. Koren died in January.)

“The great contribution of the British to the combined Western efforts to gather data from inside the Iranian nuclear project was always in human intelligence,” he said. “They had a foot on the ground in places where neither we nor the Americans had a presence.”

A satellite view of Iran’s Fordo fuel enrichment plant, northeast of the city of Qum. Maxar Technologies

The intelligence Britain shared with Israel in 2008 was soon passed on to Western intelligence agencies, according to a person who held a senior position in German intelligence at the time. In September 2009, at a Group of 7 summit in Pittsburgh, President Barack Obama, along with the leaders of Britain and France, revealed that Fordo was a nuclear enrichment plant.

Western intelligence agencies had long been aware through satellite imagery that Iran was building a facility deep inside the mountains at Fordo. But they had thought the site was a military storage facility and were unaware of its transformation into a secret nuclear enrichment site.

“The discovery of Fordo radically altered the attitude of the international community toward Iran,” said Norman Roule, the

former national intelligence manager for Iran at the C.I.A. He added that it helped convince China and Russia that Iran had not been transparent about its nuclear program and drove the push for more sanctions.

Even after his brief arrest and retirement from official jobs, Foreign Ministry officials continued to seek advice from Mr. Akbari, and informed him about closed-door meetings about policies and nuclear negotiations, according to a senior Iranian diplomat.

Mr. Akbari also was traveling regularly to London. In 2010, he had a heart attack there, his brother said, and stayed. He was soon joined by his wife and two daughters, and eventually obtained British citizenship, living off an investment portfolio and traveling to Iran to maintain contacts with senior officials. In the videos, Mr. Akbari said he faked the heart attack in order to stay in Britain.

Still, he traveled back and forth from London to Tehran at least three times from 2010 to 2019 and stayed at a family home he had kept in Tehran, his brother said.

### **A Final Return to Iran**

In 2019, Mr. Akbari flew to Iran for a final time after Mr. Shamkhani, the Supreme National Security Council head, told him the country needed him on an urgent nuclear and defense matter, his brother said.

A few days after his return to Tehran, he was summoned to the Intelligence Ministry. Worried, he called Mr. Shamkhani, who told him that the authorities had heard he was in contact with MI6 and urged him to cooperate to prove his innocence, his brother said. After several interrogations, he was arrested.

At some point, Iran discovered that Mr. Akbari was the source of the Fordo leak, according to the two Iranians with connections to the Revolutionary

Guards, information that was confirmed by Russian intelligence. It is unclear how Russia, a close ally of Iran, discovered the information.

In 2020, a year after Mr. Akbari's arrest, Israel assassinated Mr. Fakhrizadeh, the nuclear scientist, [with a remote-controlled robot](#) as he was driving to his weekend home in a mountain village near Tehran.

Mr. Akbari was detained by the Intelligence Ministry and held in solitary confinement for months in an underground detention and then in Tehran's notorious Evin prison, his brother said. The family was told to keep the arrest under wraps. Iranian officials said on state media after his

execution that they had him regularly log in to a computer provided by the British and communicate with his handlers to mislead them.

In January, a little over three years after Mr. Akbari's arrest, as Iran was reeling from months of anti-government protests, a crackdown by the authorities and a new round of international sanctions, the Iranian authorities announced that he was a spy.

Execution of senior officials is extremely rare in Iran. The last time a senior technocrat was executed was in 1982. But just days after Mr. Akbari's arrest became public, prison guards escorted him at sunrise to a walled outdoor space, according

to Iranian sources and diplomats. A rope was placed around his neck and, within minutes, his lifeless body was dangling from a gallows.

Mr. Akbari was buried in a vast cemetery in the outskirts of Tehran without his relatives' knowledge or presence. His family said the authorities only showed them a video of his body being washed and prepared according to Islamic rituals.

"We could have never imagined this, and I don't understand the politics behind it," said Mr. Akbari's wife, Maryam Samadi. Britain condemned Tehran for executing Mr. Akbari, briefly recalled its ambassador and imposed new sanctions on Iran.

Mr. Akbari's family was allowed to hold a memorial service in Tehran 40 days after his death. They rented a hall in a mosque, arranged white flower baskets and served trays of halvah, the traditional sweet served at funerals. They sat on chairs that lined the walls, ready to greet a procession of his friends, colleagues and associates from his various roles serving the Islamic Republic for 40 years.

But nobody came, they said. Only his family attended.

**Farnaz Fassihi reported from New York, and Ronen Bergman from Tel Aviv. Mark Landler contributed reporting from London.**

Le Monde

avec afp  
1 Mai 2023

## Election présidentielle en Turquie : rixes entre partisans et opposants à Erdogan autour d'un bureau de vote à Marseille

Les électeurs turcs qui résident en France sont appelés aux urnes  
deux semaines avant leurs compatriotes en Turquie.

**P**lusieurs rixes ont éclaté, lundi 1<sup>er</sup> mai en fin d'après-midi, à Marseille, entre partisans et opposants au président turc, Recep Tayyip Erdogan, autour d'un bureau de vote ouvert aux ressortissants turcs pour les élections présidentielle et législatives, faisant au moins quatre blessés.

Les forces de l'ordre ont dû intervenir à deux reprises pour séparer ces électeurs turcs appelés à se rendre aux urnes deux semaines

avant l'ouverture de ces deux scrutins fixés au 14 mai en Turquie, a précisé la préfecture de police des Bouches-du-Rhône.

Une première rixe s'était déclarée vers 14 h 30 autour de ce bureau de vote situé dans les quartiers sud de Marseille, proche du parc Chanot, lors de laquelle quatre personnes ont été blessées, avant d'être transportées à l'hôpital de la Timone. Les policiers avaient dû faire usage de gaz lacrymogène pour sé-

parer les deux groupes. D'autres affrontements ont ensuite eu lieu en fin de journée, malgré la présence des forces de l'ordre, et deux personnes ont été interpellées, a précisé la préfecture de police à l'Agence France-Presse.

A 69 ans, M. Erdogan est candidat à sa propre réélection lors du scrutin présidentiel, mais il devra affronter pour la première fois une opposition unie après vingt ans de pouvoir. Face à lui, trois préten-

dants, dont son principal adversaire, Kemal Kılıçdağ, 74 ans, candidat d'une alliance de six partis d'opposition allant de la droite nationaliste à la gauche démocrate, dominée par le CHP (social-démocrate) fondé par le père de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk. Les sondages prédisent une présidentielle serrée, que les deux camps affirment pouvoir remporter au premier tour. Un éventuel deuxième tour serait organisé le 28 mai.



Euronews  
1 Mai 2023

## Présidentielle en Turquie : Recep Tayyip Erdogan pourra-t-il se maintenir au pouvoir ?

L'élection présidentielle du 14 mai a l'allure d'un référendum autour du dirigeant turc Recep Tayyip Erdogan, qui affronte pour la première fois une opposition unie après 20 ans de pouvoir.

**R**eccep Tayyip Erdoğan, 69 ans est bien décidé à se maintenir cinq ans de plus à la tête de la Turquie.

Le président sortant a débuté ce weekend sa campagne électorale, à coup de meeting et de promesses. Mais cette présidentielle s'annonce d'ores et déjà comme la plus disputée de l'ère Erdoğan qui affronte pour la première fois une opposition unie après 20 ans de pouvoir. Si le dirigeant turc peut compter sur près de 30% d'irréductibles partisans, nul ne peut prédire l'impact du séisme qui a fait 50 000 morts en février dernier. Le gouvernement a été accusé d'avoir tardé à déclencher les secours.

Face à lui, trois prétendants dont son principal adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, 74 ans, candidat d'une alliance de six partis d'opposition allant de la droite nationaliste à la gauche démocrate, dominée par le CHP (social-démocrate) fondé par le père de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk.

"Kemal", comme il se présente sur ses affiches, a reçu vendredi le soutien inédit du parti prokurde HDP, troisième force politique du

pays, qui a appelé à voter pour lui.

Entre l'AKP islamo-conservateur de M. Erdogan et le CHP, laïque par essence, de M. Kılıçdaroglu, les 64 millions d'électeurs turcs choisiront entre une pratique de plus en plus autocratique du pouvoir, teintée de religiosité, et la promesse d'un virage démocratique. Ils vont aussi renouveler leur parlement.

Les sondages prédisent une présidentielle serrée, que les deux camps affirment pouvoir remporter au premier tour - faute de quoi un deuxième tour sera organisé le 28 mai.

### Dérive autocratique

M. Kılıçdaroglu a tenté d'éviter deux écueils : l'hostilité des femmes conservatrices, autorisées sous M. Erdogan à porter le foulard à l'université et dans la fonction publique, en proposant de le graver dans la loi. Et son appartenance à l'alévisme, une branche hétérodoxe de l'islam, qu'il a évoquée dans une vidéo devenue virale sur Twitter, déminant les attaques dans une Turquie majoritairement sunnite.

Face à lui, dans un pays dominé depuis deux décen-

nies par le "Reis" et son parti, en proie à une grave crise économique et de confiance - l'inflation a dépassé 85% l'automne dernier -, l'omniprésent Recep Tayyip Erdogan aura fort à faire pour séduire l'électorat, bien qu'il puisse compter sur quelque 30% d'irréductibles partisans.

Les 3,4 millions de Turcs de l'étranger ont commencé à voter jeudi, et 5,2 millions de jeunes s'exprimeront dans les urnes pour la première fois. Eux n'ont connu que M. Erdogan et sa dérive autocratique depuis les grandes manifestations de 2013 dites de Gezi et, surtout, le coup d'Etat raté de 2016.

"C'est par vous que le printemps arrivera", leur a lancé M. Kılıçdaroglu, qui a fait du "cœur avec les doigts" la signature de ses meetings.

### Défaite possible

Cette situation ajoute aux inquiétudes sur la régularité des opérations électorales et "l'état de la démocratie" en Turquie, a prévenu le Conseil de l'Europe, qui y dépêchera 350 observateurs, en plus de ceux désignés par les partis dans les 50 000 bureaux de vote. L'opposition a pris les de-

vants en mobilisant 300 000 scrutateurs et en doublant le nombre d'avocats formés à surveiller le scrutin, selon le vice-président du CHP chargé de la sécurité des élections, Oguz Kaan Saliçi.

Malgré l'ampleur du défi, le responsable est confiant : "Nous ne vivons pas dans une république bananière. Le pouvoir va changer de mains comme il a changé de mains en 2002" quand l'AKP est arrivé au pouvoir, assure-t-il.

Un connaisseur de la vie politique locale rappelle que la Turquie est attachée à la démocratie : "Même du temps où les militaires menaient un coup d'Etat tous les 10 ans, ils remettaient leur pouvoir en jeu dans les urnes". Il observe aussi que "pour la première fois, les députés AKP évoquent ouvertement la possibilité d'une défaite".

D'ici là, Recep Tayyip Erdogan, infatigable bretteur, multiplie les meetings et les promesses - hausses des retraites, constructions de logements, factures d'énergie allégées - en ciblant les femmes et les jeunes. Seul un ennui de santé a pu jusqu'à présent ralentir sa course.



Laurent Perpigna Iban  
1 Mai 2023

## Sur la frontière turco-syrienne, les blessures kurdes des habitants de Nusaybin

Un épais mur de béton, des miradors et des barbelés. De chaque côté, des familles divisées et une douleur que le temps n'a pas atténuée. Contrairement aux apparences, nous ne nous trouvons pas dans une de ces nombreuses localités de Jérusalem Est ou de Cisjordanie, défigurées par des séparations de plusieurs mètres de haut, mais dans le sud-est de la Turquie, à quelques jets de pierres de la frontière syrienne. Ici, Nusaybin, une cité majoritairement kurde de 90 000 âmes dont l'accès est contrôlé par l'armée turque ; en face, de l'autre côté du mur, Qamichli, devenue à la faveur de la guerre la capitale de facto de l'Administration autonome du nord-est de la Syrie, fief des forces kurdes et véritable bête noire d'Ankara.

Le tracé rectiligne de la frontière turco-syrienne, qui suit à cet endroit l'ancienne ligne de chemin de fer Bagdad-Istanbul, marque un renforcement à l'endroit de Nusaybin, dont certains quartiers semblent littéralement venir embrasser Qamichli. Conséquence : sur les cartes comme dans les cœurs, il est difficile de déterminer si les deux villes sont jumelles ou si elles ne sont en réalité que les deux bras d'un même corps supplicié. D'ailleurs, cette démarcation, les habitants disent la contester depuis qu'elle est sortie de terre, suite à un accord franco-turc vieux d'un siècle. «La frontière est artificielle, la preuve, des deux côtés, on parle le kurde beaucoup plus que le turc ou l'arabe», affirme Hassan, un sexagénaire dans le centre-ville de Nusaybin.

Osman, lui, vit à quelques dizaines de mètres du mur tout au plus. Ce berger de 66 ans,

un keffieh noir et blanc enroulé autour de la tête, a l'œil malicieux et le verbe haut. «J'ai franchi cette séparation pendant quinze ans à dos de mulet, je vendais du bétail en face. Parfois, je dormais de l'autre côté à la belle étoile», se remémore-t-il. Des scènes qui appartiennent définitivement au passé. La portion de la frontière turco-syrienne qui enjambe les zones de peuplement kurde semble avoir été un peu plus surveillée à chaque décennie. Le point de non-retour est atteint en 2012 : alors que la guerre fait rage en Syrie et que le drapeau frappé des couleurs kurdes est hissé à Qamichli, les autorités turques, inquiètes que cette autonomie naissante ne crée des émules en Turquie, décident de boucler la zone et d'ériger un mur de séparation. Et les protestations des locaux, qui manifesteront pendant des semaines des deux côtés de barbelés en cours d'installation, n'y changeront rien : le point de passage terrestre entre les deux pays vient de se fermer. Il ne s'est, depuis, pas rouvert.

Un souvenir qui reste très douloureux pour beaucoup d'habitants de Nusaybin. Devant une des écoles de la ville, un groupe d'hommes attend la sortie des classes à l'ombre du mur. Comme Hassan et Osman, tous affirmant avoir des proches à Qamichli. «Il y a cent ans, ma famille, en provenance de Syrie, s'est installée ici, rapporte l'un d'entre eux. Nous avons gardé contact avec tous ceux restés sur place jusqu'en 2012. Depuis, nous ne nous appelons même plus, un coup de téléphone peut suffire pour que la Turquie nous soupçonne d'être des terroristes. C'est arrivé à trop de personnes.»

**«Mes parents n'ont pas pu enterrer leur fils»**

si, dès lors que l'on s'éloigne du mur, la pression ne paraît pas étouffante, ses habitants sont néanmoins unanimes. Nusaybin serait pris au cœur d'une toile d'araignée policière, encore plus depuis les lourds affrontements entre la jeunesse et l'armée qui ont mené à la destruction d'une partie de la ville en 2015. Un homme, irrité par ces débats à fleurets mouchetés, se joint à la discussion et s'emporte : «A partir de 2012, nous avons été privés de voir nos familles qui luttait contre Daech alors qu'en même temps, à Gaziantep, la Turquie ouvrait grand sa frontière pour les jihadistes qui voulaient aller se battre en Syrie. Qui peut prétendre le contraire ?» Comme si la ligne rouge avait été franchie, l'échange s'arrête prématurément.

Dans une maison de la ville, Xanife Muhammed nous reçoit, en compagnie de ses deux enfants. A labri des regards et des oreilles indiscretes, les discussions semblent plus apaisées. L'intégralité de la famille de cette trentenaire ainsi que celle de son mari sont encore en Syrie, dont une bonne partie à Qamichli. «C'est difficile. Mon père de 65 ans a subi une opération du cœur et je n'ai pas pu aller m'occuper de lui», confie-t-elle, amère. A ses côtés, ses deux enfants, qui dépassent de peu l'âge du mur, ont dû grandir loin de leurs grands-parents. Un comble, puisque ces derniers ne se trouvent physiquement qu'à quelques centaines de mètres.

Xanife insiste : la majeure partie de ses connaissances dans la région sont dans la

même situation. Sur son téléphone, elle montre une photo de son frère : «Il est mort ici, à Nusaybin. Malgré nos demandes répétées, notre famille en Syrie n'a pas eu le droit de venir. Mes parents n'ont pas pu enterrer leur fils, vous rendez-vous compte ?» A cela, il faut rajouter une peur qui hante la région : véritable balcon sur la guerre d'usure – à grand renfort de drones – menée par les forces turques au Kurdistan syrien, les habitants de Nusaybin disent «trembler pour leurs proches chaque instant».

**600 000 engins explosifs le long de la frontière**

A ce facteur humain pour le moins pesant, il faut ajouter les conséquences économiques de la fermeture frontalière : au cœur d'une région historiquement en difficulté, Nusaybin a longtemps été l'unique point de passage entre la Turquie et la Syrie, à des kilomètres à la ronde. Ses marchés étaient irrigués de produits remontant d'Irak ou du Koweït via le poste frontière de Qamichli-Nusaybin. Metin, un commerçant de 50 ans, se souvient : «Il y avait un bazar de "contrebandiers", nous vendions des marchandises qui arrivaient parfois de loin et qui entraient en Turquie par Nusaybin. Des clients venaient depuis Istanbul pour chercher des lecteurs CD ou des autoradios.» A ses côtés, Ismet acquiesce : «Les gens avaient l'habitude d'aller en Syrie tous les jours, même pour faire leurs courses. La situation économique était déjà difficile, aujourd'hui à cause de la fermeture, elle est impossible.»

Si, du côté de la chambre de commerce et d'industrie de Nusaybin, on se contente d'affirmer pudiquement que l'ou-



verture de la frontière «contribuerait grandement à l'économie, et qu'elle est nécessaire à la vitalité de la région tout entière», une source locale, souhaitant conserver l'anonymat, affirme qu'au moins 500 commerçants ont dû cesser leur activité immédiatement après le bouclage de la frontière. Reber, 44 ans, qui va se recueillir dans un cimetière de la ville collé au mur, est formel : «Cette fermeture a été une catastrophe. Elle a endeuillé nos vies, et elle continue de le faire. Nous tâchons de nous en sortir mais ce n'est pas facile.»

Depuis les locaux du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde, très populaire à Nusaybin), Hemin et Aladdin ajoutent : «Le problème ne se situe pas qu'à Nusaybin, il est le même sur des centaines de kilomètres. Certains paysans ont des terres collées à la frontière, ils n'osent plus y accéder car les soldats turcs tirent à vue. Et il ne faut pas oublier que des milliers de personnes ont perdu la vie en

sautant sur une mine.» Des chiffres glaçants qui s'imposent à tous : depuis 1954, au moins 600 000 engins explosifs ont été disséminés le long de la séparation entre les deux pays.

### Une résilience à toute preuve

Aujourd'hui long de plus de 700 kilomètres, ce mur est perçu par beaucoup de Kurdes comme un continuum dans la négation de leur identité ; une dynamique dans laquelle Recep Tayyip Erdogan n'aurait finalement fait qu'écrire le dernier chapitre. Un sentiment que l'historien Hamit Bozarslan entend : «Il y a un siècle déjà, le géographe français Marcel Clergé présentait une carte de la frontière, avec un recensement précis de la division par la force d'un très grand nombre de familles entre la Turquie et la Syrie. Cette frontière a, en réalité, été militarisée très tôt. Aujourd'hui, elle est concrétisée dans le béton, et c'est clairement un acte d'inimitié de

l'Etat turc envers les Kurdes.»

Emine, 70 ans ne dit pas autre chose. La tête couverte d'un melhef, un voile blanc à ornements porté par les femmes kurdes, elle affiche une résilience à toute épreuve. «Nous avons toujours souffert de l'injustice, nous nous y sommes malheureusement habitués. Ce mur est une étape de plus», réagit-elle.

Alors qu'à quelques semaines du double scrutin législatif et présidentiel, l'avenir de Recep Tayyip Erdogan à la tête de l'Etat semble menacé – c'est du moins ce qu'indiquent les sondages d'opinion –, un ventuel changement de gouvernance pourrait-il rebattre les cartes dans le sud-est de la Turquie ? Les habitants de Nusaybin interrogés, s'ils souhaitent sans exception le départ de l'actuel président, se montrent néanmoins assez partagés. Certains, comme Hemin, tâchent d'être optimistes : «Si l'AKP quitte le pouvoir, il y aura peut-être une amélioration, et nous

irons vers quelque chose de nouveau.»

Comme d'autres, Xanife, elle, considère que le «problème kurde» va bien au-delà de la question Erdogan et «qu'aucun gouvernement» ne leur rendra «la vie plus facile». Assaillie par l'idée de ne jamais revoir son père, la jeune femme est donc bloquée entre le temps long de la politique et la fugacité de l'existence humaine. Techniquement, au gré d'un détour de plusieurs centaines de kilomètres, elle pourrait lui rendre visite en Syrie, en passant par l'Irak. «Mais dans ce cas, je ne pourrai pas rentrer en Turquie, je serai interdite de retour par les autorités.» Elle se tourne vers ses deux enfants : «Et même si la vie est dure, je préfère que mes enfants soient ici. C'est trop dangereux là-bas et l'avenir est trop incertain, je n'ai pas le droit de faire ça.»

(1) Certains prénoms ont été changés, à la demande des intéressés.



Laurie mylroie  
May 2 2023

## State, Defense Departments Can't Confirm Turkish Claim to Kill ISIS Leader—but Affirm Continued Fight against ISIS

“It would certainly be welcome news,” if true, the Spokesperson continued, before affirming the U.S. commitment to maintaining the fight against ISIS.

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – Turkish President Recep Tayyip Erdogan claimed on Sunday that Turkish forces had succeeded in assassinating the head of ISIS.

No U.S. agency appears able to confirm that. Asked by jour-

nalists on Monday about it, State Department Deputy Spokesperson, Vedant Patel, said he could not confirm it. Kurdistan 24 then posed the same question to a Defense Department Spokesperson and received the same answer.

Yet one important point should

be noted: both the State and Defense Departments affirmed the U.S. commitment to continuing the fight against the terrorist group.

### Erdogan's Claim

In a televised interview, late on Sunday, Erdogan claimed that

Turkish intelligence had “neutralized” the “suspected leader of Daesh [i.e. ISIS], codename Abu Hussein al-Qurayshi.”

Turkish media elaborated on Erdogan's claim, saying that as Turkish forces closed in on Qurayshi, he killed himself with a suicide vest.

“A great and strong Turkey is a source of pride for its citizens, and we yearn for it by fighting against terrorist groups,” Erdogan stated, as he described the attack which he said had killed the ISIS leader.

Yet there have long been suspicions that Turkey has supported Arab extremists for its own purposes. Reflecting such suspicions, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), America’s main partner in the fight against ISIS in Syria, charged that al-Qurayshi had operated under the protection of a Turkish-backed group in northern Syria—Ahrar al-Sharqiya—which the U.S. had designated a terrorist group in 2021.

“There is nothing new about this incident except for the end of a mission targeting an ISIS member who had long been protected by Turkish intelligence in Afrin,” the SDF said in a written statement.

This perspective echoes an earlier view of terrorism, in which the U.S. understood major acts of terrorism to involve states—essentially, a form of proxy war. That was how Americans saw the terrorist threat until Bill Clinton became president and shifted the U.S. focus from deterring and punishing terrorist states to arresting and convicting individual perpetrators.

#### State, Defense Department Responses

Responding to a question about Erdogan’s claim to have killed the ISIS leader, Patel told journalists, “It’s not something I’m able to confirm at this moment.”

“Obviously, if it is, in fact true, this would be welcome news,” he continued. “The United States has been waging a campaign with our international partners to degrade ISIS.”

“We have had success, and we’ll continue these efforts,” Patel affirmed.

Kurdistan 24 then put a similar question to the Defense Department and received much the same answer from a Pentagon Spokesperson.

“We are aware of the reports” of Turkey’s claim to have assassinated the ISIS leader, but we are “not in a position to confirm at this time – so we’d refer you to the government of Turkey.”

“It would certainly be welcome news,” if true, he continued, before affirming the U.S. commitment to maintaining the fight against ISIS.

“We have had success and will continue these efforts,” he stated.

So irrespective of the Turkish claim, whether true or false, it has no effect on the U.S. determination to continue the fight against ISIS.

Le Monde

Ghazal Golshiri  
2 Mai 2023

## En Iran, les commerces qui acceptent les femmes non voilées mis sous scellés

Refus des taxis, entrée interdite dans les musées, dénonciations : les mesures d’intimidation se multiplient contre les Iraniennes qui refusent de porter le hidjab.

La police des mœurs iranienne, chargée de surveiller l’apparence des femmes et des hommes, à l’origine de la mort, en septembre 2022, de Mahsa Amini en garde à vue pour un voile « mal porté », n’a pas encore repris ses activités, suspendues depuis lors. Mais le régime ne semble guère prêt à faire de concessions sur la question du hidjab et multiplie les mesures directes et indirectes pour soumettre les femmes à la loi. Dans une guerre des nerfs permanente avec les autorités, des Iraniennes continuent pourtant chaque jour à sortir dans la rue sans voile, comme Parnia (un pseudonyme), 39 ans, résidant à Téhéran.

Le 4 avril, le Guide suprême, Ali Khamenei, dénonçait « le dévoilement des femmes »

comme un acte « haram [“interdit” en islam] religieux et politique », promettant que cette question « serait certainement réglée ». Puis il a donné un ordre clair à toutes les instances du pouvoir iranien, notamment à la police et à la justice, mais aussi à ses partisans, d’intervenir sans attendre. A partir de cette date, tous les trois ou quatre jours, Parnia a reçu un SMS d’avertissement de la part de la police parce qu’elle apparaît dans l’espace public sans voile, dans sa propre voiture.

Dans ces messages reçus sont mentionnés la plaque d’immatriculation de son véhicule, l’heure et le lieu où elle a été détectée, par une caméra de surveillance, dévoilée. « En cas de récidive, les poursuites judiciaires et policières seront engagées », précisent les SMS.

Le 30 avril, Parnia a finalement été informée que sa voiture devait être mise en fourrière durant quinze jours. Quelques minutes plus tard, elle a reçu un autre message d’avertissement, cette fois-ci avec son nom et son numéro de carte d’identité. « Je ne sais pas si le message m’a été envoyé parce que je suis la propriétaire de la voiture prise en photo ou parce que l’Iran a eu recours à des caméras à reconnaissance faciale », se demande Parnia.

#### « Nous ne prenons pas les femmes sans hijab »

Autre moyen mis en œuvre pour contraindre les femmes à se plier aux exigences du Guide : la fermeture des commerces accueillant des Iraniennes sans voile. Selon les estimations de la chaîne BBC

Persian, diffusée depuis Londres, au moins 500 restaurants, cafés, pharmacies et autres magasins ont été mis sous scellés dans tout le pays entre le 20 et le 27 avril.

Le cas du grand centre commercial Opal, situé dans le nord-ouest de Téhéran, fermé le 25 avril, a fait grand bruit. Quelques jours avant cette sanction, des vidéos avaient montré de jeunes filles s’y promenant les cheveux lâchés sur les épaules. Opal a rouvert ses portes le 30 avril. Mais deux boutiques qui avaient promis sur leurs pages Instagram des promotions aux clientes non voilées ont été rapidement mises sous scellés.

Ces jours-ci, l’annonce du nombre et de la liste des commerces fermés ainsi que de nouvelles

mesures punitives pour le respect du hidjab est devenue une source de fierté pour les responsables politiques iraniens, et un indice de leur dévouement sans faille à la République islamique. Début avril, le gouverneur de la province d'Hamadan, Alireza Ghasemi Farzad, a ainsi ordonné aux banques et aux enceintes sportives de ne plus accueillir les femmes non voilées. Le 24 avril, c'était au tour du ministère du patrimoine culturel et du tourisme d'émettre une circulaire leur interdisant l'entrée dans tous les musées du pays.

A la fin du mois, la journaliste Nazila Maroufian a relaté sur Twitter (bloqué en Iran, mais accessible par les logiciels antifiltrage) comment sa course en taxi avait été annulée par six chauffeurs différents de la compagnie Snapp (une entreprise de VTC iranienne) parce qu'elle n'avait pas accepté de mettre un foulard sur la tête. « Ils m'ont dit : "Nous ne prenons pas les femmes sans hidjab" », affirme-t-elle. Pour l'heure, l'entreprise n'a ni infirmé ni confirmé cette information.

« **Mots insultants et obscènes** »

Dans la rue, de plus en plus

d'hommes et de femmes, travaillant pour le régime ou proches de son idéologie, fil-



Devant le bazar de Tajrish, dans le nord de Téhéran, le 25 janvier 2023. ATTA KENARE / AFP

ment les contestataires. Sans que l'on sache avec certitude si ces images donnent lieu à une arrestation ou à d'autres mesures d'intimidation.

Mais les gestes de résistance et de désobéissance civile sont loin d'être sans risque. Le 23 avril, l'Iranienne Kolsoum Oftadehpour, âgée de 59 ans, a été tuée dans la province de Kerman (sud) lors d'une dispute autour du hidjab des filles de sa famille.

Selon le site iranien *Rouyhad24*, citant un proche de la victime, un groupe d'hommes et de

femmes zélés s'en seraient pris à ses proches, pas assez couvertes à leur goût, en les interpellant avec des « mots insultants et obscènes ». « Ils n'arrêtaient pas de nous dire qu'ils appelleraient tel dirigeant ou telle autorité pour nous menacer, raconte un témoin. Nous n'avons pas compris qui a asséné un coup à Kolsoum Oftadehpour. Mais elle est tombée et (...) n'a plus respiré. »

La justice iranienne a annoncé avoir arrêté deux personnes

dans cette affaire. Mais, au vu des précédents, dont la mort de Mahsa Amini, peu d'espoir existe quant au fait que la lumière soit faite et que les éventuels auteurs de ces violences soient traduits devant la justice. La mort de Kolsoum Oftadehpour a suscité une vague d'indignation essentiellement sur les réseaux sociaux, tandis que la contestation contre la loi discriminatoire du hidjab se poursuit tous les jours malgré les risques. Certains juristes et journaux iraniens osent s'en prendre aux nouvelles mesures punitives, s'agissant notamment de la fermeture des commerces.

« La police iranienne n'est pas capable de faire appliquer la loi sur le hidjab, souligne un éditorial du quotidien *Ham-Mihan*, le 27 avril. Ils [les dirigeants] essaient de changer les règles du jeu en dressant les gens contre les commerçants (...). Ce qui se passe revient à bloquer les rues à cause des femmes dont l'apparence ne plaît pas. » Parnia, elle, n'a pas l'intention, pour le moment, de rendre son véhicule à la police. Lundi 1<sup>er</sup> mai, elle est de nouveau sortie faire ses courses et se promener avec son fils de 2 ans sans voile. « Quoi qu'ils fassent, dit-elle, nous n'allons pas laisser tomber. »



May 2 2023

## KDP President Barzani proposes establishing a research center of Feyli Kurds

The KDP leader proposed establishing a center tasked with following up on the affairs of the Feyli Kurds.

**P**resident Masoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP) proposed opening a research center on Feyli Kurds in the Kurdistan Region's capital, Erbil.

Barzani's suggestion came during a speech he delivered at the International Scientific Conference on the Genocide of the Kurdistan Nations (the genocide of Feyli Kurds) in Erbil, with the participation of

numerous Kurdish and Iraqi politicians, researchers, journalists, and foreign diplomats.

Kurdistan Region Prime Minister Masrouf Barzani and President Nechirvan Barzani

also attended the three-day conference, which will host a range of panel discussions, presentation of research papers as well as policy recommendations on the Feylis.





Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani delivering remarks at the International Scientific Conference on the Genocide of the Kurdistan Nations (the genocide of Faily Kurds) in Erbil, May 2, 2023. (Photo: KRG)

The KDP leader proposed establishing a center tasked with following up on the affairs of the Feyli Kurds.

“The Feyli Kurds are an inseparable part of the Kurdish nation and have courageously resisted all attempts aimed at ethnic cleansing. Despite repeated attempts, they have been able to protect their identities and culture,” Barzani said.

The Feylis are ethnic Kurds and followers of the Shiite sect of Islam. The former Ba’athist regime in the early 1980s launched a systematic ethnic cleansing campaign, by firstly revoking their citizenship and later deporting the Feylis to Iran, accusing them of disloyalty to Iraq.

Between 10,000 to 20,000 young Feylis are estimated to have been killed by the former regime. Many Feylis, who are predominantly mer-



KDP President (center), PM Masrour Barzani (3rd from right) and President Nechirvan Barzani (3rd from left) pictured at the International Scientific Conference on the Genocide of the Kurdistan Nations (the genocide of Faily Kurds) in Erbil, May 2, 2023. (Photo: KRG)

chants and businesses, were also stripped of their properties and assets.

Barzani highlighted the “remarkable role” the members of the community played in

the Kurdish revolutionary movement, led by the late General Mustafa Barzani in the last century.

Several important KDP organizations were run by no-

table Feylis, including the party’s women and youth union, as well as the KDP secretary.

The Kurdish leader recalled how the former dictatorial regime experimented with chemical weapons on nearly 300 Feyli Kurds in the Akashat area of Anbar province in 1981. The regime had similarly tested chemical weapons on 150 Barzani youths, Barzani added.

Barzani called on the Iraqi government to compensate the Feyli community for the moral and material damages sustained at the hands of the former regime.

Only a small number of Feylis were able to acquire Iranian citizenship after they were expelled from Iraq. Thousands of others spent years in displaced camps in Iran in dire economic conditions until the



## Elections en Turquie : les deux camps de plus en plus polarisés à douze jours du scrutin

Le président sortant, Recep Tayyip Erdogan, et le principal candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, enchaînent les meetings de campagne à travers le pays.

**A** douze jours des élections du 14 mai, les deux principaux candidats à la présidentielle sillonnent la Turquie pour galvaniser leurs partisans et convaincre les nombreux indécis. Le président Recep Tayyip Erdogan, candidat pour un troisième mandat consécutif, était dans la capitale, Ankara, dimanche 30 avril. Il est apparu les yeux cernés mais en bonne forme, après avoir dû suspendre sa campagne pour cause de grippe intestinale. La santé du président de 69 ans, contraint d'interrompre une intervention té-

lévisée en direct le 25 avril, a fait l'objet de toutes les spéculations la semaine dernière.

« *Sous la direction de [Kemal] Kılıçdaroglu [le candidat de la coalition d'opposition] et de ses acolytes, le CHP [Parti républicain du peuple, gauche républicaine et nationaliste] est devenu le fer de lance des organisations de marginaux, des défenseurs des LGBT, des mondialistes et de ceux qui tentent d'attiser le sectarisme* », a-t-il lancé devant ses partisans venus l'écouter en masse dans le Jardin de la nation.

Le candidat de la « table des six », Kemal Kılıçdaroglu, s'est, lui, rendu à Izmir, un bastion de son parti, le CHP. « *Cinq millions trois cent mille jeunes vont se rendre aux urnes pour voter pour la première fois. Ils pourront dire à leurs enfants : "Je me suis rendu aux urnes et j'ai renversé un régime autoritaire"* », a-t-il lancé sur la scène, accompagné des dirigeants des cinq autres partis de la coalition et des maires d'Istanbul et d'Ankara.

Aucun débat télévisé n'est prévu entre les candidats et

chacun mobilise les outils à sa disposition. M. Erdogan met en avant le développement de l'industrie de la défense, présentée lors des événements du festival grand public Teknofest, à Istanbul, du 27 avril au 1<sup>er</sup> mai. Il a également rapporté, dimanche, que ses services de renseignement avaient « *neutralisé* » le chef de l'organisation Etat islamique dans le nord de la Syrie. M. Kılıçdaroglu a, quant à lui, investi les réseaux sociaux, où il publie de courtes vidéos thématiques sur les questions sociétales les plus brûlantes.

## Turquie : à Diyarbakir, pour la jeunesse kurde, « la lutte armée n'est plus une option

Après les opérations « antiterroristes » du 25 avril, qui se sont traduites par une vague d'arrestations, les habitants de la ville se préparent à voter aux élections présidentielle et législatives du 14 mai. Une partie de l'électorat de moins de 30 ans est lassée des discours politiques identitaires et de la répression.

**L'**effervescence est palpable et les discussions vives, devant le palais de justice de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. Vendredi 28 avril, une quarantaine de personnes patientent devant les grilles du bâtiment, à l'affût d'un émissaire porteur de nouvelles.

La vaste opération « **antiterroriste** » du mardi 25 avril, menée par les forces de sécurité dans les milieux kurdes, de manière coordonnée dans vingt et une régions du pays,

s'est soldée par 141 gardes à vue et 48 incarcérations. Orchestrée à moins de trois semaines des élections présidentielle et législatives du 14 mai, cruciales pour le pays, l'opération visant des avocats, des journalistes et des artistes actifs politiquement a suscité de vives critiques à Diyarbakir, préfecture d'une région peuplée en majorité de Kurdes.

« *La police est venue vers 6 heures*, raconte Fatma Kasimoglu Tamur, l'épouse de Resul Tamur, l'un des avocats

appréhendés. *Il n'y a pas eu de violence, mais ils ont fouillé la maison pendant près de deux heures, et ils ont pris des objets qui n'avaient rien à voir avec Resul, comme mon ordinateur et la tablette de ma fille. Mon mari est engagé dans la défense des médias kurdes. Il n'y a pas d'autres raisons [pour son arrestation], mais la presse libre ne se taira pas.* » Mehmet Emin Aktar, l'avocat de M. Tamur, assure de son côté que « *le dossier est vide* ». « *Il s'agit d'une opération conjoncturelle prévisible dans ce type*

*de période [préélectorale]*, ajoute-t-il. *L'Etat le fait régulièrement, cela n'a rien d'étonnant, mais il s'agit d'une opération qui n'a pas de sens.* »

D'après l'avocat, le profil des juges et des procureurs a évolué depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, et de plus en plus de magistrats réputés « *nationalistes et anti-kurdes* » siègent désormais dans les tribunaux du sud-est de la Turquie. Depuis la fin du processus de paix (2013-

2015), la coalition islamo-nationaliste au pouvoir s'est employée à mettre à genoux le mouvement kurde.

### Intérêt croissant pour le Parti républicain du peuple

Le député sortant Sezgin Tanrikulu, candidat sur la liste du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche et nationaliste, première formation d'opposition), l'assure : « *L'une de nos priorités [en cas de victoire] sera de mettre fin aux procédures judiciaires partiales et de réformer l'appareil judiciaire. Nous redonnerons son indépendance à la justice.* » A quelques centaines de mètres du palais de justice, cet ancien président du barreau de Diyarbakir, en campagne, est venu à la rencontre de ses partisans au siège du CHP, le parti du candidat de l'opposition à la présidentielle, Kemal Kılıçdaroğlu.

Figure incontournable du CHP concernant les problématiques kurdes, son nom figurait jusqu'à présent sur les listes électorales d'Istanbul, de façon à assurer son siège à la Grande Assemblée nationale de Turquie. Le parti tente aujourd'hui la stratégie inverse et le présente dans sa ville d'origine, Diyarbakir, dans l'espoir de faire une percée dans la « capitale » des régions kurdes de Turquie.

Alourdi par l'héritage d'une République turque oppressive pour les minorités, le CHP, fondé jadis par Mustafa Kemal Atatürk, peine à se départir de l'image d'un parti d'élites, aux réflexes plus nationalistes qu'inclusifs.

Pourtant, les récentes enquêtes d'opinion sur les tendances électorales du « vote kurde » révèlent un intérêt croissant pour ce mouvement. Les sondages de l'institut Rawest font part d'un bond de 2,7 % à 9,8 % des intentions de vote pour le CHP dans quatre grandes villes du sud-est du pays, par rapport à 2018, ce qui pourrait permettre

au parti de ravir l'un des douze sièges de Diyarbakir aux législatives. Les deux grandes autres formations – le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) et le Parti de la gauche verte (YSP), un mouvement récemment investi par les membres du Parti démocratique des peuples (HDP, le gauche prokurde) – enregistrent quant à eux un recul.

### Changement de paradigme

« *Le HDP [YSP] vit une crise de leadership* », confirme Rôj Girasun, directeur de Rawest. « *Dans nos enquêtes, nous*



Arrestation d'un manifestant, lors d'un rassemblement à Diyarbakir (Turquie), préfecture d'une province peuplée en majorité de Kurdes, le 25 avril 2023. SERTAC KAYAR / REUTERS

*constatons que le HDP perd du terrain (...) et le CHP est devenu fréquentable. Ici, ces électeurs ne sont pas nécessairement idéologiquement convaincus, mais ils sont d'accord pour voter pour le parti* », poursuit-il, confirmant l'image d'une formation porteuse de changement institutionnel sur la question kurde.

« *Le CHP développe un discours rassembleur qui me plaît* », reconnaît Ayse, 23 ans, une étudiante en droit de l'université Dicle. Elle vient de retrouver ses amis Necati, Baran et Ali, dans la petite cour d'un han (une cour carrée historiquement utilisée comme étape sur les routes commerciales), pavée de la pierre de basalte noir caractéristique du centre historique de Diyarbakir. Un

verre de jus d'hibiscus à la main, les quatre étudiants échangent sur leurs désillusions et leurs espoirs. « *J'ai beaucoup de respect pour les personnes qui ont choisi de rejoindre la guérilla [le Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK, classé terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux], mais, aujourd'hui, on a besoin d'autre chose* », assure Ayse.

Ils ont un souvenir amer du retour de la guerre dans les villes, en 2015, avec la reprise des affrontements entre le PKK et l'armée turque. Tous ont perdu un frère, une sœur, un

### Les primo-votants n'ont connu que le pouvoir d'Erdogan

Comme dans le reste du pays, le vote de la jeunesse fait l'objet de toutes les spéculations. Les générations nées après 1980 constitueront 52,44 % du corps électoral le 14 mai, affiche le site d'information *Dogrulukpayi*, s'appuyant sur les données de l'institut national de statistiques TÜİK. La démographie très dynamique des régions kurdes y rendra d'autant plus central le vote de la jeunesse. Les primo-votants n'ont connu que le pouvoir de Recep Tayyip Erdogan, mais ils s'informent essentiellement sur les réseaux sociaux et sont réputés moins conservateurs que les générations précédentes.

Conformément à la consigne de l'Alliance du travail et de la liberté, dirigée par le parti prokurde YSP, Ayse, Necati, Baran et Ali voteront sans hésitation pour le candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu, à la présidentielle. Bien que très générale, sa promesse de régler la question kurde au Parlement a séduit, tout comme [sa vidéo intitulée « Alevi », dans laquelle il brise un tabou](#) en revendiquant son appartenance à une confession minoritaire.

Si les objectifs de démocratie, de justice et de paix précisés dans la feuille de route du parti prokurde, en septembre 2021, recourent les chapitres du protocole d'accord de la « table des six », la coalition de six partis de l'opposition, l'absence de mention de la question kurde dans le programme de celle-ci a soulevé des interrogations sur sa capacité à élaborer des solutions concrètes au-delà des promesses de campagne.

Pour l'heure, la restauration d'un régime parlementaire et le retour aux standards démocratiques sont présentés comme l'antidote à tous les maux d'une société ultrapolarisée et usée par l'autoritarisme d'un pouvoir en perte de vitesse.



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

## Kurdistan's Weekly Brief May 2, 2023

### Iran

More than a dozen trade unions [released a statement](#) expressing support for ongoing strikes in various Iranian industries to protest low wages, inflation, and poor living conditions. Iranian authorities warned unions, especially those in Iranian Kurdistan, to refrain from holding any protests on International Workers' Day, which occurs every May 1. The regime also pressured the Islamic Consultative Assembly to [dismiss](#) Iranian Minister of Industry, Mines, and Trade Reza Fatemi Amin. Furthermore, Iran's exiled Kurdish opposition parties [released](#) a statement supporting labor rights and detailing issues workers face in Iran. The parties blamed the current regime and the [Shah](#) for Iranian Kurdistan's lack of "infrastructure and industrial projects," which contributes to its sky-high unemployment rates and status as Iran's poorest region. Meanwhile, poison gas attacks [targeted](#) five girls' schools in Senna, Kermanshah, and Tehran. Separately, a criminal court in Bokan [sentenced](#) two Kurdish men to two years in prison for "cooperation" with a Kurdish party. Lastly, a Kurdish political prisoner named Melad Zahrawand is facing execution in Malayer after he was [arrested](#) for participating in anti-government protests last November.

Komala Party of Iranian Kurdistan leader [Abdullah Mohtadi](#) left the Iranian opposition coalition known as the [Alliance for Freedom and Democracy](#) Three other members, Shirin Ebadi, Nazanin Boniadi, and Masih Alinejad, also announced their departure. Mohtadi, Ebadi, Boniadi, and Alinejad then released a joint statement that read, "Although the situation has made it difficult to continue our solidarity, we will continue our unity as a means of future efforts. Mahsa's charter came from the heart of the revolution of women, life, and freedom, and it will not lose its meaning until its victory." The four did not elaborate on the reasons for their

departure, but it appears their defection was spurred by dissatisfaction with Iranian Crown Prince Reza Pahlavi's supremacy in the coalition and his support from exiled ultranationalist Iranians.

### Iraq

Iraq has now lost more than one billion dollars from the ongoing pause imposed on Iraqi Kurdistan's oil exports that went into effect after an [international ruling](#) favored Baghdad over the Kurdistan Regional Government (KRG) on March 23. Iraqi officials have repeatedly announced plans to restart the exports, but it appears Turkey has established its own conditions on the matter. Moreover, several oil companies operating in Iraqi Kurdistan [discussed taking legal action](#) against the pause. At the same time, U.S. House Foreign Affairs Committee Chairman Michael McCaul [said](#), "I am deeply concerned Baghdad still isn't allowing resumption of oil exports from the Kurdistan Region. A pause in these exports is a win for the Iranian regime. The Biden administration must apply pressure to address this threat to stability and energy security in the region." Iranian-backed political blocs have opposed the recent Erbil-Baghdad agreement on oil exports and the KRG's share of the federal budget. An Asaib Ahl al Haq lawmaker named Udai Awad filed a [lawsuit](#) with Iraq's Federal Supreme Court that claimed the KRG opened a bank account with the American Citibank for future oil revenues.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) attempted to resolve disputes surrounding Iraqi Kurdistan's election laws again last week. Granted, KDP leader and former President of Kurdistan Region Massoud Barzani [asserted](#), "Elections should be held on time." The PUK and the Change Party agreed with Barzani's view, and KRG parliamentary elections are scheduled for November 18 of this year.

### Syria

Iran's Islamic Republic News Agency claimed Iranian President Ebrahim Raisi will [visit](#) Syrian President Bashar al Assad in Syria on May 3, ostensibly to discuss further normalization between the Assad regime and regional players like Saudi Arabia, Qatar, and the United Arab Emirates (UAE). China's Special Envoy on Middle Eastern Affairs Zhai Jun visited Damascus on April 29 to [encourage](#) rapprochement between Syria and other Arab countries. Concurrently, Jordan [hosted](#) a meeting between several Arab foreign ministers and Syrian Foreign Minister Faisal Makkad on May 1 that explored forging a political settlement to end the Syrian Civil War. On the other hand, France echoed the U.S. position on rapprochement with Assad and [rejected](#) regional efforts to normalize relations with the Syrian government. France's disapproval of regional efforts to reintegrate the Assad regime reinforced the U.S.'s declaration that Western-Syrian normalization would not be forthcoming.

The Syrian Democratic Forces (SDF) and the Autonomous Administration of North and East Syria's (AANES) Internal Security Forces (Asayish) [arrested](#) three ISIS (Da'esh) cells outside of Kobani, a [Da'esh smuggler](#) near Haskakah, and a [Da'esh cell leader](#) in Deir Ez Zor. The SDF [killed](#) another Da'esh terrorist – Abu Ali al-Sarawi – when he resisted arrest. Da'esh has orchestrated a resurgence during the past few weeks and conducted an improvised explosive device (IED) [attack on an SDF vehicle](#) on April 27, a second [IED attack](#) on an SDF military vehicle south of Al-Raqqa that killed two SDF personnel and wounded three on April 28, and an [assault](#) on Deir Ez Zor Military Council leader Tayesir al Sarhid on April 29.

On April 30, Turkish border guards [killed](#) one Syrian and injured five others that tried to illegally cross the Turkish border west of Idlib. One day later, Turkish border

guards [assaulted](#) 12 Syrians who crossed the border into occupied Afrin. On April 26, Human Rights Watch released a non-exhaustive list of Turkish violence against refugees on the Syrian border that showed Turkish authorities attacked refugees crossing the Turkish-Syrian border [277 times](#) from October 2015 to April 2023. Concomitantly, the Syrian Observatory for Human Rights stated that Turkish authorities have killed at least 11 refugees and injured at least 20 more for attempting to cross the Turkish border since January 1, 2023.

### Turkey

The Turkish government ramped up its crackdown on [Turkey's Kurds](#) and political opposition during the run-up to the May 14 elections. On April 29, Ankara's Chief Public Prosecutor's Office issued arrest warrants for 49 people in 21 provinces, including a dozen Kurdish journalists. One of the journalists, Sedat Yilmaz, was [tortured](#) in police custody. Turkish authorities also took preventive actions against International Workers' Day celebrations and [detained](#) marchers in Istanbul.

The Labor and Freedom Alliance, a coalition of left-wing political parties in Turkey anchored by the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP), finally [announced](#) their support for Republican People's Party (CHP) presidential candidate Kemal Kılıçdaroğlu. Simultaneously, the Green Left Party (YSP) [established](#) a Mobile Voter Commission that will offer voters in Istanbul free rides to and from polling stations. That said, Turkish Minister of the Interior Süleyman Soylu [described](#) the upcoming elections as a "Western political coup attempt" amid widespread criticism of the ruling Justice and Development Party's (AKP) anti-democratic measures aimed at staving off its electoral defeat on May 14. Additionally, President Recep Tayyip Erdogan vowed to keep Kurdish politician [Selahatin Demirtas](#) in prison if he wins reelection.



JACOBIN

By Devris Çimen  
May 03, 2023

## Turkey's Election Is About Democracy Itself

Even before February's earthquake claimed 50,000 lives, President Recep Tayyip Erdoğan had presided over many disasters in Turkey. Defeating him in this month's election is essential if the country is going to turn away from permanent authoritarian rule.

More than at any point in the past two decades, Turkey is at a turning point. On May 14, the country will elect a new parliament and a new president. Autocratic incumbent Recep Tayyip Erdoğan, who has consolidated his increasingly authoritarian government over the past twenty-one years, is campaigning with the help of all the state institutions he controls. What remains to be seen is whether the Kurds and the opposition are able to make their voices heard, despite his efforts to cling to power and thwart a democratic transition.

"In these elections, it is not only [Turkish] alliances and candidates that are competing against each other," Erdoğan claimed on April 13 at a [rally in Malatya](#), following the deadly earthquake that official figures say cost over fifty thousand lives across the country: "the West is issuing instructions in these elections. There are also two different mentalities competing, two different goals for Turkey." He continued, "These elections will not only determine the next five years, but also the next quarter century, the next half century of our country and our nation."

Doubtless, only a small proportion of the crowd in this disaster-hit area was listening to Erdoğan: the majority were thinking about how to cope with the problems of finding shelter and securing a future after the [February 6 earthquake](#). Not only in Malatya, but almost across Turkey, people are more concerned about their livelihoods than about the elections.

Yet people also know that the vote is crucial for their future.

Erdoğan's policies have nothing to offer Turkey. The hope he was able to rouse when he came to power in 2002, on the back of promises to put the country back on its feet after a previous devastating earthquake, has now been completely exhausted. Most of Turkey's natural resources have been plundered over the past twenty-one years. All but the last remnants of its already weak democracy have been dismantled. The few rights that women enjoy have been severely curtailed, for example after Turkey's [withdrawal from the Istanbul Convention on gendered violence](#), or the waves of arrests in recent years that have targeted women working in journalism, civil society, and politics (especially women from the Peoples' Democratic Party, or HDP).

Nature has been monetized by the profiteers, while most people are on the brink of financial catastrophe. Accordingly, millions in today's Turkey are acutely afraid for their future. In addition to high unemployment, the skyrocketing costs of food and rent are robbing people of the fundamentals of life. The real inflation rate is said to be more than double the official level of 50 percent, according to independent economic researchers at [ENAG](#) — largely as a result of chronic financial mismanagement by Erdoğan's presidency.

Turkish society is on the brink, and faces a serious choice. People are profoundly discon-

tented, just as they were prior to the seismic political shift two decades ago that swept Erdoğan's Justice and Development Party (AKP) to power. The question, now, is whether it is possible to remove him from office.

### War Abroad, Disaster at Home

Erdoğan announced his party's [election program](#) in Ankara on April 11, promising to finally implement what he had failed to do for twenty-one years in areas such as education, health, technology, and the economy. Voters were painfully aware of the irony when he claimed "we will definitely rid our country of this problem by bringing inflation back down to single digits" — conveniently omitting his own role in driving this very crisis.

The truth is that Turkey's foreign wars and its associated domestic authoritarianism do not come cheap. The underlying reason for the country's severe problems can be traced back to Erdoğan's — and thus the Turkish state's — authoritarian policies against the Kurds. The Kurds' demands for cultural and political rights are reduced to a "security" issue, targeting them as an enemy within. Existing antidemocratic measures are combined with an arbitrary anti-terror law that leads to massive human rights violations and breaches of international law. Moreover, all the country's resources have been put at the service of the war against the Kurds, both in Turkey itself and in neighboring Syria and Iraq. On the international level, however, these repeated violations

of international law have so far hardly attracted any serious political, diplomatic, or legal opposition. Hardly anyone currently believes that Erdoğan can be ousted through elections.

On the contrary, at all levels of international politics, Erdoğan has been blackmailing other political actors to avoid criticism of his war against the Kurds. From the refugee agreement with which he exerted such pressure on the European Union, to the talks on [Sweden's and Finland's NATO membership](#), where he wielded Turkey's veto to secure concessions permitting his own assaults on the Kurds, he pursues ruthless coercion under the guise of diplomacy. Sadly, powers abroad have repeatedly crumbled before his demands.

We may venture an interim conclusion: an authoritarian government that has led the economy to the brink of collapse through willfully misguided policies, launched protracted assaults on democracy in its own country, pursued an anti-Kurdish policy through war and violence, and yet been tolerated by the international powers because of their political and economic interests, faces electoral defeat.

Erdoğan's defeat could normalize Turkey's international relations and open the door to a rebuilding of its democracy. But until election day, it is difficult to predict what he will do. One of his defining characteristics is his unpredictability. Hardly anyone currently believes that Erdoğan can be ousted through

elections. Erdoğan has already fought time and again with all the state resources at his disposal to resist being removed from office. Most significantly, he has succeeded in all but eliminating one of his country's important political players.

### People's Democratic Party

In the parliamentary elections in June 2015, the left-wing HDP increased its share of the [vote to 13.1 percent](#) with more than six million votes. At that time, it exceeded the 10 percent (also called "anti-Kurdish hurdle") needed to enter the Turkish parliament and from then on contributed eighty members to parliament. This prevented Erdoğan's AKP from gaining a parliamentary majority that would have allowed him to change the constitution in his favor. Erdoğan then declared the election results null and void, and simply called new elections for November 1, 2015.

In the five months leading up to the new elections, Erdoğan undertook a [systematic campaign of revenge](#) against the HDP and the Kurds. Kurdish towns in southeastern Turkey where HDP enjoyed a high share of the vote were besieged and bombed by the Turkish military and security forces, with hundreds of people losing their lives. Instead of democratizing the country — steps toward which end lay at the heart of the 2013–2015 peace process between Erdoğan and the Turkish state on the one hand and the Kurdistan Workers' Party (PKK) and its leader Abdullah Öcalan on the other — the Erdoğan government relied on war to achieve its political goals. Erdoğan had created space for the HDP to mediate between the two sides in the two-year dialogue process, but that all came to an end in 2015.

The mayors in dozens of municipalities won by the HDP in

two successive local elections have been summarily removed from office, jailed, and replaced by Erdoğan-appointed trustees. The systematic repression has since led to the imprisonment of more than fifteen thousand HDP members. More than four thousand of them are still in Turkish prisons. Thousands of other political prisoners are also imprisoned in Turkey today. The mayors in dozens of municipalities won by the HDP in two successive local elections have been summarily removed from office, jailed, and replaced by Erdoğan-appointed trustees.

But that is not all: parallel to the [Kobani trial](#), which is intended to criminalize the HDP, Erdoğan has repeatedly, publicly declared his desire to see the HDP banned. Indeed, since March 2021, [proceedings to ban the party](#) have been underway before the Constitutional Court of Turkey. Such a measure would also impose a ban on participating in politics on 451 HDP politicians and lead to the confiscation of the party's financial assets.

This arbitrary and politically motivated procedure is nothing less than an attempt to exclude the HDP completely from the elections and politics. The Erdoğan government is exerting enormous pressure on the Constitutional Court, which is why the HDP could well be banned before the elections take place. As such, the HDP is forced to maneuver through the political and related legal labyrinth of Erdoğan's autocracy. Due to the threatened ban, the party decided to participate in the elections via [the Green Left Party](#), a smaller party within its alliance, which should escape the ban on the HDP itself. The HDP will bring its political experience and organizational strength to the Green Left Party, and thus play a key role in the parliamentary elections.

Moreover, the HDP is the leading political force in the [Alliance for Labor and Freedom](#). This alliance has decided not to field its own presidential candidate but to support Kemal Kılıçdaroğlu in his presidential bid. Kılıçdaroğlu, who has been the leader of the Kemalist and social democratic Republican People's Party (CHP) since 2010, comes from a Kurdish-Alevi family and promises a return to a strengthened parliamentarianism. The promise of support from the electoral alliance in which the HDP finds itself considerably increases his chances of prevailing against Erdoğan in the elections.

### Opposition

It should not be forgotten that the two largest blocs in the elections, the People's Alliance led by Erdoğan and the Nation Alliance led by Kılıçdaroğlu, are both essentially nationalist in character. HDP's own alliance, the third largest, is likely to play a kingmaker role in determining who wins the popular vote for the presidency.

The Erdoğan-led People's Alliance is supported by the two ultranationalist parties (the Nationalist Movement Party, or MHP, and the Great Unity Party, or BBP) as well as the paramilitary, Islamic Free Cause Party, or HÜDA PAR (directly linked with the Islamist group known as "Kurdish Hezbollah," which acts in the service of the Turkish state). The Nation Alliance consists of a section of the opposition also known as the "Table of Six." The Kılıçdaroğlu-led alliance includes the CHP (the largest opposition party), the national-conservative Iyi Party, and four smaller forces. According to the forecasts, the People's Alliance and Nation Alliance will each get around 40 percent of the vote. The 13 to 14 percent vote share that the Green Left Party and the HDP Alliance for Labor and

Freedom are expected to command could thus help Kılıçdaroğlu to be elected as Turkey's new president.

The Alliance for Labor and Freedom does not want to elect a new "emperor" who will continue Erdoğan's path of determining the country's future by himself, but a president who will lead Turkey toward democratization. This makes it all the more important that neither of the two large, nationalist alliances achieve an absolute majority in parliament. If the Green Left Party and the Alliance for Labor and Freedom do manage to win up to eighty MPs, as projected, future legislation will need their support. The central expectations of the HDP and its allies are an end to the state policy of war and violence against the Kurds, the fresh implementation of basic democratic rights stolen from citizens of Turkey, the release of all political prisoners, and ultimately the establishment of a path to a common democratic future.

Erdoğan has nothing to offer the electorate, and no vision for the future. His only chance of political survival is to deploy the state apparatus — which has been brought under control by his authoritarian measures — against a possible democratic turn. It thus remains sadly difficult to predict what Erdoğan, who has an iron grip on the state's resources, will do between now and May 14. The HDP, today threatened with outright suppression, and thus also the Green Left Party and the Kurdish people, will nevertheless play its role, using all resources at its disposal to move the country toward democracy in the face of heavy repression. What happens next depends on the will of the rest of the Turkish electorate — and whether it wants to continue living under authoritarianism, or give democracy a chance.



Hala Kodmani  
03 Mai 2023

## Le vrai bilan du séisme en Turquie, une question à l'enjeu très politique

Le bilan réel des victimes du double séisme du 6 février en Turquie pourrait dépasser 100 000 morts. Soit le double de celui, déjà catastrophique, établi officiellement par les autorités turques. Celles-ci cherchent-elles à dissimuler le nombre véritable des victimes pour ne pas amplifier la colère de la population sinistrée, en pleine campagne pour les élections législatives et présidentielle turques du dimanche 14 mai ?

Une nouvelle mise en doute du dernier chiffre de 44 374 morts (et 5 951 côté syrien) fourni fin février par l'Agence publique turque de gestion des catastrophes (Afad) provient d'un rapport récent au Conseil de l'Europe (COE), dont la Turquie est l'un des 46 Etats membres. En visite début avril sur les lieux frappés par le séisme, une mission parlementaire du COE sur la prévention des catastrophes naturelles relève tout d'abord qu'il s'agit de «la pire catastrophe naturelle depuis cent ans, ayant ravagé un territoire grand comme l'Autriche» et provoqué des dégâts considérables.

Rapporteur de la mission, Simon Moutquin, député écologiste belge et membre du groupe socialistes et apparentés à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, se garde bien de chercher la polémique. Il insiste sur l'objectif premier de sa mission : «partager le deuil de la population turque et exprimer notre solidarité», alors que les responsables et représentants européens ont, il est vrai, brillé par leur absence sur le terrain.

### Disparus non déclarés

La délégation s'est rendue dans plusieurs des villes et localités dévastées par le

séisme «pour comprendre cette catastrophe qu'il est difficile de décrire, tant sa réalité est au-delà de l'imagination», et a rencontré des responsables locaux et des ONG humanitaires. «Nos interlocuteurs ont évoqué 100 000, voire 200 000 décès avec 3,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays», peut-on lire dans le rapport.

Les observateurs turcs et internationaux qui avancent de telles estimations mettent en avant plusieurs arguments interrogeant les chiffres officiels. Ces derniers tiennent compte uniquement des funérailles. Or, en s'appuyant sur le nombre d'habitants dans chacun des immeubles détruits et en soustrayant les survivants enregistrés, le bilan s'avère bien plus élevé. Au lendemain du séisme, un expert turc cité par l'hebdomadaire *The Economist* avait estimé que 180 000 personnes se trouvaient sous les décombres, morts en grande majorité.

Le gouvernement turc avait reconnu que 173 000 bâtiments s'étaient effondrés ou étaient sérieusement endommagés, et que près de 2 millions de leurs habitants sont devenus sans abri. Mais des dizaines de milliers de corps n'auraient pas été retirés de sous les décombres

de leur immeuble et ne sont pas déclarés «disparus». Des familles entières ont ainsi pu être décimées sans qu'aucun survivant ne puisse les déclarer. Début mars, un député du parti d'opposition CHP, dont le leader Kemal Kılıçdaroglu espère priver Recep Tayyip Erdogan d'un troisième mandat, avait affirmé que le bilan officiel ne reflétait pas la réalité car nombre de familles continuaient de chercher leurs disparus, qui ne sont pas décomptés dans les chiffres des victimes.

### «L'effet électoral est forcément là»

«Erdogan a voulu que soient nettoyées très vite les zones sinistrées pour montrer l'efficacité de ses services», note Simon Moutquin. Le jeune député belge reconnaît toutefois que «la catastrophe est d'une telle ampleur qu'elle ne pouvait être bien gérée». Si la majorité des Turcs en sont d'ailleurs conscients, «l'effet électoral des défaillances du gouvernement face au séisme est forcément là», ajoute-t-il. «La catastrophe a dévoilé l'échec de la politique d'urbanisation turque. Le choix de tours d'habitation de plus de trois étages fut une erreur, en particulier dans les zones les plus exposées aux risques sismiques», signale le rapport.

L'impact du séisme sur le scrutin du 14 mai concerne surtout le vote des déplacés qui n'ont pas pu s'inscrire sur les listes électorales. Une autre délégation du Conseil de l'Europe, qui s'est également rendue en Turquie début avril en préparation d'une mission d'observation des élections, s'inquiète du délai pour le changement d'adresse qui était fixé au 2 avril.

«Comment cela se passera-t-il ? Nous ne le savons pas. Utiliseront-ils des moyens [de transport] mis en place par le gouvernement, peut-être pour soutenir seulement certains partis ? Nous ne savons pas», a déclaré le chef de la délégation, le député allemand (SPD) Frank Schwabe. Celui-ci pointe surtout un autre souci, concernant l'identification des électeurs : «Beaucoup de gens sont morts. Nous ne savons pas vraiment ce qu'il est advenu en fin de compte de leur carte d'identité. Beaucoup de personnes sont portées disparues. On entend dire qu'on ne sait pas vraiment combien de gens ont péri. C'est certainement un sujet de préoccupation, c'est quelque chose que nous allons regarder de très près», a prévenu le député allemand.



## The most important election this year

# If Turkey sacks its strongman, democrats everywhere should take heart

After 20 years of increasingly autocratic rule, Recep Tayyip Erdogan risks eviction by voters

**B**eneath the Topkapi Palace in Istanbul, home to the Ottoman sultans, a monument to another imperious leader has been on display. The *Anadolu*, Turkey's first domestically built aircraft-carrier, was ordered into the Bosphorus last month, as the country prepared to vote in an election on May 14th that is the most important anywhere in the world this year. By showing off the warship, which is making a campaign tour of the coast, President Recep Tayyip Erdogan hopes to fire up patriotic voters. But his charisma, grand gestures and giveaways may not be enough. The man who has ruled Turkey since 2003, in an increasingly autocratic style, could face defeat.

As we report, the election is on a knife-edge. Most [polls show Mr Erdogan trailing](#) by a small margin. Were he to lose, it would be a stunning political reversal with global consequences. The Turkish people would be more free, less fearful and—in time—more prosperous. A new government would repair battered relations with the West. (Turkey is a member of nato, but under Mr Erdogan has been a disruptive actor in the Middle East and pursued closer ties with Russia.) Most important, in an era when strongman rule is on the rise, from Hungary to India, the peaceful ejection of Mr Erdogan would show democrats everywhere that strongmen can be beaten.

Start with Turkey itself, a middle-income country of 85m people at the crossroads between Asia, Europe and the Middle East. Like autocrats the world over, Mr Erdogan has cemented himself in power by systematically weakening the institutions which limit and correct

bad policy—and which his opponents, a six-party alliance with a detailed plan for government, promise to restore.

Of the many bad consequences of barely constrained power, Mr Erdogan's economic policies hurt ordinary Turks most. He sacked three governors of the notionally independent central bank in two years, made his incompetent son-in-law finance minister, and has since obliged the bank to run an absurdly loose sugar-rush monetary policy. This has kept growth fairly solid, but led to inflation that peaked at 86% last year and is still well over 40% (according to official figures, which may not be reliable). Voters grumble that the price of onions has risen ten-fold in two years.

If the opposition's candidate, Kemal Kilicdaroglu, wins the presidency, he has pledged to restore the bank's independence and bring inflation down to single figures; that, with luck, would also reverse the collapse in foreign investment. But it is not just the economy that will need fixing.

Democracy has been on life support, too. Like so many other strongmen, Mr Erdogan has neutered the judiciary, via a tame legal-appointments board. He has muzzled the media, partly through intimidation, and partly through the orchestrated sale of outlets to cronies, another common ploy. He has sidelined parliament, via constitutional changes in 2017 that gave him discretion to rule by decree; Mr Kilicdaroglu promises to reverse this. Mr Erdogan's prosecutors have intimidated activists and politicians with trumped-up "terrorism" charges. Turkey's political prisoners include the leader of the main Kurdish

party—the country's third-largest, which is threatened with a ban. The (opposition) mayor of Istanbul faces prison and a prohibition from politics. Former government heavyweights are scared to criticise the president, demanding anonymity before discussing him in whispers. All this will get worse if Mr Erdogan is re-elected, but rapidly improve if he loses.

An opposition victory would also be good for Turkey's neighbours, and of huge geopolitical value to the West. Turkey these days is almost completely estranged from the rest of Europe, though it is still, nominally, a candidate to join the eu. That may never happen—but a President Kilicdaroglu pledges to honour the judgments of the European Court of Human Rights, and to start to release Mr Erdogan's political detainees. Europe should respond by reviving a long-stalled visa programme for Turks, improving Turkey's access to the eu's single market, and co-operating more closely on foreign policy.

With the strongman gone, Turkey's rift with nato should start to mend. Its block on Sweden's accession to the alliance would be lifted. Relations with America, poisoned by Mr Erdogan's cosying up to Vladimir Putin and attacks on Kurdish forces in Syria, would improve. However, a new Turkey would maintain Mr Erdogan's policy of walking a tight-rope over Ukraine. It would keep supplying Ukraine with drones, but not join sanctions against Russia; it relies too much on it for tourists and gas.

More important than any of this is the signal an opposition victory would send to democrats everywhere. Globally, more and more

would-be autocrats are subverting democracy without quite abolishing it, by chipping away at rules and institutions that curb their power. Fifty-six countries now qualify as "electoral autocracies", reckons v-Dem, a research outfit, up from 40 near the end of the cold war. The list could grow: Mexico's president, Andrés Manuel López Obrador, has been trying to undermine the country's judiciary and electoral authority.

### A beacon to the oppressed

If Mr Erdogan loses, it will show that the erosion of democracy can be reversed—and suggest how. Democratic opposition parties need to recognise the danger and unite before it is too late. In India a fragmented opposition has allowed Narendra Modi, a strongman prime minister, to become dominant with 37% of the vote. Now the main opposition leader faces jail. The situation in Poland is less grim, but its opposition, too, has thrown away election after election against the populist ruling party.

The Turkish opposition Nation Alliance has already done much better than this. Mr Kilicdaroglu may be a little dull, but he is a dogged creator of consensus and charmingly humble; the opposite of his adversary. If he were to win, it would be a huge moment for Turkey, Europe and the global struggle for genuine democracy. Mr Erdogan did some good things in his early years in office, but the steady accumulation of excessive power clouded his judgment and his moral sense, as it tends to. We warmly endorse Kemal Kilicdaroglu as the next president of Turkey. □

# Could Erdogan be ousted in Turkey's coming election?

His exit would reshape the country and reverberate around the world

He was jailed and barred from public office, yet managed to overturn the ban and came to dominate Turkish politics. He has won five parliamentary elections, two presidential polls and three referendums. He has even faced down a military coup. But on May 14th Recep Tayyip Erdogan's grip on Europe's second most populous country may slip. The polls suggest that the united opposition could wrest control of parliament from Mr Erdogan's Justice and Development (AK) party and its allies. What is more, Mr Erdogan himself appears to be trailing in the presidential election to be held on the same day.

A loss for Mr Erdogan would not just be the end of an era. It would initiate enormous upheaval in Turkey, with loud reverberations in the region and around the world. Turkey is, after all, the world's 11th-biggest economy, after adjusting for the cost of living, ahead of Canada, Italy and South Korea. It is a pivotal and awkward member of NATO, both close to the front lines of the war in Ukraine and yet, under Mr Erdogan, disconcertingly chummy with the regime of Vladimir Putin, Russia's president. It stands between Europe and the chaos of the Middle East, and plays a crucial role in moderating the flow of refugees to the EU. It is also one of the few genuine democracies in the Muslim world, although Mr Erdogan has been undermining Turkish institutions for a decade or so.

The high stakes are matched by the Shakespearean drama of Mr Erdogan's rule. He started in politics as a dissident



underdog, persecuted by Turkey's secular establishment for campaigning to lift restrictions on expressions of piety in public life. Now he has become the persecutor, locking up opponents on flimsy charges, cowering the media and deposing elected officials. Turkey barely deserves the label democracy, in the eyes of many observers (see chart 1).

Mr Erdogan's economic management, too, has come full circle. The first decade of his rule saw inflation banished and incomes soar. In the second, inflation has returned and gdp per person has fallen by 15% in dollar terms (see chart 2).

Mr Erdogan has performed a similar volte face with regards to Turkey's big Kurdish minority, which he courted in his early years in power but whose political leaders he now dismisses as terrorist stooges. And he has fallen out with America and the EU, which at first feted him for helping to strengthen Turkey's democracy, but now castigate him for weakening it. In all of these realms—upholding democracy, righting the economy, managing social cleavages and conducting foreign policy—the election offers a stark choice between a reforming opposi-

tion and the ever more entrenched and intransigent Mr Erdogan.

## Sarays and lamentations

On the face of things, it is odd that Mr Erdogan and the AK party are even in contention, given the state of the economy. The lira has lost 60% of its value against the dollar over the past two years. Money is flooding out of the country: foreign investors owned 64% of Turkish equities and 25% of Turkish government bonds only five years ago, but only 29% and 1% now. The current-account deficit hit a record \$10bn in January. Runaway inflation—it reached 86% year-on-year in the autumn, and remains over 40%—has impoverished millions of Turks. Moreover, the drop in inflation in recent months is thanks in part to the central bank's unsustainable bolstering of the exchange rate. It is selling perhaps \$1bn a day, much of it borrowed, to slow the lira's slide. Taking into account the dollars it owes other central banks and domestic commercial banks, it is thought to have negative foreign reserves, of almost -\$70bn. Further devaluation of the lira, and therefore higher inflation, seem inevitable when it runs out of dollars to sell.

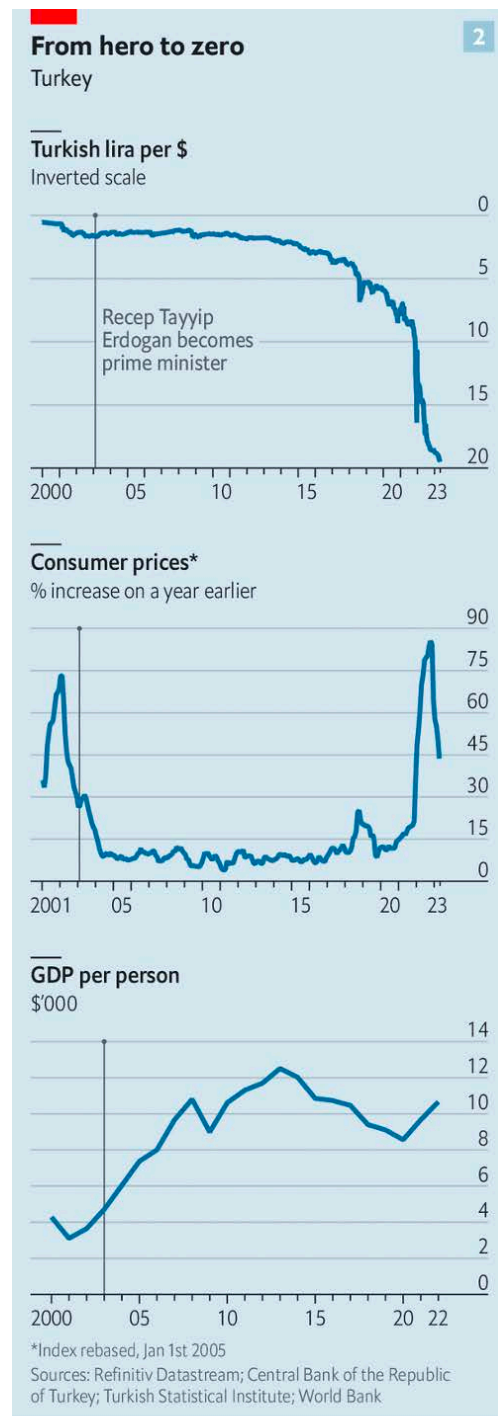
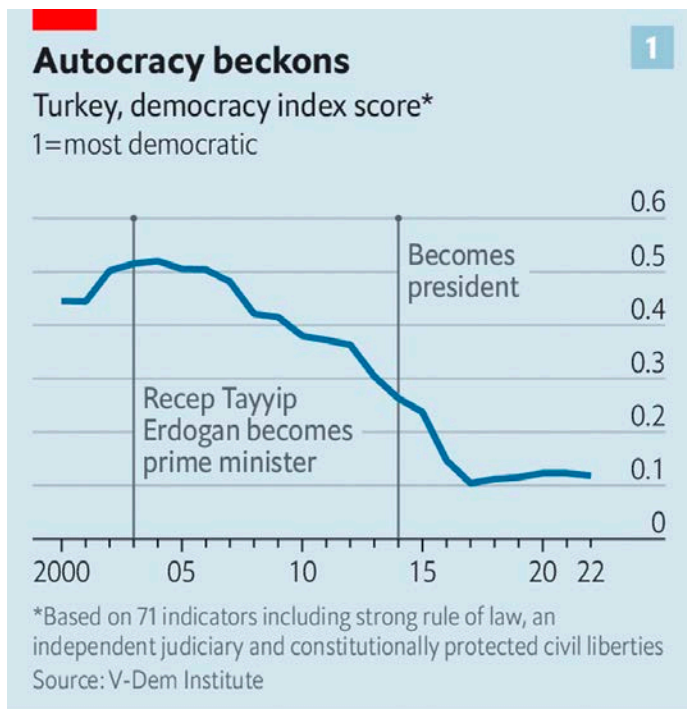
Mr Erdogan is trying to distract attention from all this by pointing to the many advances Turkey has made on his watch. Over the past month alone, he has inaugurated the country's first nuclear plant, celebrated the tapping of a big gasfield in the Black Sea, jumped behind the wheel of Turkey's first electric car and unveiled its first aircraft-carrier. The message such projects are meant to convey is that Mr Erdogan has defied the West to transform Turkey into a world power, and that the best is still to come. "If you're wondering why he still hovers at more than 40% [in the polls]," says Galip Dalay, an analyst, "one reason is this idea and this language of grandeur."

It is not all hollow rhetoric. Mr Erdogan took power in 2003, on the heels of an inflationary spiral and a banking crisis that had trampled the economy. He initially presided over steady growth, in the economy as a whole and in the middle class. Many Turks benefited enormously and remain loyal to Mr Erdogan as a result.

## Spinning like a Topkapi

Mr Erdogan has used his influence over the media to persuade supporters that the economy's troubles have more to do with foreign conspiracies to keep Turkey down than with his government's mismanagement. He is also adept at exploiting divisions within Turkish society. Many of those who benefited from his early economic policies were conservative, middle-class, provincial types who had long felt ignored or sneered at by the secular, metropolitan elite. For years he has been telling them that the freedoms they have won on his watch, including the right to





The Economist

wear the Islamic headscarf in universities and state institutions, depend on his remaining in power. He characterises the election as a contest between proudly pious and nationalist Turks and a rabble of whisky-sipping, godless elitists, Kurdish separatists and sexual deviants, all slavishly seeking to embrace imported Western values.

But none of this can hide the fundamental problem: Mr Erdogan is sabotaging the economy. He believes, perversely, that high interest rates fuel inflation, and that lowering borrowing costs will help stabilise prices. By packing the central bank with yes-men, he has imposed this view on the country, leading to feverish inflation. And because low interest rates make credit ludicrously cheap (the central bank's main lending rate is more than 35 percentage points below the rate of inflation), it has to be rationed through government regulations. Critics see this as a recipe for cronyism. "The central bank decides who gets to buy dollars, the banking authority decides who is eligible for loans, and the government decides whose debts are forgiven or postponed," complains Kerim Rota, a former

banker and a deputy chair of Future, a small opposition party.

Mr Erdogan's only remedies are sticking-plasters. The recent discovery of a big gasfield in the Black Sea, says Numan Kurtulmus, AK's deputy chair, will cut Turkey's bill for imports, easing pressure on the lira. Meanwhile, since the end of 2021, the government has increased the basic monthly state pension fivefold to 7,500 lira (\$385) and tripled the minimum wage to 8,500 lira, bringing it close to median earnings. It promises to raise the minimum wage again in July, after the election.

The opposition, in contrast, promises a return to economic orthodoxy. It is led by Kemal Kilicdaroglu, a former official in the finance ministry and head of a state-pension agency, whose understated personality offers a striking foil to Mr Erdogan's grandstanding. (While Mr Erdogan cuts the ribbon on one megaproject after another, Mr Kilicdaroglu records videos in his modest kitchen, with tea towels draped over the oven handle and a lone onion as a prop to discuss inflation.)

Mr Kilicdaroglu says he will re-

store the independence of the central bank, which will inevitably lead to sharp increases in interest rates. That, in turn, is likely to slow the economy down, if not prompt a recession. Meanwhile, inflation will take some time to quell. Under Mr Erdogan it has become so sticky that the opposition has had to revise its timeframe for bringing it down to single digits from one year to two.

Opposition politicians say that social spending will mitigate

some of the pain, as will foreign capital, which they expect to flood into Turkish equity and bond markets as soon as a new economic team takes charge and rates start rising. Direct investments in firms and factories will take longer, but will return too, the opposition argues. Turkey's is the largest economy between India and Germany, after all, and benefits from a customs union with the EU, making it an excellent base from which to export to Europe. Conversations with

fund managers flocking to Istanbul ahead of the elections suggest such hopes are not unfounded. "I know what needs to be done," says Bilge Yilmaz, a possible economy minister if the opposition prevails, "and delaying it is only going to increase the pain in the long term."

In terms of institutional reforms, too, the government and opposition offer starkly different programmes. Mr Erdogan has strongly centralised power in the presidency, which used to be a largely ceremonial office, while abolishing the job of prime minister and diminishing the role of parliament. He has also used the state's power in extremely partial and punitive ways. He has stiffened and abused a law against insulting the president, which is now punishable by up to four years in prison. There have been some 200,000 investigations of this crime during his time in office. In a haunting echo of the banning of Islamic parties and politicians before he came to power, his prosecutors are pushing for the dissolution of the Peoples' Democratic Party (hdp), the main Kurdish party. In the meantime, he has summarily evicted many elected Kurdish mayors from office. Tens of thousands of followers of Fethullah Gulen, a cleric with whom Mr Erdogan was once allied politically, have been dismissed from government jobs or jailed on paper-thin charges backed by risible evidence, after Mr Gulen was accused of instigating an attempted coup in 2016.

Mr Kilicdaroglu promises to reverse much of that. He says he will restore the independence of the courts, hand power back to parliament and repeal the law on insulting the president. The opposition also pledges to end Mr Erdogan's policy of sacking elected mayors and to compensate those wrongfully dismissed after the coup. It says it will pursue crooked officials, too, including those suspected of massaging the

inflation numbers and awarding lucrative contracts to government cronies.

#### Sublime support

One of the likely beneficiaries of such a policy would be Selahattin Demirtas, the imprisoned former leader of the HDP. Since the breakdown of talks with the Kurdistan Workers' Party (PKK), a Kurdish insurgent group, in 2015, AK has become increasingly hostile to Turkey's Kurdish minority, who make up around 15-20% of the population. Since 2018 it has governed with the support of the National Movement Party (MHP), which fiercely opposes any concessions to Kurds.

The opposition alliance also contains a nationalist outfit, the Good Party, which formed after a split in the MHP. Its manifesto therefore features few clear concessions to Kurdish sentiment. But whereas Mr Erdogan dismisses Kurdish political parties as fronts for the PKK in his speeches, Mr Kilicdaroglu condemns Mr Erdogan for caricaturing all Kurds as extremists. Simply by restoring the rule of law, the opposition would make life much easier for Kurdish activists. The HDP has formally endorsed Mr Kilicdaroglu. Although his election would not resolve all its grievances, it would markedly lower tensions.

On foreign policy, too, the government and the opposition differ dramatically in tone, at least. Mr Erdogan's disregard for civil liberties and his stridently nationalist tone make relations with the West awkward, despite a recent effort at rapprochement on both sides. Mr Erdogan has blocked Sweden's bid to join NATO, arguing that it harbours Kurdish terrorists. And his government depends on Mr Putin for all manner of economic help, from cheap imports of gas to loans and expertise to build the nuclear-power plant that Mr Erdogan recently inaugurated.

An aide to Mr Kilicdaroglu says Sweden could join NATO within a month if his boss wins

the election. The opposition has promised to improve relations with the EU, too—although this depends as much on Europe getting over its fears about migration from Turkey as it does on Turkey improving its record on human rights. And the opposition is almost as sceptical as Mr Erdogan about unqualified support for Ukraine, arguing that the war can end only through negotiation. Turkey, in short, will still see itself as a regional power deserving a degree of deference if Mr Kilicdaroglu becomes president, but it should become less reflexively prickly and pugnacious.

All these changes, however, will only be possible if the opposition prevails. It is a mixed bunch. Mr Kilicdaroglu's Republican People's Party (CHP) had for decades clung to the statist and secular legacy of Turkey's modern founder, Kemal Ataturk, and opposed any outward expression of Islamic faith. The Good Party's leader, Meral Aksener, served briefly as interior minister in the 1990s, when human-rights abuses in the Kurdish south-east were at their worst. Other prominent opposition leaders include Mr Erdogan's former prime minister, his erstwhile economy tsar and an avowed Islamist who only years ago argued that Turkey should ditch ties with Europe in favour of an Islamic union.

This motley assembly have gradually set aside their differences and moderated their views. Mrs Aksener has rebranded the Good Party as centre-right. Mr Kilicdaroglu has begun transforming the CHP from a Kemalist fossil into a modern social-democratic party (which has helped make him more palatable to Kurdish voters). At Mr Kilicdaroglu's insistence, the opposition alliance has drawn up a 200-page manifesto after months of negotiations. It also agreed on Mr Kilicdaroglu as a joint presidential candidate, despite misgivings about his lack of charisma.

The opposition is certainly capable of winning elections. Four years ago, thanks in part to the Kurdish vote, its mayoral candidates handed Mr Erdogan a stinging defeat, beating AK in four of Turkey's five biggest cities. The latest polling suggests close races in both the parliamentary and presidential elections.

To win the presidential election in the first round of voting, a candidate must secure more than 50% of the vote. With two other candidates running in addition to Messrs Erdogan and Kilicdaroglu, that is unlikely. So the race is likely to go to a runoff on May 28th.

Some opposition supporters fear that Mr Erdogan will refuse to hand over power if he loses. "My people will not hand over this country to a president supported by [the PKK]," he thundered on May 1st. A few days before, the interior minister warned of "a political coup attempt backed by the West" on election day.

Such rhetoric is stoking concerns that Mr Erdogan, perhaps at the behest of members of his inner circle, may subvert the election or challenge the results, especially in case of a narrow loss. The AK party tried this, after all, in the most recent mayoral election in Istanbul, persuading the courts to order a re-run. AK lost again, by a bigger margin. Three years later the victorious candidate was convicted of insulting government officials.

Opposition politicians, however, wave aside such concerns, saying they are confident in the integrity of the vote, and that Mr Erdogan would not dare challenge the people's will, on which his legitimacy depends. "He can try anything," says Mr Kilicdaroglu. "But no matter what he does, this nation has made its decision." If Mr Kilicdaroglu is right, the election will mark a watershed, for Turkey and the world. ■



# Le dealer de Damas

Par

PIERRE HASKI

**L**e retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe, qui se traduira par la participation de Bachar al-Assad au sommet du 19 mai en Arabie saoudite, a plusieurs dimensions. La plus inattendue s'appelle Captagon, du nom de ces amphétamines qui font des ravages au Moyen-Orient et au-delà, et ont fait du régime syrien le dealer de drogue numéro un de la région. Le Captagon s'est fait connaître comme la « drogue de Daech », donnée aux djihadistes pour les désinhiber avant de commettre leurs atrocités. C'est devenu celle du régime syrien, enrichissant la famille du dirigeant de Damas et lui assurant sa principale source de devises. C'est également un fléau pour la région.

Si la réintégration de la Syrie dans le giron arabe obéit aussi à des considérations très politiques, le Captagon n'est jamais loin. L'Arabie saoudite en particulier, qui voit les dégâts de ces pilules parmi sa jeunesse, fait de l'arrêt de son trafic la condition du rétablissement des relations diplomatiques interrompues depuis 2012, peu après le début du soulèvement contre Assad. Riyad promet des financements en échange de mesures concrètes contre le trafic. Elle n'est pas la seule. Début mai, la Jordanie a mené un raid aérien exceptionnel dans le sud de la Syrie, qui aurait permis d'éliminer un des principaux trafiquants de Captagon en direction du royaume. Mais c'est néanmoins à Amman qu'a été acté le retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe.

Les Etats-Unis ont adopté une stratégie inverse: ils ont légiféré pour sanctionner le président Bachar al-Assad, et surtout son frère cadet Maher, chef de la 4<sup>e</sup> division blindée de l'armée syrienne, considéré comme le « parrain » de cette industrie. Ils ont également sanctionné des trafiquants libanais,



dont certains liés au Hezbollah, car c'est via le Liban que la drogue sort de Syrie pour se répandre dans le reste du monde arabe et même en Europe. L'efficacité de ces sanctions est discutable, et elles sont aujourd'hui battues en brèche par la réintégration de la Syrie au sein de

l'ensemble régional, un signe de plus du recul de l'influence américaine au Moyen-Orient.

Comment la Syrie s'est-elle transformée en narco-Etat avec une véritable industrie évaluée par une enquête de l'AFP en novembre dernier à 10 milliards de dollars? C'est le produit d'une décennie de guerre, qui a ravagé le pays, fait fuir une partie significative de sa population dans les Etats voisins (Jordanie, Liban, Turquie) et en Europe, détruit son économie. Et c'est la conséquence de l'absence de solution politique qui permettrait le retour d'une partie au moins de ces réfugiés, et un début de reconstruction du pays. Soutenu par la Russie et l'Iran, Assad s'est accroché au pouvoir après avoir semé la terreur au prix d'au moins 500 000 morts. Le Captagon est apparu au cœur d'un pays sinistré comme une planche de salut pour les réseaux mafieux qui ont gangrené ce régime.

Dans le climat international actuel, les voisins de la Syrie font le pari de la normalisation afin de pouvoir se libérer du poids des réfugiés, et obtenir de Damas sa coopération sur le Captagon. Mais comment attendre d'un régime qui n'a pas hésité à détruire ses villes et massacrer sa population, puis tiré profit de la drogue, qu'il devienne soudainement vertueux et honnête? C'est au mieux un marché de dupes. C'est surtout le prix que paient d'abord les Syriens eux-mêmes pour l'échec colossal de la communauté internationale, qui les a laissés tomber depuis qu'ils se sont soulevés, il y a dix ans, contre leur tyran. Nous n'en avons tiré, hélas, aucune leçon. P.H.



# TURQUIE

# La voie étroite d'Erdogan

*Les élections du 14 mai signeront-elles la fin des vingt années de règne du "reis" ? Usure, népotisme, corruption... jamais le président n'avait été aussi fragilisé, d'autant que l'opposition est désormais unie. Mais il garde la main sur l'appareil sécuritaire*

Par **CÉLINE LUSSATO**, envoyée spéciale à Istanbul  
Photos **MARIE TIHON**

« Osman Boyraz, député de l'AKP, le parti d'Erdogan, et Birsen Aydin, membre de la branche des femmes du parti, en campagne dans le quartier d'Usküdar, le 19 avril.

**A**vec 53,7% des voix. » Sur le stand de campagne de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement), le parti islamo-conservateur du président Recep Tayyip Erdogan, dans le quartier d'Usküdar, l'un de leurs fiefs d'Istanbul, le député Osman Boyraz affiche sa confiance absolue dans la victoire de son leader à la présidentielle du 14 mai. Il fanfaronne : « *Allons, qui d'autre ? Lui seul peut être un guide, un leader, pour la nation turque.* » Dans la file qui s'étire près du camion aux cou-

leurs du parti, les électeurs récupèrent moins les derniers tracts que les cadeaux estampillés « AK Parti » : stylos, sacs, plateaux à thé, livres de coloriage pour les enfants. Mais tous expriment un respect admiratif pour Tayyip Erdogan : « *Il a tellement fait pour le pays !* » s'émerveille une mère de famille.

L'enthousiasme s'est pourtant estompé au fil des vingt années écoulées depuis son arrivée aux plus hautes fonctions de l'Etat, d'abord comme Premier ministre en 2003, puis comme président en 2014. En 2018, Erdogan avait été réélu dès le premier ➤





« L'étudiante Rabia Unal est présidente de l'assemblée des jeunes à Usküdar et membre de la jeunesse de l'AKP. Elle considère Erdogan comme un président exemplaire.

qui faisait que les gens l'aimaient, affirme Nihal Olçok, qui fut une proche du fondateur de l'AKP. *Le leadership, c'est une énergie. Et il avait cette énergie.* » Avec son époux Erol Olçok, qui dirigea les campagnes électorales d'Erdogan jusqu'à sa mort lors du coup d'Etat du 15 juillet 2016, Nihal a pu observer de près l'ascension du président turc et contribuer à façonner son image. « *Son arrivée en politique n'a pas été un hasard, estime la quadragénaire, qui nous reçoit chez elle. Il était prédestiné. Ce n'est pas une question d'idéaux, ni de propositions politiques – celles-ci viendront plus tard grâce aux hommes qui, comme mon mari, se sont mis à son service et ont construit son programme. C'est une question d'aura. Jusque dans les coins les plus reculés de Turquie, on admirait son charisme.* »

### UNE EMPRISE MAGNÉTIQUE

Encore aujourd'hui, Tayyip Erdogan exerce une emprise magnétique sur les militants du parti. A 23 ans, Rabia Unal est fière de dire qu'elle milite à l'AKP depuis dix ans. La jeune étudiante en relations internationales est à la fois présidente de l'assemblée des jeunes de la municipalité du quartier d'Usküdar à Istanbul, et membre du bureau de la branche jeunesse du parti à Ankara. Chaque jour, elle poste sur les réseaux sociaux des photos du président en campagne. Tayyip Erdogan occupe même l'image du fond d'écran de son téléphone portable. Aucune décision du président ne peut être discutable à ses yeux : ne devrait-il pas laisser la place à un homme plus jeune ? « *Mieux vaut quelqu'un d'expérience.* » N'a-t-il pas fait

►► tour avec 52,5 % des voix. Il n'est plus crédité que de 42% – voire 40% seulement – d'intentions de vote pour le scrutin du 14 mai. Impressionnant, après tant d'années. Mais peut-être insuffisant...

Usure du pouvoir, mauvaise gestion de la crise économique et des suites du séisme, népotisme, corruption... la colère gronde. Et face au leader à la popularité déclinante, l'opposition a réussi à constituer un front commun derrière le candidat centriste du Parti républicain du Peuple (CHP), Kemal Kılıçdaroglu. A 75 ans, cet homme, loué pour son calme, sa gentillesse et son esprit d'unité, réussira-t-il à faire tomber le « reis » ?

« *Erdogan a écrit sa propre légende dès sa conquête de la mairie d'Istanbul en 1994* », raconte le géographe et turcologue Jean-François Pérouse, qui vit à Istanbul depuis les années 1990. Une légende qu'il a continué à construire pas à pas, parallèlement à son ascension politique, affirme l'auteur d'« *Erdogan. Nouveau père de la Turquie ?* » (1) : « *Il s'est particulièrement illustré par son souci très pragmatique du "hizmet" ou entraide, sa stature de protecteur – notamment des musulmans à travers*

*le monde –, son image de bâtisseur, ou encore de briseur de tabous de la culture politique.* »

Une légende qui n'aurait pu être écrite sans son aura charismatique. Issu d'un milieu populaire, cet ancien joueur de football – un sport ô combien important pour les Turcs – a su séduire les foules. « *Erdogan avait une étincelle, quelque chose en lui*

► Bilal Erdogan, le fils du président, et le maire d'Usküdar Mehmet Hilmi Türkmen servent à manger lors de l'iftar. Une opération de communication largement relayée par les réseaux sociaux.







« Des Stambouliotes font la queue sur la place principale d'Uskûdar afin de récupérer des repas distribués gratuitement par l'AKP lors de la rupture du jeûne du ramadan (iftar) un soir d'avril.

des choix de politique économique hasardeux ? « La crise est due à des phénomènes extérieurs, et grâce à lui, la Turquie est moins touchée que d'autres pays. » Ne fallait-il pas rester dans la convention internationale d'Istanbul contre les violences faites aux femmes ? « La protection des femmes passe par le respect mutuel et l'empathie. » N'est-il pas effrayant que l'AKP s'associe au parti islamiste Hüda-Par (Parti de la Cause libre), qui souhaite abroger la loi 6 284 sur cette question ? « Ils suivront les décisions du président et non l'inverse. » Comme Rabia, Ali, 19 ans, qui votera pour la première fois cette année, n'a jamais connu personne d'autre à la tête de l'Etat. Pour le jeune vendeur de produits électroniques qui souhaite « être utile » à son pays, « militer à l'AKP est simplement une évidence ».

Mais penser que les bulletins des 600 000 nouveaux votants d'Istanbul (6 millions dans tout le pays) iront tous au parti présidentiel serait erroné. « Trop de Turcs sont écrasés par l'Etat », affirme Ceren, une jeune militante d'extrême gauche, membre du TIP (Parti des Travailleurs de Turquie) rencontrée lors de l'inauguration par la députée Sera Kadigil d'un

local du parti à Kadiköy, sur la rive asiatique de la ville. « Les Turcs doivent ouvrir les yeux. Le bilan des vingt ans de l'AKP est une catastrophe. Prenez l'enseignement : en favorisant les écoles religieuses, ils ont terriblement dégradé le niveau, en particulier celui des jeunes filles », affirme Ceren.

« Nous avons touché ces dernières semaines près de 80 % des nouveaux votants de la ville », affirme Onur Bildirici, candidat CHP à la députation. En plein tractage sur l'élégante avenue Bagdad, le jeune homme de 26 ans assure que « 75 % n'en peuvent plus du pouvoir en place ». Pour Jean-François Pérouse, « presque tout ce qui a fait la réussite d'Erdogan ces dernières années n'est plus une force aujourd'hui. Son image de bienfaiteur a été particulièrement écornée ces derniers mois, après la gestion catastrophique par l'Etat du séisme du 6 février », qui a fait officiellement plus de 50 000 morts. Lui qui devint Premier ministre en 2003, après le terrible séisme d'Izmit en 1999, sur la promesse de mettre en place les mesures nécessaires pour qu'une telle tragédie ne se reproduise plus, a manifestement échoué. Certains sinistrés sont restés durant trois jours, parfois quatre, sans aucune aide.

Les actions de charité restent toutefois centrales dans la campagne. En particulier pendant le mois de ramadan, grâce aux repas d'iftar, ou rupture du jeûne. Dans le quartier d'Uskûdar, de longues files s'allongent devant les stands de l'AKP, en attendant le chant du muezzin annonciateur du coucher du soleil. Lorsque, enfin, les distributions commencent, un invité de marque rejoint les militants : le fils de Recep Tayyip Erdogan, Bilal, affublé d'un tablier de cuisine. Accompagné de discrets gardes du corps, l'homme d'affaires apporte son concours à la campagne électorale. L'opération est destinée aux réseaux sociaux : aucun média n'a été prévenu. Des centaines de milliers de personnes pourront admirer le dévouement du fils du président, sans imaginer que son intervention n'aura duré qu'une quinzaine de minutes. Une mise en scène qui vise à effacer toute trace des graves accusations de corruption portées en 2013 contre Bilal Erdogan. Son père, à l'époque Premier ministre, avait réussi à étouffer l'affaire au prix d'une vaste purge policière, mais l'image de la famille et du parti avait été écornée. Aujourd'hui, les Turcs ➤





► ne cachent plus leurs critiques : « J'ai demandé à M. Erdogan de l'aide, car je n'arrive pas à nourrir ma famille, se plaint une mère de famille en s'éloignant du stand de l'AKP. Il m'a donné 200 livres [10 euros], que voulez-vous que je fasse avec ça ?! » Peu importe à cette femme que ce don puisse ressembler à une tentative pour acheter son vote du 14 mai. La crise économique est telle que la seule chose qu'elle constate, c'est la faiblesse du montant.

Début avril, le gouvernement turc annonçait une inflation catastrophique de 50 % sur un an. Les économistes indépendants évoquaient plutôt un chiffre autour de 110 %. On ne parle plus désormais de « seuil de pauvreté », mais de « seuil de la faim ». « Je ne peux plus vivre à Istanbul. Mon propriétaire vient de m'annoncer que mon loyer de 2 000 livres [100 euros] passera cet été à 15 000 livres [750 euros] », raconte Meserret. Cette enseignante à la retraite votera pour le CHP : « Avec ma pension de 11 000 livres, comment voulez-vous que je survive ? Nous avons besoin de dirigeants responsables, pas d'idéologues déconnectés de la réalité. »

Malgré la propagande du parti qui impute la situation catastrophique à la

conjoncture internationale, les Turcs sont nombreux à comprendre que l'inflation galopante est une conséquence des décisions désastreuses du « reis », qui a été jusqu'à limoger trois directeurs de la banque centrale en deux ans pour imposer ses vues. « Le président est obsédé par le fait de maintenir les taux d'intérêt bas », commente l'économiste et directeur du Centre de recherches économiques et sociales de l'université Bahcesehir à Istanbul Seyfettin Gürsel. Des taux élevés seraient en effet, selon Erdogan, « le père et la mère de tous les maux » et favoriseraient... l'inflation. « Une réflexion uniquement inspirée par le préjugé religieux contre l'usure, et parfaitement contraire à toutes les théories économiques, estime l'économiste. Erdogan fonctionne par obsessions : sa politique anti-inflationniste bien sûr, mais aussi le développement de l'industrie de l'armement, ou celui d'une industrie automobile nationale. Autant de choix qui répondent davantage à un besoin

► Onur Bildirici, vice-président de la jeunesse du principal parti d'opposition, le CHP, et candidat à la députation.

▲ Le candidat unique de l'opposition Kemal Kılıçdaroglu, et les maires d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu (à g.), et d'Ankara, Mansur Yavaş (à dr.).





de communication nationaliste qu'à des choix économiques efficaces. »

Ses choix n'ont pas permis à l'économie turque de se relever. Même les grands projets de construction ont marqué le pas. Après la construction d'un nouveau pont enjambant le Bosphore, la création du plus grand aéroport du monde, Erdogan est fier d'avoir inauguré la mosquée pharaonique de Çamlica à Istanbul. Autant de monuments mis en valeur dans les carnets de dessins pour enfants distribués par l'AKP. Mais la centrale nucléaire d'Akkuyu dans le sud du pays, construite en collaboration avec les Russes de Rosatom, n'a été mise en service que très récemment et avec un énorme retard. De plus, construite en zone sismique, elle inquiète la population. Quant au projet fou d'un second canal parallèle au Bosphore, il est au point mort.

### UN CANDIDAT ALÉVI

Surtout, le séisme du 6 février a profondément entaché l'image d'architecte de la nouvelle Turquie dans laquelle le président se drapait, en révélant l'anormale fragilité des infrastructures et des habitations : « Une large majorité des grandes entreprises du bâtiment et des travaux publics font partie du réseau de clientèle du président, explique l'économiste Ahmet Insel. Ce dernier les a donc encouragées à réaliser une foule d'infrastructures, même si elles ne respectaient pas les normes qu'il avait lui-même édictées lors de son arrivée au pouvoir. » Ce clientélisme a déclenché la colère des sinistrés, mais l'habile président sait l'instrumentaliser dans la campagne. A Istanbul, les militants de l'AKP du stand d'Uskudar nous prennent à témoin : « Qui, mieux que notre reis, peut promettre de tout faire reconstruire en une année, grâce à ses liens avec les entreprises du secteur ? »

Recep Tayyip Erdogan garde un socle solide de supporters qui représente environ un tiers d'électeurs acquis à sa cause. Mais l'opposition, unie par sa détermination à le détrôner, a réussi à rassembler ses forces pour les législatives dans la plupart des circonscriptions. Et à désigner un candidat unique à la présidentielle. Certains auraient préféré comme candidat commun le maire populaire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, ou celui d'Ankara Mansur Yavas. Mais le centriste Kemal Kiliçdaroglu a su fédérer un large spectre de partis, allant de la droite nationaliste au centre gauche, en passant par d'anciens alliés de Tayyip Erdogan, les ministres de l'Eco-

▼ Sera Kadigil, porte-parole et députée du Parti des Travailleurs de Turquie (TIP), avec une militante, devant un nouveau local de campagne dans le quartier de Kadiköy.



nomie Babacan et des Affaires étrangères Davutoglu, chacun désormais à la tête d'un parti politique. Son âge, sa discrétion et son allure frêle se sont petit à petit effacés derrière l'image de douceur du candidat commun, mais aussi son incarnation de l'unité nationale. « Avoir désigné un candidat alévi [une branche minoritaire de l'islam] est extrêmement important pour l'ensemble des Turcs aux identités multiples », affirme Elmas Arus, candidate rom du CHP à la députation à Istanbul. La jeune femme, qui se bat pour les droits de sa communauté, est particulièrement fière du courage qu'a montré le candidat de son parti le 19 avril. En effet, Kiliçdaroglu n'a pas hésité à briser un tabou majeur en publiant sur Twitter une vidéo revendiquant pour la première fois son alévisme : « Je pense qu'il est temps d'évoquer avec vous un sujet très particulier, très sensible [...]. Je suis alévi, je suis un musulman sincère. » Considérés comme des hérétiques par certains musulmans sunnites rigoureux, les Alévis ont été victimes par le passé de discriminations et de massacres. Cette vidéo, vue plus de 90 millions de fois, « normalise la pluralité de notre société, démontre combien nous pouvons tous avoir

les mêmes droits, se réjouit Elmas Arus. Y compris celui de briguer la présidence ». La démarche a d'ailleurs été saluée jusque dans les rangs du Parti démocrate des Peuples (HDP), pro-kurde, dont l'ancien coprésident Selahattin Demirtas, emprisonné depuis 2016, a répondu sur Twitter : « Il est possible de vivre sur ces terres sans discriminations, dans l'égalité, la fraternité et la paix. » Le HDP, allié au TIP, le parti d'extrême gauche, n'a pas intégré l'alliance de l'opposition aux législatives, mais il ne présentera pas de candidat à la présidentielle pour éviter toute dispersion des voix.

### MAINMISE AUTORITAIRE

Le candidat de l'opposition a également su démontrer son sang-froid et sa hauteur de vue : violemment pris à partie par un supporter d'Erdogan au cimetière d'Adiyaman où il était venu se recueillir, il a demandé qu'on comprenne la colère d'un homme triste. Mais la magnanimité est-elle un atout dans un pays habitué à des leaders forts ? Le contraste est criant avec les manières d'Erdogan : ces deux dernières années, plus de 60 000 personnes ont été poursuivies pour « offense au »



➔ *président* », pour de simples propos critiques envers le pouvoir. Un délit puni d'un à quatre ans de prison.

Malgré une perte certaine de popularité, le président continue d'exercer un contrôle total sur l'appareil sécuritaire et électoral du pays, ce qui fait peser un doute sur l'honnêteté des scrutins. Sa mainmise autoritaire suscite depuis longtemps le rejet : on l'a vu en 2013, lors des manifestations de Gezi (mouvement de contestation déclenché par l'opposition à un projet d'aménagement urbain au cœur d'Istanbul) initiées par des écologistes, vite rejoints par des dizaines de milliers de protestataires scandalisés par les violences policières. Puis en 2016, en réaction à la répression qui s'est abattue après la tentative de coup d'Etat. Cette dénonciation est un élément fédérateur de l'opposition. Y compris parmi les anciens alliés du « reis ». « *Les mensonges d'Erdogan sont si nombreux et anciens* », confie l'ancienne communicante d'Erdogan, Nihal Olçok, cofondatrice du Parti du Futur d'Ahmet Davutoglu. Cette femme pieuse évoque ce jour de 2004 où elle a compris qu'Erdogan se battait pour garder le pouvoir et non pour ses électeurs : « *Quand il est arrivé à la tête du pays en 2003, il a promis de régler le problème du voile, qui était alors interdit à l'université et dans la fonction publique. Lors d'une réunion chez moi, j'ai donc mis la question sur la table : quand ? comment ? Ils m'ont répondu : "C'est un 'sujet locomotive' qui nous permettra de continuer de mobiliser notre électorat. Il ne faut donc pas le régler trop vite." Et les femmes ont dû attendre 2012 pour être enfin libres de porter le voile dans ce pays !* » Nihal Olçok tient Erdogan pour responsable de la mort de son mari et son fils, tués en s'opposant aux putschistes dans les rues d'Istanbul lors de la tentative de coup d'Etat de 2016. Car c'est le président lui-même qui avait appelé ses fidèles à descendre dans la rue contre les militaires. Elle ne supporte plus ce qu'elle appelle « *son instrumentalisation du pouvoir* ». « *Il s'accroche à la présidence non pas pour le pays, mais pour maintenir à flot sa famille et ses proches. Et ce au prix de l'injustice, des inégalités et de l'appauvrissement de la société* », accuse-t-elle. Accroché à quel point ? Cette ancienne proche du « reis » en est certaine : « *Erdogan mobilisera tous les moyens à sa disposition, légaux comme illégaux, pour se maintenir au pouvoir.* » ■

(1) aux Editions nouvelles François Bourin, en 2016.



GÉOPOLITIQUE

## “Son modèle est à bout de souffle”

*Après dix ans d'ouverture, puis dix autres de bellicisme, la politique étrangère du président turc cherche à s'adapter au contexte du moment. Mais une alternance n'amènerait pas un changement radical, estime le politologue Bayram Balci*

Propos recueillis par CÉLINE LUSSATO



EN COUVERTURE

# Erdogan, l'autre Poutine



## Conquérant.

Le président turc Erdoğan au siège des Industries aérospatiales turques, à Kahramankazan, le 1<sup>er</sup> mai. À ses côtés, Devlet Bahçeli, chef des Loups gris (à g.), et le vice-président Fuat Oktay (à dr.).



EN COUVERTURE



EMIN SANSAR/ANADOLU AGENCY VIA AFP

**Menaces.** Comme Poutine, le président islamiste poursuit son rêve d'empire et accentue sa dérive autocratique. À la veille des élections du 14 mai, le monde retient son souffle.

PAR GUILLAUME PERRIER

**E**n Turquie, Vladimir Poutine a choisi son camp : « Je veux le dire sans détour : vous savez comment fixer des objectifs ambitieux et vous cherchez à les atteindre avec confiance. » L'éloge adressé à Recep Tayyip Erdoğan a marqué l'inauguration, le 27 avril, de la centrale nucléaire d'Akkuyu, construite par Moscou sur la côte méditerranéenne de la Turquie. Par ce soutien appuyé, Vladimir Poutine venait au secours de son compère à deux semaines des élections présidentielle et législatives du 14 mai. Car ce rendez-vous électoral est sans doute le plus incertain qu'Erdoğan ait eu à affronter depuis 2002, le début de son « règne ». Contrairement à celles ayant lieu en Russie, les élections en Turquie ne sont pas totalement jouées d'avance. Alors il hausse le ton. Dans ses meetings et ses harangues télévisées, les pays occidentaux sont accusés de tous les maux. Son discours dénonce des forces impérialistes qui voudraient entraver la marche conquérante de la Turquie, imposer le terrorisme et le mode de vie des LGBTQ+ et livrer le pays aux griffes du Fonds monétaire international... Voter pour son opposant Kemal Kılıçdaroglu, qu'il surnomme « Monsieur Kemal » comme on s'adresse à un étranger, équivaldrait à une trahison de la patrie. La rhétorique n'a rien à envier à celle d'un Vladimir Poutine ou d'un Viktor Orban. Mais elle traduit aussi un profond doute.

Erdoğan peut-il perdre ces élections ? Il y a trois mois encore, la question aurait pu paraître ■■■



EN COUVERTURE



**Populaire.**  
Recep Tayyip Erdoğan, alors maire d'Istanbul, en septembre 1998.

**Erdogan en 8 dates**

**1994**  
Élu maire d'Istanbul, il en fait son laboratoire politique.

**Décembre 2002**  
L'AKP, qu'il vient de fonder, remporte les élections. Il devient Premier ministre en mars 2003.

**Octobre 2005**  
Ouverture des négociations d'adhésion à l'UE.

**Mai 2013**  
Manifestations de Gezi.

**Août 2014**  
Erdogan est élu président.

**2015**  
L'AKP perd sa majorité aux législatives, les élections sont annulées. Erdogan relance la guerre contre les Kurdes, s'allie à l'extrême droite et regagne la majorité.

**15 juillet 2016**  
Coup d'État manqué.

**2019**  
Erdogan doit concéder une défaite aux municipales.

■■■ incongrue tant le scénario était limpide. Après vingt années passées au pouvoir, il brigue un troisième mandat de président, une étape marquée d'une pierre blanche dans son agenda. Alors que doivent se dérouler, en octobre, les célébrations du centenaire de la fondation de la République par Mustafa Kemal, il veut faire entrer la « nouvelle Turquie » dans le « siècle turc », l'installer parmi les grandes puissances et « donner une leçon » à ses détracteurs. L'an 2023 aurait dû être celui du décollage d'une Turquie décomplexée, sûre de sa force, lancée à toute vitesse vers deux autres dates symboliques : 2053, le 600<sup>e</sup> anniversaire de la conquête de Constantinople par les Ottomans, et 2071, qui marquera le millénaire de la bataille de Manzikert, où les Turcs vainquirent les Byzantins et s'installèrent en Anatolie. Rien ni personne ne semblait pouvoir empêcher le président turc de remporter une nouvelle victoire, dont le récit était déjà écrit.

**Séismes.** Las ! Le 6 février, les certitudes se sont fissurées. Les deux puissants séismes qui ont dévasté le sud et l'est du pays ce jour-là ont bouleversé le paysage politique. Le bilan humain de la catastrophe dépasse les 50 000 morts – certaines estimations montent jusqu'à 250 000, car tous les corps n'ont pas été retrouvés ou identifiés – et plus de 2,5 millions de personnes ont été déplacées dans les régions touchées. Des villes entières comme Maras ou Antioche ont été réduites en poussière. Le coût financier de ces tremblements de terre est estimé à plus de 100 milliards d'euros. Le 6 février a aussi montré à quel point le pouvoir du « Reis » (chef) était un édifice fragile, tout en verticalité. C'est un pays traumatisé qui votera le 14 mai.

Comme pour souligner encore un peu plus l'incertitude, le leader tout-puissant de la Turquie a été rattrapé par une santé défaillante. Le 25 avril, il fait un malaise en direct à la télévision, épuisé par le rythme de sa campagne électorale, durant laquelle, comme à son habitude, il parcourt les provinces, multiplie les meetings et les inaugurations. Il explique souffrir d'une « grippe intestinale ». Sa campagne est suspendue quelques jours. Cette petite alerte suffit à relancer les spéculations sur sa santé. La présidence doit même publier un démenti pour réfuter les rumeurs de crise cardiaque. Erdogan n'a que 69 ans, mais il porte le poids de toutes ces années à ferrailer sur la scène politique et à électriser les foules. Et surtout, il a été opéré par deux fois de l'intestin, en 2011 et en 2012. À l'époque, le chirurgien avait nié toute forme de cancer, mais, pendant cinq mois, le chef du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste) avait dû se mettre en retrait.

Avant même cette succession de mauvaises nouvelles, la campagne de 2023 s'annonçait comme l'une des plus compliquées de sa carrière. Les instituts de sondage, du moins ceux qui conservent un peu d'indépendance, le donnaient battu à la présidentielle. Le « reis » est inquiet. On est loin des scrutins de 2014 ou de 2018, emportés sans suspense dès le premier tour, face à des seconds couteaux. Cette fois-ci, son adversaire principal, Kemal Kılıçdaroglu, 74 ans, chef du Parti républicain du peuple (CHP), le vieux parti kémaliste, tient pour l'instant le choc.

Erdogan serait-il victime de ses propres contradictions ? En 2001, il avait fondé le Parti de la justice et du développement (AKP), ainsi nommé car les deux termes reflétaient les principales précoc-

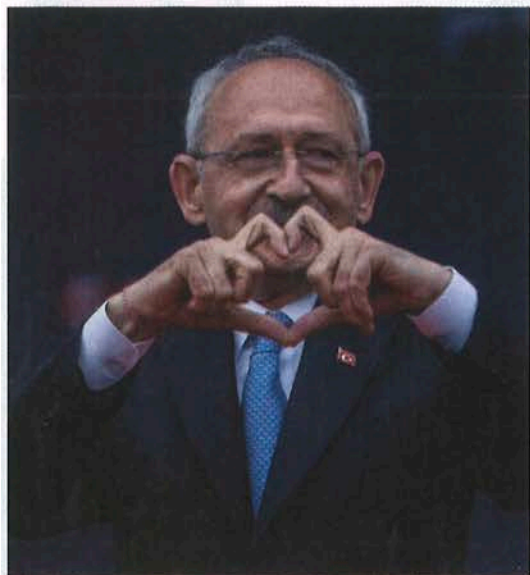
MURAD SEZER/AP/SIPA



cupations des Turcs. Vingt-deux ans plus tard, comme le montre un sondage publié par Metro-poll fin avril, les mêmes thèmes dominent la campagne : la justice, car l'État de droit n'est plus qu'un lointain souvenir que le gouvernement piétine un peu plus chaque jour ; le développement, car la société turque est assommée par la crise économique.

Et pourtant, le « reis » n'a rien voulu changer à sa méthode. Tout au long de sa campagne, il a enchaîné les cérémonies grandioses à la gloire de sa propre réussite. Sur le nouveau porte-drones, navire amiral de la flotte turque, près du tout récent tank national ou du premier prototype d'avion supersonique, il a vanté sa puissance militaire et son rôle sur la scène internationale. Mais, lorsqu'il inaugure le nouveau centre financier sur la rive asiatique d'Istanbul, un vaste projet d'aménagement lancé en 2009, le discours est en décalage total avec les réalités vécues par ses concitoyens. La crise financière dans laquelle sont empêtrés les foyers turcs fait passer le reste au second plan. La dévaluation de la livre turque, l'inflation galopante et la hausse de plus de 40 % des prix de l'énergie en un an vont peser de tout leur poids sur le vote. L'oignon, dont le prix s'est envolé à plus de 30 livres turques le kilo (1,50 euro), est d'ailleurs devenu l'un des symboles du bilan d'Erdogan dans cette campagne.

Pour emporter les élections, Erdogan mise sur ses vieilles recettes. Comme en 2018, il s'est allié à l'extrême droite ultranationaliste du Parti du



**Opposant.** Kemal Kılıçdaroglu, chef du Parti républicain du peuple, principal adversaire d'Erdogan à la présidentielle.

**« L'urgence est de mettre fin au régime du Palais, au gouvernement d'un seul homme. »** Hasan Cemal (YSP)

### Kémalisme

Idéologie fondatrice de la République de Turquie, insufflée par son premier dirigeant, Mustafa Kemal (qui prendra en 1934 le patronyme d'Atatürk, « Père des Turcs »). Le kémalisme se définit par six grands principes, caractérisés par les six flèches indiquées sur le symbole du CHP (Parti républicain du peuple) : républicanisme, nationalisme, populisme, étatisme, révolutionnarisme et laïcité.

### Alévisme

Les Alevis sont une importante minorité religieuse de Turquie. Ils sont environ 15 millions dans le pays, Turcs et Kurdes. Leur culte, issu de l'islam chiite duodécimain – leur nom vient du prophète Ali – est présent depuis les invasions perses et l'empire séfévide, et il est perçu comme plus libéral que l'islam sunnite majoritaire en Anatolie. Massacrés par le sultan Sélim au XVI<sup>e</sup> siècle, discriminés aujourd'hui par l'État turc « laïque », ils sont régulièrement la cible des islamistes. À ne pas confondre avec les Alaouites, que l'on retrouve dans les régions à majorité arabe de Turquie et de Syrie.

mouvement nationaliste (MHP), le mouvement des Loups gris. Il a également récupéré le soutien du Hüda-Par, vitrine politique du Hizbullah, un groupe islamiste kurde impliqué dans des dizaines d'attentats et d'assassinats politiques dans les années 1990 et 2000. Ce qui fait dire à Selahattin Demirtas, le chef emprisonné du principal parti kurde, le Parti démocratique des peuples (HDP), que la Turquie risque d'être dirigée par une « alliance des talibans ». Cette configuration tire Erdogan vers une ligne toujours plus extrémiste et antioccidentale qui le conduit à polariser, à creuser les conflits.

Face à un régime qui lutte pour sa survie, l'opposition est parvenue pour la première fois depuis vingt ans à s'entendre autour d'un objectif commun, même minimal, qu'on peut résumer par la formule « tout sauf Erdogan ». Six partis ont formé une coalition symbolisée par une « table des six », autour de laquelle se sont réunis leurs leaders. Un attelage hétéroclite entre le CHP de Kılıçdaroglu, majoritaire, et le parti nationaliste İYİ de Meral Aksener, rejoints par deux anciens compagnons de route d'Erdogan entrés en dissidence, Ali Babacan et Ahmet Davutoğlu, le reliquat du centre droit et le petit parti islamiste Saadet. Meral Aksener – maillon faible de l'alliance en raison de son opposition à toute discussion avec les Kurdes – a fini par s'asseoir à la table après des discussions agitées.

**Union sacrée.** Dans les rangs du pouvoir, un début de panique est perceptible. « Leur seul projet est de renverser le président Erdogan. Le 14 mai est une tentative de coup d'État des Occidentaux », vociférait le 28 avril le ministre de l'Intérieur, Süleyman Soyly, de plus en plus nerveux. Erdogan lui-même a raillé cette « table », qui s'allonge à vue d'œil : « Ils ont dit qu'ils étaient 6, puis 7 et 9. Quoi qu'ils fassent, rien ne sortira de cette table », a-t-il lâché samedi 29 avril, à l'ouverture du grand festival d'aéronautique d'Istanbul, le Teknofest. « L'urgence est de mettre fin au régime du Palais, au gouvernement d'un seul homme », résume pour sa part Hasan Cemal, candidat aux législatives à Istanbul, sur les listes du parti écologiste (YSP). Cette grande figure du journalisme turc a décidé, à 79 ans, de « refermer une carrière de plus de cinquante ans pour faire [son] devoir ». Après avoir été censuré et licencié du quotidien Milliyet par un oligarque à la solde d'Erdogan, il assure que la chute du « sultan » est le seul espoir. Pour cela, il a choisi de s'engager aux côtés de la gauche prokurde.

Comme souvent, les Kurdes ont d'abord été tenus à l'écart de cette union sacrée. Les dirigeants du HDP n'ont jamais été invités à la « table des six ». Depuis une décennie, leur mouvement s'est pourtant installé comme la troisième force politique de Turquie, malgré toutes les tentatives du pouvoir pour l'affaiblir. Ses maires élus en 2019 ont été destitués et remplacés par des administrateurs du Palais. Ses députés ont été arrêtés, emprisonnés ou tout ■■■



EN COUVERTURE

■ ■ ■ simplement tenus à l'écart du jeu parlementaire par les autres partis. Selahattin Demirtas, son leader, croupit en prison depuis novembre 2016. Mais, depuis les élections municipales de 2019 à Istanbul, l'opposition sait que, pour garder l'espoir de faire tomber Erdogan, le soutien des Kurdes est indispensable. Bien que marginalisés, ils seront les «faiseurs de rois» pour ces élections. «C'est arithmétique», selon Ertugrul Kürkçü, figure historique de la gauche radicale turque, ancien député et président honoraire du HDP. «Sans les Kurdes, Kemal Kiliçdaroglu ne pourra pas atteindre 50 %. Au premier tour, mathématiquement et historiquement, c'est le vote kurde qui va déterminer le résultat. Si le HDP avait présenté un candidat, cela aurait tout changé, au détriment de l'opposition», constate-t-il. Les Kurdes appellent donc à voter pour le candidat du parti kémaliste, héritier d'Atatürk, ce qui n'est pas le moindre des retournements de l'Histoire.

Et puis Kemal Kiliçdaroglu, qui traînait jusque-là l'image d'un opposant sans ambition ni charisme, s'est avéré plus habile que prévu. Son profil de modeste bureaucrate à la retraite rassure, tout comme ses messages de campagne diffusés depuis sa cuisine, une pièce simple, semblable à celle de

toutes les familles turques, loin des dorures et des marbres du palais présidentiel de 1 000 pièces qu'Erdogan s'est fait construire à Ankara. Prenant le contre-pied du chef de l'État, Kiliçdaroglu incarne la modération, il promet le retour à un système parlementaire et à des relations apaisées avec les États-Unis et l'Europe. Il a aussi brisé un tabou en parlant de son appartenance à la minorité alévie, une branche hétérodoxe de l'islam présente en Anatolie depuis cinq siècles, mais dont les 10 à 15 millions d'adeptes continuent à subir préjugés et discriminations de la part de la majorité sunnite. La dynamique a changé de camp.

**Paradoxe.** Erdogan n'a pas dit son dernier mot et chacun sait en Turquie que, jusqu'au 14 mai, la campagne peut connaître bien des rebondissements. Un autre sondage, publié début avril par l'institut Metropoll, soulignait ce paradoxe. Une majorité de Turcs se disent prêts à voter pour Kiliçdaroglu mais pensent que c'est Erdogan qui va l'emporter. Ce n'est pas la première fois qu'on le dit en bout de course, qu'on le pense proche de la défaite. En 2008, l'AKP, condamné pour «activités antilaïques», était menacé d'interdiction par la

BURHAN OZBILICI/AP/SIPA - EMIN SANSAR/ANADOLU AGENCY VIA AFP - EPA/MAXPPP



**Imperator.** Erdogan et sa garde d'honneur (en 2015) en costume d'époque.

**NOSTALGIE D'EMPIRE**

La Nouvelle Turquie du «reis» se place dans la continuité du sultan Abdülhamid II (1842-1918), le dernier monarque absolu de l'Empire ottoman. Erdogan rêve de revanche sur l'Histoire en se plaçant au centre du récit. Il conteste les frontières et les traités hérités de la Première Guerre mondiale.

**INSTRUMENTALISATION DE LA RELIGION**

Sous les ordres d'Erdogan, Ali Erbas dirige la puissante Diyanet, la Direction des affaires religieuses, qui administre le culte musulman sunnite, salarie les imams et entretient les mosquées, en Turquie mais aussi dans de nombreux pays européens, comme la France et l'Allemagne.

5 points communs entre Erdogan...

**AUTOCRATIE**

Premier ministre puis président, Erdogan a verrouillé le système politique en 2017 en supprimant le Premier ministre et en faisant de l'Assemblée une chambre d'enregistrement. Il gouverne par décrets et dicte ses orientations à toutes les institutions, de la justice à la Banque centrale.

**OLIGARQUES**

Autour d'Erdogan, des hommes d'affaires se sont enrichis grâce aux marchés publics d'infrastructures et aux privatisations. En retour, ils financent les campagnes électorales et les médias progouvernementaux. Cinq compagnies du secteur de la construction, Cengiz, Kolin, Kalyon, Limak et MNG, ont gagné le surnom de «Gang des cinq».

**EXPANSIONNISME**

La Turquie occupe le nord de Chypre depuis 1974. Ces dernières années, elle s'est projetée dans le nord de la Syrie et de l'Irak, ainsi qu'en Libye et dans le Caucase du Sud, pour soutenir l'Azerbaïdjan contre l'Arménie. En Méditerranée orientale, elle a multiplié les provocations contre la Grèce et la république de Chypre.



**Connivence.** Erdogan avec Ali Erbas, chef de la Diyanet, en octobre 2022.





## Plus l'instabilité croît, plus la Turquie redoute des violences.

Cour constitutionnelle, comme l'est le HDP aujourd'hui. Sa survie n'a tenu qu'à une voix d'un juge. Puis, en 2013, le pouvoir du «reis» a été ébranlé. D'abord par les grandes manifestations populaires de Gezi, qui dénonçaient déjà l'autoritarisme du régime. Ensuite par les affaires de corruption et les écoutes sauvages qui ont révélé son affairisme. À chaque fois, le président a retourné la situation à son avantage. Même dans les urnes, il est parvenu à transformer des défaites en victoires. Comme en 2015, où, après avoir perdu la majorité parlementaire aux législatives, il avait convoqué de nouvelles élections cinq mois plus tard et, dans une atmosphère de chaos marquée par des attentats-suicides contre la gauche kurde, avait renversé les urnes. Mais, en 2019, après qu'il eut perdu son fief d'Istanbul aux municipales, la même manœuvre avait échoué, débouchant sur une confirmation

BURHAN OZBILICI/AP/SIPA - ANADOLU AGENCY VIA AFP - OLEG VAROV/AFP

populaire écrasante de la victoire d'Ekrem Imamoglu contre son candidat.

Plus l'instabilité croît, plus la Turquie redoute des violences comme en 2015. Ces derniers jours, des attaques armées ont visé des permanences électorales de partis de l'opposition mais aussi de l'AKP. En décembre, un mystérieux attentat, attribué à une militante syrienne du PKK, a ensanglanté Istanbul. La sécurité du vote sera l'un des grands points d'interrogation. Depuis 2014, aucun scrutin n'a pu se dérouler sans de sérieux doutes. Erdogan, acculé, ne peut se permettre de perdre. «Le pouvoir actuel va certainement essayer de détourner la volonté des électeurs, de les intimider pour parvenir au résultat qu'il souhaite. Mais les démocrates vont être vigilants pour surveiller le déroulement du vote», promet le député sortant (CHP) Ibrahim Kaboglu, professeur de droit constitutionnel à la retraite. L'organisation d'observateurs indépendants Oyvê Ötesi a recruté des dizaines de milliers de volontaires pour le jour J. «Les élections ne seront pas équitables, mais elles seront libres», veut croire son président, Ertim Orkun. Dans les zones sinistrées par les séismes, «les écoles ont souvent été détruites ou endommagées, les bureaux seront installés ■■■■

## ... et Poutine



**À l'unisson.** Les présidents turc et russe, à Ankara, le 3 avril 2018.

### AUTOCRATIE

Ayant hérité de son prédécesseur, Boris Eltsine, d'une démocratie malade et discréditée, Poutine a restauré ce qu'il appelle la «verticale du pouvoir» en usant de violence et de corruption. Il a marginalisé l'opposition, asservi la justice, muselé les médias, supprimé l'autonomie des territoires et transformé le Parlement en chambre d'enregistrement.

### OLIGARQUES

Poutine a mis au pas les oligarques, ces hommes d'affaires qui se sont démesurément enrichis à la faveur des privatisations des années 1990. Devenus de fidèles serviteurs, ils composent un système mafieux et kleptocrate qui constitue l'un des relais de son pouvoir. Il leur distribue prébendes et contrats d'État, à condition qu'ils le soutiennent sans faillir.



**Parade.** Lors des célébrations marquant l'anniversaire de la bataille de Stalingrad, le 2 février 2018.

### INSTRUMENTALISATION DE LA RELIGION

Pour mieux justifier son autoritarisme, Poutine appuie sa critique de l'Occident libéral et «dépravé» sur l'Église orthodoxe russe, dirigée par le patriarche Kirill, qui est, comme lui, un ancien agent du KGB et a mis son institution au service du despote.

**Les anciens du KGB.** Poutine et le patriarche Kirill, en avril 2023.



### NOSTALGIE D'EMPIRE

Poutine considère la chute de l'URSS, en 1991, comme la «pire tragédie» du XX<sup>e</sup> siècle. Il se place dans la continuité des tsars mais aussi du dictateur communiste Staline, qui a soumis l'Europe de l'Est. Il reprend à son compte l'idéal eurasiste d'une Russie multinationale agréant de nombreux peuples sous la domination du peuple russe.

### EXPANSIONNISME

Poutine a œuvré pour restaurer le contrôle de Moscou sur son «étranger proche», notamment en agressant la Géorgie en 2008, en annexant une partie de l'Ukraine en 2014, puis en attaquant cette dernière en 2022. Il a projeté l'armée russe en Syrie (2015) et l'armée «privée» Wagner dans plusieurs pays africains.



## EN COUVERTURE

■■■ dans des conteneurs ou déplacés, mais les habitants sont partis vivre ailleurs... Il reste beaucoup d'inconnues», ajoute-t-il. Le nombre de votants est la première incertitude. «Des gens sont morts mais figurent toujours sur les registres électoraux. Il y aura sans doute des choses alarmantes dans les zones rurales, mais il n'est pas si simple de frauder massivement», juge Ertim Orkun.

**Coup de force à la Trump ?** L'opposition redoute que le verdict ne soit pas rendu le 14 mai. Si aucun candidat ne recueille plus de 50 %, Erdogan et Kılıçdaroglu s'affronteront dans un second tour, le 28 mai. L'entre-deux tours risque d'être agité. Et si aux législatives, qui ont lieu simultanément, son parti parvient à se maintenir en tête, Erdogan aura un gros avantage deux semaines plus tard. À l'inverse, il peut aussi perdre les législatives mais conserver la présidence, tout en s'employant à diviser l'opposition. Les plus pessimistes craignent que ses partisans contestent le résultat des urnes

dans la rue, pour un coup de force à la Trump ou à la Bolsonaro. Erdogan a déjà agité cette menace. Pour le politologue Cengiz Aktar, depuis les nombreuses réformes du Code électoral, «le système reste taillé sur mesure pour faire élire Erdogan». S'il est reconduit le 14 mai, le dirigeant va accentuer les conflits avec l'Occident, prédit l'historien et politologue Hamit Bozarslan (*lire interview ci-dessous*). Ses rêves d'empire et ses menaces expansionnistes, de la Méditerranée au Caucase, vont reprendre de la vigueur. Réélu, il sera tenté de poursuivre son jeu trouble avec la Russie de Vladimir Poutine, de ménager la Chine et les pays du Golfe, dont les investissements lui permettent d'amortir le choc économique, mais aussi de se rapprocher de l'Iran et de la Syrie de Bachar el-Assad... Il pourrait faire du centenaire du traité de Lausanne, cet été, l'occasion de rediscuter toutes les frontières. Le basculement stratégique de la Turquie pourrait s'accroître. Et Poutine aurait alors de nouvelles occasions de faire l'éloge de son double ■

## Hamit Bozarslan : « Le pays suffoque, il manque d'oxygène »

L'historien et politologue Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales) à Paris, met en garde contre les conséquences d'une victoire d'Erdogan lors des élections turques, le 14 mai. Ses recherches portent, depuis plus de trente ans, sur la Turquie contemporaine, la violence au Moyen-Orient et sur la question kurde.

**Le Point: Erdogan peut-il perdre ?**

**Hamit Bozarslan:** Deux tendances s'opposent. D'abord, le système politique turc s'est «paramilitarisé». Il y a une polycratie, différents organes de pouvoir autour du leader qui disposeraient de 200 000 ou 250 000 hommes armés : des membres de milices de quartier – les bekçi –, des forces spéciales, des ultranationalistes «lous gris» et des djihadistes. Ils peuvent jouer un rôle néfaste avant, pendant et après les élections.

Mais, d'un autre côté, il existe une immense attente de changement. Les promesses faites par Erdogan n'ont pas été tenues. La priorité pour beaucoup est de se débarrasser de ce gouvernement, c'est très perceptible au sein de la jeunesse, des classes moyennes et défavorisées. Le pays suffoque, il manque d'oxygène.

**Le séisme a-t-il été un révélateur de sa fragilité ?**

Cela a montré la verticalité du pouvoir et son inefficacité, la kleptocratie qui s'est organisée. Et aujourd'hui la situation de l'économie ne peut plus être cachée par des mensonges. La Turquie devait faire partie des dix premières puissances économiques mondiales, or elle ne fait plus partie des vingt premières.

**La Turquie peut-elle connaître un renouveau démocratique ?**

Il faudra être très prudent avant de voir cette attente se transformer en changement démocratique. Il faut d'abord que la Turquie revienne à un système parlementaire, qu'elle réintroduise des mécanismes de contrôle, un respect des élections. Il faudra aussi des avancées démocratiques, notamment sur la question kurde. Et cela ne figure pas dans les propositions de l'opposition.

**Quelle influence cela peut-il avoir sur la position stratégique de la Turquie ?**

Si Erdogan gagne ou s'il y a des fraudes

massives, alors les conflits avec l'Occident vont s'aggraver. Dans sa position actuelle, Erdogan est dans son univers idéologique. Il lit l'histoire du monde comme un vaste plan destiné à entraver la Turquie, de l'intérieur et de l'extérieur. Tout changement serait une trahison.

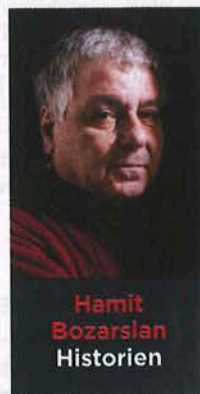
Avec Kılıçdaroglu, le positionnement de la Turquie serait plus pro-occidental. Prendre en otage l'Europe ou l'Otan est beaucoup plus lucratif pour Erdogan.

**Le résultat de ces élections est donc un enjeu pour tout le monde ?**

Les démocraties sont en crise, ce qui sert le discours d'Erdogan. Mais les anti-démocraties comme la Russie, l'Iran et la Turquie, le sont

aussi. Aujourd'hui, il y a une forme d'alliance entre tous ces régimes : Russie, Chine, Iran, Ouzbékistan, Turquie... Mais la chute de l'un d'eux aura des conséquences certaines sur tous les autres. Un changement en Turquie aurait un impact très important sur l'Iran, mais peut-être aussi sur la Russie ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GUILLAUME PERRIER



Hamit Bozarslan  
Historien



EN COUVERTURE

# L'Occident retient son souffle

PAR MARC PIERINI

**Enjeux.** Otan, Russie, Méditerranée, État islamique, flux migratoires... Les implications de l'élection présidentielle turque dépassent le cadre national.

C'est peu de dire que, depuis le coup d'État avorté de juillet 2016, la Turquie présidée par Recep Tayyip Erdogan s'est éloignée des principes inscrits dans les institutions internationales auxquelles elle appartient aujourd'hui (Conseil de l'Europe, Cour européenne des droits de l'homme, Otan, OSCE...), qu'elle a quittées (Convention d'Istanbul contre la violence faite aux femmes) ou qu'elle aspire officiellement à rejoindre (Union européenne). De surcroît, les incidents et divergences avec les alliés de l'Otan se sont multipliés en Méditerranée, en Irak et en Syrie, ou encore dans le Caucase méridional. Pis encore, la « politique d'équilibre » mise en œuvre par Ankara après l'invasion de l'Ukraine par la Russie a abouti, en pratique, à préserver Moscou des conséquences les plus directes du positionnement atlantique de la Turquie.

En parallèle, la dégradation considérable de l'État de droit (en particulier la justice) et une politique économique destructrice ont semé le doute chez les opérateurs économiques occidentaux actifs en Turquie, au point de faire chuter les flux financiers de court terme, les investissements directs et même les flux commerciaux. C'est dire si le maintien du président sortant ou l'arrivée au pouvoir de son concurrent direct, Kemal Kılıçdaroglu, sont observés avec attention à Bruxelles, Londres ou Washington.

De très loin, l'enjeu principal est celui de l'ancrage de la Turquie dans l'Otan. Formellement, celui-ci n'est pas en question, et le pouvoir en place à Ankara ne manque pas de réaffirmer quotidiennement cette appartenance. En pratique, il en est tout autrement, tant la politique d'équilibre entre Otan et Russie a abouti, en dépit des votes à l'ONU et des déclarations au sein de l'Alliance atlantique, à favoriser les desseins de Moscou : retard mis à approuver l'adhésion de la Finlande à l'Otan ; blocage persistant de celle de la Suède ; rejet des sanctions occidentales ; opérations financières avec la Russie lui permettant notamment d'exporter hors sanctions ses produits pétroliers ; participation minimaliste aux opérations militaires de l'Otan sur son flanc oriental ; mise en place près

d'Ankara de missiles russes S-400. Il ne fait pas de doute que cette politique contradictoire avec celle de l'Occident se poursuivrait dans le cas d'un troisième mandat présidentiel d'Erdogan, d'autant plus que le Kremlin y verrait un intérêt majeur (*lire ci-contre*). En effet, le double avantage stratégique acquis par le Kremlin en juillet 2019 (la présence des S-400 empêche de facto l'acquisition de missiles américains ou franco-italiens par Ankara) puis en décembre 2020 (annulation sanction par Washington de la commande de 120 chasseurs furtifs F35 pour l'armée de l'air et la marine turques) est devenu crucial au regard de son invasion de l'Ukraine en 2022 et de la puissante réaction de l'Otan.



**Marc Pierini.** Chercheur à l'institut Carnegie Europe et ancien ambassadeur de l'Union européenne, notamment en Turquie (2006-2011).

**Clarification.** À l'opposé, l'intention affichée par la coalition d'opposition de normaliser la relation avec l'Otan impliquerait logiquement une clarification quant à la présence des missiles russes en Turquie. Nul doute, là aussi, qu'un président issu de l'opposition se trouverait confronté à une pression du Kremlin pour maintenir la Turquie comme élément perturbateur au sein de l'Alliance atlantique. La nouvelle coalition au pouvoir, fortement teintée de nationalisme et pas forcément très soudée, se trouverait dès lors dans une position délicate. À tout le moins, les leaders occidentaux trouveraient une opportunité de renouer un dialogue franc avec une présidence turque soucieuse d'adopter un langage apaisé, ainsi qu'avec des forces armées qui mesurent les avantages d'une pleine appartenance aux mécanismes opérationnels de l'Otan pour la sécurité du pays et dont l'importance se renforce grâce à une industrie de défense dynamique (drones, missiles, porte-hélicoptères, satellites).

Une telle clarification amènerait à aborder les autres sujets de confrontation ou de divergence récents : frontières maritimes et droits de prospection gazeuse en Méditerranée orientale, solution de la question chypriote, poursuite des opérations de la coalition contre l'État islamique, normalisation avec le régime Assad, politique de renvoi des réfugiés



## Les autocrates votent Erdogan

Vladimir Poutine a fait son choix : la Russie verrait d'un bon œil le maintien d'Erdogan au pouvoir. D'ailleurs, en Turquie, tous les observateurs s'attendent à voir les armées de trolls pro-russes être mises au service du sultan. Il faut dire que, depuis 2015, les deux pays se sont rapprochés de manière spectaculaire, et la Russie est parvenue à éloigner la Turquie du pôle occidental. Ankara a acheté des missiles anti-aériens russes S-400, ce qui a jeté un sérieux froid au sein de l'Otan. Puis elle a joué un double jeu dans la guerre d'invasion russe en Ukraine. D'un côté, Erdogan arme Kiev en lui vendant ses fameux drones Bayraktar. De l'autre, il ménage Poutine, achète le gaz en roubles, bloque l'adhésion de la Suède à l'Otan et accueille les oligarques à bras ouverts. Le 27 avril, à deux semaines des élections, la Turquie a inauguré sa première centrale nucléaire à Akkuyu, dans le sud du pays. Fabriquée par la société d'Etat russe Rosatom, cette centrale est au cœur de la relation entre les deux régimes autocratiques. Pour se justifier, Erdogan s'en prend aux Occidentaux : « *L'Occident a choisi son camp. Nous allons leur donner une leçon.* » Il accuse l'Europe et les États-Unis de soutenir Kemal Kılıçdaroglu, son principal opposant pour les élec-



**Alliés.** Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine au Kazakhstan, en octobre 2022.

tions du 14 mai. Mais c'est surtout l'économie turque, au bord de la faillite, qui l'a obligé à revoir certaines de ses positions. Récemment, la Chine et les pays du Golfe ont injecté des devises dans les caisses asséchées de la Banque centrale turque. Pour se réconcilier avec le prince saoudien MBS, Erdogan n'a pas hésité à abandonner les poursuites dans l'affaire Jamal Khashoggi, son ami journaliste assassiné en 2018 dans le consulat saoudien d'Istanbul. Cinq milliards de dollars ont aussitôt été virés. Le 25 avril, son ministre de la Défense et son chef des services de renseignement se sont rendus à Moscou pour un sommet quadripartite Russie-Turquie-Iran-Syrie. Après les élections, Erdogan devrait se réconcilier officiellement avec le Syrien Al-Assad et l'Égyptien Al-Sissi. Deux autocrates de plus ■ G.P.



**Réconciliés.** Le prince saoudien MBS et Recep Tayyip Erdogan en Turquie, en juin 2022.

syriens dans leur pays sans accord de paix mettant fin à douze ans de guerre civile.

Cela étant dit, dans l'hypothèse – plausible mais pas forcément probable – où Recep Tayyip Erdogan céderait son fauteuil à Kemal Kılıçdaroglu, les partenaires occidentaux de la Turquie devront prendre en compte les évolutions profondes du pays au cours des vingt années de pouvoir du président sortant. Son discours anti-occidental et néo-impérial, même s'il était largement motivé par des considérations électorales, a durablement altéré l'image des pays occidentaux aux yeux de l'opinion. Les États-Unis sont perçus comme hostiles en raison des guerres en Afghanistan et en Irak. L'Union européenne se voit taxée de duplicité en raison de l'adhésion de la république de Chypre en 2004, du blocage des négociations d'adhésion et d'un accord déséquilibré sur les réfugiés syriens. Ce discours négatif a permis à Erdogan de diaboliser l'UE sur le mode populiste mais pourrait aussi s'avérer utile à la coalition d'opposition si elle arrivait au pouvoir. Imagine-t-on un seul politicien turc traiter avec légèreté les droits de la communauté chypriote turque ou renoncer à contester les frontières maritimes avec la Grèce ?

**Emprise.** Certains observateurs étrangers pensent qu'une ultime réélection amènerait Erdogan à adoucir son langage avec l'Occident. Espoir ténu, non seulement parce que cette réélection serait obtenue avec une faible marge, voire une longue contestation devant le Haut Conseil électoral, mais surtout parce que Erdogan serait porté à maintenir son emprise personnelle sur les décisions de politique interne et étrangère. On ne passe pas sans risques d'une autocratie institutionnalisée à une gouvernance pluraliste et apaisée, surtout lorsqu'une politique étrangère fondée sur la disruption fait partie de la narration populiste.

Dans l'hypothèse d'une victoire du candidat de l'opposition, les capitales occidentales attendraient un retour à un dialogue dénué d'agressivité et d'imprévisibilité, et accompagné des mesures annoncées : libération de prisonniers d'opinion ; lancement du vaste chantier de restauration de l'État de droit (justice, presse, société civile) ; discussion de la politique de sécurité à l'échelle du continent européen ; examen des divers compartiments de la relation euro-turque. La liste est certes longue, mais les intentions sont affichées.

Pour la première fois en vingt ans de pouvoir d'Erdogan, une alternance au sommet de l'État turc est plausible, même si le président-candidat va user de tous les moyens pour se maintenir au pouvoir. Pour l'Occident, compte tenu des politiques en place et des engagements de l'opposition, les implications stratégiques de cette élection sont considérables : au regard de la guerre actuelle sur le sol européen et des tensions persistantes autour de la Méditerranée, la direction que prendra la Turquie le 14 mai impactera tous les dirigeants et citoyens occidentaux ■



The New York Times

By Ceylan Yeginsu, Rebecca R. Ruiz and Nimet Kirac  
May 4, 2023 Updated May 9, 2023

# Earthquake-Proof, Not Corruption-Proof: Turkey's Needless Deaths

Turkish families got wealthy off a construction system rife with patronage. A Times investigation reveals just how fatally shaky that system was.

**T**he building began convulsing at 4:17 a.m. Firat Yayla was awake in bed, scrolling through videos on his phone. His mother was asleep down the hall.

The region along Turkey's border with Syria was known for earthquakes, but this apartment complex was new, built to withstand disaster. It was called Guclu Bahce, or Mighty Garden. Mr. Yayla's own cousin had helped build it. He and his business partner had boasted that the complex could withstand even the most powerful tremor.

So, as the earth heaved for more than a minute, Mr. Yayla, 21, and his 62-year-old mother, Sohret Guclu, a retired schoolteacher, remained inside.

At that very moment, though, Mr. Yayla's cousin, the developer, was leaping for safety from a second-story balcony.

What Mr. Yayla and his mother had not known was that the system to ensure that buildings were safely constructed to code had been tainted by money and politics. That system prioritized speed over rules and technical expertise.

A New York Times investigation found that a developer won zoning approval for the project after donating more than \$200,000 to a local soccer club, where the mayor is an honorary president. Then, when residents raised alarms that the blueprints did not match what had been built, they received no satisfying reply from the local government. The building inspector said that,



The collapsed Guclu Bahce complex in Antakya, Turkey, in March. Sergey Ponomarev for The New York Times

even after the project had failed its inspection, the developers used political influence to get the doors open.

The apartment complex, in the southern Turkish city of Antakya, was a concrete and stone representation of a patronage system that has flourished under President Recep Tayyip Erdogan as he has propelled a construction boom across Turkey for the past two decades.

Undeterred by warnings that the breakneck development lacked sufficient engineering oversight, officials in the capital, Ankara, gave local politicians more power to issue construction licenses for large projects without scrutiny from independent professionals.

Basic suggestions never took off — that civil engineers should have to pass a certification exam, for instance.

That building spree turned middle-class landowners like the

Guclus, for whom the Guclu Bahce complex was named, into developers and landlords. Mr. Erdogan, [who will stand for re-election on May 14](#), used construction as a vessel for economic growth and a symbol of Turkey's progress. Local politicians from all parties benefited from the jobs, housing and off-the-books payments that commonly flowed from it all.

Mr. Erdogan's office referred questions to the environmental ministry, which did not respond to requests for comment.

The [Feb. 6 earthquake](#) revealed the shaky foundation on which so much growth was built. More than 50,000 people died as [buildings toppled, crumbled or pancaked](#). Guclu Bahce, the mighty earthquake-proof complex, was among them. An estimated 65 people died there.

"So many died because they were told that the safest place was inside, and they should not try to leave during an earth-

quake," said Fatma Oguz, whose sister died in the collapse.

For the Guclu family, several of whom lived in the building, the collapse created a fatal rift. Survivors have turned on each other amid a lawsuit, a criminal investigation and a bitter search for answers:

Were the buildings doomed to fall by nature of a powerful earthquake? Or did someone cut corners? Who can be held accountable in a system in which blueprints cannot be trusted and nobody agrees on whether the building passed inspection? The inspector says somebody forged his signature. It is unclear if the final project was up to code, and the developers cannot agree on who actually built anything.

As the building shook in February, Mr. Yayla called out to his mother to stay in her room and get on the floor next to her bed. He did the same. They would ride this out safely.

Then came a fierce thud, and the columns holding up the bedroom ceiling snapped.

## 'Money From Our Friends'

Family members say the land, covered in fig trees, had been theirs for three generations.

By 2015, buildings were popping up all around, a testament to a Turkish economy that had been growing about 7 percent a year.

Mehmet Guclu, a young devel-

oper with a civil engineering degree, approached his relatives with a plan. Look around, he told them. Somebody's going to develop this parcel. Better to keep it in the family, to be landlords, to make money.

"He convinced us that he'd build the most magnificent project in our family name," said Yusuf Guclu, another cousin who lived in the complex. He said that Mehmet had promised to protect against the earthquakes everyone in the region knew to expect.

Mehmet Guclu, then in his 30s, was a charismatic striver with a luxe aesthetic, known for incorporating sleek finishes and expensive materials like marble. He had already built some of the tallest buildings in Antakya.

The extended family had dreamed of exactly this opportunity for years.

The complex was to be a centerpiece of the community — five towers, complete with luxury apartments, retail shops, a pool and a high-end gym.

Mehmet's career had taken off quickly, in part because of Turkey's low barriers to entry for civil engineering graduates. Unlike in the United States and United Kingdom, graduates in Turkey do not need to pass certification exams or complete on-the-job training to become an engineer. Architectural trade groups have called for such requirements for years.

"University educates you. It doesn't train you," said Mustafa Erdik, an earthquake engineering professor at Bogazici University in Istanbul. "We have to bring in professional engineering."

Getting a project started often hinges on unwritten rules that can be as important as technical expertise. In this part of southern Turkey, for example, contractors have known for years that a donation to the local soccer club can move a project along, said Hikmet Cincin, the

former head of the soccer club. Antakya's mayor at the time, Lutfu Savas, serves as the club's honorary president.

After discussions with that mayor, Mehmet Guclu gave the club more than half a million lira, more than \$200,000 at the time, according to a person involved in the construction process who spoke on condition of anonymity because of an ongoing investigation.

Mr. Savas denied profiting from Guclu Bahce's construction and said the donation had not been tied to the project. "If we ask for money from our friends," he said of gifts to the soccer club, "it's for the benefit of everyone."

He called himself an honest politician in a corrupt system. He said developers commonly made payments to circumvent bureaucratic approvals. Most build whatever they want and assume it will be approved, he said. He blamed Mr. Erdogan and his political party for fostering this culture.

But Mr. Savas, himself a former member of Mr. Erdogan's party, was adamant that was not the case with Guclu Bahce.

Mr. Savas says he has little memory of the particulars. What is clear is that the project rolled along in the following years, and the foundation was laid in summer 2017.

But the earth in that part of Turkey is not ideal for building, particularly in an earthquake zone, said Serkan Koc, a member of the Union of Chambers of Turkish Engineers and Architects.

"These areas shouldn't have been turned into construction zones," he said. Soft soil, for example, will amplify an earthquake. Mr. Koc said Turkish environmental officials should have assessed the whole area before the building boom.

"Although the ministry had the authority to inspect, they didn't"

he said. The environmental ministry did not respond to requests for comment.

As Mr. Guclu's new project moved forward, the only limitations seemed to be financial. Soon after the foundation was poured, his money dried up. He turned to a prominent developer, Servet Altas, to help see it through.

Mr. Altas became the public face of the project. His initials, in red and blue, would later adorn the low wall ringing the complex.

### Sales Pitch

Sohret Guclu had been eager for a steady income to supplement her modest state pension. So she swapped her land deeds for ownership of six apartments and a retail storefront.

She had raised two boys in an old, crumbling apartment building. Her new home was to be a four-bedroom unit with an airy living room and kitchen — one of the largest in the complex.

Guclu Bahce's apartments were among the region's most expensive, costing as much as \$160,000. But Mr. Altas promised upscale amenities and unparalleled safety, former residents said.

"If there were an earthquake right now, I would run inside," Mr. Altas repeatedly said, recalled Ertugrul Sahbaz, a building manager for the complex.

Guclu Bahce attracted doctors, teachers, judges and politicians. Songul Oguz and her husband bought a \$117,000 apartment after a sales agent said that the building's strong foundation and reinforced steel bars could withstand even a 10-magnitude earthquake, Ms. Oguz's sister recalled. It would take 10 days for Ms. Oguz's body to be pulled from the wreckage.

Mr. Altas, wearing a plaid jacket and bow tie, joined government officials for a jubilant opening

ceremony in late 2019. They smiled and posed with a pair of 10-foot gold scissors that were later recorded by Guinness World Records as the world's largest. Mr. Altas thanked Mr. Guclu for his engineering work and his own son for working as one of the architects.

Few have argued that these developers knowingly put people in deadly buildings. Mr. Guclu's own family lived there, after all, as did Mr. Altas's son. Turkey deemed Mr. Guclu a qualified engineer, and the local government — measured by the number of officials at the grand opening — supported the project.

But the chest-thumping and fanfare were premature. The buildings failed a final inspection, according to court testimony. The nature of the violations is murky, but Ismail Ozturk, a building inspector, testified this year that his company had raised concerns with the local authorities.

Mr. Ozturk testified that the contractors had leveraged "close connections" in the city government to overcome the failed inspection. The city mayor at the time, Ismail Kimyeci, who belongs to Mr. Erdogan's party, denied any special treatment. He said the government's final approval had been a formality. "The inspection firm plays the most important role here," Mr. Kimyeci said.

Mr. Ozturk's signature does appear on a certification document. Through his lawyer, he said it had been forged.

In a functioning system, there would be no ambiguity about who had approved a project. But Turkey's system is built on ambiguity. The Erdogan government has, for decades, weakened independent, expert construction oversight and fought proposals to toughen standards.

Turkey's chamber of civil engineers, for example, has argued

for years that experienced engineers are stretched too thin to adequately supervise construction projects. The group has called for every project to get a dedicated engineer. That idea, which could have slowed down construction, went nowhere. The Erdogan government sued the group in 2015, blocking it from issuing its own, stricter certifications for engineers.

Lawmakers also privatized the building inspection process, sidelining Turkey's engineering and architectural union. And while the government in 2019 eliminated a rule allowing contractors to pick their inspectors, mayors still hold power to push past potential issues.

Guclu Bahce's opening was delayed. Discrepancies existed between the blueprints and what was built, Mr. Ozturk said in testimony after the earthquake. Some former residents, too, said that they had picked up on such differences and sent a letter to the city raising concerns.

One resident said the dispute centered on the very building in which Mr. Yayla slept the night of the earthquake — the first to collapse. The resident said that the building had featured an extra floor, a penthouse with a terrace that had not appeared in the plans.

The resident, who spoke on condition of anonymity to avoid being dragged into a criminal and civil dispute, said he had helped broker a meeting between Mr. Altas and the city's current mayor, Izzettin Yilmaz, to find a solution.

Mr. Yilmaz, a member of Mr. Erdogan's party, acknowledged in an interview that he had met

with Mr. Altas. But he said the purpose was to tell the contractor that he was not interested in taking bribes. Gossip was swirling, he said, and he wanted to make things clear: "I told him: 'No one requested a payment from you.'"

Through his lawyer, though, Mr. Altas, denied meeting with the mayor. What's more, Mr. Altas — who took credit at the opening ceremony for building the complex — now denies involvement with the construction or the planning. That was Mehmet Guclu's responsibility, he said.

Despite claiming no involvement, Mr. Altas said he was certain that the complex matched the blueprints.

There is no indication in Mr. Ozturk's testimony that anything was done to assess the design changes. Residents said the city promised to investigate, but they never heard back.

Whether this discrepancy played any role in Guclu Bahce's collapse and whether the inspection was adequate are among many questions being asked in the government's criminal investigation and a family lawsuit.

But the city ultimately awarded occupancy permits and residents finally moved into their apartments in 2021. Guclu Bahce sprang to life, with a health club, a home goods store and a chicken shop.

For almost two years, nobody looked back or gave further thought to the construction process.

#### **Cries in the Darkness**

Lying on the floor next to his

bed, Firat Yayla thought immediately of his cousin's assurances about the building's sturdiness. His confidence lasted less than a minute, though, until he heard the sound of crumbling concrete.

The wall next to him was caving in.

As the 7.8-magnitude earthquake continued for about 90 seconds, the building fell sideways. Steel bars knifed out from the concrete, and he began slipping toward them.

The lights went out, and Mr. Yayla was sure he was going to die.

The next thing he registered was the sound of car alarms. His foot was wedged in a crack and he couldn't move under the weight of a giant wall. He could barely breathe but managed to call into the darkness.

"Mom!" he shouted. "Are you OK?"

She called back. "Firat! Firat! Firat!"

But her cries weakened, and then went quiet.

"Please help me!" he shouted over and over.

A resident helped free Mr. Yayla from the rubble. He survived without serious injuries. Mehmet Guclu survived his jump from the balcony with little more than an injured finger.

Sohret Guclu died, along with more than five dozen other residents.

Members of the Guclu family have sued the contractors and the inspection company, alleging

construction flaws. Among those they accuse of wrongdoing is Mehmet Guclu, the cousin on whom they had pinned so many hopes.

Sohret's brother, Yusuf Guclu, said family members were angry at a system of backscratching and favor-trading that had papered over potential problems.

That system had worked in his family's favor. The Guclus had lived the Turkish dream, converting their land into a cash cow thanks to a relative's expertise and connections. Now, Yusuf's sister was dead and his family was accepting donated clothing.

"We've lost everything," he said.

Mr. Altas was arrested and jailed pending the outcome of the investigation. He has not been charged with a crime. Through his lawyer, he said he had only bankrolled the project.

Mr. Ozturk, the inspector, has also been arrested but not charged. He denies signing off on the project.

And, in a meeting with The Times, Mehmet Guclu appeared shellshocked. He said he would consider speaking publicly about the building, the lawsuit and his family.

But with a warrant out for his arrest, Mr. Guclu soon stopped returning messages.

The last time he was in contact, he was working on a government construction project — part of Mr. Erdogan's well-publicized plan to rebuild the region swiftly.

**Beril Eski and Elif Ince contributed reporting.**





May 04-2023

## Peshmerga, Iraqi forces conduct joint operation in Nineveh

The forces launched the operation in the areas between Ain Awez and Mahmoodiya villages in the province.

ERBIL (Kurdistan 24) – Kurdistan Region Peshmerga forces along with the Iraqi army carried out a joint operation in western Nineveh province on Wednesday against ISIS cells.

The operation began at 6:00 am and lasted until noon on Wednesday, a statement from the Ministry of Peshmerga Affairs noted.

The forces launched the operation in the areas between Ain Awez and Mahmoodiya villages in the province.

"The operation was aimed at securing the areas that fall into the joint security gap between the two sides," the press release added.



Military vehicles belonging to the Kurdistan Region's Peshmerga forces are pictured during an anti-ISIS joint operation with Iraqi army in Nineveh, May 3, 2023. (Photo: Ministry of Peshmerga Affairs)

The Ministry did not elaborate further on whether forces had destroyed any hideouts in the remote areas, which the extremists heavily rely on follow-

ing their territorial defeat in 2017.

Although the terrorist group no longer controls territories in the

region, it launches low-level insurgency against both civilian and security targets, particularly in remote areas in the northern part of the country.

Dozens of security members and civilians were killed late last year in the remote areas of Kirkuk by the terror group.

In order to fill the security vacuum between the federal and Kurdistan Region forces, the Kurdistan Regional Government regularly calls on Baghdad to enhance coordination in these areas in order to prevent the resurgence of the group.

The US-led international coalition against ISIS also supports this request.



May 04, 2023  
With AFP

## Turkey's Syrians root for Erdogan in May vote

SANLIURFA, Turkey - The Syrian refugee unhooked some laundry drying in the baking sun and made a wish for this month's Turkish election: "May Erdogan win".

A mother from Kurdish-majority Kobane in Syria's northwest, Neroz Hussein is crystal clear about why she supports the Turkish leader, who faces the toughest election of his 20-year rule on May 14.

"Recep Tayyip Erdogan will help us stay," Hussein said.

Since the Syrian war broke out in 2011, Turkey has become the new home of at least 3.7 million people -- probably closer to five million -- who fled the regime of President Bashar al-Assad, Russian bombardments, and Islamic State group attacks.

Most have "temporary protection" status, leaving them vul-

nerable to a forced return.

The secular CHP party of Kemal Kilicdaroglu, who is running neck-and-neck against Erdogan, pledges to repatriate the Syrians "within two years".

Neroz, 35, and her husband Adil Sheho, 38, fled to Turkey in 2015.

"Two weeks after we got married, Kobane was attacked by ISIS," Adil said, using one of

the acronyms of Islamic State jihadists.

Now based in Sanliurfa, a city 40 kilometres (25 miles) from the Syrian border, the family treats Turkey as their "second homeland", Neroz said.

"Our four children were born here. They don't know Syria," Adil chipped in.

"We were well received at first, but the situation changed be-

cause of the economy," he added, referring to a cost-of-living crisis that saw annual inflation reach 85 percent last year, fanning anti-migrant sentiments.

"Even if they don't send us back all at once, they will put pressure on us, demand papers, increase our rents and bills."

- Hiking refugee bills -

The CHP mayor of Bolu in Turkey's northwest did just that in 2021, abolishing social aid and imposing an 11-fold hike in the water bills of Syrian refugees in his municipality.

He also more than doubled their marriage registration tax. Disavowed by his party, the mayor himself eventually had to pay a fine.

But the episode reflected the winds of change that have swept across Turkey since it became the world's largest home to refugees and migrants under Erdogan's Islamic-rooted rule.

Some 240,000 Syrians have

obtained Turkish citizenship and the accompanying right to vote in the approaching polls, which will also elect a new parliament.

They can gain citizenship by making big investments or, like Hussein Utbah, by becoming students in sought-after fields such as electrical engineering.

Naturalised in 2020, the 27-year-old will be voting in Turkey for the first time.

But he will be the only one eligible in his family, casting his ballot for Erdogan in the hope that his mother and five siblings will have a future in Turkey.

"My friends and I all have the same view: not only because we are Syrians, but because of what we see he has done for the country," Hussein said.

- 'More fearful' -

Hussein also scoffed at the CHP's pledge to ensure the Syrians' "voluntary and dignified" return.

"We can't go back and trust Bashar al-Assad," said Hussein,

whose family fled Raqqa when it became the self-proclaimed IS capital in 2015.

Zara Dogbeh, a 50-year-old widower, has launched a popular Middle Eastern food catering service since arriving in 2018, the last time Turkey had a presidential election.

"We are more fearful this time. The (CHP) talks about sending us back in every speech," she said.

"They are going to hunt us down on a moonless night," she sighed. "Even our Turkish neighbours are afraid of us."

Standing outside his office, local CHP head Halil Barut strikes a reassuring tone.

"The most important thing for us is their safety," he said. "They are our brothers. We can't throw them onto the fire, we can't send them back to war."

But "with their arrival," Barut added, "house prices and rents have increased. It has harmed us."

- 'We are useful' -

The Syrians also provide a source of cheap labour on Turkish farms, construction sites and textile mills.

Omar Kadkoy, a researcher at Ankara's TEPAV think tank, called the scenario of a mass repatriation "unrealistic".

"Even with the end of the war in Syria, we still will have to ensure their security on the spot, because disappearances, persecutions and kidnappings continue there," Kadkoy said.

The CHP was using the issue to win votes instead of focusing on "pressing issues such as the economy, justice and democracy", the analyst said.

Delivering his mother's catering order on a scooter before returning to work as a security guard, Mohamed Utbah, 25, wondered why anyone would want to send him back.

"We're not doing anything wrong here," he said. "We're useful to Turkey."



avec afp  
5 Mai 2023

## L'Iran et la Syrie s'engagent à renforcer leurs liens

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, est actuellement en visite en Syrie depuis deux jours pour renforcer les liens bilatéraux entre les deux pays.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, et son homologue syrien, Bachar al-Assad, se sont engagés à renforcer les [liens bilatéraux](#) et développer les relations économiques, en mettant l'accent sur la reconstruction, [au terme d'une visite de deux jours](#) de Ebrahim Raïssi à Damas.

Depuis le début de la guerre en Syrie, l'Iran a offert à Damas une assistance économique et militaire

vitale qui a aidé le gouvernement syrien à récupérer la majorité des territoires perdus après le début du conflit en 2011.

### Reconstruction des infrastructures

Les entretiens de Ebrahim Raïssi avec le président syrien ont porté sur les *«moyens de développer et de renforcer les relations bilatérales»* et *«mis l'accent sur le maintien de la coopération dans la reconstruction»* de la Syrie, ravagée par 12 ans de guerre, selon une déclaration commune communiquée vendredi.

Bachar al-Assad souhaite procéder à la reconstruction des infrastructures pour relancer l'économie, malgré les sanctions occidentales qui pèsent sur le pays. Les deux hommes ont également exprimé leur *«volonté de développer les relations commerciales et économiques»*.

Ebrahim Raïssi et Bachar al-Assad ont signé mercredi un protocole d'accord pour un plan de coopération stratégique dans plusieurs domaines, dont l'agriculture, les chemins de fer, l'aviation civile, le pétrole et les zones franches créées pour attirer des investissements. En concluant ce premier déplace-

ment en Syrie d'un président iranien depuis 2020, Ebrahim Raïssi a salué un *«tournant»* dans les liens entre les deux alliés.

Cette visite intervient au moment où le président syrien s'efforce de mettre fin à plus d'une décennie d'isolement diplomatique, aidé par le rapprochement inattendu entre l'Arabie saoudite et l'Iran, deux puissances rivales du Moyen-Orient. Le sommet annuel de la Ligue arabe, prévu le 19 mai à Ryad, portera notamment sur un éventuel retour au sein de l'organisation panarabe de la Syrie, suspendue après le début de la guerre civile.

The New York Times

By Vivian Yee and Leily Nikounazar  
May 5, 2023

# Businesses Caught in Cross-Fire as Iran Enforces Hijab Law

As more Iranian women go without the head scarves mandated by law, efforts by the government to force businesses to promote compliance points to a growing struggle in the months ahead

In the first days of the Iranian New Year holiday in March, the police showed up at a cafe in Tehran with orders to shut it down for two days. The cafe had run afoul of Iranian law by serving women who were not covering their hair with head scarves, they said.

Since then, the cafe's management has been summoned repeatedly by the authorities and ordered to warn customers to wear their scarves. Mohammad, the owner, grudgingly did the bare minimum, putting a sign on the wall telling women to respect the hijab law. There is little point in doing more, he said.

Emboldened since the women-led protests that broke out last fall, which turned into nationwide demonstrations against the Islamic Republic, growing numbers of Iranian women have started going around without head scarves and wearing Western-style clothes. In Iran, Mohammad said, forcing women to wear the hijab is a lost cause.

"In all honesty, we didn't get upset when they shut down our cafe," said Mohammad, who asked to be identified only by his first name to avoid further legal repercussions. "In fact, we felt good about it, because this is really good P.R. for us and our business."

His nonchalance suggested the depth and speed of change in Iran, where the theocratic government considers the dress code a matter of existential importance. As temperatures rise



Women in the Iranian capital, Tehran, last month. Since mass protests broke out last fall, more women are refusing to abide by Iran's hijab law. Majid Asgaripour/West Asia News Agency, via Reuters

and more women go out in outfits that run flagrantly afoul of the law mandating modest clothing, official efforts to enforce it could intensify the conflict between Iranians and their clerical rulers.

Determined to reclaim control after months of destabilizing protests that called its authority into question, the government recently tried a fresh tack in its campaign to enforce the hijab law, closing 150 businesses in just 24 hours for serving improperly veiled women. It also announced that the authorities would use surveillance cameras and other tools to go after women violating the law.

Women seen on surveillance footage going unveiled in public could be prosecuted, and those caught driving without a head scarf could have their cars impounded, the police said.

Citing Iran's interior minister, a member of Iran's parliament,

known as the Majlis, said recently that women who do not wear the hijab in public will first receive a warning via text message. A second strike means the woman will be refused public services, he said, and a third could mean a referral for prosecution. Though he did not specify what kinds of public services would be denied, the penalty may include barring affected women from banks, government offices and university and school campuses.

On Monday, the mayor of Tehran, Iran's capital, said that guards at subway stations would begin stopping unveiled women from riding the metro, first verbally warning them and then ejecting them from the station.

Aspects of the crackdown are nothing new. For the last several years, the authorities have issued summonses to women caught driving without veils by traffic cameras, sending them

to morality education centers instead of traffic school. But the announcement suggests the use of surveillance to enforce the hijab may become far more widespread, though details are scarce about the government's technology.

The authorities are also trying to enlist private businesses such as hotels, restaurants, cafes and bookstores, warning them to enforce the law inside their walls or risk closure.

In recent interviews, workers and managers at businesses that were shut down recently said they were reluctant to comply. Customers and tourists would no longer come, they said, adding that people were too used to their newly claimed freedom and would simply go elsewhere.

But the shutdowns, on top of an already flailing economy, may increase the financial pressure on businesses.

Fahimeh, 40, who works in the beauty and fashion industry in Tehran and has been flouting the hijab law, said that while she opposed "bullying" by the authorities, "I, for one, don't want my freedom at the cost of another person suffering."

Going without a hijab appears to be most common among privileged urbanites, but an increasing number of women are flouting the requirement to cover their heads and dress modestly in the long, loose cover-ups known as manteaus, including in smaller cities and more conservative neighborhoods.

When officers came to shut down Mohammad's cafe, he said, he pointed at a table where two women were sitting, one unveiled and the other wearing the conservative, full-length and all-black veil known as the chador.

"I told him, 'Eventually you have to accept this. I'm not a sociologist, but I'm pretty sure what you're doing has almost no effect,'" Mohammad said.

"For now, it seems like the only solution the regime has is to increase the pressure on businesses," he said. He added: "Eventually, the regime will give up. It doesn't have either the capacity or the support of the majority to stand in the way of women."

Many Iranian women still wear the head scarf, both voluntarily and because of family pressure, especially in more conservative parts of the country. A significant conservative slice of society still supports government enforcement, and the rapid spread of unveiled women has exposed a degree of polarization be-

tween them and more liberal Iranians. A [recent viral video](#) showed a man in Shandiz, a city in northeastern Iran, throwing yogurt at two women who were not wearing head scarves in a grocery store.

Reza, who works as a manager at a tourism business in Isfahan Province, south of Tehran, said the company was shut down for nearly three days in mid-March. He said tourists preferred a freer environment, and forcing businesses to enforce the hijab law would harm an industry still struggling to recover from the coronavirus pandemic.

"The coercion and punishment won't force women into wearing hijab," he said. "Instead, it'll make them more determined to choose their clothing freely."

Already, Iranian officials appear to have acknowledged the reality that they cannot enforce the hijab law exactly as before.

The morality police, whose officers once roamed the streets

arresting women deemed to be violating the law — including [Mahsa Amini](#), the 22-year-old woman whose death in their custody set off mass protests — have disappeared from public. Still, other law enforcement units can enforce the law.

That has all come as the authorities have tamped down the women-led protests that gripped Iran for months, through a heavy-handed security presence in cities and [the execution of at least four people](#) accused of involvement in the protests.

But public comments by officials demonstrate that even the conservatives in power disagree about how to handle the law now that many women have openly repudiated it.

In a recent statement, the headquarters of Amr-e-be-Marouf, a conservative government-affiliated institute whose sole purpose is to enforce Islamic norms, said that the authorities' previous means of compelling women to wear the head scarf were "outdated" and "defeated." The country needed to find "ef-

fective" and "inexpensive" ways to enforce it instead, it said.

On the same day, Mohammad Baqer Ghalibaf, the head of the Majlis, became the latest establishment figure to suggest some change was needed, saying that the government needed to prioritize Iran's [perpetually declining economy](#) over any other concern.

"Regarding issues such as hijab and chastity," he said, the authorities should learn "from all the methods that we used in the past" and "we should review and think about it."

For Shahnaz, 62, a teacher from Tehran who has also stopped wearing a head scarf in public, the government has no choice but to accept the new reality.

"Women have made their decision," she said, asking to be identified only by her first name to avoid official repercussions. "We are not willing to go back from where we are now. History always moves ahead and there is no way to return."



06 Mai 2023

## Séismes en Turquie et en Syrie : 3 mois après, les régions touchées luttent contre les difficultés

Les survivants du violent tremblement de terre s'estiment abandonnés par l'Etat. Les oppositions et les experts dénoncent la corruption dans le secteur du bâtiment après l'effondrement de milliers d'immeubles ainsi que le défaut d'anticipation d'Erdogan.

**A**u Nord de la Syrie, les stigmates du tremblement de terre sont toujours visibles. Des centaines de ruines et de bâtiments abandonnés, hantés par les milliers de personnes disparues au matin du 6 février dernier. Une situation désespérée pour les rescapés, menacés depuis des années par la guerre civile et le régime de Bachar el-Assad.

"C'est une zone qui est en conflit depuis plus d'une décennie maintenant. Et je pense que ce qu'il faut vraiment retenir, c'est qu'il est presque impossible de séparer les besoins qui existaient dans le nord-ouest de la Syrie avant le tremblement de terre de ceux qui existaient vraiment après le tremblement de terre. Même avant le tremblement de terre,

au moins 4,1 millions de personnes dans le nord-ouest de la Syrie, soit environ 90 % de la population, dépendaient de l'aide humanitaire pour répondre à leurs besoins les plus élémentaires. (...) Vous savez, c'est aussi une région qui compte une énorme population de personnes déplacées, dont beaucoup vivent avec les cicatrices physiques et mentales

très réelles de plus d'une décennie de conflit et qui ont déjà été déplacées plusieurs fois avant même ce tremblement de terre" explique Jennifer Higgins, responsable communication d'International Rescue Committee.

De l'autre de la frontière, en Turquie, plus de 100 000 bâtiments se sont effondrés. La



faute selon beaucoup, à des autorités laxistes et corrompues qui ont laissé les constructeurs contourner les réglementations.

Selon un rapport de l'ONU, environ 3 millions de Turcs ont été déplacés... mais 20 % de ceux qui ont déménagé tentent déjà de retourner chez eux.

Regina De Dominicis, repré-

sentante de l'UNICEF en Turquie, commente : "nous voyons beaucoup de déplacements dans le nord du pays autour d'Izmir, d'Ankara, d'Istanbul Konya. Et nous pouvons suivre cela en tant qu'UNICEF de manière très précise, notamment parce que nous suivons la scolarisation des enfants. Et certainement il y a un j'espère que de nouveaux emplois pourront

être créés également pendant le processus de reconstruction."

Une catastrophe qui va avoir un impact conséquent sur les élections générales qui verront s'opposer président Recep Tayyip Erdoğan et le candidat de l'opposition Kemal Kılıçdaroğlu le 14 mai prochain, selon les experts.

Ironie du sort, le président sortant est au pouvoir il y a vingt ans grâce à la mauvaise gestion d'un autre séisme dévastateur qui a fait des dizaines de milliers de morts en 1999.

Selon les premières estimations, la reconstruction de la région devrait coûter 90 milliards d'euros...

Le Monde

Nicolas Bourcier  
06 Mai 2023

## Turquie : le vague à l'âme des ultranationalistes menace un peu plus les chances de réélection du président Erdogan

À l'approche des élections présidentielle et législatives du 14 mai, dans la ville de Gölcük, la formation d'extrême droite MHP, alliée majeure du parti au pouvoir, l'AKP, ne fait plus recette.

Difficile d'imaginer endroit plus triste que cette étroite jetée de pierres, fouettée par les vents gris et les eaux polluées des usines alentour. Ici, à l'extrême pointe de Gölcük, cité portuaire perdue dans l'interminable coulée urbaine d'Istanbul, entre Kocaeli et Bursa – deux des principaux fiefs électoraux du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du président Recep Tayyip Erdoğan –, la pluie n'est pas la seule raison de l'ambiance désolée. Aucune affiche, pas de panneau de campagne. Les élections générales du 14 mai qui enflamment la Turquie semblent à des années-lumière.

Planté là, tout en aplomb, un obélisque de marbre noir est érigé à la mémoire d'un des événements les plus tragiques de l'histoire turque. Le gigantesque tremblement de terre du 17 août 1999 a eu lieu ici même, affectant toute la région, avec pour épiceur Gölcük, située sur cette longue faille anatolienne qui tient entre parenthèses le pays d'ouest en est, puis vers le sud jusqu'à la pro-

vince du Hatay. La catastrophe avait entraîné la mort de plus de 17 000 personnes, selon les données officielles ; un chiffre longtemps minoré par les dirigeants de l'époque et encore aujourd'hui largement sous-estimé, selon la plupart des témoins sur place.

Terrible ironie du destin, le séisme avait été l'un des marchepieds vers le pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan, l'actuel chef de l'Etat. A peine sorti de prison, trois semaines auparavant, après avoir purgé une peine pour avoir repris une citation d'un poète nationaliste, l'ancien maire d'Istanbul n'avait alors cessé de critiquer les dirigeants pour leur impréparation, imputant tous les maux dont souffrait le pays à la corruption généralisée et aux institutions éloignées des préoccupations de la population. Des critiques aujourd'hui reprises quasi à l'identique par l'opposition contre le pouvoir en place depuis le tremblement de terre dévastateur du 6 février à Maras et Hatay, et dont le bilan s'élève à plus de 50 000 morts.

Sur le marbre du monument est inscrite une injonction contre l'oubli, un appel à ne pas effacer des mémoires les « martyrs » de la catastrophe de 1999. Le terme utilisé est fort. En turc, les *sehitleri* portent une connotation toute particulière, lourdement chargée de sens religieux et de symbole politique. Les policiers, soldats et civils turcs tombés sous les balles des putschistes du 15 juillet 2016 ont été nommés de la sorte par la phraséologie officielle. Systématiquement, les soldats morts au combat dans les affrontements avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) obtiennent ce statut de *sehit*. Une distinction qu'octroient également les islamistes radicaux pour ceux qui tuent les « *mécrites* ».

### Tournant idéologique

L'obélisque a été érigé en 2007, en pleine période faste de l'AKP. Gölcük est alors solidement aux mains du parti, tout comme les agglomérations voisines étalées sur cette vaste région laborieuse, conservatrice et sur-

tout profondément nationaliste depuis des lustres. C'est ici, dans ce qui a été le berceau de l'Empire ottoman, que le courant d'extrême droite, né en Turquie à la fin des années 1930 et violemment anti-communiste, se confond peut-être le mieux avec cette synthèse turco-islamique reprise par M. Erdoğan et sa formation. Un habile mélange des genres où religion et nation ont permis au pouvoir d'encadrer et de définir l'identité turque par l'islam.

Avec l'alliance, officialisée en 2017, entre l'AKP et le Parti d'action nationaliste (MHP) de Devlet Bahçeli, ex-vice-premier ministre et vieux routier de la politique turque, ce tournant idéologique s'est encore musclé et droitisé, l'AKP devenant de plus en plus nationaliste, et le MHP plus islamisé, prêt à faire toujours davantage de concessions sur la laïcité.

Affalé dans sa cuisine après une longue journée de labeur, Abdülhamit Orçan hausse légèrement les épaules à l'évo-



cation de ce rapprochement. Survivant du tremblement de terre de 1999, il est à 40 ans ce que l'on appelle un *ülküçü*, un « idéaliste » de la cause ultranationaliste. Depuis tout jeune, il vote et milite à l'extrême droite, aux côtés du MHP fondé par le colonel Alparslan Türkeş en 1965, mais aussi avec le petit Parti de la grande union (BBP), une formation extrémiste et islamisante. Lui-même a pris quelques galons au sein de ce milieu. Patriote, partisan d'un espace turcophone « *des Balkans au Baïkal* », ce père de deux filles ne renie pas certaines opérations coup de poing lorsqu'il s'agit de défendre les principes de l'organisation.

Profondément marqué par le séisme, Abdülhamit Orçan trouve le terme *sehit* un peu trop poussé pour les victimes de 1999. « *Il faut savoir distinguer les choses, en politique comme dans la vraie vie.* » Pendant des années, il a été plutôt tolérant avec M. Erdogan et son islamisme conservateur des débuts. L'économie flamboyante portait le pays, « *lui-même savait aussi s'entourer à l'époque* », dit-il, avant d'ajouter : « *Tout cela n'a plus cours aujourd'hui.* »

L'homme a pris ses distances. L'attelage MHP-AKP a fini, selon lui, par s'égarer dans une sorte de retour en arrière aux accents passésistes : « *Il y a une réelle dérive et un risque d'ottomanisme que nous sommes nombreux à ne pas vouloir*, souligne-t-il. *Non seulement Bahçeli souffre de la perte de popularité d'Erdogan, mais il divise le parti et le réduit comme une peau de chagrin, à cause de sa proximité avec l'AKP. Le mouvement craque de toutes parts. Nous avons besoin d'un réel changement.* »

#### Hémorragie de militants

Comme nombre de ses amis militants, insiste-t-il, Abdülhamit Orçan ne votera pas pour la coalition gouvernementale sortante. Il dit ne pas être indifférent aux propos de [la très droitière Meral Aksener](#), ancienne ministre de l'intérieur et ex-MHP, désormais alliée avec l'opposition avec son Iyi Parti (Le Bon Parti). Il sait que de telles paroles sont risquées. Le 30 décembre 2022, le meurtre d'une balle dans la tête de Sinan Ates, 39 ans, figure de la relève des « Loups gris », a fini par plonger l'organisation dans une profonde crise interne. L'ancien responsable s'était montré critique envers la vieille garde du

MHP et ne cachait plus ses amitiés avec Le Bon Parti.

L'assassinat a aggravé l'hémorragie de militants et écorné encore un peu plus l'image du mouvement. Une dégradation largement perceptible dans les derniers sondages, où la formation de Devlet Bahçeli n'atteint que péniblement les 5 % à 7 %. Même ici, dans ce fief, plusieurs enquêtes révèlent un net tassement de la coalition au pouvoir, avec surtout une chute du MHP, l'allié indispensable au maintien de l'AKP à la tête de l'Etat. Rien qu'à Bursa, le parti perd quasiment la moitié de ses intentions de vote. Signe des temps, la direction a décidé de ne pas faire campagne avec l'AKP d'Erdogan pour les élections parlementaires et de présenter ses propres candidats.

« *Trop tard* », estime Raciye (elle n'a donné que son prénom). La cinquantaine, voilée, issue d'un milieu conservateur et nationaliste, cette mère de famille d'Izmit a elle aussi révisé ces dernières années son jugement par rapport au pouvoir en place. Survivante du séisme de 1999, elle a vécu plus de deux ans dans des conteneurs. Elle s'est ensuite engagée au-

près d'ONG venues aider les populations locales en manque de soins psychiatriques. Un travail long et délicat. Raciye a ainsi observé en silence le virage autoritaire du pouvoir, le népotisme aussi, l'isolement de son chef et sa surenchère idéologique.

« *Dès que j'ai vu les premières images du tremblement de terre de Maras, je me suis dit : "Mais où sont les militaires ?" Ici, en 1999, ils étaient là en quelques heures, nous avons même tous travaillé avec eux, main dans la main. Leur absence est tout simplement scandaleuse.* » Elle aussi hausse les épaules : « *Après, quand nous avons appris que le Croissant-Rouge turc vendait ses propres tentes à d'autres organismes de secours... c'en était trop.* »

Comme d'autres, Raciye a décidé de voter pour l'opposition. Par lassitude, par colère aussi. « *Je n'ai plus le goût à rien. Tout est devenu hors de prix et les jeunes n'ont qu'une envie : partir.* » Et puis ceci : « *Personne n'est heureux autour de moi, on ne se parle même plus avec les voisins, comme s'il y avait soudainement un gouffre entre nous tous.* »

LE FIGARO

Par Delphine Minoui  
7 Mai 2023

## En Turquie, des citoyens se mobilisent contre le risque de fraude électorale

Une foule compacte défile dans l'enceinte du centre culturel Nazim Hikmet, en plein quartier Sisli, à Istanbul. À l'entrée de la salle de spectacle, l'horloge annonce 19 heures. Les retardataires s'entassent sur les dernières marches libres, les moins chanceux collent leur nez à la porte, comme des groupies lors d'un concert de rock. Dans un grand silence, une jeune femme monte sur scène, veste couleur camel sur pantalon noir.

Elle se saisit d'un micro, salue le public, puis lance un diaporama frappé du logo de l'association Oy ve Ötesi («le vote et au-delà»). Ce soir, c'est d'élections qu'il est question. «La vigilance est de mise. Merci d'être venus si nombreux», lance cette avocate sous un déluge d'applaudissements. À moins d'une semaine d'un scrutin particulièrement périlleux pour Erdogan, la petite ONG enchaîne les réunions d'information à travers le pays et re-

crute des observateurs bénévoles pour le scrutin du 14 mai. Adossé au mur du fond, Cem, la vingtaine, prend des notes, courbé sur son smartphone. L'ingénieur aéronautique a fait une heure de transport en commun pour se porter candidat à la surveillance du vote le jour J. «Cette élection, c'est l'élection de la dernière chance. Pas question de laisser le président Erdogan et son parti, l'AKP, tricher pour se maintenir au pouvoir», souffle-t-

il, prêt à «s'asseoir toute la nuit sur les urnes s'il le faut.»

À Istanbul, comme ailleurs, l'espoir d'un changement tapisse les murs des immeubles, anime les discussions familiales, les conversations chez le barbier ou à la terrasse des cafés. S'ils n'ont jamais été aussi proches de la victoire, les anti-Erdogan font pourtant campagne avec un handicap de départ, amputés de leur droit à une campagne trans-

parente et intègre. Ces dernières semaines, au moins deux permanences de l'opposition ont été visées par des tirs d'armes à feu. Le principal rival d'Erdogan, Kemal Kilicdaroglu, a dû s'éclipser prématurément d'un meeting à cause d'un déchaînement d'hostilité. Stigmatisé par le pouvoir, le «Gandhi turc», comme l'appellent ses supporters, reçoit de nombreuses insultes de la part du président - «putschiste», «impérialiste», «LGBT» - et de son allié ultranationaliste du MHP, Devlet Bahçeli, qui a promis ce week-end à ses partenaires politiques «la prison à vie ou une balle dans le corps». Dans un pays où la presse indépendante est déjà largement muselée, le temps d'antenne accordé ces dernières semaines aux deux candidats principaux sur la chaîne gouvernementale TRT est également outrageusement disproportionné: 32 minutes pour Kilicdaroglu contre 32 heures pour Erdogan, selon le site d'information Duvar.

### Risque de fraude

Dans ce climat délétère, le risque de fraude est au cœur des préoccupations. En vingt ans d'AKP, les scrutins ont été relativement épargnés. À chaque élection, des observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) sont dépêchés en Turquie. Chaque parti politique dispose également de son propre assesseur dans les bureaux de vote. Mais les incidents des années passées ont échaudé la société civile. Asli, 46 ans - dont 9 en tant qu'observatrice bénévole - se souvient de sa première expérience lors des municipales de 2014. «C'était un an après la répression des manifestations de Gezi et une vraie crise de confiance s'était instaurée à l'égard du pouvoir.» Des inquiétudes justifiées: cette année-là, une coupure de courant pendant le dépouillement dans plus de vingt provinces causée, selon la version officielle, par «un chat entré dans un transformateur électrique» donna lieu à des soupçons de manipulation.



Sous l'égide de l'association Hukukcular Buradayiz, des avocats se sont réunis, le 29 avril dernier à Ankara, afin de se préparer à lutter contre la fraude ou à dénoncer des irrégularités dans les bureaux de vote, lors des élections. ADEM ALTAN / AFP ADEM ALTAN / AFP

Lors du référendum constitutionnel de 2017 sur l'augmentation des pouvoirs du président, la validation de plus de 2 millions d'enveloppes non tamponnées - contrairement aux conditions requises par le code électoral pour éviter les bourrages d'urne - suscita elle aussi la controverse. Depuis, les rumeurs vont bon train: des internautes croient savoir que 500 millions d'enveloppes auraient été commandées pour les trois scrutins suivants, alors que la Turquie compte environ 50 millions d'électeurs.

Deux ans plus tard, en 2019, les municipales constituèrent le coup de grâce. Élu en mars dès le premier tour, le très populaire candidat à la mairie d'Istanbul, l'opposant Ekrem Imamoglu, vit sa victoire annulée pour «irrégularités» présumées. À l'issue du nouveau scrutin, trois mois plus tard, il l'emporta avec encore plus de voix, sans que les autorités ne daignent cette fois-ci contester le résultat. Les plus optimistes y voient un signe encourageant face à une possible manipulation orchestrée par le pouvoir en cas de victoire de l'opposition, le 14 mai. Les plus sceptiques, eux, rappellent que la triche est bien plus aisée à l'échelon national, d'autant que depuis la vaste purge de l'après-putsch raté de 2016, la mainmise sur les institutions clés du pays, à commencer par le Haut Conseil électoral (YSK), a été renforcée. «Avec la réforme, il y a un an et demi, de la loi électo-

rales locales sont choisis par loterie. Or, la plupart d'entre eux sont des magistrats inexpérimentés et progouvernement qui ont remplacé au pied levé les juges injustement écartés», relève l'avocat Mehdi Özdemir.

D'où une mobilisation sans précédent des citoyens et citoyennes turques. «En Turquie, le vote est une affaire très sérieuse. Le taux de participation est traditionnellement plus élevé que dans les pays européens. Il est le rempart de notre fragile démocratie», relève la journaliste Barçın Yinanç. En plus des centaines de milliers d'observateurs déployés cette année par les partis politiques pour surveiller les 195.000 urnes du pays, une myriade d'associations indépendantes comme les Volontaires de Turquie (Türkiye Gönüllüleri) se mobilisent aux côtés de la plus ancienne, Oy ve Ötesi, créée en 2014. «Les gens sont inquiets, épuisés par les fake news. Notre participation permet de désamorcer leurs craintes et d'assurer la sécurité du vote», relève Hande Turan, sa vice-présidente, qui dit avoir déjà enregistré 40.000 bénévoles - dont de nombreuses femmes. Leur tâche sera d'abord de garder un œil sur le bon déroulement du vote, les observateurs pouvant contacter une hotline en cas d'irrégularité pour qu'elle soit signalée à l'un des 2000 avocats «mobiles», qui pourront déposer une plainte au plus vite.

Le dépouillement, lui, bénéficie d'un système de numérisation inédit qui consiste à photographier et à sauvegarder chaque procès-verbal signé par chaque bureau de vote, afin d'archiver le décompte des voix pour le comparer aux chiffres officiels publiés par le YSK. «Cette base de données sera très précieuse en cas de contestations et nous permettra de réclamer un recomptage», précise-t-elle.

Les onze provinces du Sud-Est sinistrées par le double séisme du 6 février font l'objet d'une attention particulière. «Les habitants sont encore sous le choc d'avoir tout perdu. Les infrastructures sont obsolètes. Ils sont nombreux à vivre sous des tentes et manquent d'information sur le déroulé du scrutin. Quant aux populations déplacées - plus de 3 millions de personnes - qui n'ont pu s'enregistrer dans leur nouvelle ville, il faut les aider à faire le déplacement pour aller voter chez elles», confie Mine Aykal, une enseignante de littérature et bénévole. À l'instar d'Oy ve Ötesi et d'autres organisations, sa petite association a créé une plateforme d'appel aux donations de bons samaritains prêts à financer le billet de bus des plus démunis.

Yigit Göktug, 25 ans, en fait son leitmotiv. À Ankara, la capitale, où il étudie les sciences sociales, le jeune homme a identifié en moins de deux semaines 400 jeunes souhaitant, comme lui, retourner voter à Antakya, sa ville d'origine dévastée par le tremblement de terre. Le 14 mai, il jouera aussi le rôle d'observateur. Un engagement à la fois citoyen et personnel: sans nouvelle de ses parents, ensevelis sous les décombres de leur maison, et dont les corps n'ont toujours pas été retrouvés, il craint que l'identité de dizaine de milliers de disparus, comme eux, ne soit usurpée. «Comme ils n'ont pas été déclarés morts, leur carte d'électeur a été imprimée, et on ne peut exclure la tentation, pour certains, de "les faire voter" en douce», prévient-il.

# The Arab World's Disgraceful Rehabilitation of Syria's Bloodsoaked Tyrant

As they shake hands with Syrian dictator Assad, dignitaries from the Arab world, with Turkey's support, are walking over the corpses of more than half a million dead. In this frenzied waltz with Bashar, Iran is the biggest winner and the West's conscience nowhere to be found.

**A**nd just like that, Damascus once again became a go-to destination for foreign ministers across the Middle East.

There's been an intensive campaign of diplomatic activity to rehabilitate the dictatorial regime of Bashar Assad. And now it has culminated in welcoming him back to the Arab League.

As they shake hands with the Syrian dictator in his palace overlooking the heights of Damascus, these officials are walking over the corpses of more than half a million dead. They are turning their backs on half the population of this country who live in the camps of humiliation and misery, displaced in their own country or as refugees in neighboring countries.

Over the last 12 years of the Syrian civil war, the Assad regime has used all kinds of conventional and prohibited weapons, including chemical weapons, against the opposition and the civilian population. The Arab countries of the Gulf and Turkey, which have financed and served as rear bases for armed groups opposed to the regime, including the most radical and jihadist, are now queuing up to shake hands with the dictator.

This is almost a story worthy of A Thousand and One Nights: of international diplomacy so implausible, where diplomacy lies down before the tyrant. This is what the Arab countries of the Gulf wanted, as did the Maghreb and Egypt.

"Historical brotherly ties" are brought up in official communiqués in their typical flowery language. The Syrian foreign minister visits Riyadh, Saudi

foreign minister, fresh from renewing relations with Iran under the auspices of China, visits Damascus, the Arab League meets in closed session in Cairo: A grotesque diplomatic waltz, in order to get closer to the Syrian regime.

This operation of seduction and rehabilitation vis-à-vis the Syrian regime underlines the weakness of the American position and its British and French allies - in Syria and in the Middle East in general. And this does not only date back from the Biden administration.

Barak Obama, who had announced a "red line" on the use of chemical weapons, stood by as the Syrian dictator used those weapons at least twice against his own subjects. Obama kept his Nobel Peace Prize. In this series of American failures in the region is the humiliating withdrawal from Kabul and Iraq, still a failed state 20 years after its dictator was overthrown. The enemies of the West, from Assad to Russia to Iran, are rubbing their hands in victory.

Above all, this Syria saga shows the inability of the Arab world to deliver a democratic governance model that satisfies the aspirations of its populations. The recent arrest of the Tunisian opposition leader where the so-called "Arab Spring" started a dozen years ago, marks the failure of an Arab elite incapable of reflection and action outside of the authoritarian clan system, still dominated by an Islam that remains political and hegemonic.

That Arab failure is neither down to "a Zionist plot" nor an "imperialist plan", even if Israel and the U.S. figure in the complexity of the region

and its international relations. This failure of the Arab-Muslim world to join the modern order dates back to the creation of the region's nation states in the aftermath of the First World War, long before the existence of the State of Israel.

The other major actor responsible for the Syrian civil war is the Islamist regime of Recep Tayyip Erdogan. The [Sultan of the Bosphorus](#), whose country shares the longest border with Syria and hosts over 3.5 million Syrian refugees, also flirts with the Syrian regime. He is ready to do anything [to meet Assad](#).

In power for 20 years, Erdogan and his Islamist party is in real trouble ahead of Sunday's elections for the first time. His populist campaign promises to send home the 3.5 million Syrian refugees in Turkey but Assad, on the advice of his Iranian ally, is making his Turkish counterpart wait. After all, Erdogan and Assad know each other well, were once good friends and [spent family vacations together](#).

Erdogan has led several invasions into Syria, eating into Syrian Kurdistan territory, fueled by a visceral hatred of any Kurdish project there. His occupied territory served as a rear base for ISIS, permitting jihadists from all over the world to infiltrate from Istanbul across the border into Syria, and carry out their obscurantist project against humanity.

Erdogan needs to score points at any costs in his electoral campaign, and success on "the Syrian file" with an agreement with the dictator of Damascus would score many. Able to unite together against their common enemy the Kurds, or drop support for the anti-Assad Islamist

opposition, just as he is doing with the Muslim Brotherhood in his rapprochement with Egypt, or by asking the Istanbul-based Hamas leadership to be more discreet since renewed diplomatic ties between Israel and Turkey.

In this frenzied Waltz with Bashar, Iran is the biggest winner, in Syria and beyond. Since taking power in 1979, the Tehran regime in Tehran has been an ally to the Assad family regime, giving legitimacy to Tehran's hold on both Damascus and Beirut, with Lebanon a long-time vassal of Iran and Syria, and now extended to Baghdad since the fall of Saddam Hussein and the majority Shiites taking power in Iraq.

This is quite some reversal of fate for Assad's dictatorial and bloodthirsty regime, still under international sanctions. Does this mean we should buy-into the biblical lines from Ecclesiastes, "there is nothing new under the sun", where the Middle East reproduces itself fatalistically and eternally?

Certainly not! The Middle East's elites are responsible for the state of their region. But they were aided by two former colonial powers, Britain and France, who paved the way for authoritarian monarchies and dictatorial republics respectively, as well as the U.S., which empowered Saudi's reactionary Wahhabis of Saudi Arabia.

On Syria, these powers must now show some backbone. They are permanent members of the UN Security Council and have a casting vote within the IMF, the World Bank, the OECD and the G7. Above all, they have a moral debt to pay. If they still understand the meaning of the term.



## Elections en Turquie : affrontements dans un bureau de vote à Amsterdam ; deux observateurs de l'OSCE non accrédités par Ankara

Les incidents ont eu lieu une semaine avant le jour des élections, présidentielle et législatives, qui s'annoncent les plus serrées pour Erdogan depuis son arrivée au pouvoir.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, 69 ans, affronte le 14 mai l'élection la plus incertaine depuis son arrivée au pouvoir en 2002, confronté pour la première fois en vingt ans à une opposition unie dans un pays en crise. Face à lui, trois prétendants, mais un seul véritable adversaire, qui représente le défi électoral le plus difficile à relever pour Recep Tayyip Erdogan. [Kemal Kılıçdaroglu](#), 74 ans, candidat d'une alliance de six partis d'opposition qui va de la droite nationaliste à la gauche démocrate, et qui est dominée par le CHP (social-démocrate) fondé par le père de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk.

Une semaine avant le jour des élections, présidentielle et législatives, des affrontements ont eu lieu, dimanche 7 mai, dans un bureau de vote d'Amsterdam, installé pour les électeurs turco-néerlandais souhaitant voter d'une manière anticipée. Les médias néerlandais ont diffusé, lundi, des images montrant de nombreux policiers, dont certains en tenue antiémeute ou ac-

compagnés de chiens, séparant les différentes parties. La bagarre avait éclaté peu avant la fermeture du bureau de vote du centre de conférence RAI – destiné à accueillir de grandes manifestations événementielles à Amsterdam –, après une altercation entre représentants de partis adverses, selon la télévision publique néerlandaise NOS.

A son arrivée, la police « a trouvé une situation chaotique à l'intérieur du RAI avec une énorme bagarre impliquant quelque 300 personnes », ont précisé les forces de l'ordre dans un communiqué, ajoutant qu'« au moins deux personnes ont été blessées ». Interrogée par l'Agence France-Presse, la police a répondu qu'une enquête avait été ouverte.

Selon NOS, citant un responsable de manière anonyme, il s'agissait d'un « incident important ». Selon un témoin, « il y a eu des cris, de la panique et du chaos ». « L'organisation responsable de la sécurité des élections a déclaré à la police que la situa-

tion devenait incontrôlable » vers 21 heures, a déclaré la police amstellodamoise. Le calme est revenu quelques heures plus tard. Les parties en conflit n'ont pas été désignées par les autorités. La communauté turco-néerlandaise des Pays-Bas s'élève à environ 400 000 personnes, en majorité des descendants de travailleurs ayant émigré en Europe entre les années 1960 et 1970.

### Les accréditations de deux observateurs de l'OSCE refusées

L'assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a par ailleurs dénoncé, lundi 8 mai, le refus d'accréditation par la Turquie de deux députés scandinaves, qui devaient venir observer l'élection présidentielle du 14 mai. Le Danois Soren Sondergaard (Alliance rouge-verte socialiste) et le Suédois Kadir Kasirga (social-démocrate) n'ont ainsi pas été autorisés par Ankara à faire le voyage.

« Nous sommes déçus par cette mesure qui pourrait avoir un impact négatif sur le travail

de la mission d'observation internationale », a déclaré dans un communiqué l'assemblée, qui envoie plus de cent élus en plus des près de 400 représentants envoyés par l'instance elle-même. La Turquie n'a pas à « influencer la composition de la mission » en se basant sur « des déclarations faites » par des députés « dans le cadre de leur mandat politique », a-t-elle ajouté.

M. Sondergaard a déclaré avoir été accusé de « promouvoir une organisation terroriste ». Dans le passé, il avait rendu visite aux Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes et fer de lance de la lutte contre l'organisation Etat islamique en Syrie, avec le soutien des Etats-Unis. « Un pays ne peut pas choisir les parlementaires qui servent d'observateurs », a-t-il estimé. « Cela jette une ombre sur les élections turques, ils démontrent déjà qu'ils veulent les contrôler. » En 2018, Ankara avait déjà barré la route à deux parlementaires, un Allemand et un Suédois.

## Turquie : à une semaine de la présidentielle, Erdogan défend son bilan et attaque violemment l'opposition

En meeting dimanche sur le tarmac de l'ancien aéroport Atatürk, à Istanbul, le président turc a délivré une parole guerrière et fait huer ses rivaux par la foule.

**A** une semaine d'un scrutin crucial pour le pays, le 14 mai, le contraste est saisissant. Non pas tant sur le nombre de personnes – plusieurs centaines de milliers – venues assister ce week-end à Istanbul aux deux grands rassemblements des deux principaux candidats à la présidentielle turque, le président sortant Recep Tayyip Erdogan et son adversaire Kemal Kılıçdaroglu, mais sur le fond des discours et leurs contenus.

Autant la coalition d'opposition a fait montre d'une diversité de tons et laissé, samedi 6 mai, ses six leaders exprimer à tour de rôle une palette de points de vue sur l'état de la nation avec des recettes et propositions variées, autant l'homme encore fort d'Ankara a monopolisé seul le micro pendant plus d'une heure et demie, le lendemain, sur le tarmac du vieil aéroport Atatürk, et délivré une parole plus guerrière que politique, parfois confuse et alourdie par quelques formules faciles. Un Erdogan à la logorrhée flamboyante des grandes circonstances mais incapable, semble-t-il, d'y faire naître un discours rassembleur.

« *Dimanche 14 mai, nous allons envoyer à la retraite qui vous savez* », a lancé d'entrée le président turc, en annonçant la présence de « *1,7 million de personnes, ici, aujourd'hui* ». La foule, toutes générations confondues, est venue en famille, avec des enfants en bas âge, ou par groupes de jeunes. L'immense majorité des filles et des femmes sont vêtues au minimum du foulard, parfois du voile intégral noir. Beaucoup d'hommes portent la barbe et



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors d'un rassemblement avant les élections présidentielle et législatives du 14 mai, à Istanbul, le 7 mai 2023. UMIT BEKTAS / REUTERS

le turban des confréries religieuses, ou tarikat. Sur les immenses parkings, pas moins de dix mille bus avaient été affrétés au départ des trente-neuf municipalités de la ville, selon l'AKP, le Parti de la justice et du développement, la formation créée en 2001 par Recep Tayyip Erdogan.

Le candidat à sa succession a ensuite fait huer l'opposition par la foule. « *Kılıçdaroglu traîne avec des terroristes, on ne le laissera pas diviser le pays* », a-t-il clamé, faisant allusion au soutien qu'a reçu son adversaire du HDP, le Parti démocratique des peuples (gauche et prokurde), que le président accuse d'être lié aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

### Le bus de campagne du maire d'Istanbul caillassé

« *En vingt et un ans, nous avons procuré des emplois et permis à 21 millions de personnes de vivre de leur travail. Nous avons construit 10,5 millions de nouvelles maisons et*

*donné un toit à des familles* », a-t-il poursuivi, avant d'étriller le bilan de ses opposants : « *Eux n'ont même pas planté un arbre ni posé une seule pierre. Nous, on a remodelé ce pays.* » Et d'ajouter : « *Quand vous avez élu votre serviteur [à la mairie d'Istanbul en 1994], il n'y avait pas d'eau dans les quartiers et il y avait des montagnes d'ordures. Nous avons mis partout des équipements sportifs et rattaché 1,25 million de maisons au gaz naturel. C'est nous qui l'avons fait, allez leur expliquer tout cela !* » Applaudissements nourris.

Fustigeant les médias internationaux, dont la couverture de la Turquie est régulièrement critiquée par le pouvoir, le président Erdogan ajoute alors : « *Aux journalistes européens et étrangers qui sont là, allez leur montrer ce que nous avons fait, allez leur montrer, ce 14 mai, par votre vote.* » Puis, après un premier clip projeté sur les écrans géants, énumérant à grande vitesse les réalisations de son gouvernement

tant dans le domaine de l'armement que dans le bâtiment, les travaux publics et le social, il lâche, un rien menaçant envers l'opposition : « *Je ne laisserai pas la place à des ivrognes* » avant d'assurer qu'après vingt ans de pouvoir, lui et son gouvernement ont « *multiplié par trois le revenu national* ». Le président ne fera toutefois aucune mention de l'envolée vertigineuse des prix (l'inflation dépasse les 50 %), premier sujet de préoccupation, de loin, des ménages turcs. A peine évoquera-t-il la « *crise mondiale qui touche tous les pays* ».

D'un ton presque fataliste, il admet : « *La marche est encore longue... Bien sûr que nous avons fait des erreurs, mais cela est dans l'ordre des choses.* » Avant de quitter la scène, il évoque brièvement le tremblement de terre du 6 février dans les régions de Maras et Hatay, la lutte contre le terrorisme et la drogue.

Il est plus de 18 heures. Une bonne partie du public a quitté les lieux dans le calme depuis près d'une demi-heure. Un peu plus tard dans la soirée, on apprendra que le bus de campagne du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, un des soutiens les plus actifs de Kemal Kılıçdaroglu, a été caillassé dans la ville d'Erzurum, dans l'est de la Turquie, une place forte du parti présidentiel. Une douzaine de personnes auraient été blessées. La réaction du candidat de l'opposition sur Twitter n'a pas tardé : « *Apporter le changement au pays a un prix, nous sommes tous prêts à le payer.* »



## La Syrie de Bachar Al-Assad réintégrée dans la Ligue arabe

Le président syrien pourrait participer au sommet annuel des chefs d'Etat qui doit se tenir à Djedda, en Arabie saoudite, le 19 mai. Selon l'organisation, la décision s'impose par la nécessité de trouver une issue à une guerre qui affecte les pays voisins.

Les pays arabes ont décidé de tourner la page du conflit syrien, après douze ans d'une guerre qui a fait des centaines de milliers de morts et des millions de réfugiés. Mis au ban de la communauté internationale, et accusé de crimes de guerre, le président Bachar Al-Assad obtient une nouvelle victoire diplomatique. Emmenés par l'Arabie saoudite, déterminée à imprimer son leadership sur les affaires régionales, dans un contexte de désengagement américain du Moyen-Orient et de détente avec l'Iran, les Etats de la Ligue arabe ont approuvé, dimanche 7 mai, la réintégration de la Syrie. Exclu en 2011, le régime de Damas retrouve ainsi son siège au sein de l'instance panarabe, et M. Assad pourrait participer au sommet annuel des chefs d'Etat, qui doit se tenir à Djedda (Arabie saoudite), le 19 mai.

« Chaque étape de la crise syrienne a prouvé qu'il n'y a pas de solution militaire et qu'il n'y a ni vainqueur ni vaincu, a justifié le ministre des affaires étrangères égyptien, Sameh Choukri, à l'ouverture de la réunion d'urgence au Caire. *La seule voie vers un règlement en Syrie est une solution politique sans diktats extérieurs.* » La réintégration de la Syrie, plaide la Ligue arabe dans un communiqué, s'impose par la nécessité de trouver une issue à cette guerre dont les répercussions sécuritaires, humanitaires et politiques affectent les pays voisins, comme la question des réfugiés syriens, la menace terroriste et le trafic de Captagon, une amphétamine dont le régime d'Al-Assad inonde la

région.

Cette décision vient couronner les efforts de normalisation engagés par le régime syrien, avec l'appui de Moscou, depuis plus de cinq ans. Après la reconquête des bastions rebelles par les forces de Bachar Al-Assad d'une majeure partie du pays, en 2018, avec l'aide de ses parrains iranien et russe, les pays de la région avaient dû prendre acte de la « victoire » du dictateur syrien. Principaux soutiens de l'opposition, les pays du Golfe avaient cessé de financer les rebelles. Seuls les Emirats arabes unis et Bahreïn, rejoints par la Jordanie en 2021, avaient toutefois rétabli leurs relations avec Damas, inquiets de l'influence croissante de l'Iran et de la Turquie, mais aussi de l'impuissance de la communauté internationale à faire émerger une solution politique. Le séisme qui a frappé la Syrie et la Turquie voisine, le 6 février, et l'élan de solidarité qu'il a suscité ont accéléré le rapprochement arabe.

« **C'est inacceptable** »

Le changement de pied de l'Arabie saoudite a constitué le véritable moment pivot de ce processus. Depuis la signature, sous l'égide de Pékin, le 10 mars, d'un accord de détente avec Téhéran, Riyad s'emploie à éteindre les conflits au Moyen-Orient pour dessiner un nouvel équilibre régional. Parallèlement à la relance des efforts de paix au Yémen, la normalisation arabe avec le régime d'Al-Assad est une priorité du prince héritier, Mohammed Ben Salman. Les diplomates saoudiens s'activent pour créer un consensus arabe

en ce sens. Le royaume saoudien a donné l'exemple en rétablissant ses relations diplomatiques avec le régime syrien, lors d'une visite de son chef de la diplomatie, le prince Fayçal Ben Farhan, à Damas, le 18 avril.

Une série de réunions organisées à Djedda et à Amman, pour négocier avec le régime syrien les conditions du retour du pays dans le giron arabe, a levé certaines réticences, notamment de l'Egypte, soucieuse de ménager Washington. Le Qatar, qui exclut toujours de normaliser ses relations avec Damas en l'absence de solution politique, a fait savoir, dimanche, par la voix du ministère des affaires étrangères, qu'il ne ferait cependant « *pas obstacle* » à la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe. Pour les opposants au régime d'Al-Assad, la décision de l'instance panarabe est vécue comme une trahison.

La Coalition nationale syrienne, principale alliance de l'opposition, a estimé que la décision revenait à « *abandonner* » les Syriens, les laissant « *sans soutien officiel arabe* ». « *C'est inacceptable de permettre [à Bachar Al-Assad] d'éviter d'être puni pour les crimes de guerre qu'il a commis contre les Syriens* », ajoute ce groupe basé en Turquie. Leur position est d'autant plus fragile que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a aussi engagé, sous l'égide de la Russie, depuis l'été 2022, des négociations avec le régime d'Al-Assad. Ce dernier fait du retrait turc de l'enclave tenue par les rebelles syriens dans le nord-ouest du

pays un préalable.

**Un processus « très long et difficile »**

Les Etats de la Ligue arabe font le pari d'amener « *pas à pas* » Bachar Al-Assad à des concessions. Le processus sera « *très long et difficile* », a reconnu, vendredi, le chef de la diplomatie jordanienne, Ayman Safadi. Un groupe de contact ministériel composé de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, de l'Irak, de la Jordanie, du Liban et du secrétaire général de la Ligue arabe est chargé de mettre en œuvre, en lien avec le gouvernement syrien, une feuille de route. Celle-ci a été actée à Amman, le 1<sup>er</sup> mai, lors d'une réunion du ministre des affaires étrangères syrien, Fayçal Al-Meqdad, et de ses homologues saoudien, égyptien, irakien et jordanien.

Axée sur une initiative portée par la Jordanie, [la déclaration d'Amman](#) appelle à une solution politique en ligne avec la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui prévoit la rédaction d'une nouvelle Constitution, l'organisation d'élections sous égide onusienne, la libération des prisonniers et le règlement du sort des disparus. Elle invite Damas à coopérer pour permettre l'accès de l'aide humanitaire à toutes les régions de Syrie et le retour volontaire, et en toute sécurité, des réfugiés et des déplacés syriens ; à lutter contre la menace terroriste – par le partage de renseignements ; et à juguler le trafic de drogue.

Dans sa phase ultime, cette feuille de route prévoit le retrait

de Syrie de tous les combattants étrangers, notamment ceux des pays proches de l'Iran, ainsi que de toutes les forces étrangères, dont celles de la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis. Limiter l'influence iranienne en Syrie n'est plus un préalable. La visite d'Etat du président iranien, Ebrahim Raïssi, à Damas, les 3 et 4 mai, a confirmé que M. Al-Assad n'entend de toute manière faire aucune concession à ce sujet. « Comme son père l'a fait avant lui, Bachar Al-As-

sad va jouer les uns contre les autres pour gagner un peu de marge d'autonomie », estime Michel Duclos, ancien ambassadeur en Syrie.

#### Leviers économiques

Les experts sont aussi sceptiques quant à des concessions du régime syrien sur d'autres dossiers. « L'issue semble évidente : après quelques rapports mensuels, certains Etats seront frustrés et mécontents, alors que M. Al-Meqdad sourira et agitera quelques objections pro-

cédures jusqu'à ce que ses homologues s'effondrent d'épuisement. C'est le *modus operandi* de Damas dans 100 % des processus diplomatiques », a tweeté Aron Lund, spécialiste de la Syrie au sein du cercle de réflexion Century International.

Les leviers dont disposent les pays de la région pour contraindre M. Al-Assad à des concessions sont principalement économiques. Alors que le pays est en plein marasme, les pays

arabes promettent à Damas davantage d'aide humanitaire et, surtout, s'engagent à plaider pour un allègement graduel, voire une levée à terme, des sanctions occidentales qui entravent toute perspective de reconstruction en Syrie. Les sanctions américaines décrétées dans le cadre de la loi « Cesar », en 2019, sont un obstacle sérieux à cet égard. L'administration Biden a réitéré son opposition à toute normalisation avec le régime Al-Assad en l'absence de solution politique.

Le Monde

Nicolas Bourcier  
09 Mai 2023

## Turquie : le vote des femmes conservatrices, un enjeu majeur pour Erdogan

Depuis des années, Erdogan et son parti islamo-conservateur, l'AKP, ont su capter le vote féminin. Face à l'usure du pouvoir et à la crise économique, certaines électrices commencent à douter.

Assise, le regard porté à travers la baie vitrée qui donne sur l'artère principale de la ville, elle écoute et range son bureau d'un geste lent et précis, semblant avoir appris depuis longtemps à apprécier les choses et les gens comme ils sont. Aux murs, plusieurs portraits de Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938), père fondateur de la République, une petite table à l'ancienne devant la porte et une double rangée de fauteuils d'un autre âge occupés en permanence. Nurten Öcal Camlibel est *muhtar*, une sorte d'équivalent de maire de quartier sans affiliation politique affichée, l'interlocuteur privilégié entre l'Etat et ses administrés.

A 55 ans, elle est la seule femme à occuper un tel poste sur quelque 120 *muhtar* que comptent Erbaa et ses environs. Ancien carrefour commercial de l'antique Route de la soie, entièrement détruite par un tremblement de terre en 1942, la ville est une cité provinciale

d'apparence banale et sans histoire. Elle est aujourd'hui surtout connue pour sa zone franche consacrée à la confection textile, sa forte tradition conservatrice et sa députée Özlem Zengin, élue du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du président, Recep Tayyip Erdoğan.

Autrice d'un récent coup d'éclat contre son propre groupe à l'Assemblée – qu'elle accuse d'avoir sacrifié plusieurs dispositifs de protection des femmes pour des raisons électoralistes –, l'élue a changé de circonscription et figure désormais comme candidate de l'AKP à Istanbul pour le scrutin législatif du 14 mai. A Erbaa, sur les cinq sièges de députés en jeu dans le district, aucune femme ne figure donc plus sur les listes des principales formations politiques, ni celles de la majorité, ni celles de l'opposition.

#### Une élue menacée

« Nous sommes loin d'être sor-

ties du patriarcat ! », lance Nurten Camlibel Öcal, elle-même issue d'un milieu conservateur. Elue avec plus de 95 % des voix de son arrondissement, qui compte près de 16 000 habitants, elle dit avoir été menacée dès sa prise de fonction. Les attaques venaient d'un représentant local de Huda-Par, le parti islamiste des Kurdes de Turquie, un groupe ayant servi de supplétif à la police et impliqué dans de nombreux assassinats politiques dans les années 1990 et 2000. La formation s'est alliée, en mars, avec l'AKP pour les élections de dimanche.

A l'époque, Nurten Öcal Camlibel avait révélé le nom de l'auteur des menaces. Elle a exigé des excuses publiques et leur diffusion lors du prêche du vendredi dans une mosquée d'Erbaa. « Ce qu'il n'a pas fait, déplore-t-elle, mais ses supérieurs l'ont discrètement muté dans une autre ville. » Elle-même soutient aujourd'hui le candidat de la coalition d'opposition, Ke-

mal Kılıçdaroglu, leader de la formation kémaliste CHP (Parti républicain du peuple), mais elle reconnaît que, même au sein de cette dernière, il reste beaucoup à faire pour la cause des femmes. « Erdogan et l'AKP ont su capter le vote féminin avec une force indéniable, reconnaît-elle. Je le vois tous les jours avec les aides, les subventions et les liens de clientélisme qui se sont développés au fil des ans, permettant au pouvoir d'élargir et de consolider son assise électorale. »

Le point culminant de cette marche en avant des dirigeants islamo-conservateurs a peut-être été atteint en 2014, comme le rappelle Esra Özcan, autrice d'un ouvrage consacré aux femmes conservatrices (*Maintaining the Headscarf*, « généraliser le foulard », IB Taurus, non traduit). Cette année-là, près de 55 % des femmes turques votent pour l'AKP. Elles deviennent le pilier électoral du mouvement.



« Tout cela est le résultat d'un long travail effectué en amont, du temps même du Refah, la formation de l'islam politique dont Erdogan était membre dans les années 1990. Ses premiers succès sont dus largement à la mobilisation des femmes, affirme la chercheuse. Les branches féminines du parti ont œuvré avec un grand dévouement, de façon extrêmement organisée et systématisée. Elles sont allées à la rencontre des femmes des quartiers pauvres, en particulier des femmes au foyer. Rien qu'à Istanbul la branche féminine revendiquait le fait qu'elle touchait 200 000 femmes par mois. »

La force de l'organisation tient au fait que, tout en se disant « féministes avec la foi », les responsables de l'époque n'ont pas mis en avant les problèmes religieux ou d'identité culturelle. Elles ont concentré leur argumentation sur les préoccupations quotidiennes des électrices : l'augmentation des prix, le budget familial, les violences domestiques et l'éducation des enfants. « A la fin des années 2000, des critiques se sont bien fait entendre au sein du parti contre la monopolisation du pouvoir par les hommes. Mais les protestations antigouvernementales de Gezi en 2013, à Istanbul, ont fait peur aux femmes conservatrices, souligne Esra Özcan. Elles ont préféré taire leurs critiques et rester fidèles à Erdogan plutôt que de risquer de tout perdre. »

D'autant qu'en 2013 Erdogan lève l'interdiction de porter le voile dans la fonction publique. Ce « paquet démocratique », comme il l'appelle, reste un marqueur de sa politique. Les femmes peuvent désormais toutes entrer dans la police, siéger au Parlement, s'inscrire à l'université et enseigner. A ce droit s'ajoute une large palette de politiques sociales, assorties de dispositions d'aides personnalisées que Nurten Öcal Camlibel énumère et chiffre sans barguigner : un fonds pour les veuves, l'ouverture de maisons d'accueil dans la plupart des villes, comme à Erbaa, pour les



Au centre, la « muhtar » Nurten Camlibel Öcal, dans le quartier Cumhuriyet à Erbaa (Turquie), le 20 avril 2023. EDOUARD CAUPEIL POUR « LE MONDE »

femmes victimes de violences, le versement de 2 872 livres turques (TL, environ 133 euros au cours actuel) pour les divorcées.

« Si vous êtes séparée avec des enfants, il y a un fonds mensuel doté d'un maximum de 5 800 TL distribuées par le ministère de la famille. En cas d'absence de couverture sociale, un budget est prévu et distribué par le kaymakam (sous-préfet), clé de voûte de tout le système devenu totalement clientéliste », précise la muhtar.

« Rien n'a changé pour nous »

Installée dans un des fauteuils, une jeune femme qui ne dira pas son nom lâche d'un trait : « Il y a eu un temps où on ne trouvait pas 100 TL à nous distribuer et puis, petit à petit, on nous a donné plus. Depuis quelques mois, à l'approche des élections, des représentants des autorités nous versent jusqu'à 1 000 TL, pour le ramadan disent-ils, pour la famille ou les enfants. » Elle sourit, mais elle ne dévoilera pas pour qui elle ira voter dimanche.

Fadime, elle, reçoit une petite pension. Divorcée deux fois,

mère de trois enfants, elle est retournée vivre, à 38 ans, chez son père. Elle dit voter AKP, « comme lui, et parce que l'Etat doit aussi continuer à m'aider et me soutenir ».

A 18 heures, le bureau s'apprête à fermer, mais la salle est encore à moitié pleine. Ayse, elle, est simplement venue dire bonjour. Deux enfants, un téléphone à la main, elle porte une longue robe violette et un foulard sur la tête. D'une voix calme et posée, le regard dur, elle lance : « On a voté pour Erdogan parce que l'on pensait sérieusement qu'il était un homme de foi et une sorte de protecteur pour nous toutes. » Et puis, ajoute-t-elle, l'image s'est brouillée. Ayse a commencé à voter pour le Parti d'action nationaliste (MHP), la formation ultranationaliste de Devlet Bahçeli, membre de la coalition gouvernementale, avant d'opter finalement pour l'opposition.

« Au fil des années, on a bien vu que rien n'avait changé pour nous. Les aides sont insuffisantes et l'accès aux universités ne nous a toujours pas ouvert de portes : combien de filles diplômées s'échinent ici dans les usines textiles pour un sa-

laire de misère, avec des conditions de travail difficiles ? Presque toutes ! » Elle ajoute, sur le même ton : « Le pire est que ce pouvoir arrête tous ceux et celles qui émettent la moindre critique, c'est inadmissible. »

A la question de savoir si les femmes conservatrices s'approprient à lâcher le chef de l'Etat, Ayse répond simplement qu'elle connaît « beaucoup d'amies » comme elle. Sa voisine opine, avant de se lever et de quitter la pièce. « Pour l'électorat féminin conservateur, la situation est devenue de fait plus complexe, notamment avec l'usure du pouvoir et la crise économique », rappelle la chercheuse Esra Özcan.

Dehors, de l'autre côté de la voie rapide, sur le site de l'ancienne Erbaa, détruite en 1942 et où certaines maisons ont été reconstruites sans réel plan directeur, une mère de famille, penchée à son balcon, dit voter pour Erdogan, « et sans hésiter ». La cinquantaine, sûre d'elle, elle ajoute : « Kılıçdaroglu interdira à nouveau le voile, c'en sera fini pour nous toutes. » Cet « acquis », qu'elle dit devoir à Erdogan, reste au cœur de ses préoccupations.



par Killian Cogan,  
envoyé spécial à Rize (Turquie)  
09 Mai 2023

## Présidentielle en Turquie : dans le fief d'Erdogan, la religion pèse plus lourd que l'inflation

Alors qu'il affronte dimanche 14 mai son scrutin le plus incertain en vingt ans de règne, le président turc cherche à galvaniser sa base. Dans la ville de son enfance, Rize, pourtant pas épargnée par la crise économique, sa popularité reste intacte.

Une chaîne de montagnes surplombe la mer couleur d'argent. En cette radieuse journée de printemps, quelques mosquées blanches tâchent l'horizon verdoyant. Sur le littoral asphalté, un visage orne les barres d'immeubles rutilantes : celui de Recep Tayyip Erdogan. A Rize, ville d'environ 120 000 habitants cernée par la mer Noire et les champs de thé, à l'extrémité nord-est du pays, le président turc est en terrain conquis. Au dernier scrutin présidentiel de 2018, il y a remporté plus de 76% des voix. Située à une centaine de kilomètres de la frontière avec la Géorgie, la cité conservatrice est un fief symbolique du «reis», qui a grandi dans un village des alentours avant de partir pour Istanbul à l'âge de 13 ans.

A quelques jours des élections présidentielle et législatives de dimanche 14 mai, les plus incertaines de l'ère Erdogan, confronté pour la première fois à une opposition unie, la popularité du leader turc paraît ici intacte. «Les ponts, les routes, les barrages ! En vingt ans, cet homme a construit tellement de choses pour le pays. Que Dieu le bénisse», lance avec déférence Mehmet Bulut, un joaillier de 53 ans, dans sa bijouterie du centre-ville. «Et puis, les gens de l'opposition ne sont pas des musulmans honnêtes ! Ils font mine de prier pendant la campagne électorale, mais vont à la plage et dans les maisons closes le reste du temps, croit-il savoir. Ce sont des hypocrites !»

«Le retour de l'Empire ottoman»

Rize, où la production de thé constitue le principal secteur économique, n'a pourtant pas été épargné par l'inflation galopante (près de 44% en rythme annuel le mois dernier, quatrième pire performance mondiale) qui accable le pays depuis des années. Et qui s'est imposée comme un thème central de la campagne, note Gençaga Karafazli, journaliste local d'opposition. Arme à la ceinture en raison, dit-il, des agressions répétées que lui a valu son engagement à gauche, l'homme reçoit à l'étage d'un bar dont il est propriétaire, sur les berges de la mer Noire. «Les cultivateurs de thé subissent de plein fouet la hausse du prix de l'engrais. Or, le prix d'achat du kilo de thé fixé par Çaykur [la compagnie publique de thé qui se fournit auprès de producteurs individuels, ndlr] est trop peu élevé», martèle-t-il.

Conscient que le sujet du pouvoir d'achat pèse lourd, à Rize comme ailleurs, Recep Tayyip Erdogan, en meeting ici la semaine dernière, n'est pas venu les mains vides. En plus de chercher à galvaniser sa base islamoconservatrice en accusant son rival d'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, d'être «de mèche avec les pervers LGBT» et les «terroristes du PKK», le président sortant a promis «d'augmenter le prix du kilo de thé de 64%». Nazmiye Senlioglu et Emine Karakas, deux cueilleuses de thé âgées de 33 ans et 39 ans venues as-

sister au discours du Président, s'en félicitent. «D'ailleurs, ceux qui se plaignent de la crise économique sont ingrats ! Ils ont été habitués à trop d'abondance», assène Nazmiye Senlioglu, voile noir serré et tee-shirt à l'effigie du chef d'Etat.

«A l'époque où l'opposition gouvernait, on ne pouvait pas étudier à l'université avec nos foulards, renchérit Emine Karakas, en référence à une loi introduite après un coup d'Etat en 1980, qui interdisait le port du voile islamique dans les universités, et qui a été abrogée en 2008 par le Parti de la justice et du développement (AKP). Erdogan nous a libérées en tant que femmes voilées et, désormais, notre religion est enseignée dans les écoles. On ne laissera pas l'opposition revenir en arrière.» Nazmiye lui emboîte le pas : «On n'aime pas Atatürk [le père de la Turquie moderne et laïque, ndlr], on est les descendants des Ottomans et Erdogan incarne le retour de l'Empire ottoman !»

«Ce qui nous importe, c'est la patrie»

«En réalité, beaucoup de gens à Rize se plaignent des problèmes économiques, tempère Gençaga Karafazli. Mais ils considèrent l'opposition comme des ennemis de la religion et ne voient pas d'alternative à Erdogan.» En campagne, dans le village de Veliköy, niché dans les hauteurs de Rize, Tahsin Ocakli, candidat local aux législatives sous la bannière du

Parti républicain du peuple, la principale force d'opposition, en est parfaitement conscient.

Il espère néanmoins remporter l'un des trois sièges parlementaires de la circonscription de Rize, aujourd'hui tous occupés par le parti présidentiel AKP. «C'est sans doute la région du pays où il sera le plus difficile pour nous de gagner des sièges, admet-il. Mais on s'adresse aux producteurs de thé en leur disant qu'on augmentera le prix d'achat du kilo à 4,7 liras [0,22 euro, ndlr] de plus que ce que promet Erdogan.»

Rien, toutefois, qui pourrait convaincre Hanefi, 60 ans, producteur de thé à Veliköy. «Les partis d'opposition sont des traîtres à la patrie, assène-t-il avec gravité. Ils travaillent avec les Américains et les Israéliens qui préparaient un plan pour s'emparer de la Turquie et l'occuper. Mais, grâce à Dieu, notre Président a déjoué leur projet et il en déjouera encore !»

Fatih Yilmaz, quant à lui, ne nie pas les difficultés économiques du pays, mais ce gérant d'une quincaillerie du centre-ville de Rize ne changera pas son vote pour autant : «Ces histoires de prix et d'inflation sont anodines. Ce qui nous importe, c'est la patrie, plaide-t-il. Ces élections se résument à un choix entre la croix et le croissant, comme à l'époque du sultan Fatih Mehmet. Nous, on veut que le croissant l'emporte.»



The New York Times

By Ben Hubbard and Safak Timur  
May 9, 2023  
Reporting from Kayseri, Turkey

# As Turkish Vote Looms, Erdogan Loyalists Can't Imagine Anyone Else in Charge

Staunch supporters of President Recep Tayyip Erdogan still like his tough-guy rhetoric and critiques of the West and see no viable alternative, though he has been accused of mismanaging the economy.

**M**emis Akbulut, a cell-phone salesman, listed the reasons that President Recep Tayyip Erdogan could count on his support in elections on Sunday that could drastically change the course of the country: He is charismatic, a world leader who has strengthened Turkey's defenses and battled terrorism.

And thanks to a regulation that Mr. Erdogan pushed in the months leading up to the vote, Mr. Akbulut will soon receive an early pension from the government — at age 46.

"Everything is a 10," he said recently in the central city of Kayseri. "I will vote for the president," he added. "Is there anyone else?"

The presidential and parliamentary elections are shaping up to be Mr. Erdogan's toughest electoral fight during his two decades as Turkey's predominate politician. A [cost-of-living crisis](#) has angered many voters, and his government stands accused of [mismanaging the initial response to catastrophic earthquakes](#) in February. Recent polls suggest a tight race — and, perhaps, even a defeat — for Mr. Erdogan.

The political opposition has formed a broad coalition aimed at ousting him. Six parties are backing a joint presidential candidate, Kemal Kilicdaroglu, a former civil servant who has [vowed to undo Mr. Erdogan's legacy and restore Turkey's democracy](#).



Extremely high inflation, which surpassed 80 percent last year, has left many Turks feeling poorer. Sergey Ponomarev for The New York Times

Mr. Erdogan's die-hard supporters, which pollsters estimate to be about one-third of the electorate, see no reason for Turkey to change course. They love the president's nationalist bombast, religious outlook and vows to stand up for the country against an array of forces they view as threats, including terrorist organizations, gay rights activists, the United States and NATO.

"Erdogan succeeded in building a close relationship with his electorate over the past 20 years," said Akif Beki, a former adviser to the president who has broken with him and his governing party.

Others have benefited in con-

crete ways, either politically or financially, from links to Mr. Erdogan's Justice and Development Party, also known as the A.K.P., Mr. Beki said.

"There is a new class that has arisen in his 20 years, and their interests are overlapping with Erdogan's," Mr. Beki said. "It is expecting them to act against their interests to expect them to go against the A.K.P. and Mr. Erdogan."

Mr. Erdogan's critics note that Turkey's gross domestic product [began declining](#) about a decade ago, and annual inflation, which surpassed 80 percent last year, has left many Turks feeling poorer. Most economists say Mr. Erdogan's un-

orthodox financial policies have exacerbated the crisis.

During his years in power, the president has consolidated his control over much of the state, tilting Turkey toward autocracy, while frustrating the United States and other NATO allies by maintaining a close relationship with President Vladimir V. Putin of Russia after his invasion of Ukraine last year.

Kayseri, in central Turkey, has long been a stronghold of Mr. Erdogan, voting for him and his party, often overwhelmingly so, in every election since 2002. Recent conversations with more than two dozen voters there showed that many still admire his leadership while others

simply can't imagine anyone else in charge.

When Mr. Erdogan appeared on the national scene as a young, dynamic prime minister in 2003, he and his party promised competent governance, reliable services and economic growth.

And for many years, they delivered it.

Turks' incomes rose as their cities became cleaner and better organized. Between 2003 and 2013, the national economy grew threefold, new hospitals, airports and highways were built around the country, and voters rewarded Mr. Erdogan at the ballot box, electing him president in 2014 and 2018.

Kayseri, an industrial city of 1.4 million people in the shadow of a snow-capped peak, benefited during the Erdogan era, developing into an attractive city, with subway and tram lines, universities and factories that produce everything from shipping containers to furniture — much of it for export.

Sevda Ak, an Erdogan supporter, acknowledged that the high inflation had harmed her family's purchasing power. But she was counting on Mr. Erdogan to fix it.

"If we shop for one child, we can't shop for the other," said Ms. Ak, 38 and a mother of three. "But it is still Erdogan who can solve it."

Her sister, Ayse Ozer, 32, credited Mr. Erdogan with developing the country but said he should crack down on merchants she accused of price gouging.

Mr. Erdogan's critics, on the other hand, accuse him of weakening Turkey's democracy. And many in the West see him



Rubble in Kahramanmaraş, Turkey, after earthquakes on Feb. 6 killed more than 50,000 people. Sergey Ponomarev for The New York Times

as problematic partner, a leader of a NATO country who snarled the alliance's plans to expand after Russia's invasion of Ukraine. Turkey waited many months to [accept Finland into the alliance](#), but has still refused to admit Sweden.

Mr. Erdogan's most loyal followers, however, see those actions as signs of strength.

"He doesn't bow to anyone," said Mustafa Akel, 48, a laborer in a door factory. "He built ships. He built drones. If he leaves, the one who will replace him is going to work to fill his own pockets."

He acknowledged that Mr. Erdogan had profited, too, during his time in power. But no matter.

"I don't think anyone else can rule this country," he said.

Nor did many voters in Kayseri fault Mr. Erdogan's government for its initially slow response to the earthquakes on Feb. 6 that killed more than 50,000 people in southern Turkey. The high death toll raised questions about whether his emphasis on new construction [ignored regulations designed to make buildings safe](#).

"They did their best and they

are still doing it," said Rukiye Yozgat, 35.

Ms. Yozgat also praised Mr. Erdogan for granting more rights to religious women like her, recalling that when she had started university in 2009, she had been barred from wearing a head scarf on campus.

Although a predominately Muslim country, Turkey was founded in 1923 as a secular republic that sought to keep religion out of public life by, for example, barring women in government jobs from wearing head scarves. Mr. Erdogan has branded himself as the defender of the devout and expanded the role of religion in public life, pushing to expand Islamic education and loosening rules like the head scarf ban, which has won him the support of many religious voters.

In the months leading up to the vote, Mr. Erdogan has also tapped the power of his office to appeal to voters and mitigate the effects of inflation by raising the minimum wage, boosting civil servants' salaries and changing retirement regulations to allow millions of workers to receive early pensions.

And in recent weeks, he has

invoked national pride in ways that appeal to many Turks.

He had a new, Turkish-built warship, the [TCG Anadolu](#), dock in central Istanbul, where voters could walk aboard. He became [the first owner](#) of the first Turkish-built electric car. Via video link, he welcomed the first fuel delivery to a Russian-built nuclear power plant near the Mediterranean. He announced the start of production of Turkish natural gas in the Black Sea and promised free shipments to Turkish homes.

Few voters in Kayseri seemed impressed with the opposition, and many doubted its six parties could work together effectively.

Askin Genc, a parliamentary candidate for the opposition Republican People's Party, said he expected the economy to give the opposition an opening.

"The cost of living will have an effect at the ballot box," he said.

The opposition was also hoping to attract young voters, he said. About six million young Turks, out of 60.6 million eligible voters, will be able to vote for the first time, and analysts say Mr. Erdogan has struggled to entice them.

Many voters expressed frustration with Mr. Erdogan's stewardship of the economy, but few said they would switch to the opposition because of it.

Ali Durdu, who was shopping with his family at an outdoor market, said he had long voted for Mr. Erdogan but was mad about high prices and would sit out this election. His wife, Merve, was also mad at Mr. Erdogan, but would vote for him anyway.

"Erdogan has his mistakes," she said. "But he's the best of the worst."



LE FIGARO

avec afp  
10 Mai 2023

## L'Italie démantèle un réseau acheminant des migrants de Turquie

Les trafiquants prenaient en charge des migrants directement sur les côtes turques, souvent à Izmir, pour les transporter jusque dans le sud de l'Italie.

La police italienne a annoncé avoir arrêté mercredi 29 personnes accusées d'appartenir à un **réseau acheminant clandestinement** de Turquie et de Grèce des migrants vers l'Europe du Nord en passant par l'Italie.

Selon la police de Calabre, dans l'extrême sud de la péninsule, cette enquête ouverte en 2018 a permis de démasquer «un groupe criminel (composé) de ressortissants du Proche-Orient, principalement originaires du Kurdistan irakien», disposant de branches actives en Grèce, en Italie et en Turquie.

**Équipage généralement composé d'Ukrainiens**

La police italienne a collaboré pour ces investigations avec Interpol et Europol, ainsi qu'avec les forces de l'ordre turques, grecques, belges, allemandes, suisses, britanniques et marocaines, a déclaré l'un de ses hauts responsables, Francesco Messina. Les migrants payaient de 7000 à 15.000 euros pour leur «voyage» en Europe, a précisé la police dans un communiqué.

Ils versaient une première tranche de cette somme à la branche de l'organisation criminelle à Aksaray (centre de la Turquie), qui s'occupait de leur transfert en Grèce, généralement au port de Thessalonique, puis vers Athènes et Patras, où ils embarquaient à bord

de voiliers. Les trafiquants prenaient aussi en charge des migrants directement sur les côtes turques, souvent à Izmir, pour les transporter jusque dans le sud de l'Italie.

L'équipage de ces voiliers était généralement composé d'Ukrainiens ou d'autres ressortissants de pays issus de l'ex-URSS, selon la police. «Une fois que les migrants étaient proches des côtes italiennes, ils étaient mis en contact avec les membres de la branche italienne (du groupe criminel), qui les aidait à se rendre dans le nord de l'Italie contre une somme de 500 à 600 euros».

Les migrants étaient d'abord transportés à Milan ou Turin

(nord), puis à Trieste (frontière orientale) ou Vintimille (frontière franco-italienne), où ils traversaient la frontière à bord de camions, de trains ou de taxis. Ceux qui n'étaient pas en mesure de payer pour certaines étapes de leur périple restaient bloqués et les membres du réseau leur demandaient de contacter leur famille dans leur pays d'origine pour obtenir les fonds nécessaires.

Plus de 45.000 migrants sont arrivés en Italie depuis le début de l'année, selon le ministère italien de l'Intérieur, soit presque quatre fois plus que l'an dernier sur la même période.



Assiya Hamza  
10 Mai 2023

## En Turquie, les Kurdes rêvent de vivre "dans un pays sans discriminations"

**De notre envoyée spéciale en Turquie –**

À l'approche des élections du 14 mai, les regards se tournent vers le vote des 15 à 20 millions de Kurdes qui composent la population turque. Le choix de ces électeurs, présentés comme des **faiseurs de roi**, sera déterminant dans le scrutin présidentiel qui oppose Recep Tayyip Erdogan à Kemal Kılıçdaroglu.

"Je suis kurde et alévi. Je suis discriminé à cause de cette double identité." Il est là, debout devant une tente improvisée en plastique bleu. Les yeux dans le vague. Emre a 23 ans. Il est né et a grandi à Pazarcik, une ville à majorité kurde et alévie dans la province de Kahramanmaraş. Sa famille a tout perdu la nuit du 6 février **lorsque la terre a tremblé** dans le sud-est de la Turquie.

"J'ai vu beaucoup de gens mourir car dans les deux ou trois

premiers jours, nous n'avons reçu aucune aide, raconte le jeune homme. Cette rue est kurde et alévie. Bien qu'il y ait des maisons détruites, nous n'avons pas reçu la même assistance que dans les autres rues où il y avait pourtant moins de dégâts."

Dans la voix d'Emre, une colère sourde. Kurdes, alévis [une minorité pratiquant un islam hétérodoxe, NDLR], Turcs... Pour lui, la discrimination ne fait aucun doute. "Il y a un siècle,

les Blancs et les Noirs vivaient séparément aux États-Unis, dit-il en évoquant la ségrégation raciale mise en place après l'abolition de l'esclavage. Ils avaient même des toilettes différentes. Aujourd'hui, ils ont réussi à dépasser tout cela. Mais ici, rien ne change, ça continue."

L'étudiant, qui aspirait à devenir aide-soignant en gériatrie, n'a plus de rêve. La boulangerie où il travaillait pour arrondir ses fins de mois a été détruite. Sa

priorité est désormais de survivre. Et de voter. "Je vais voter même si je dois aller dans une autre ville pour le faire, assure Emre. Tout le pays va voter parce que ce gouvernement doit changer. Nous avons été muselés, notre liberté d'expression est limitée. Je n'ai pas peur de parler parce que je n'ai plus rien à perdre. Il ne me reste que ma famille. Les autres ont peur de finir menottés et emprisonnés."

Ayşe Varoş refuse elle aussi cette omerta. "Bien sûr que je vais voter !", dit-elle dans un grand éclat de rire. "Je vais voter pour le peuple kurde, pour la révolution." La Kurde alévi de 75 ans s'agite en détaillant les discriminations qu'elle a subies. "J'ai des fissures partout dans ma maison, regardez ! La nuit, nous dormons sous la tente car nous avons peur. Je n'ai pas reçu la moindre aide financière", précise la vieille femme au visage en partie paralysé par un AVC.

Aux élections du 14 mai, Ayşe votera pour le **Parti démocratique des peuples (HDP)**, qui se présente aux législatives sous le nom de Yeşil Sol Parti (YSP), le Parti de la gauche verte. "**Même s'ils n'ont pas de candidat alévi**, je vais voter pour le HDP parce qu'ils sont des nôtres. Pour la présidentielle, ça sera **Kilicdaroglu**. Il est alévi, il est des nôtres."

### "Les gens ont peur de parler kurde et de montrer leur identité"

Convoité, le vote kurde représente 15 à 20 millions de personnes. De quoi changer la donne pour une opposition qui rêve de mettre un terme à 20 ans de pouvoir de **Recep Tayyip Erdogan**. Car contrairement à 2018, le HDP a choisi de ne pas présenter de candidat et d'appeler à voter pour le candidat d'opposition Kemal Kilicdaroglu (CHP). Le parti prokurde est ainsi présenté

comme le faiseur de roi du 14 mai.

"Les Kurdes avaient beaucoup d'attentes sous la présidence d'Erdogan. Au début des années 2000, un processus de négociations a été entamé car pour se porter candidate à l'**Union européenne**, la **Turquie** a dû faire des changements, explique Cuma Çiçek, chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes (Ifea) à Istanbul. Le Premier ministre Erdogan a lancé de nombreuses réformes sur l'identité et la langue kurdes entre 2007 et 2015. Un programme d'enseignement a même été lancé à l'université. Ça a suscité beaucoup d'espoir chez les Kurdes pour leurs droits et le respect de leur culture. Ensuite, l'**AKP** a fait des alliances politiques avec des nationalistes et la question kurde est devenue sécuritaire et terroriste."

Une histoire de lutte et de persécutions. De l'Empire ottoman jusqu'à l'avènement de la République laïque, l'histoire des Kurdes a été ponctuée de révoltes et de violentes répressions. En 1923, Mustafa Kemal Atatürk douche l'espoir de voir naître un État kurde autonome comme le prévoyait le traité de Sèvres après la défaite de la Turquie à l'issue de la Première Guerre mondiale. La langue kurde est interdite, les Kurdes désignés comme des "Turcs montagnards". Ils sont priés de s'assimiler.

Pendant de nombreuses décennies, le simple fait de parler kurde ou d'affirmer son identité a été considéré comme un délit. Si cette époque est aujourd'hui révolue, elle a laissé place à un sentiment de défiance. Pour les minorités kurdes des grandes villes, affirmer son identité est loin d'être un long fleuve tranquille.

"Quand on me demande d'où je viens et que je dis que je suis kurde, on me regarde dif-

féremment. Les visages se ferment, ça devient un problème", raconte Dilber, originaire de Mardin, dans le sud-est de la Turquie. Installée à Adana, à 30 km de la côte méditerranéenne, la jeune femme de 37 ans est de passage à Istanbul. Cette défiance, l'assistante dentaire ne l'accepte pas. "Bien sûr que ça fait mal. Je ne me sens pas libre. Je veux vivre dans un pays sans discrimination. Je veux être une femme kurde libre."

Dilber n'aime pas Istanbul. "À Adana, je me sens mieux car je parle ma langue, je suis avec les miens. Les Kurdes y sont très mobilisés politiquement. Je ne peux pas en dire autant ici où nous sommes une minorité. Les gens ont peur de parler kurde et de montrer leur identité."

### L'espoir de relancer le processus de paix

Si Dilber attend "beaucoup de ces élections", ce n'est pas le cas de Halit Çiçek. "Arrêté et torturé à plusieurs reprises", le Kurde originaire de Mardin a posé ses valises à Istanbul il y a plus de 40 ans. Installé dans un café du quartier kurde de Tarlabasi, c'est sans enthousiasme qu'il évoque l'échéance électorale.

"Nous avons notre propre parti, le HDP, mais nous devons donner nos voix au CHP. Nous ne sommes pas enchantés par cette perspective. Mais, même si nous avons un candidat, il devrait se définir en tant que Turc car il ne serait pas accepté autrement", regrette l'homme au regard bleu profond en faisant tourner une télécommande dans sa main.

Halit évoque lui le sentiment d'être un paria. "Parce que nous sommes kurdes, nous n'avons pas de garanties dans la vie. Nous sommes 40 millions et nous ne sommes toujours pas acceptés. Pensez-vous que

nous sommes des terroristes en France ? La Turquie, elle, le pense, explique-t-il sur un ton monocorde. Nous voulons être libres. Nous ne voulons plus être discriminés, nous voulons que notre langue soit enseignée, nous ne voulons pas être vus comme une minorité. Nous faisons partie intégrante de ce pays."

Kemal Kilicdaroglu peut-il raviver l'espoir ? Pour Cuma Çiçek, cela permettrait de relancer un dialogue au point mort depuis de nombreuses années. "Même si Kilicdaroglu ne présente rien de notable sur la question kurde, il propose néanmoins d'élargir l'espace politique et les droits, précise le chercheur. En cas de victoire, l'alliance aura besoin du HDP pour avoir une majorité au Parlement afin de changer la loi et le système politique. Ces discussions pourraient ouvrir un espace pour évoquer le processus de paix et les droits fondamentaux."

Ferhat Encü, coprésident du bureau du HDP à Istanbul

Une analyse partagée par Ferhat Encü, coprésident du bureau du HDP à Istanbul. "Après les élections, les gens qui votent pour nous attendent plus d'égalité et la fin des discriminations. Nous travaillons pour que la langue kurde devienne une langue officielle, explique-t-il. Nous voulons un pays plus démocratique, avec de nouvelles lois. Nous voulons la libération de nos prisonniers."

Reste la perspective d'une nouvelle victoire du président Erdogan. Un scénario que d'aucuns appréhendent. "Depuis des siècles, malgré l'assimilation, l'oppression, nous avons survécu. Je peux être arrêté ou tué mais ma seule crainte s'il gagne, c'est que l'on perde les bases de la démocratie, ajoute Ferhat Encü. Nous redoutons qu'il n'y ait plus d'espoir de paix. Il en va de l'avenir de la Turquie."





May 10, 2023

## New border crossing between Kurdistan Region, Turkey inaugurated

**T**urkish and Kurdistan Region officials on Wednesday inaugurated another border crossing between the two countries to initially serve as a tourist route.

The new border crossing, named Zit International Border, is located in the Mergasor district in Erbil province, connecting Iraq's Kurdish region with Hakkâri (Julamerk) province in southeast Turkey.

Previously, the Ibrahim Khalil Border Crossing between the Kurdistan Region and Turkey served as the only gateway to Europe. The new crossing marks the third port of entry between the two countries. The second is the Sar Zer Border Crossing, located in Amedi in Duhok province.

Turkish Consul General Mevlut Yakut attended the inauguration ceremony along with Erbil Governor Omed Khoshnaw, as well

as other military and party officials.

Congratulating the residents of both sides of the border, Governor Khoshnaw extended his gratitude to the Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani and Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani for facilitating the opening of the new port.

The Ibrahim Khalil crossing, located 60 kilometers (37 miles)

northwest of Duhok, is one of the most-transited border crossings between Turkey, Iraq, and the Kurdistan Region. It is also Iraq's main gateway to Europe.

The Duhok province borders Turkey via the Ibrahim Khalil (Habur in Turkish) border crossing, where billions of dollars of economic activity takes place, and served as the only trade gate into Iraq.

Le Monde

Marc Semo  
10 Mai 2023

## Elections en Turquie : « En se revendiquant alévi, Kemal Kılıçdaroglu a brisé un tabou »

La politiste Elise Massicard revient, dans un entretien au « Monde », sur l'histoire de l'alévisme, un courant religieux turc minoritaire, longtemps stigmatisé, auquel appartient le principal opposant à Recep Tayyip Erdogan lors de l'élection présidentielle du 14 mai.

**D**onné favori dans les sondages pour l'élection présidentielle turque du 14 mai, Kemal Kılıçdaroglu, chef du Parti républicain du peuple (CHP), soutenu par une alliance de six partis d'opposition et le mouvement kurde, a assumé publiquement sa foi alévi : un courant hétérodoxe et moderniste de l'islam dans lequel se reconnaît un cinquième de la population turque. Politiste et spécialiste de la Turquie, Elise Massicard, autrice notamment de *L'Autre Turquie* (PUF, 2005), explique ce qu'est l'alévisme et les raisons de la nouvelle visibilité politique de ce courant religieux.

**Pourquoi la vidéo où Kemal Kılıçdaroglu revendique sa foi**

**alévi au sein de l'islam a-t-elle connu un tel succès, comptabilisant plus de 100 millions de vues ?**

Il a brisé un tabou. Jusque-là, l'identité alévi de Kemal Kılıçdaroglu était plutôt considérée comme un argument électoral à charge, car les alévis ont une mauvaise réputation, souvent sulfureuse au sein d'une population en majorité sunnite. Ces dernières années, ils ont été largement exclus des circuits de pouvoir de l'AKP [*le Parti de la justice et du développement*] de Recep Tayyip [*Erdogan*] et des ressources qui leur sont liées. Ce « coming out » – alors que tout le monde en Turquie sait que Kemal Kılıçdaroglu est alévi

– revient à revendiquer cette identité et à retourner le stigmate.

Au-delà, le dirigeant du CHP met en avant un discours de tolérance et de reconnaissance de la diversité qui est très important. Cette vidéo fait suite à une autre, récente, dans laquelle Kılıçdaroglu a critiqué les discriminations auxquelles sont confrontés les Kurdes et a promis davantage d'égalité, de tolérance et de justice.

**Qu'est-ce que l'alévisme ?**

Il s'agit d'un culte syncrétique et hétérodoxe qui mêle des éléments relevant de l'islam dans ses acceptions chiites – culte

d'Ali [*gendre du prophète Mahomet*], des douze imams... –, d'autres issus de divers cultes importants dans cette région du monde (chamanisme, christianisme, zoroastrisme, manichéisme, gnosticisme) avec une forte dimension ésotérique. En outre, l'alévisme se transmet de façon héréditaire. On naît alévi. Ils disposent de dignitaires religieux spécifiques, les *dede*, et de cérémonies qui leur sont propres.

Pour toutes ces raisons, certains musulmans, surtout sunnites, estiment que les alévis, qui ne respectent pas ce qu'ils considèrent comme les cinq piliers de l'islam (en particulier les prières journalières, le jeûne, le pèlerinage à

La Mecque), ne sont pas des musulmans ou sont déviants par rapport à l'islam. Une grande partie des alévis pratiquent peu et considèrent ce culte surtout comme une culture ou une philosophie de vie.

Les alaouites de Syrie (présents sur la côte méditerranéenne de la Turquie) partagent certains traits avec les alévis. Plus proche de l'alévisme dans ses croyances et ses rituels, le bektachisme est, lui, une confrérie soufie où l'on entre par choix, après avoir suivi une initiation.

### **Quelle part de la population turque les alévis représentent-ils ?**

Il n'existe pas de chiffres, car ils ne sont pas recensés comme tels. On estime néanmoins qu'ils représentent environ 15 % à 20 % de la population de la Turquie, et qu'un tiers sont kurdo-phones. Quant aux bektachis, ils sont très peu nombreux.

### **Pourquoi ont-ils été persécutés par le pouvoir ottoman ?**

Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, les sultans ottomans se sont posés en représentants et défenseurs du sunnisme, alors que l'Empire perse, leur ennemi, se faisait le défenseur du chiisme. A partir de cette époque, appartenances religieuses et loyauté politique ont été associées dans cette région du monde. Les alévis ont été considérés par le pouvoir ottoman comme une cinquième colonne. Dans ce contexte hostile, les alévis ont développé une culture de la dissimulation de leur culte et de leur affiliation. Cette mémoire collective d'oppression reste encore très vivace aujourd'hui.

### **L'égalité hommes-femmes qu'ils revendiquent et les prières en commun ont-elles alimenté les préjugés à leur rencontre ?**

Leurs cérémonies religieuses, les *cem*, sont, en effet, mixtes, avec de la musique et des danses rituelles. La consommation rituelle d'alcool dans certains groupes

et leur tenue dans un lieu en secret ont donné lieu à nombre de soupçons d'orgies et de pratiques immorales, voire incestueuses. Cela a nourri le rejet, voire la haine à l'encontre de ce groupe.

### **Pourquoi Mustafa Kemal (premier président de la Turquie, de 1923 à 1938) n'a-t-il pas valorisé cette religion originelle des Turcs au moment de la création de la République ?**

Il a voulu construire un nouvel ordre politique sur les décombres de l'Empire ottoman et une nation sur le modèle jacobin. A partir d'une population diversifiée sur les plans linguistique, ethnique et religieux, il a forgé une identité nationale turque qui se voulait unitaire, avec une peur de la sécession et du séparatisme qui peut s'expliquer par les traumatismes liés à la première guerre mondiale et, plus généralement, au démembrement de l'Empire. Elle se fondait sur la turcité, mais aussi sur l'appartenance à l'islam. On se souvient surtout des réformes de Mustafa Kemal qui visaient à réduire le poids de la religion dans la vie publique au nom d'une laïcité, différente de celle de la France, qui était surtout un contrôle de l'Etat sur la religion.

L'islam sunnite dans une version modernisée et « nationalisée » était considéré comme une dimension centrale de l'identité turque, même si, depuis 1928, il n'y a officiellement plus de religion d'Etat en Turquie. Cela ne laissait pas de place au pluralisme. Les spécificités alévis ont été tues, voire niées. Bien que certains éléments liés à ce culte (la musique, notamment) aient été intégrés dans ce qui était en train de devenir un patrimoine culturel national, sans que la dimension alévie soit reconnue.

### **Néanmoins, l'alévisme a appuyé le kémalisme. Y a-t-il un vote alévi spécifique ?**

Les alévis ont salué l'avènement de la République. Ils espéraient que la dissociation de l'ordre politique par rapport à la religion

leur serait plus favorable. Ils attendaient la fin de leur relégation et des discriminations. A partir de l'avènement du multipartisme dans les années 1950, leur positionnement politique a d'abord été déterminé par leur origine sociale avant tout rurale et populaire. La politisation de la question religieuse s'est jouée de manière spécifique en Turquie, où l'islam politique a surtout été investi à droite de l'échiquier politique – c'est une importante différence avec l'Iran, par exemple.

A partir des années 1960, les alévis se positionnent de manière massive à gauche, de la gauche radicale à la social-démocratie. Leur mémoire de l'oppression est alors réinvestie sur ce registre. Ils réutilisent également la figure de Mustafa Kemal, certains le sacralisant même. Cependant, une partie des alévis considère que l'alévisme est la version turque de l'islam et adoptent des positionnements nationalistes, plutôt situés à droite de l'échiquier politique. De manière durable, les alévis se sont tenus à l'écart de l'islam politique.

### **Ont-ils été victimes de discriminations ?**

C'est incontestable, mais elles ont été plus ou moins fortes selon les périodes et les lieux. Depuis que l'AKP est au pouvoir, l'accès ou leur promotion dans la fonction publique sont, par exemple, très difficiles. Même si l'intégration se fait officiellement par concours, il est possible d'écarter des candidats jugés peu fiables, notamment à travers les entretiens oraux. A certaines périodes, le jeu a pu être plus ouvert. Kemal Kılıçdaroglu, par exemple, a eu une carrière de haut fonctionnaire, commencée dans les années 1970. Mais ces périodes d'ouverture ont été assez rares, ce qui explique que les hauts fonctionnaires alévis sont peu nombreux. Leur ascension sociale est relativement tardive et correspond à l'exode rural des années 1960. Ils ont d'ailleurs peu investi les milieux économiques.

### **Pourquoi le pouvoir actuel refuse-t-il de reconnaître leur spécificité au sein de l'islam ?**

La Turquie est une république unitaire où le pluralisme, qu'il soit territorial, linguistique, ethnique ou religieux, et la diversité sont souvent considérés comme un problème plutôt qu'une richesse. En outre, dans le dogme musulman, la sédition est condamnée. Pour l'AKP, qui a des origines islamistes, il est difficile de reconnaître la diversité au sein de l'islam et, a fortiori, de mettre l'alévisme sur un pied d'égalité avec le sunnisme. La revendication des alévis pour que leurs maisons de prière – les *cemevi* – soient reconnues comme lieux de culte bute, d'ailleurs, sur ce refus.

### **Le fait que Kılıçdaroglu soit alévi constitue-t-il aujourd'hui encore un handicap auprès des électeurs ?**

L'électorat alévi constitue numériquement une minorité stigmatisée, en particulier par les nationalistes et les islamistes. Consciente de cela, l'opposition est très attentive à s'adresser aussi à la majorité musulmane sunnite, par exemple, en mettant en avant les droits des femmes voilées, rompant ainsi avec la laïcité dure qui fut pendant des décennies le marqueur de la gauche et des kémalistes.

La manière dont l'opposition – Kılıçdaroglu en tête – traite la question des identités est nouvelle. Surtout, sa position est aux antipodes de la polarisation extrême – entre laïcs et religieux, sunnites et alévis, Turcs et Kurdes – sur laquelle joue Recep Tayyip Erdogan. Ils mettent en avant la diversité humaine – considérée comme une richesse – et dénoncent toutes les formes de discrimination et d'injustice. Si l'opposition parvient à modifier la « grammaire des identités » dans l'esprit d'une partie importante de l'électorat, elle peut réellement l'emporter. C'est l'un des grands défis de cette séquence électorale.



# Turquie : pourquoi l'économie est un enjeu majeur de l'élection présidentielle

La politique contestée du pouvoir en matière d'économie, avec l'inflation comme corollaire, a provoqué notamment une flambée du prix des oignons, devenue un symbole du mécontentement populaire.

Candidat à sa réélection dimanche 14 mai, le président turc Recep Tayyip Erdogan a bien conscience que son économie bat de l'aile et que ce mauvais point, résultat d'une politique monétaire inepte, risque de lui faire perdre les suffrages d'une partie significative de l'électorat. « *Vous n'allez tout de même pas sacrifier votre leader pour des patates et des oignons !* », a-t-il tonné à l'occasion d'un meeting de campagne, jeudi 4 mai à Giresun, dans la région de la mer Noire où il compte de nombreux partisans.

L'allusion n'était pas fortuite. L'oignon résume à lui seul le grave problème d'inflation auquel les Turcs sont confrontés. Une situation d'autant plus insoutenable que le bulbe occupe une place centrale dans la cuisine turque, indispensable à la confection des *mezze* (entrées) et des *köfte* (boulettes de viande). Or, rien qu'en 2022, son prix au kilo a été multiplié par six, avec un effet dévastateur sur le budget des ménages.

L'opposition en a fait un slogan de campagne, un hymne contre la vie chère, un cri du cœur. « *Pomme de terre, oignon, au revoir Erdogan !* », scandent les partisans de Kemal Kılıçdaroglu, le chef du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), le rival d'Erdogan à la présidentielle, lors des rassemblements de l'opposition. Le social-démocrate fait monter les enchères au moment où la plupart des foyers turcs connaissent la pire crise du coût de la vie depuis 2001. L'alimentation

est le secteur le plus touché par l'inflation, estimée en moyenne à 44 % en avril en rythme annuel, soit le taux le plus élevé parmi les pays émergents. Un progrès a toutefois été enregistré par rapport à l'automne 2022, où elle avait atteint 85 %.

## Bénéfices envolés

Inflation galopante, adévalorisation de la livre turque, déficit accru des comptes courants, fuite des investisseurs, la Turquie se retrouve dans la même tourmente qu'en 2001, soit un an avant l'arrivée au pouvoir de M. Erdogan et de son Parti de la justice et du développement (AKP). A l'époque, la situation avait été redressée par Kemal Dervis, auteur d'un vaste plan d'assainissement, que les islamo-conservateurs avaient eu l'intelligence d'appliquer.

Vingt ans plus tard, les bénéfices des réformes se sont volatilisés. Au point de mettre en péril la réélection de l'homme fort d'Ankara, qui, pour la première fois de sa fulgurante carrière politique, n'aborde pas le scrutin de dimanche en favori. La plupart des sondages le donnent perdant contre Kemal Kılıçdaroglu.

L'oignon va-t-il causer la perte d'Erdogan ? L'hypothèse n'est pas absurde, alors que la crise n'épargne pas les représentants de cette classe moyenne que lui et son parti se vantent tant d'avoir créée grâce aux taux de croissance « chinois » de l'économie, entre 2007 et 2013. Désormais paupérisée, une large partie de la population

perd confiance en son président, en sa monnaie, en l'avenir du pays. « *La situation est intenable, l'économie turque est comme un navire qui prend l'eau. Incompétent, l'équipage du navire pilote en mode automatique* », résume Deniz Ünal, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), spécialiste des pays émergents.

En cause, la politique monétaire absurde menée par le président turc. Convaincu que les taux d'intérêt sont « *un outil d'oppression* », il les a fait baisser à neuf reprises, de 19 % en 2021 à 8 % actuellement, limogeant au passage trois gouverneurs de la Banque centrale. Cette aversion pour les taux d'intérêt lui vient de sa foi islamique selon laquelle l'usure est un péché. Une politique non orthodoxe, qui a favorisé l'inflation et affaibli la livre, poussant la population à se ruer sur les devises fortes.

## La livre turque surévaluée

Soucieux de « *dédollariser* » l'économie, le gouvernement a favorisé la création, à l'hiver 2021, de comptes en livres turques, indexés sur le dollar. Ces dépôts échappent à l'inflation mais la solution est à courte vue. « *L'ouverture de ces comptes a permis de dédollariser. Les comptes libellés en devises ont diminué, passant de 70 % à 40 %. Mais, à terme, ça n'est pas soutenable. Qui va payer la facture ? La note pourrait être salée* », explique Sylvain Bellefontaine, économiste à l'Agence française de développement. « *Le Trésor*

*turc, donc les contribuables, va devoir compenser les pertes de l'inflation pour ces épargnants. Alors qu'une grande partie des ménages peinent à boucler leurs fins de mois, les milieux aisés s'enrichissent grâce à ces comptes indexés. Les inégalités s'accroissent* », analyse Deniz Ünal.

Longtemps considérée par les Turcs comme le baromètre de la santé économique nationale, la livre turque est actuellement surévaluée par rapport au billet vert. Pour la maintenir à flot, la Banque centrale, placée sous l'étroit contrôle du président, a injecté des milliards de dollars sur le marché. L'institution a ainsi dépensé 177 milliards de dollars (environ 161 milliards d'euros) de sa réserve de change entre décembre 2021 et avril 2023, pour soutenir la devise nationale défaillante, selon Bloomberg. « *Si Erdogan reste au pouvoir, il faut s'attendre à une forte dévaluation de la livre* », prédit l'économiste du Cepii.

En revanche, si Kemal Kılıçdaroglu est élu, l'économie pourrait redémarrer. Revenir à une politique monétaire conventionnelle, redonner confiance aux investisseurs sont les deux objectifs que s'est fixés l'opposition. « *La Turquie est dotée d'un gros potentiel économique qui a été gâché depuis une dizaine d'années. Le nouveau gouvernement issu des élections va tenter de remettre le pays sur les rails. Si la Turquie se montre rassurante et attractive, les investisseurs reviennent* », veut croire Sylvain Bellefontaine.

## « La défaite d'Erdogan à la présidentielle turque est secrètement souhaitée à Paris, Berlin ou Washington »

L'hypothèse d'une alternance à Ankara, longtemps illusoire, est désormais prise au sérieux par les Occidentaux, explique, dans sa chronique, Philippe Ricard, journaliste au « Monde ».

La mise en scène aurait pu être plus percutante encore si les deux protagonistes du jour avaient pu se rendre sur place, à Akkuyu, dans le sud de la Turquie sur les bords de la Méditerranée : les présidents Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine ont inauguré ensemble, à distance, jeudi 27 avril, la première centrale nucléaire turque construite avec le soutien financier et la technologie russes. Tandis que le maître du Kremlin avait évité de faire le voyage, en pleine guerre en Ukraine, son homologue turc est lui aussi intervenu de loin, en raison des [troubles intestinaux qui l'ont obligé à interrompre brièvement sa campagne](#) en vue des élections présidentielle et législatives du 14 mai.

Il n'empêche, l'apparition virtuelle des deux autocrates au beau milieu des débats électoraux, alors que les réacteurs de la centrale sont encore loin d'être opérationnels, donne une idée des enjeux géopolitiques du scrutin.

« Une victoire d'Erdogan serait une victoire pour Poutine », considère Marc Pierini, chercheur associé à Carnegie Europe et ancien ambassadeur de l'Union européenne (UE) à Ankara. A contrario, la défaite du président sortant face au chef de file de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, ferait les affaires des Occidentaux, à commencer par celles des Européens. A Bruxelles, Paris ou Berlin, comme à Washington, la discrétion est de mise afin

de ne pas susciter la colère du dirigeant sortant en interférant dans la joute électorale.

Cependant, l'hypothèse d'une alternance à Ankara, longtemps illusoire, est désormais prise au sérieux, voire secrètement souhaitée, en dépit de doutes persistants sur la bonne tenue du scrutin, ainsi que sur la réaction du dirigeant islamo-conservateur en cas de revers dans les urnes. La crise économique, la gestion chaotique du récent tremblement de terre dans le sud-est du pays et la lassitude d'une partie de l'électorat envers un pouvoir de plus en plus autoritaire donnent espoir à la coalition d'opposition conduite par le leader du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste).

« Si les électeurs turcs arrivent à déloger Erdogan de son palais présidentiel, c'est un tournant géopolitique majeur », veut croire l'ancienne ministre espagnole des affaires étrangères, Arancha Gonzalez, doyenne de l'Ecole des affaires internationales de Sciences Po à Paris.

S'il n'entend pas sacrifier les liens économiques avec la Russie ni renoncer à la centrale d'Akkuyu, Kemal Kılıçdaroglu se dit soucieux de « normaliser » ses relations avec ses partenaires occidentaux. La promesse pourrait aller de soi pour tout dirigeant d'un pays membre de l'OTAN et candidat à l'UE, engagé dans de laborieuses négociations d'adhésion – suspendues depuis 2018. Elle n'a pourtant rien d'une évi-

dence après la double décennie au pouvoir d'Erdogan, tant ce dernier a mis à l'épreuve les relations avec ses homologues occidentaux, allant jusqu'à qualifier l'ex-chancelière allemande Angela Merkel de « nazie », ou à s'interroger sur la « santé mentale » d'Emmanuel Macron.

### Mises en garde

La guerre en Ukraine donne une bonne idée du double jeu de la Turquie d'Erdogan. Dans ce conflit qui a ressoudé l'OTAN, Ankara a condamné l'invasion, fourni des drones à Kiev et fermé les détroits vers la mer Noire à la flotte russe, mais sans reprendre à son compte les sanctions adoptées contre Moscou par les capitales occidentales.

Ces dernières considèrent même que la Turquie est devenue un point de passage pour contourner les mesures prises à l'encontre de la Russie, les échanges entre les deux Etats ayant bondi depuis le début du conflit. « Les mises en garde se sont multipliées, les Turcs ont commencé à prendre conscience du problème, mais ils doivent joindre les actes à la parole », relève un diplomate européen.

« Dans la situation actuelle, l'essentiel de l'enjeu pour les Européens comme pour l'ensemble des Occidentaux, c'est la relation de la Turquie avec l'OTAN en regard de celle qu'elle entretient avec la Russie », observe Marc Pierini :

« Deux questions restent ouvertes : la Turquie va-t-elle s'engager dans les opérations de réassurance sur le flanc est de l'OTAN ? Que vont-ils faire avec les missiles russes ? » La livraison d'une batterie de missiles S-400 à Ankara avait ouvert une brèche dans la défense antiaérienne de l'Alliance atlantique. En représailles, Ankara a été exclu du programme d'avions furtifs américains F-35.

### Restaurer l'Etat de droit

A quelques détails près, Erdogan est aussi l'un des rares dirigeants au sein de l'OTAN à ne prendre aucune mesure pour sécuriser le flanc est de l'OTAN face aux menaces russes. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, il s'est enfin beaucoup employé pour bloquer l'adhésion de la Suède à l'Organisation. L'opposition turque, à en croire les officiels suédois, serait au contraire prête à ratifier dès que possible cet élargissement.

« Si Erdogan perd et accepte de perdre, cela change pas mal de choses. Quelle que soit l'issue des élections, on serait bien conseillé de relancer les relations avec la Turquie », dit une source diplomatique, en souhaitant que l'UE adapte sa réponse à l'ampleur du « renouveau démocratique » annoncé par une opposition soucieuse de restaurer l'Etat de droit, après les dérives de l'ère Erdogan. Nul ne songe à ce jour à relancer les négociations d'adhésion à l'UE. « L'intégra-



tion de la Turquie serait nécessaire sur le plan géopolitique, possible sur le plan économique, mais elle est très difficile sur le plan politique, du fait de l'opposition qu'elle suscite dans certains pays membres. On ne peut dire ni oui ni non », juge Arancha Gonzalez.

Néanmoins, les Vingt-Sept pourraient proposer de moderniser l'union douanière qui les unit de longue date à la Turquie, pour l'élargir aux services. Voire libéraliser les visas et associer les Turcs à certains projets énergétiques en Méditerranée, afin de contribuer à réduire les contentieux avec la Grèce. Sans oublier d'éventuelles coopéra-

tions dans le cadre de la Communauté politique européenne, dont le prochain sommet, le 1<sup>er</sup> juin à Chisinau (Moldavie), constituera le premier rendez-vous de l'après élections turques.

« Les questions resteront difficiles, mais le climat sera apaisé », espère Marc Pierini,

non sans avertir de difficultés prévisibles au sujet de la Syrie, l'opposition aux portes du pouvoir à Ankara envisageant de reconnaître le régime de Bachar Al-Assad contre l'avis des Européens et d'y renvoyer les réfugiés syriens.



Karwan Faidhi Dri  
May 11, 2023

## Barzani National Memorial inaugurated

BARZAN, Kurdistan Region - With the participation of the Kurdistan Region's top officials, leaders of political parties, and representatives of foreign countries, the Barzani National Memorial was launched in Erbil province's Barzan area on Thursday.

The memorial includes a museum, gallery hallway, library, mosque, and an auditorium. It also includes a mosaic mural which features Mullah Mustafa Barzani's struggle for Kurdish freedom. It is composed of pieces of natural stones from different parts of Greater Kurdistan.

Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, and



Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani (left) and Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right) attending the Barzani National Memorial inauguration on May 11, 2023. Photos: Bilind T. Abdullah/Rudaw



Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani (left) and Iraqi President Abdul Latif Rashid (right) attending the opening of the Barzani National Memorial on May 11, 2023. Photos : Bilind T. Abdullah/Rudaw

Prime Minister Masrour Barzani as well as rep-

resentatives of Iraqi and Kurdish political parties and foreign missions attended the event.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, President Abdul Latif Rashid, and Speaker of the Iraqi Parliament Mohammed al-Halbousi also traveled to Barzan to attend the event.

Born in 1903 in Barzan area, Mullah Mustafa Barzani was the founder of the KDP and led the Kurdish freedom movement for decades before his death in 1979.

The clothing, personal tools, and other belongings of Mullah Mustafa Barzani and his late son Idris Barzani – which they used during their struggle for freedom – are also displayed in the museum.

The New York Times

By Cihan Tugal  
May 11, 2023

# Whatever Happens Next, Turkey Is in Trouble

The Turkish opposition has never been as hopeful as it is today. Despite the many difficulties of the past two decades, never have so many factors lined up against President Recep Tayyip Erdogan and his Justice and Development Party, or A.K.P.

The economy, after the lira spiraled downward in 2018 and none of the government's haphazard policies could put it back on track, is in shambles. Poverty has been [intensifying](#), including among the A.K.P.'s own base, and disquiet with Mr. Erdogan's autocratic stewardship is on the rise. The earthquake that devastated the country in February, causing more than 50,000 deaths and untold damage, appears to be [the last straw](#).

Ironically, it was another earthquake, in 1999, that helped bring the A.K.P. to power. Back then, once the disaster exposed the bankruptcy of the mainstream parties, Mr. Erdogan's party was seen as the only clean and competent option. Now the aura of competency is shattered. To judge from the polls, it really does look as if Turkish voters may end the A.K.P.'s 21-year conservative and authoritarian reign.

That's an exciting prospect, of course. But any euphoria is premature. If the opposition were to prevail, it would face the same structural problems that have stymied the country for years — and even if Mr. Erdogan is dethroned, his political project is going nowhere. That should be enough to curb unbridled enthusiasm. Turkey may soon be rid of its autocratic leader, but it remains in deep

trouble.

One of the most common words the opposition uses is "[restoration](#)." The [six parties](#) that constitute the coalition do not agree on everything, but there are strong indications of what they want to restore. Two of the opposition parties are headed by high-profile former members of the A.K.P. One of them, Ali Babacan, devised the party's earlier economic policies. The other, Ahmet Davutoglu, is widely credited with its approach to foreign policy. Under these two figures, the A.K.P. in the 2000s deepened and popularized the country's market-friendly and pro-Western orientation.

But a return to this approach is simply not possible in the 2020s. Economically, the global climate is far less favorable to the kind of free market economics, relying on foreign direct investment, high interest rates and trade liberalization, of the A.K.P.'s first decade in power. Geopolitically, the European Union's stance on Turkey's accession has changed — more or less ruling it out — and in the wider region, American military and diplomatic hegemony can no longer be counted on.

The government already knew as much. The shift away from Mr. Babacan's market-friendly policies was effectively enforced by a contraction in world markets a decade ago. On the international relations front, a primary reason for Mr. Davutoglu's resignation as prime minister in 2016 was that the governing party no longer found a pro-Western approach to be profitable. With Russian and Chinese

influence in the region growing, the A.K.P. decided to [hedge its bets](#), without abandoning its [Western allies](#) completely.

In recent years, the A.K.P. pragmatically resorted to a number of tools to manage the economy. It didn't always [go well](#). Yet despite the party's blunders, what allowed the A.K.P. to hang on to power was a wide and sturdy popular base of support. That base was built through five decades of work that melded face-to-face interaction and informal ties — helping people organize community events, for example, or acting as mediators in neighborhood conflicts — with formal party and associational membership. In power, the shaky but real benefits of the A.K.P.'s ever-shifting mix and match of market-oriented and statist policies [cemented these ties](#) with the people.

One reason behind the A.K.P.'s persistent appeal is that — with the exception of [the Kurdish movement](#) and its small socialist allies — no political force in the country has tried to build such a widespread rapport with communities. Without a clear alternative to the status quo, many people will stick with the political leadership they know. The recent [promises of redistribution](#) made by Kemal Kilicdaroglu, the presidential challenger to Mr. Erdogan and the leader of the Republican People's Party, are hardly enough to break the A.K.P.'s stranglehold on society.

Instead, the mainstream parties are stuck with conventional wisdom. They count on resuscitating foreign direct investment,

despite its [global decline](#), and are highly critical of the A.K.P.'s huge state-led projects, such as the [manufacturing of cars](#) and ships. But if the opposition is going to scratch such "national economy" policies, what is it going to replace them with? The lack of a convincing answer to this question acts as a caution about what is to come.

Yet voting out Mr. Erdogan would still be a great relief. In over two decades at the helm, he has concentrated power in his own hands, imprisoning opponents and stifling the courts. In recent years, as the economy worsened, the A.K.P. under him has been ratcheting up its religious and ethnic agenda, opening its arms to [anti-women and pro-violence](#) fringe groups. Defeating this hard right turn, and striking a blow against authoritarianism, is crucial.

But electoral victory is never final. In the event of defeat, the A.K.P. and its allies would no doubt continue their hate-mongering. In a deeply militarized region, the Turkish far right's recourse to identity politics could have devastating repercussions, not least for Kurds, women, L.G.B.T.Q. communities and religious minorities. The best antidote to such a threat is a cohesive, imaginative program for governing — precisely what the opposition seems to lack. Turkey doesn't need restoring. It needs to be set on a new path altogether.

**Dr. Tugal is a professor of sociology at the University of California, Berkeley, who writes frequently on Turkey's politics and society.**



## Elections en Turquie : dans un climat tendu, Erdogan face à la tentation incendiaire

Pour la première fois depuis 2003, le président turc, désormais impopulaire, pourrait perdre le pouvoir à l'issue de la présidentielle et des législatives de dimanche. Une éventualité qui le pousse à la surenchère dans cette fin de campagne.

Il a traité son adversaire, **Kemal Kılıçdaroglu**, le candidat de la coalition d'opposition à la présidentielle du 14 mai, d'« alcoolique et ivrogne ». Il l'a qualifié de « terroriste », de « LGBT », d'« incroyant » aussi et d'autres noms d'oiseaux. Son ministre de l'intérieur, Süleyman Soylu, a affirmé d'un ton menaçant que l'Occident pourrait transformer le scrutin en un coup d'Etat. Et son ministre de la justice, Bekir Bozdag, a annoncé que, dimanche soir, jour de vote, il y aurait « ceux qui sabreront la campagne et feront la fête jusqu'au petit matin, ou ceux qui poseront sur le sol leur front pur en signe de prosternation, louant le Seigneur ».

Le président turc sortant, Recep Tayyip Erdogan, et ses hommes ont rarement fait dans la dentelle pour qualifier leurs opposants. Depuis une dizaine d'années, les discours entrecoupés de citations poétiques, fleuries et plutôt bien troussées de celui que l'on appelait autrefois pour sa faconde « le Rossignol du Coran » ont largement laissé la place à l'injonction et à l'invective, aux dérives autoritaires, assorties de côtés irascibles et orduriers. Mais rarement un tel degré n'avait été atteint.

Peut-être faut-il y voir une confirmation de l'importance extrême de ces élections. Un scrutin à double détente, présidentiel mais aussi législatif, décisif pour la République turque, tout juste centenaire cette année. L'ancien premier ministre, Binali Yıldırım, candidat malheureux d'Erdogan à la mairie d'Istanbul en 2019, n'a-t-il pas d'ailleurs lui-même

dit que « cette élection ne ressemble[rait] à aucune élection passée » ?

### Une image sensiblement dégradée

En cas de nouveau blanc-seing électoral, le chef de l'Etat sortant pourrait, avancent de nombreux critiques et observateurs, faire définitivement glisser le pays vers un régime encore plus autoritaire. Kılıçdaroglu, de son côté, a annoncé vouloir restaurer la démocratie et l'Etat de droit.

Mais une victoire de l'opposition ne signifierait pas nécessairement que la Turquie prendrait une nouvelle direction. On ignore en effet si Erdogan accepterait la défaite ou si, comme aux municipales d'Istanbul, il pousserait à de nouvelles élections en cas de résultats trop serrés, ou encore s'il lâcherait ses partisans contre son successeur. Lui-même a encore affirmé, lundi, lors d'un meeting à Ankara, en citant nommément son adversaire : « *Ma nation ne cédera pas le pouvoir à quelqu'un qui a été élu président avec l'aide du PKK* [Parti des travailleurs du Kurdistan, en guerre contre l'Etat turc]. »

Bluff ou menace réelle ? Pendant près de deux décennies, l'un des plus grands talents de Recep Tayyip Erdogan a été sa capacité à transformer les crises en opportunités politiques. On ne compte plus le nombre de fois où il a su rebondir et reprendre la main. Jusqu'à ces derniers mois. Son image s'est sensiblement dégradée auprès de larges pans

de la population, y compris dans ses bastions électoraux. Partout, une nouvelle cohorte d'électeurs, dont beaucoup n'ont jamais vécu sous un autre règne que celui d'Erdogan, semble désormais se mobiliser pour le changement.

Aussi, pour la première fois depuis son ascension à la tête du pays, en 2003, Erdogan fait face au dimanche électoral le plus incertain de son parcours politique. Jamais l'homme encore fort d'Ankara et son Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du chef de l'Etat, n'ont eu à craindre à ce point la perte de leur pouvoir.

### Erosion continue des droits et des libertés

En cause, l'usure, bien sûr, et la fatigue institutionnelle, qui laissent des traces. Tout comme l'érosion continue des droits et des libertés – encore fin avril, **la police a arrêté des dizaines de journalistes, avocats, artistes et militants kurdes**, parmi lesquels des observateurs de bureaux de vote. Mais aussi, et surtout, la crise économique persistante (la livre turque a perdu 450 % de sa valeur ces cinq dernières années), l'inflation vertigineuse et l'incapacité à fournir des secours d'urgence après le tremblement de terre du 6 février (plus de 50 000 morts et 3 millions de déplacés) : autant de griefs qui ont contribué à maintenir sa cote de popularité à un niveau historiquement bas.

Même s'ils sont à prendre avec précaution, faute de méthode

de comptabilité harmonisée et à cause, souvent, de proximité avec des formations politiques, la plupart des sondages donnent depuis des mois les deux candidats au coude-à-coude, avec presque toujours un avantage pour Kemal Kılıçdaroglu. Il en va de même au Parlement, où la coalition de l'AKP avec le Parti de l'Action nationaliste, la formation ultranationaliste de Devlet Bahçeli, pourrait se voir disputer sa majorité. Et ce n'est pas le récent accord électoral avec Hüda Par, le parti islamiste des Kurdes de Turquie (0,3 % aux législatives de 2018), qui peut rassurer. Les militants radicaux de cette formation sont coutumiers des actions coup de poing et ont parfois servi de supplétifs à la police. De quoi alimenter la crainte d'éventuelles violences en cas de résultats décevants.

Cette course serrée est une expérience totalement inédite pour Recep Tayyip Erdogan, et donc imprévisible. Lui qui a toujours dominé les campagnes électorales paraît aujourd'hui marqué par les vicissitudes du pouvoir, physiquement aussi. Le 25 avril, **il tombe malade, en direct**, dans une émission de télévision qui a dû être interrompue. Le ministre de la santé a immédiatement annoncé que le chef de l'Etat souffrait d'une infection gastro-intestinale et qu'il se remettait rapidement. Trois jours de campagne et de meetings ont toutefois été annulés. L'inauguration de la première centrale nucléaire en Turquie, près de Mersin, construite et exploitée par le géant public russe Rosatom, a eu lieu à distance, en visio-

conférence. Un coup dur pour celui qui avait émis le souhait, il y a encore quelques semaines, d'y rencontrer, en grande pompe, son homologue russe, Vladimir Poutine.

Et puis, il y a ce manque d'entraînement perceptible à chacune de ses apparitions. Il parle certes sans notes et pendant parfois plus d'une heure, mais les prestations du président candidat trahissent un manque de ressort. Pour qui l'a suivi à ses débuts et pendant ses premières années à la tête du pays, la métamorphose est cruelle. « *Erdogan est connu pour sa capacité à dynamiser sa base lors des ultimes bains de foule, mais, cette fois, ce n'est pas le cas, souligne Gönül Tol, directrice et fondatrice du programme d'études consacré à la Turquie à l'Institut du Moyen-Orient. Il mène une faible campagne, d'autant plus qu'il doit tout faire et assumer lui-même, aucun leader politique de son alliance ni ses ministres n'ayant sa touche magique.* »

« **Une équation sans solution** »

L'universitaire et essayiste Mehmet Altan ne dit pas autre chose : « *Vu la crise, vu son état, son isolement et les divisions qui se font de plus en*

*plus jour au sein de l'appareil d'Etat, Erdogan semble être devant une équation sans solution, c'est pourquoi il attaque aussi agressivement, pourquoi il cherche à faire peur, convaincu que, en polarisant la société, il consolide son électorat. Mais personne ne sait aujourd'hui jusqu'où cela ira.* »

En plus des propos complotistes du ministre Soylyu, un conseiller du président a ainsi déclaré à la télévision qu'un changement de gouvernement équivaldrait à « *un coup d'Etat contre l'indépendance de la Turquie* ». Le ministre de la technologie, Mustafa Varank, a affirmé, sans fournir aucune preuve, que le candidat Kılıçdaroglu avait rencontré aux Etats-Unis des dirigeants de la communauté islamiste Gülen, responsable aux yeux du gouvernement du **coup d'Etat militaire manqué du 15 juillet 2016**. Accusation reprise en partie par Erdogan, lors de son meeting dimanche à Istanbul, sans pour autant y apporter plus d'éléments, excepté le fait que la mystérieuse réunion aurait eu lieu dans une station-service...

Une telle rhétorique peut faire son chemin auprès de certaines parties de la société turque, marquées par les coups d'Etat et par les attentats terroristes des dernières décennies, et de

celles qui redoutent une ingérence extérieure. Cette stratégie, qui renoue avec l'idée de « moi ou le chaos » sur fond de guerre culturelle avec l'opposition, a fonctionné dans le passé : en 2015, Erdogan et l'AKP avaient brièvement perdu le contrôle du Parlement, en juin, avant de reprendre la main aux élections de novembre après un été sanglant, marqué par un déchaînement de violences et d'attentats terroristes.

**Fuite en avant**

« *Sauf que cela ne marche plus comme autrefois en raison de la nature diversifiée du bloc d'opposition, qui compte aujourd'hui des islamistes, des conservateurs, des nationalistes, des laïcs, des Turcs et des Kurdes, dans ses rangs, précise Gönül Tol. On voit ainsi des femmes voilées se présenter sur la liste du parti kémaliste CHP, faire du porte-à-porte et demander de voter pour Kılıçdaroglu.* »

La chercheuse rappelle d'ailleurs que la candidature de Kılıçdaroglu a été annoncée par Temel Karamollaoglu, le chef du Parti de la félicité (Saadet Partisi), une formation issue de l'islam politique et membre de la coalition. La vidéo, vue plus de 100 millions de fois et dans laquelle Kılıçdaroglu brise un

tabou en revendiquant son appartenance à la minorité alévie, a également été applaudie par le Saadet et d'autres personnalités conservatrices dans les rangs de cette opposition plurielle.

Tout cela concourt à faire de cette élection un véritable casse-tête pour le candidat Erdogan, qui n'a plus le monopole des valeurs conservatrices. Et explique, peut-être, les raisons de cette surenchère en forme de fuite en avant. « *Il n'a simplement plus rien à dire* », a cinglé Kılıçdaroglu dans un récent entretien, avant d'ajouter : « *Même les gens qui ne pensent pas comme nous veulent la démocratie. Qui veut un leader avec un bâton à la main ?* »

Le candidat de l'opposition se dit serein. A propos de la sécurité du vote, il assure qu'il y aura dimanche des observateurs pour chaque urne et des avocats dans chaque bureau de vote. Près de 200 000 personnes pour assurer le bon déroulement du scrutin. Recep Tayyip Erdogan ne serait pas le premier chef d'Etat à refuser de démissionner après une défaite. Donald Trump, aux Etats-Unis, et Jair Bolsonaro, au Brésil, ont tenté d'annuler les résultats sortis des urnes. Tous deux ont échoué.

**Le Monde**

Marc Semo  
12 Mai 2023

## « Le Monde vu d'Istanbul » : la Turquie vue sous tous les angles

Dans son dictionnaire, le géopolitiste Jean-Sylvestre Mongrenier permet de mieux appréhender le pays et son histoire, qui ne sauraient se réduire au règne de son président, Recep Tayyip Erdogan, qui visera la réélection le 14 mai.

**Livre.** Rarement depuis l'instauration, à la fin des années 1940, du multipartisme dans la Turquie républicaine, un scrutin n'aura été porteur d'autant d'enjeux. Les élections législatives

et présidentielle du 14 mai sont en effet le moment de vérité pour une démocratie mise à mal par les vingt ans de règne sans partage de Recep Tayyip Erdogan et des islamistes du

Parti de la justice et du développement (AKP). Mais les résultats de ce scrutin concernent toute la région et bien au-delà. Forte de sa position géopolitique-clé, la Turquie, pilier du

flanc sud-est de l'Alliance atlantique, s'affirme toujours plus comme un acteur majeur bien décidé à jouer ses propres cartes avec des partenariats transactionnels multiples, y



compris la Russie de Vladimir Poutine.

« *De la Méditerranée au Caucase, la politique révisionniste turque et ses prolongements militaires ont ébranlé les solidarités stratégiques qui lient les membres de l'OTAN* », souligne Jean-Sylvestre Mongrenier, directeur de recherche à l'Institut Thomas More, dans *Le Monde vu d'Istanbul*, une somme de plus de 600 pages qui s'ouvre par une préface de Marie Jégo, journaliste au *Monde* et ancienne correspondante à Moscou puis à Istanbul.

La Turquie veut être reconnue dans son nouveau rôle de puissance intermédiaire et, « *craignant toujours d'être incomprise, elle s'affirme par la production d'un discours fort qui se distancie de plus en plus de la vision du monde de ses partenaires historiques* », analyse Dorothée Schmid, responsable du programme Turquie-Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales, dans son livre *La Turquie en cent questions* (Tallandier, 320 pages, 10,50 euros), réédité dans une version actualisée et enrichie.

La Turquie est-elle encore un allié ou au moins un partenaire fiable ? Jean-Sylvestre Mon-

grenier évoque aussi bien les nombreuses frictions d'Ankara avec ses alliés occidentaux que le caractère toujours plus autoritaire du système Erdogan. Il décrypte « *l'aventurisme unilatéral* » du président turc et de son narratif, mettant en évidence que « *l'apparence de désordre et d'improvisation générée par la floraison de différents thèmes (eurasisme et "routes de la soie", panottomanisme, panislamisme) ne saurait occulter la volonté de puissance du nouvel acteur géostratégique* ».

#### Passionnée et malade de son histoire

La Turquie d'Erdogan n'est pas – ou pas encore – la Russie de Poutine, comme en témoigne la possible victoire de l'opposition le 14 mai. Si cette dernière l'emporte, cela apaisera, au moins sur la forme, les relations avec l'Union européenne et l'OTAN, mais la diplomatie d'Ankara, centrée avant tout sur la défense de l'intérêt national, ne sera pas très différente. Il est donc essentiel de saisir la représentation que se font les Turcs de ce qui les entoure – mer Noire, Moyen-Orient, Caucase, Balkans, Asie centrale –, mais aussi de comprendre leur relation complexe au passé ottoman et à l'Occident. Comme

aime à le rappeler le grand historien Edhem Eldem, la Turquie est à la fois « *cliomane* » et « *cliopathe* », c'est-à-dire passionnée d'histoire et malade de son histoire.

La forme du dictionnaire, avec de multiples entrées, permet à Jean-Sylvestre Mongrenier de multiplier les angles d'approche, toujours pertinents et souvent originaux, même si le traitement est parfois inégal. Le livre s'ouvre avec l'Abkhazie, région autonome de Géorgie dont seule la Russie a reconnu l'indépendance le 26 août 2008, et se clôt avec Zohr, le nom du principal gisement gazier offshore de l'Égypte.

Au fil des pages, le géopolitiste évoque aussi bien des lieux, des concepts, que des moments historiques et des personnages. Il raconte bien sûr Istanbul, l'ancienne Constantinople, qui n'a pris véritablement ce nom qu'à partir de 1930. Capitale déchue du monde ottoman, elle demeure néanmoins le principal centre urbain et économique du pays. Mais il parle aussi longuement de sa rivale Ankara, la capitale créée sur le plateau anatolien par Mustafa Kemal, fondateur d'une république inspirée du modèle jacobin. On retrouve aussi Bursa, la première capitale ottomane ou Boukhara, au cœur

des steppes de l'Asie centrale.

Jean-Sylvestre Mongrenier nous instruit également sur les mondes turcs et de l'Asie centrale, où vivent toujours nombre de peuples turciques, à commencer par les **Ouïgours de Chine**. Cette réalité, en partie fantasmée, a été le fondement du pantouranisme qui rêvait, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, de réunir dans un même ensemble tous les peuples turcophones, de la Méditerranée à la mer de Chine. C'est l'un des nombreux concepts qui sont abordés dans le livre.

L'auteur explique ce qu'est le « *néo-ottomanisme* », la diplomatie proactive dans les terres de l'ancien empire dont Ahmet Davutoglu, ancien ministre des affaires étrangères d'Erdogan, fut l'initiateur. Il a depuis rallié l'opposition. Nombre d'entrées sont consacrées aux personnages-clés de l'histoire comme de l'actualité. Un ouvrage important pour comprendre les problématiques turques dans toutes leurs dimensions.

« *Le Monde vu d'Istanbul. Géopolitique de la Turquie et du monde altaïque* », de Jean-Sylvestre Mongrenier, PUF, 640 pages, 29 euros.

**Le Monde**

**Thomas Wieder (Berlin, correspondant)**  
12/05/2023

## Elections en Turquie : le vote turc en Allemagne, un réservoir de voix pour Erdogan

Près de la moitié des électeurs votant à l'étranger pour la présidentielle et les législatives le font depuis l'Allemagne. En 2018, 65 % d'entre eux avaient donné leur voix au président sortant.

**L**e sort de Recep Tayyip Erdogan se jouera-t-il en Allemagne ? Posée ainsi, la question peut surprendre, mais compte tenu de leur poids électoral, les Turcs établis outre-Rhin pourraient

contribuer à faire la différence dans la perspective probable d'un duel serré entre le chef de l'Etat sortant et son principal adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, di-

manche 14 mai.

Sur les 64 millions de citoyens turcs inscrits sur les listes électorales, 3,4 millions votent à l'étranger. Parmi eux, 1,5 million – soit

près de la moitié – se trouvent en Allemagne, ce qui place celle-ci loin devant la France (397 000 électeurs), les Pays-Bas (287 000), la Belgique (153 000), les Etats-Unis (134 000) et le Royaume-Uni

(127 000). Lors de la précédente élection présidentielle, en juin 2018, M. Erdogan avait été réélu dès le premier tour avec 52,6 % des voix. Parmi les Turcs votant à l'étranger, il avait obtenu 59,4 % des voix. En Allemagne, il avait fait encore mieux, avec 64,9 % des suffrages exprimés.

Cinq ans plus tard, le président sortant pourra-t-il compter sur un soutien aussi massif de la part de ses concitoyens de la diaspora ? Une chose est déjà certaine : ces derniers se sont davantage mobilisés qu'en 2018. A l'époque, leur participation avait été de 50,1%. Cette année, 53,2 % se sont rendus dans les bureaux de vote mis à leur disposition dans 73 pays entre le jeudi 27 avril et le mardi 9 mai, a indiqué l'agence de presse turque Anadolu, mercredi 10 mai. Outre-Rhin, la progression est du même ordre : 48,8 % de votants, contre 45,7 % en 2018, selon les chiffres de l'ambassade de Turquie à Berlin. Au final, en incluant les voix des électeurs qui auront voté aux postes-frontières, par exemple aux points de douane des aéroports, ouverts jusqu'à dimanche, la participation des Turcs établis en Allemagne pourrait approcher 52 %.

#### L'influence des mosquées du

#### réseau Ditiib

D'après plusieurs experts interrogés par la presse allemande ces derniers jours, cette hausse de la participation pourrait profiter à M. Erdogan. Bien qu'il soit interdit aux ressortissants d'Etats extérieurs à l'Union européenne de faire campagne outre-Rhin dans les trois mois précédant une élection prévue dans leur pays, plusieurs députés du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du président turc, ont participé à des événements communautaires ces dernières semaines en Allemagne. « Si des responsables politiques pensent qu'ils peuvent faire campagne ici pour les élections en Turquie, nous ne pouvons pas le tolérer. Ce sont des méthodes inacceptables », s'est récemment indigné le ministre de l'intérieur de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Herbert Reul (CDU, chrétien-démocrate), sur la chaîne publique ZDF.

Sur 1,5 million de Turcs votant en Allemagne, plus de 500 000 vivent dans ce Land du nord-ouest du pays, en particulier dans la région industrielle de la Ruhr, qui a accueilli un grand nombre des *Gastarbeiter* (« travailleurs invités ») arrivés dans les années 1960. Pour la plupart originaires d'Anatolie, ainsi

que leurs enfants et petits-enfants, ils ont pour tradition de voter massivement pour le parti islamo-conservateur de M. Erdogan.

Selon la politologue Inci Öykü Yener-Roderburg, de l'université de Duisbourg-Essen, cet électorat devrait rester fidèle au président sortant. « Alors qu'en Turquie on peut s'attendre à un recul de l'AKP dans les urnes, [ce parti] devrait progresser en Allemagne », pronostique la chercheuse dans un [entretien au site d'information T-Online](#), citant notamment comme raison l'influence des mosquées du réseau Ditiib, qui dépend du ministère turc des affaires religieuses. « Les quelque mille mosquées contrôlées par Ditiib en Allemagne sont très mobilisées pour les élections, en particulier en affrétant des bus pour conduire les électeurs dans les bureaux de vote. C'est une organisation très centralisée et très bien huilée. »

#### Les Verts appellent à battre Erdogan

Membre de la coalition « feu tricolore » du chancelier social-démocrate Olaf Scholz (SPD), les Verts allemands ont clairement appelé à renverser M. Erdogan, au pouvoir depuis deux décennies, d'abord comme premier ministre (2003-

2014) puis comme chef de l'Etat. « Après des années de pouvoir autoritaire exercé par M. Erdogan, il y a une enfin une vraie chance de revenir à la démocratie et à l'Etat de droit. C'est pourquoi nous demandons à tous les électeurs en Allemagne et en Turquie de voter le 14 mai pour s'engager dans ce processus de changement démocratique », a fait savoir la direction du parti dans une [déclaration publiée par le Spiegel, vendredi 5 mai](#).

A une semaine du scrutin, cette prise de position a été jugée contre-productive par plusieurs parlementaires allemands d'origine turque, de la majorité comme de l'opposition. « Avec de telles déclarations, on n'obtient rien de positif, mais on mobilise plutôt les électeurs de l'AKP », s'est ainsi agacé le député Macit Karaahmetoglu (SPD). « Nous refusons que des responsables politiques turcs se mêlent de nos élections. Si nous nous mettons à le faire, nous n'agissons pas très différemment d'Erdogan, quelle que soit notre intention », a estimé pour sa part sa collègue Serap Güler (CDU), pour qui l'appel des Verts allemands à battre M. Erdogan est « du carburant pour la machine de propagande » du président turc.

LE FIGARO

avec afp  
12 Mai 2023

## Le pétrole fléchit, reprise imminente des exportations kurdes

Les prix du pétrole glissaient légèrement vendredi avec l'annonce de la reprise imminente des exportations de brut venant du Kurdistan irakien, sur fond de craintes de récession et d'inquiétudes sur la santé économique des États-Unis. Vers 09H45 GMT (11H45 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait 0,15%, à 74,87 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Inter-

mediate (WTI), pour livraison en juin, abandonnait 0,08%, à 70,81 dollars. « Outre les perspectives de récession, les prix du pétrole ont été confrontés à une avalanche de signaux baissiers (...): augmentation des stocks de brut aux États-Unis, taux de chômage américain plus élevé que prévu, reprise économique toujours inégale en Chine ainsi que le redémarrage imminent des exportations de pétrole irakien », énumère Han Tan, analyste chez Exi-

nity.

Jeudi, l'Irak a annoncé une reprise dès samedi des exportations de brut du Kurdistan autonome via la Turquie, grâce à un accord trouvé plus d'un mois après une très coûteuse interruption des opérations. « Les prix du pétrole doivent d'abord se frayer un chemin dans ce marécage d'incertitude », poursuit M. Han. À cela s'ajoutent aussi les craintes concernant le secteur bancaire, qui ont

refait surface jeudi après que PacWest a indiqué que de nombreux clients avaient retiré des dépôts début mai. « L'anxiété liée à l'impasse sur le plafond de la dette américaine a également pesé sur le sentiment du marché », note Stephen Brennock, de PVM Energy. Par ailleurs, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opec) a maintenu ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole, estimant qu'elle atteindrait en moyenne 101,9



millions de barils par jour en 2023, selon le dernier rapport mensuel du cartel publié jeudi.

Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait en légère baisse à 34,37 euros le mégawatt-heure (MWh), peu après avoir touché les 34 euros le

MWh, un plus bas depuis près de deux ans. «L'attention sur le marché européen du gaz s'est à nouveau portée sur l'importance de l'offre», expliquent les analystes d'Energi Danmark, notant que l'Europe se trouve dans une position «confortable» avec des réserves plus remplies que la moyenne des années précédentes à la même période.

Par ailleurs, «la demande européenne de gaz suit une tendance saisonnière à la baisse», affirment les analystes de DNB. La demande de chauffage est en effet le principal poste de consommation de gaz pour les particuliers. Les températures actuelles plus élevées que la moyenne, et les températures plus élevées attendues sur le

court terme continuent ainsi de détruire la demande. Depuis le début de l'année, le gaz naturel européen a chuté de près de 55%, bien loin de son record historique atteint en mars 2022 à 345 euros le MWh, mais toujours à des niveaux élevés comparé aux années précédentes. En 2020, le gaz fluctuait autour des 15 euros le MWh.



Efi Koutsokosta  
12 Mai 2023

## L'élection présidentielle turque est un rendez-vous important pour les relations UE-Turquie"

L'UE observe avec attention l'élection présidentielle en Turquie prévue dimanche 14 mai. L'opposant Kemal Kılıçdaroğlu, à la tête d'une alliance de six partis, pourrait l'emporter sur le président sortant Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 20 ans.

Pour la première fois en 20 ans, l'autorité du président Recep Tayyip Erdogan est contestée en Turquie. L'opposition, unie derrière Kemal Kılıçdaroğlu, promet de restaurer la confiance avec l'UE et l'Occident dans son ensemble. Les 27 suivent donc avec attention le scrutin présidentiel du 14 mai.

Pour certains eurodéputés, cette éventuelle alternance pourrait être l'occasion d'avancer sur l'union douanière et la libéralisation du régime des visas avec Ankara.

"Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment très important, un moment historique, où il sera décidé si l'évolution restera problématique pour la démocratie, pour l'État de droit, mais aussi si l'agressivité vis-à-vis des voisins de l'UE, comme la

Grèce et Chypre, se poursuivra. Nous entrerons dans une phase où la division entre la Turquie et l'UE sera irréversible", avertit Sergey Lagodinsky (les Verts), président de la délégation UE-Turquie au Parlement européen.

Les analystes s'accordent à dire qu'une victoire de l'opposition serait l'occasion de réorganiser les relations entre l'Union européenne et la Turquie.

Pour appuyer cette possible relance, Ilke Toygur, professeure de géopolitique à l'Université Carlos III de Madrid, souligne trois promesses faites par l'opposition.

"La première est la re-démocratisation et la ré-institutionnalisation, de sorte que la Turquie redevienne une démocratie, rétablisse l'État de droit et

s'efforce de garantir les droits et les libertés fondamentales pour tous. Deuxièmement, ils (l'opposition) affirment qu'ils vont récupérer la position occidentale de la Turquie. Enfin, et je pense que c'est également très important pour les relations UE-Turquie, ils commenceront à jouer un rôle constructif dans les affaires régionales de l'Europe élargie et dans un sens multilatéral".

Les relations entre Ankara et l'Otan se sont aussi détériorées ces dernières années. L'attitude de la Turquie à l'égard de la Russie explique ces tensions, mais aussi l'engagement des autorités turques en Libye et en Syrie. Toutefois, même en cas de victoire de l'opposition un revirement rapide n'est pas attendu.

"Certaines des caractéristiques de la Turquie d'aujourd'hui, en

particulier le fait qu'elle a accru sa puissance militaire, ne diminueront pas. Elle a une plus grande influence politique qui peut demeurer", explique Marc Pierini, chercheur au Carnegie Europe et ancien ambassadeur de l'UE en Turquie.

Et puis il y a une centrale nucléaire "construite, détenue et exploitée par la Russie. Elle n'est pas encore en service, mais elle le sera, et cela ne va pas disparaître. Donc, quel que soit le candidat au pouvoir, il faudra en tenir compte", ajoute-t-il.

Les observateurs estiment que la stratégie nationale turque en Méditerranée orientale ne devrait pas changer non plus. Toutefois, le dialogue politique pourrait remplacer la rhétorique de menaces employée actuellement par Ankara.

## Elections en Turquie : « Micro libre », l'émission sur YouTube qui fait basculer l'opinion des jeunes

Présentée par l'impertinent Oguzhan Ugur, le show politique, au format original, enregistre des records d'audience chez les millennials, grâce à sa liberté de ton.

Une scène de théâtre quelconque, un portrait de Mustafa Kemal Atatürk (fondateur de la République turque) en fond, un modérateur en tenue invariablement noire, un invité installé dans un large fauteuil, sous le feu des projecteurs, face à une salle comble : le dispositif de l'émission « Micro libre », animée par le youtubeur Oguzhan Ugur, ne saurait être plus basique. L'ancien scénariste et acteur de 39 ans y assure la modération d'un échange à bâtons rompus entre la salle et une personnalité politique, pendant plusieurs heures, le tout filmé par une dizaine de caméras. Sans notes, les hommes et femmes politiques sont sommés de répondre à toutes les questions, et à rendre des comptes, à un public prêt à « en découdre ».

« Par quel biais êtes-vous devenu professeur dans les établissements de la cemaat [la confrérie de Fethullah Gülen, accusée d'avoir fomenté le putsch du 15 juillet 2016] », demande une jeune femme voilée à l'ancien premier ministre et ancien ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoglu. Ce dernier se crispe, nie tout lien avec le prédicateur en exil aux Etats-Unis – devenu l'ennemi juré d'Ankara –, avant d'être confondu par l'intervention d'un autre participant, un jeune homme qui colle le micro sur son téléphone pour faire entendre un enregistrement de la voix de M. Davutoglu rendant hommage à Fethullah Gülen. Un fou rire généralisé et des tonnerres d'applaudissements éclatent dans la salle.

Dans une société très polarisée, rongée par l'autoritarisme du président, l'émission d'Oguzhan Ugur propose un débat public



BABALA TV

affranchi de la censure et remet la politique au centre des discussions. Une bouffée d'air frais dans un environnement médiatique saturé par la communication gouvernementale. Les anonymes se succèdent au micro, les questions s'enchaînent avec une irrévérence et une liberté de ton à faire pâlir les polémistes les plus aguerris.

### Des millions de vues

« Nous avons été poursuivis pour incitation à la haine », précise toutefois le présentateur qui n'a pour opinions affichées que le kémalisme et la liberté d'expression. L'émission politique du moment, qu'il a créée, fait et défait les réputations en quelques heures. L'apparition du député du Parti ouvrier de Turquie (TIP), Baris Atay, a suscité un regain d'intérêt pour la petite formation, qui a enregistré dix mille adhésions supplémentaires dans les semaines qui ont suivi l'émission, une augmentation de près 30 %.

Inversement, le candidat à l'élection présidentielle Muharrem Ince, du parti Memleket (Patrie) – qui s'est retiré de l'élection, jeudi 11 mai –, a vu sa cote de popularité dégringoler à la suite de son apparition dans l'émission au mois d'avril. D'après les enquêtes d'opinion de l'institut de sondage Konda, il serait passé de 10 % à 2,2 % des intentions de vote en l'espace d'un mois.

Les vidéos de l'émission, diffusées sur la chaîne YouTube BaBaLa TV, enregistrent des millions de vues. Alors que les millennials sont réputés pour leur goût du zapping, c'est parmi les jeunes de cette génération que le programme fait le plus d'émules. Mert, 19 ans, fait partie des 5 millions de primo-votants qui glisseront un bulletin dans l'urne dimanche 14 mai. Comme des millions de nouveaux électeurs de la génération Z, il ne rate aucune émission. « J'aimerais beaucoup qu'il [Oguzhan Ugur] invite Recep Tayyip Erdogan, pour voir

comment il se débrouille sans conseillers et sans notes », s'enflamme l'étudiant en gestion.

Invité par l'animateur, le principal candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, a finalement renoncé à participer à l'émission. « Vu le format très critique, c'est sûr que cela aurait pu le faire reculer dans les sondages ! », raille Mert qui précise cependant soutenir ce candidat pour l'élection. « S'il n'a toujours pas eu de problème avec les autorités jusqu'à présent, c'est parce que son père était un militaire dans les forces spéciales, quelqu'un de très haut placé et avec un très bon réseau. Il bénéficie d'une forme d'immunité », déclare l'étudiant, en écho à ce que tous ses amis pensent tout bas. L'intéressé s'amuse de ces rumeurs : « Mon père a fait six ans de prison. Il n'avait donc pas vraiment d'immunité. Alors, si c'est arrivé à mon père, cela pourrait aussi bien m'arriver à moi aussi. »



## Pour l'écrivain turc Orhan Pamuk, « Erdogan a tout gâché au cours des quatre ou cinq dernières années »

Sans se prononcer sur le résultat des élections présidentielle et législatives de dimanche 14 mai, l'écrivain turc rappelle, dans un entretien au « Monde », les succès et les erreurs commises par le président sortant Recep Tayyip Erdogan durant ses deux décennies au pouvoir.

L'écrivain turc, prix Nobel de littérature en 2006, Orhan Pamuk est en France pour donner une série de conférences au Collège de France. Le thème en est le « paradoxe du romancier », qui l'amène à sonder, aussi, certains paradoxes de son pays, à l'approche des élections du 14 mai, un scrutin marqué par le fait qu'il pourrait ne pas être emporté haut la main par le président Erdogan, pour la première fois depuis deux décennies.

En quoi la Turquie a-t-elle changé au cours des vingt dernières années ?

Il y a eu une immense croissance économique, mais le changement qui s'est produit pendant cette période n'a pas été homogène. Les Turcs ont pu consommer plus, profitant même, dans la première décennie du pouvoir d'Erdogan, non seulement de ce boom économique, mais aussi de libertés. Leur parole n'était pas restreinte mais respectée. Cependant, au cours des dix dernières années, tout cela a été inversé. Au final, le changement se résume à zéro. Certains experts socio-économiques disent que, par rapport à d'autres nations, la Turquie a décliné. A quel moment s'est opéré ce renversement ?

Je pense qu'il y a eu deux tournants : l'un a été la tentative de coup d'Etat militaire [le 15 juillet 2016] à laquelle les Turcs ont bravement résisté lorsqu'ils sont descendus dans la rue. Cet événement a rendu le parti au pouvoir [AKP, Parti de la

justice et du développement] et Erdogan très agressifs. Le coup d'Etat militaire était inacceptable, et le peuple turc ne l'a pas accepté. Ce fut aussi une grande opportunité « accordée par Dieu » au pouvoir, comme l'a dit Erdogan. Il a abusé de cette opportunité en verrouillant la liberté d'expression, en mettant des milliers de personnes en prison et en se transformant en dirigeant solitaire et tout-puissant.

Le second tournant est la révision de la Constitution [en 2017], destinée à concentrer tous les pouvoirs entre ses mains. Cela a malheureusement été soutenu d'abord par le peuple turc, parce que les gens lui faisaient confiance. En devenant un dirigeant tout-puissant, il a marginalisé des personnalités pro-occidentales, raisonnables, éduquées et sages. Il ne les a pas écoutées [notamment sur le plan économique], c'est pourquoi, au cours des cinq dernières années, les Turcs se sont appauvris. En Anatolie centrale, les conservateurs le soutiennent toujours, mais comment peuvent-ils encore l'aimer s'ils mangent moins d'oignons et de tomates à cause de l'inflation ? Il est conscient de cela.

Le parti d'Erdogan, l'AKP, portait-il un projet de transformation de l'économie et de la société ?

Je ne pense pas que ce soit le projet de l'AKP qui ait été déterminant dans le succès d'Erdogan. Au début, il s'est établi sur le fait que les laïques étaient trop liés à l'armée et se sont

trouvés en rupture avec le peuple turc et les milieux conservateurs. Le foulard [islamique] est bien évidemment central dans cette histoire. Avant l'arrivée d'Erdogan au pouvoir, le parti CHP [Parti Républicain du peuple, kémaliste] flirtait avec l'armée en soutenant la répression des femmes voilées. Or, une forte proportion de femmes porte un foulard, non pour des raisons politiques, mais parce que leurs mères en portaient un. Plus cette partie de la population était brimée, et plus la popularité d'Erdogan augmentait. A ses débuts, il a d'ailleurs promis non seulement un essor économique – qu'il a réalisé –, mais aussi la défense du port du foulard pour les femmes. Il a dit aussi qu'il établirait un rapprochement avec l'Europe, et les Turcs ont perçu cela comme une opportunité économique.

Pensez-vous qu'il était sincère, notamment sur ce dernier point ?

Je me fiche de la profondeur de son esprit. Parfois, des responsables politiques sincères ont écrasé leur nation. Je n'explique pas la politique par une analyse personnelle. Certains penseurs étudient Kemal Atatürk [fondateur de la Turquie moderne en 1923] ou Erdogan à travers l'enfance de ces personnalités. Pour ma part, je crois surtout à l'inévitable déroulement de l'histoire. S'il n'y avait pas eu Erdogan, il y aurait eu un autre Erdogan, parce que, malheureusement, le camp des laïques, auquel j'appartiens culturellement – et mon roman Neige [Gallimard, 2005] parle

de ce sujet –, a fait tellement d'erreurs par le passé que le pouvoir a été donné à un conservateur un peu radical. Sa vraie recette politique était « je te ferai porter ton foulard et je te ferai serrer la main de l'Europe », alors que le CHP, il y a vingt ans, n'était pas très amical avec l'Europe.

Ces élections semblent se présenter de façon difficile pour le président Erdogan ?

Erdogan était synonyme de prospérité économique et d'un peu de liberté d'expression. C'était une bonne combinaison, qui a fonctionné presque pendant quinze ans, mais il a tout gâché au cours des quatre ou cinq dernières années. C'est d'abord la situation économique qui joue en sa défaveur. Ensuite, il a perdu le soutien des Kurdes alors qu'au début il leur avait promis la liberté, en même temps qu'il était à l'initiative d'un processus de paix. Et, enfin, il a aussi perdu les femmes. Il lui a donc fallu élargir son assise politique. Il avait besoin d'alliés, mais il était impossible de nouer un lien avec les responsables politiques laïques, avec lesquels il avait trop de désaccords sur des valeurs fondamentales. Il a donc approché le parti MHP [Parti d'action nationaliste, extrême droite], qui se trouvait pourtant être un grand défenseur de la laïcité et qui était du côté des laïques concernant la question du foulard. Le MHP a remis ses idées pour s'allier à Erdogan. Ce dernier, de son côté, n'a pas tenu ses engagements en faveur de la liberté.

Écouter aussi Turquie : l'élection de tous les possibles

Je ne pense pas qu'Erdogan soit plus opportuniste que n'importe quel autre responsable politique en Turquie. Pour finir, l'autre raison pour laquelle Erdogan pourrait perdre [l'élection], c'est sa mauvaise gestion du tremblement de terre [du 6 février, qui a fait plus de 50 000 morts].

A vous entendre, il ne semble donc pas lui rester beaucoup de cartes à jouer ?

Ce qui maintient en partie Er-

dogan au pouvoir, c'est l'Europe. D'un côté, Erdogan est critiqué par les dirigeants européens pour ses entraves à la liberté d'expression, l'emprisonnement d'écrivains, etc. D'autre part, les grands pays occidentaux comme l'Allemagne et la France sont secrètement satisfaits de lui parce qu'il tient les migrants à distance. Kemal Kılıçdaroglu [rival d'Erdogan à l'élection présidentielle] a dit qu'il expulserait les réfugiés syriens [plus de trois millions de personnes]. La Turquie moderne va avoir 100 ans... Où en est-elle ?

L'anniversaire de la fondation de la République turque [par Kemal Atatürk] aura lieu en octobre, cela va être assez enthousiasmant. Ce sera aussi le moment du bilan. Quels sont les succès de la Turquie laïque moderne et quels sont ses échecs ? La plus grande réussite de la laïcité turque est qu'elle coule dans les veines du pays. Erdogan, au fond, n'a pas pu l'étouffer. Ensuite, lorsqu'on se représente Erdogan comme une personne puissante, ce n'est pas à cause de l'islam, mais de l'autoritarisme qu'il a mis en place. Nous ne devons pas le critiquer en raison de son isla-

misme – du reste modéré –, mais de sa dérive autoritaire. Il a abusé de sa popularité pour changer la Constitution. A présent, il se trouve face à une loi fondamentale qu'il a élaborée pour lui-même, mais découvre avec perplexité que cette position toute-puissante qu'il a créée va être potentiellement remportée par une personne complètement laïque, un alévi [et originaire d'une région] kurde de surcroît. C'est le paradoxe d'Erdogan ! Moyennant quoi, je ne veux pas dire que cette élection est jouée. Je ne veux pas avoir l'air d'un imbécile si je me trompe, donc pas de prévisions !

The New York Times

By Steven Erlanger  
and Anatoly Kurmanaev  
May 13, 2023

## An Erdogan Loss in Turkey Would Stir Relief in the West and Anxiety in Moscow

European leaders would be delighted to have “an easier Turkey,” while Russia could lose an important economic and diplomatic partnership should the Turkish leader lose power in Sunday’s elections.

Sunday’s presidential election in Turkey is being watched carefully in Western capitals, NATO headquarters and the Kremlin, with Turkey’s longtime mediating role in the complex and often vexing relations between the parties riding on the outcome.

With President Recep Tayyip Erdogan slightly trailing his challenger, Kemal Kilicdaroglu, in recent polls, the prospect that the Turkish leader could lose the election is concentrating diplomatic minds.

Officially, people on the Western side won’t talk about their preferences, to avoid being accused of interfering in Turkey’s domestic politics. But it is an open secret that European leaders, not to speak of the Biden administration, would be delighted if Mr. Erdogan were to lose.

As Carl Bildt, the former Swedish prime minister, said on Friday, “We all want an easier Turkey,” a strategically important member of NATO that has, under Mr. Erdogan, become an increasingly troublesome partner for the European Union, which has largely abandoned the idea of Turkish membership.

Russia, too, has much riding on the election’s outcome. Under Mr. Erdogan, Turkey has become Russia’s indispensable trading partner and at times a diplomatic intermediary, a relationship that has assumed an even greater importance for the Kremlin since the invasion of Ukraine.

Throughout his 20 years in power, Mr. Erdogan has pursued a nonaligned foreign policy that has frequently frustrated his putative Western allies and

provided a welcome diplomatic opening for Moscow — perhaps never more so than after Russia’s invasion of Ukraine.

Mr. Erdogan with then-Vice President Joseph R. Biden Jr. in 2016. It is an open secret that European leaders and the Biden administration would be delighted if the Turkish leader were to lose Sunday’s election. Kayhan Ozer/Turkish Presidential Press Service

By refusing to enforce Western sanctions on Moscow, Mr. Erdogan has helped undermine efforts to isolate the Kremlin and starve it of funds to underwrite the war. At the same time, the stumbling Turkish economy has feasted recently on heavily discounted Russian oil, helping Mr. Erdogan in his quest for a third, five-year term.

Mr. Erdogan has further irritated

his allies by blocking Sweden’s bid for membership in NATO, insisting that Stockholm first turn over scores of Kurdish refugees in the country, especially from the Kurdistan Workers’ Party, which both Ankara and Washington consider a terrorist organization.

More broadly, for the European Union and Washington there is the strong feeling that Turkey under Mr. Erdogan has moved farther away from European values and norms like the rule of law and freedom of the press.

Kaja Kallas, Estonia’s prime minister, said in an interview that NATO and the European Union viewed the election differently. It is a defense alliance, she said, and “Turkey is one of the allies that has great military capacities” to help NATO in a key part of the world. “So I don’t think anything changes



in terms of NATO in this regard whoever wins the elections.”

For NATO, of course, the hope is that a change of leadership in Turkey will end the standoff over approval of Sweden’s membership in the military alliance, ideally before a summit in Vilnius, Lithuania, in July.

In Washington, Mr. Erdogan’s drift toward authoritarianism, his ties to President Vladimir V. Putin of Russia and his disputes with NATO have exasperated officials — and even led some members of Congress to suggest that Turkey should be banished from the NATO alliance.

While the United States, the European Union and, to a lesser extent, NATO stand to gain from an opposition victory, Mr. Putin almost certainly will be seen as the loser if Mr. Erdogan is ousted.

Not only has Mr. Erdogan refused to join Western sanctions against Russia and provided a market for its oil and gas, Turkey has also become a source for Moscow of much-needed imports and a crucial link to the global economy amid tightening Western sanctions. The Kremlin also sees in Mr. Erdogan’s often confrontational nationalist rhetoric the potential to disrupt the NATO alliance.

For its part, Turkey has benefited not only from cheap Russian energy, but also from Russian investment and [revenues from Russian tourism](#), which have risen since the start of the war. Russia is building Turkey’s first nuclear power plant and, since war began, has announced plans to make the country a hub for its natural gas trade.

A campaign poster for Mr. Erdogan in Kayseri, Turkey.Sergey Ponomarev for The New York Times

The two long-serving leaders also share an authoritarian streak and confrontational rhet-



A campaign poster for Mr. Erdogan in Kayseri, Turkey.Credit...Sergey Ponomarev for The New York Times

oric toward the West, emphasizing historical grievances against other world powers. Mr. Erdogan’s relationship with Mr. Putin has allowed him to play the role of statesman as a mediator for Moscow’s war on Ukraine, most recently by brokering a deal to allow the export of Ukrainian grain.

But Mr. Putin and Mr. Erdogan’s partnership has always been based on mutual self-interest rather than ideological affinity, and the two countries compete for influence in the Caucasus and Middle East. Most notably, the two leaders back different factions in the armed conflicts in Syria and Libya. Relations grew tense after Turkey shot down a Russian fighter jet in 2015.

Mr. Erdogan has stopped short of offering Mr. Putin direct support in the war in Ukraine, and his government has angered Moscow by allowing the sale of Turkish armed drones to Kyiv.

In another worrying sign for the Kremlin, Mr. Kilicdaroglu, the opposition leader, accused Rus-

sia this past week of interfering in the country’s election by spreading “conspiracies, deep fakes and tapes that were exposed in this country yesterday.”

That was a reference to an alleged sex tape that surfaced on Thursday, prompting a minor presidential candidate to leave the race.

“Get your hands off the Turkish state,” he wrote in Turkish and Russian, though adding: “We are still in favor of cooperation and friendship.”

Mr. Kilicdaroglu has promised to maintain economic ties to Russia if he wins the presidency, but it remains unclear whether he would maintain Mr. Erdogan’s delicate balancing act in Ukraine.

As an indication of the sensitivity of the situation, when the United States ambassador to Turkey, Jeff Flake, met with Mr. Kilicdaroglu last month, he drew Mr. Erdogan’s ire. Saying that he would no longer meet with Mr. Flake, the Turkish president added, “We need to teach the

United States a lesson in this election,” Turkish news media outlets reported.

Europe’s leaders, while silently rooting for an Erdogan defeat, are growing concerned about the potential for post-election turmoil, especially if Mr. Erdogan loses narrowly or the election goes to a second-round runoff in two weeks.

“It is a watershed election,” Mr. Bildt said. “But democracy is at stake. And my second concern is that we get a result” that means a division of powers — a powerful presidency under Mr. Erdogan and a Turkish Parliament controlled by an unstable opposition coalition.

“The risk of constitutional stalemate is quite high,” Mr. Bildt said.

**Michael Crowley contributed reporting from Washington.**

Steven Erlanger reported from Tallinn, Estonia, and Anatoly Kurmanaev from Berlin.

## Elections en Turquie : Recep Tayyip Erdogan et Kemal Kiliçdaroglu se préparent à un second tour présidentiel inédit

Le président sortant a obtenu un meilleur score qu'attendu, mais il échoue au seuil des 50 % des suffrages. Le second tour est prévu pour le 28 mai. Aux législatives, sa coalition garde la majorité, mais l'effritement de son parti, l'AKP, se poursuit.

**P**our la première fois depuis que Recep Tayyip Erdogan se présente à l'élection présidentielle, il paraissait certain, à l'issue du premier tour, dimanche 14 mai, que le chef de l'Etat turc soit contraint à un second tour, qui devra se tenir le 28 mai. Sur 98,72 % des urnes, le leader du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) obtient 49,34 % des voix, contre 45 % pour son rival Kemal Kiliçdaroglu, candidat du Parti républicain du peuple (CHP, gauche kémaliste), selon l'agence officielle Anadolu.

Alors que l'essentiel des bulletins (99,98 %) a été dépouillé en Turquie, le vote de la diaspora a été publié au compte-goutte durant la nuit ce qui a laissé planer une légère incertitude sur le résultat final. Dans son discours, tenu au siège de son parti, l'AKP, à Ankara, vers 2 heures du matin, lundi, le président turc s'est félicité que « *bien que les résultats ne soient pas encore clairs, nous sommes en tête de loin* » et il a même assuré penser « *que nous terminerons avec un taux de plus de 50 % des suffrages* ». « *Si le peuple nous emmène au second tour, nous le respecterons* », a-t-il toutefois confirmé. Lundi à 6 h 30, 73,24 % des urnes à l'étranger avaient été ouvertes, et il paraissait impossible que les bulletins restants permettent au chef de l'Etat d'échapper à un second tour.

Alors que les sondages l'ont parfois donné en deuxième position, s'il ne s'agit pas tout à fait d'une vic-

toire, ce résultat n'est pas une défaite pour M. Erdogan, à la tête du pays depuis vingt ans, qui s'est affirmé convaincu devant une marée de partisans exultant au cœur de la nuit « *de servir encore son pays pendant cinq ans* ». Malgré tout, « *le peuple a choisi la stabilité et la sécurité lors de cette élection présidentielle* », a-t-il affirmé.

Même confiance affichée par son rival, qui a promis à son camp qu'il allait « *absolument gagner au second tour* », faisant valoir « *le besoin de changement dans la société* ». C'est la première fois que le chef de l'Etat, 69 ans, serait contraint à se présenter une seconde fois devant les électeurs faute d'avoir réuni 50 % des voix.

Face à lui, le social-démocrate Kemal Kiliçdaroglu, un ancien haut fonctionnaire de 74 ans qui emmenait une coalition inédite de six formations de l'opposition, était donné régulièrement en tête par les instituts de sondages. Il a finalement fait la course en tête dans le sud-est du pays, à forte population kurde, et dans les régions côtières et les grandes villes. A Istanbul, fief de l'AKP jusqu'en 2019, dirigée de 1994 à 1998 par M. Erdogan, M. Kiliçdaroglu a devancé son principal adversaire avec 48,54 % contre 46,7 %. A Ankara, que le président avait remportée avec 51,5 % des voix en 2018, M. Kiliçdaroglu le devance avec 47,32 % (contre 46 %).

### Bataille de chiffres

Durant la soirée, les deux camps se sont livrés une bataille de chiffres,

joignant à leurs observations respectifs de rester sur les lieux de dépouillement « *jusqu'au bout* ». L'opposition a immédiatement contesté les premières estimations de l'agence Anadolu, très favorable au président sortant, affirmant que les résultats des bureaux de vote les plus encourageants pour son candidat restaient bloqués dans le système de la Commission électorale (YSK). « *Vous entravez la volonté de la Turquie. Mais vous ne pouvez pas empêcher ce qui va advenir, nous n'accepterons jamais le fait accompli* », a prévenu M. Kiliçdaroglu en début de soirée, avant de jouer l'apaisement.

Le troisième candidat, Sinan Ogan, dissident du parti nationaliste MHP, crédité d'environ 5 % des voix, s'apprête à négocier sans préciser avec qui.

Toute la journée, les urnes s'étaient remplies à grande vitesse de grosses enveloppes couleur moutarde déposées par des électeurs enthousiastes qui ont parfois attendu plusieurs heures avant de pouvoir voter. Le taux de participation, semble-t-il proche de 90 %, n'a pas été communiqué officiellement.

Les 64 millions d'électeurs devaient aussi choisir les 600 députés qui siègeront au Parlement monocaméral à Ankara. M. Erdogan en a revendiqué « *la moitié* » pour son camp. Les résultats provisoires laissent entrevoir un effritement de l'AKP, qui avait déjà perdu la majorité absolue en 2018, avec seu-

lement 295 sièges. Il ne lui en resterait plus que 266 dans la prochaine assemblée, où l'apport de son allié d'extrême droite du Parti d'action nationaliste (MHP, ultranationaliste, 51 élus) sera toujours plus indispensable.

### Un pays usé par la crise économique

En 2018, lors de la dernière présidentielle, **le chef de l'Etat l'avait emporté au premier tour avec plus de 52,5 % des voix**. Ce ballottage constitue donc déjà un revers pour M. Erdogan, qui a su développer son pays et le tirer vers la prospérité avant d'engager une dérive autocratique. C'est aussi un encouragement pour la vision laïque et pro-démocratie de Kemal Kiliçdaroglu, à la tête du CHP, le parti de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne.

M. Kiliçdaroglu emmenait un front uni de six partis de la droite nationaliste au centre gauche libéral censée lui garantir la victoire, avec le soutien du parti prokurde HDP, troisième force politique du pays. M. Erdogan se présentait en revanche devant un pays usé par une crise économique, avec une monnaie dévaluée de moitié en deux ans et une inflation qui a dépassé les 85 % à l'automne 2022.

La gestion du séisme meurtrier de février a également pesé sur son bilan. Dans les provinces touchées, le président et son parti ont obtenu des résultats mitigés, souvent en baisse par rapport à ceux obtenus en 2018.



## Elections en Turquie : « Erdogan est affaibli car c'est la première fois qu'il n'est pas élu dès le premier tour, mais il fait mieux que prévu »

Alors que les résultats définitifs ne sont toujours pas connus, Marie Jégo, ancienne correspondante du « Monde » en Turquie et journaliste au service International, a répondu à vos questions après le premier tour de l'élection présidentielle.

**L**e premier tour de l'élection présidentielle turque s'est tenu dimanche 14 mai. Le scrutin a opposé le sortant, Recep Tayyip Erdogan, à deux adversaires. Le principal est [Kemal Kılıçdaroglu](#), un économiste de 74 ans, candidat du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) à la tête d'une coalition de six partis. Le second est Sinan Ogan, 55 ans, qui représente une alliance de quatre mouvements nationalistes.

Des élections législatives se tenaient également dimanche : les électeurs devaient renouveler les six cents sièges de la Grande Assemblée nationale de Turquie. Quelles sont les perspectives pour le second tour de la présidentielle en Turquie, après un premier tour serré ? Marie Jégo, ancienne correspondante du *Monde* en Turquie et journaliste au service International, a répondu à vos questions.

**Vincent : Quelles sont les chances de Kemal Kılıçdaroglu ?**

**Marie Jégo :** Ses chances sont assez minces. L'outsider Sinan Ogan, qui a recueilli 5,3 % des voix, n'a pas donné de consigne pour le report. Il va être courtisé. Son ultimatum : il donnera la consigne de voter pour Kılıçdaroglu à condition que ce dernier renonce à ses liens avec le HDP, le parti prokurde.

Par ailleurs, Recep Tayyip Erdogan apparaît en position de force au second tour notam-

ment parce que les résultats préliminaires des élections législatives dessinent une majorité parlementaire pour l'alliance au pouvoir (AKP + MHP + HÜDA PAR).

**Vivier56 : Quels seraient les changements majeurs pour les femmes si Erdogan était remplacé ?**

La Turquie pourrait renouer avec la convention d'Istanbul, qui protège les femmes notamment des violences domestiques, un fléau en Turquie. Recep Tayyip Erdogan a dénoncé la convention d'Istanbul – signée à Istanbul en 2011 – dix ans plus tard en juillet 2021, de façon unilatérale. Cette décision a été critiquée par de nombreuses femmes y compris au sein de l'AKP, le parti présidentiel.

**Ana : Comment expliquez-vous que la gestion catastrophique du séisme du président Erdogan ne s'est pas fait ressentir dans les urnes ?**

Vous avez raison, c'est l'une des surprises majeures de ce vote, surtout dans la région du Hatay (Antakya) très ravagée et dont les habitants, en majorité de confession alévie, disaient bien qu'ils ne donneraient pas leur voix à Erdogan. On peut soupçonner des fraudes, car on ne sait pas comment le vote a pu se tenir normalement dans cette région très sinistrée.

Comment les listes ont-elles été faites, les électeurs ont-ils

pu voter normalement ? Dans les autres régions comme Maras, Adiyaman, Gaziantep, Urfa, qui ont voté pour l'AKP, on peut penser que les promesses de largesse faites par M. Erdogan (reconstruction rapide, relogement des sinistrés, aides sociales renforcées) ont pu jouer un rôle.

**Salut : Les partis de l'opposition et principalement le CHP ont contesté ce résultat tard dans la soirée et prétendaient même être devant Erdogan. Y a-t-il des nouvelles à ce sujet ?**

L'opposition était furieuse, car l'AKP a demandé un recomptage des votes, parfois jusqu'à onze fois, dans presque toutes les circonscriptions où Kemal Kılıçdaroglu était en tête, ce qui est une pure obstruction. A l'heure qu'il est, il convient de souligner que la commission électorale centrale (YSK) n'a toujours pas annoncé officiellement les résultats, justement pour cette raison parce que des recomptages ont encore lieu et ces votes n'ont pas été inclus dans les résultats. Pour autant, ça ne changera pas beaucoup la donne pour Kemal Kılıçdaroglu. Il y aura un second tour, c'est sûr.

**Selim Fast : Quand bien même Kılıçdaroglu remporterait l'élection au second tour, quelle serait sa marge de manœuvre sans majorité au Parlement ?**

Sa marge de manœuvre serait

grande, puisque le Parlement est devenu une simple chambre d'enregistrement, comme la Douma de Vladimir Poutine, depuis la réforme constitutionnelle adoptée par référendum en 2017, qui a fait basculer le pays d'un système parlementaire à un système hyperprésidentiel, sans contre-pouvoir aucun. Le président, qui est aussi premier ministre, est tout-puissant, il gouverne par décrets.

Une victoire de Kılıçdaroglu au second tour apparaîtrait amoindrie par les bons résultats aux législatives de la coalition au pouvoir, qui semble garder sa majorité au Parlement. Psychologiquement, ça va compter dans le choix des électeurs au second tour de la présidentielle. Ils vont se dire qu'Erdogan est le maître, il est le garant de la continuité.

**Lionel : Dans quelle mesure ces résultats sont-ils fiables et y a-t-il la moindre chance que l'opposition gagne ?**

Dans la matinée, la commission électorale centrale n'avait pas annoncé officiellement les résultats. Le décompte des bulletins de vote des Turcs de l'étranger (1,4 million) n'était pas tout à fait terminé. En général, ces votes sont favorables à Erdogan et à son parti. Le recomptage des voix dans les circonscriptions favorables à Kılıçdaroglu n'était pas terminé non plus, l'AKP ayant fait obstruction, réclamant que les bulletins soient recomptés plus de dix fois. Mais tout cela ne devait

pas vraiment changer la donne.

Il s'agit vraiment des deux Turquie qui se font face à chaque élection. La côte est plus libérale, le centre plus conservateur. Plus que le choix entre deux candidats, les électeurs devaient choisir entre deux modes de vie. Conservateur religieux, sunnite, favorable à la verticale du pouvoir, au patriarcat et anti-occidental d'un côté et plus ouvert, consensuel et pro-occidental de l'autre. Bekir Bozdag, le ministre de la justice de M. Erdogan, l'a bien résumé lorsqu'il a dit avant le scrutin : « *Le 15 mai, les Turcs boiront le champagne ou se prosterneront sur le tapis de prière.* »

**Frank Zappa : Parle-t-on de défaillance des instituts de sondage ? J'avais l'impression que le candidat de l'opposition pouvait l'emporter dès le premier tour et pourtant c'est Erdogan qui a failli y arriver.**

En effet, votre remarque est juste, les instituts de sondage se sont révélés peu fiables puisqu'ils prédisaient un résultat beaucoup plus négatif pour M. Erdogan que ce qu'il est en réalité. Cela montre à quel point la machine Erdogan à gagner les élections (plus de dix scrutins remportés depuis 2002) a encore de beaux jours devant elle. Le président sortant est

affaibli car c'est la première fois qu'il n'est pas élu dès le premier tour. Néanmoins il fait mieux que prévu et aux législatives son parti apparaît en bonne forme.

Donc les analystes et les instituts de sondage se sont fourvoyés. Ils n'ont pas mesuré à quel point l'électorat traditionnel était toujours sous la coupe de la propagande déversée sur les chaînes de télévision gouvernementales. Et aussi à quel point Erdogan a abusé des ressources que lui confère sa position. Un exemple entre 1<sup>er</sup> avril et le 11 mai, sur la chaîne publique TRT, le président sortant a eu droit à quarante-huit heures de temps d'antenne contre à peine trente-deux minutes pour Kılıçdaroglu.

**Wolf : Quelle analyse faites-vous du report des voix du troisième homme du premier tour, Sinan Ogan ?**

C'est la grande inconnue. Rappelons que Sinan Ogan, un politicien d'extrême droite, n'a pas donné de consignes pour le second tour. Il va monnayer très cher sa percée à la présidentielle, il sera certainement très courtisé. Ce matin, il a dit au quotidien allemand *Der Spiegel* qu'il appellerait à voter pour Kılıçdaroglu si celui-ci renonçait à soutenir le parti pro-

kurde HDP (rebaptisé YSP pour cette élection, car le HDP est menacé d'interdiction). Un choix impossible pour Kılıçdaroglu, qui a reçu beaucoup de voix de l'électorat kurde.

**2GT7 : Y a-t-il un lien entre le vote pour Erdogan et le niveau socio-économique des circonscriptions ?**

Certainement. Les régions côtières, les grandes villes de l'ouest, acquises au CHP, sont certainement plus riches que les régions de la mer Noire ou du centre de l'Anatolie. Traditionnellement, les côtes – égéenne et méditerranéenne – sont plus favorables au CHP. Il s'agit d'un électorat économiquement actif (tourisme, services, petites PME) et qui comptait certainement sur l'élection de Kılıçdaroglu pour que l'économie reprenne des couleurs.

En revanche, l'Anatolie centrale est plus rurale, plus traditionnelle, plus assistée aussi. A la faveur du système clientéliste mis en place par Erdogan ces dernières années, des millions de foyers dans ces régions vivent des subventions accordées par le gouvernement. Si Erdogan perd, ils ont peur de ne plus toucher ces aides.

Autre point, l'importance de la religion, l'islam sunnite, sur le-

quel Erdogan insiste, en polarisant la société contre les Kurdes, les alévis, tous ceux qui ne sont pas conformes au modèle. Il a un outil puissant à sa disposition, Diyanet, qui, avec ses milliers d'imams et de fonctionnaires, a développé un réseau dense dans toute la Turquie. Dans les villages pas besoin d'avoir une représentation AKP pour la propagande électorale, la mosquée suffit.

**Lamara : En termes de politique étrangère, le candidat de l'opposition n'a pas annoncé de grande rupture avec Erdogan, y a-t-il un consensus en Turquie sur cette question ?**

L'opposition aurait une politique étrangère différente si elle était élue, plus apaisée pour commencer, plus rationnelle aussi. Les relations avec l'Europe, les Etats-Unis, l'OTAN reprendraient un cours normal, il serait possible de remettre à plat beaucoup de questions épineuses. Les relations avec Moscou seraient plus institutionnalisées qu'elles ne le sont aujourd'hui. La relation entre Erdogan et Poutine est très personnelle, tout est basé sur le lien magique. Un exemple, il n'y a pas de sténogrammes de leurs conversations, on ne sait pas ce qu'ils se disent. Dans le cadre d'une relation institutionnalisée, on saurait.

**Le Monde**

Nicolas Bourcier  
15 Mai 2023

## Sinan Ogan, le troisième homme surprise de l'élection en Turquie

Le leader d'un petit parti ultranationaliste se pose en faiseur de rois, mais avec ses positions antikurdes, il est peu vraisemblable qu'il puisse s'allier à la coalition de Kemal Kılıçdaroglu.

Il est l'une des surprises du premier tour de la présidentielle turque, accaparé par le duel entre le chef d'Etat sortant, Recep Tayyip Erdogan, et Kemal Kılıçdaroglu, leader du Parti républicain du peuple. Avec ses 5,3 %, Sinan Ogan, 54 ans,

ancien membre du Parti d'action nationaliste (MHP), une formation d'extrême droite, s'est offert les moyens de peser sur le second tour, dont l'issue demeure incertaine.

Dans sa première allocution après les résultats, dimanche

14 mai, vers 23 heures, cet ultranationaliste au port altier et à la mise impeccable s'est refusé à donner des consignes de vote. Il a déclaré qu'il ne déciderait pas à quel camp il comptait offrir son soutien au second tour, avant d'avoir consulté sa base

et ses soutiens. Mais, en bon tacticien, désireux de monnayer ses voix, il a fait comprendre, sur un ton cru et offensif, quelles étaient ses conditions : « *Ce que je veux est clair, c'est le départ des Syriens. Tous les réfugiés doivent rentrer chez eux.* »



*Le candidat qui est d'accord avec cela et qui met cette politique en pratique, je voterai pour lui. »*

La Turquie accueille près de 3,6 millions de Syriens, les trois quarts bénéficiant d'un statut de protection temporaire. En raison de la crise économique et monétaire qui frappe le pays et de mouvements d'hostilité de plus en plus visibles envers ces réfugiés, la quasi-totalité des partis politiques turcs ont durci le ton contre eux. La coalition de l'opposition, dominée par les nationalistes, avait pris en premier des positions claires à cet égard. Puis, en mai 2022, un an avant la présidentielle, M. Erdogan, alors en mauvaise posture dans les sondages, avait annoncé un plan de retour « volontaire » pour au moins un million de Syriens.

### Courtisé assidûment

Depuis, Sinan Ogan et son allié Ümit Özdag, chef d'une nouvelle formation d'extrême droite, le Parti de la Victoire (Zafer Partisi), lui aussi ancien membre du MHP et militant d'une forme de théorie du « *grand remplacement* » à la mode turque, n'ont cessé d'alimenter la sur-enchère anti-immigrés. Avec des mots parfois très durs contre la politique du chef de l'Etat.

Interrogé en pleine nuit, vers 2 h 30 du matin, par Fox TV, M. Ogan a tenu à rappeler que sans sa présence « *Erdogan aurait remporté ce scrutin dès le premier tour* » et défendu sa clairvoyance : « *J'avais dit et répété que le HDP [Parti démocratique des peuples, gauche prokurde, soutien de*

*Kemal Kiliçdaroglu] et Hüda Par [parti islamiste des Kurdes de Turquie, allié au camp présidentiel] ne seraient pas les clés de cette élection, mais bien les nationalistes. »*

Sur la question des étrangers, l'un de ses thèmes favoris, il multiplie les déclarations incendiaires, prétendant par exemple, contre toute évidence, que le « *vote a été marqué par un taux d'électeurs étrangers important, près de deux millions de personnes qui ne parlent pas le turc, qui ont été pris en compte et qui ont pesé dans la balance* ».

Sinan Ogan est désormais courtisé assidûment par les deux finalistes. Kemal Kiliçdaroglu l'a appelé en personne pour le féliciter, de même que Binali

Yildirim, le vice-président du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du chef de l'Etat. Selon le journaliste Baris Pehlivan, de la chaîne Halk TV, une réunion entre M. Ogan et le candidat de l'opposition pourrait avoir lieu dans les prochains jours. Avec un point d'achoppement majeur toutefois : l'ancien membre du MHP répète qu'il ne soutiendra M. Kiliçdaroglu que si le HDP est exclu du système politique turc. Une mesure extrême qui aurait pour effet de réduire à néant les chances au second tour de l'opposant en le privant du vote kurde. « *Personne ne nous a pris en compte au début de la campagne électorale, et ce soir nous avons été appelés de partout, s'est réjoui M. Ogan. J'espère que, demain, la politique turque sera plus équilibrée.* »

The New York Times

Ben Hubbard  
15/05/2023

## Erdogan's Grip on Power Is Loosened but Not Broken, Vote Shows

Despite a struggling economy, the disastrous earthquakes in February and Turkey's drift toward one-man rule, President Recep Tayyip Erdogan was in the lead ahead of a runoff.

ANKARA, Turkey — Soaring inflation left his people feeling poorer. His government was accused of botching its response to catastrophic earthquakes that killed more than 50,000 people just three months ago. And he faced a newly unified opposition that promised to reverse his steady drift toward one-man rule.

Despite all of that, President Recep Tayyip Erdogan came out with a lead over his main challenger in Turkish elections, according to official results released on Monday. Though he fell just short of an outright majority, sending the nation to a runoff on May 28, there are strong signs pointing to yet

another Erdogan victory in that vote.

"For Erdogan, this is his greatest finale," said Mehmet Ali Kulat, a prominent Turkish pollster who had foreseen a stronger showing by the opposition.

With nearly all of the ballots counted on Monday, official preliminary results gave Mr. Erdogan 49.5 percent of the vote versus 44.9 percent for his main challenger, opposition leader Kemal Kilicdaroglu. A third candidate, Sinan Ogan, received 5.2 percent, and his right-wing supporters are more likely to vote for Mr. Erdogan in the runoff, analysts say. Finally,

Mr. Erdogan's party and its allies maintained a commanding majority in the parliamentary vote, likely further increasing his ability to be re-elected.

But the fact that Mr. Erdogan could not win more than 50 percent of the vote, [even after he used many of his levers of power to tilt the playing field](#) to his advantage, indicates that some voters have tired of his financial management and the drastic consolidation of power in his own hands.

Many Turkish news outlets are owned by pro-Erdogan businessmen, ensuring that they provided a steady stream

of exultant coverage, with little attention paid to corruption allegations or government mistakes. The government has forced some news organizations critical of it to shut down, fined others for their coverage, and prosecuted some journalists. The group Reporters Without Borders [ranks Turkey 165th](#) in press freedom out of 180 countries it grades.

The opposition did not officially acknowledge Mr. Erdogan's lead or contest the figures, but said they would work to win the runoff.

"We will stand up and take this election together," Mr.

Kilicdaroglu wrote on Twitter on Monday. “At the end of everything, it will only be what our nation says.”

In his 20 years as Turkey’s dominant political leader, first as prime minister, then as president, Mr. Erdogan and his Justice and Development Party have regularly trounced their opponents at the ballot box. The last time, Mr. Erdogan stood for election in 2018, he won 52 percent of the vote in the first round, beating the closest of his three challengers by 22 percentage points. He fared worse this time, prompting the first presidential runoff in Turkish history.

Voter turnout across the country on Sunday was nearly 89 percent, underlining the great faith Turks put in elections.

Mr. Erdogan faced considerable headwinds going into the vote.

Turkey has been struggling since 2018 with a sinking currency and painful inflation that exceeded 80 percent annually last year and stood at 44 percent in April.

His opponents pulled together in an unprecedented coalition of six parties that backed Mr. Kilicdaroglu. Throughout the campaign, the opposition courted voters by promising to fix the economy, restore civil liberties and build a more inclusive society, a stark contrast to Mr. Erdogan’s often polarizing rhetoric.

But that wasn’t enough.

Analysts described the results as just the latest example of Mr. Erdogan’s formidable survival skills.

Mr. Kulat said that the Feb. 6 earthquakes had actually helped Mr. Erdogan in unexpected ways. The vast destruction not only left huge

numbers of people homeless but put pressure on communities outside of the afflicted area by driving up rent prices. That increased the attraction of Mr. Erdogan’s campaign promises to build new homes across the quake zone in one year.

“The citizens said, ‘If anyone can build me a house, it is Erdogan,’” Mr. Kulat said.

But Mr. Erdogan also used his power to tilt the competition in his favor. And as the incumbent in a system with few checks on presidential power, Mr. Erdogan effectively used the state as his campaign apparatus, doling out new benefits to voters from the national purse.

Mr. Erdogan campaigned by dismissing his opponents as incompetent, supported by a Western conspiracy and in cahoots with terrorists. He sought opportunities to link himself in voters’ minds with images of growing Turkish might and independence, parking a warship in central Istanbul for families to visit and becoming the first owner of a Turkish-built electric car.

And he and his ministers sold him as the defender of religious Turks, stoking their fears by telling them that the opposition sought to take away their newfound freedoms and expand gay rights. While a predominately Muslim society, Turkey was founded as a staunchly secular state that kept most outward signs of religion out of public life. Mr. Erdogan loosened some of those rules, including a ban on women in state jobs wearing head scarves.

Those issues appeared to have kept enough voters on board to give Mr. Erdogan the lead.

“Political identification is very ‘sticky,’ and doesn’t easily

come undone because of new information or experience,” Howard Eissenstat, an associate professor of history at St. Lawrence University, wrote in an email. “Erdogan’s emphasis on nationalism, terrorism and nefarious Western plots isn’t window dressing for many voters: it is at the core of their worldview.”

In contrast to what Mr. Erdogan could deliver to voters, the opposition could only offer promises.

To build his support, Mr. Kilicdaroglu pulled together six parties that include right-wing nationalists, staunch secularists and Islamists, a feat in itself. But many voters questioned how such a broad coalition would stick together, much less run the country.

“Despite frustration with the economy and the earthquakes’ effects, a lot of people didn’t think an opposition coalition — particularly one with internal ideological divides and personal power struggles — would be able to govern effectively,” said Lisel Hintz, an assistant professor of international relations at Johns Hopkins University’s School of Advanced International Studies.

That Mr. Kilicdaroglu hails from a religious minority probably also turned some voters away, Ms. Hintz said. He is an Alevi, a member of a [heterodox Muslim sect](#) that is looked down upon by some members of Turkey’s Sunni Muslim majority.

“It is likely the case that some Sunnis did not want to vote for an Alevi,” Ms. Hintz said.

While no voters interviewed in recent weeks openly expressed such sentiments, many voiced concerns about a different minority group, criticizing the opposition for working with Turkey’s main

pro-Kurdish party, equating that to allying with terrorists.

Turkey has fought a long and deadly battle against Kurdish militants that Turkey, the United States and the European Union consider terrorists. The Turkish government often accuses Kurdish politicians of cooperating with the militants, and many of them have been jailed, prosecuted or removed from office because of such allegations.

Mr. Erdogan has played on fears of such links, and many voters see the opposition as sympathetic to militancy.

“I am worried that the other side will win and that would be bad for the country,” Melike Kurt, a recent university graduate, said after voting for Mr. Erdogan on Sunday. She specifically mentioned concern that people jailed on terrorism-related charges would be released.

As a devout woman who wore a head scarf, she also praised Mr. Erdogan for standing up for women like her to dress as they wished, and worried that an opposition government would rescind those rights in the name of state secularism.

“I can’t imagine what kind of situation we’d be in if we lose,” said Ms. Kurt, 24. “I believe that our freedoms would be limited if they win, in terms of head scarves and other issues.”

Safak Timur contributed reporting from Ankara and Gulsin Harman from Istanbul.

Ben Hubbard is the Istanbul bureau chief. He has spent more than a dozen years in the Arab world, including Syria, Iraq, Lebanon, Saudi Arabia, Egypt and Yemen. He is the author of “MBS: The Rise to Power of Mohammed bin Salman.” [@NYTBen](#)



## Elections en Turquie : à Ankara, les soutiens du président Erdogan affichent la joie des vainqueurs

Après un début de soirée électorale tendu, les sympathisants de l'AKP ont laissé éclater leur soulagement, dans la nuit de dimanche à lundi : si leur leader n'est pas parvenu à être élu pour la troisième fois au premier tour, il garde une confortable avance.

Dans l'ouest d'Ankara, la capitale turque, dans la soirée du dimanche 14 mai, les grandes avenues situées aux abords du quartier général du Parti de la justice et développement (AKP, islam-conservateur, au pouvoir) n'appartenaient plus qu'aux partisans de Recep Tayyip Erdogan. Des voitures étaient stationnées au milieu d'artères condamnées pour l'événement. Des enceintes jouaient de la musique à plein volume. Des pistes de danse s'improvisaient partout. Si grand était le soulagement, au soir d'un scrutin difficile, où la percée annoncée de l'opposition n'a pas eu lieu : le chef de l'Etat, faute de l'emporter au premier tour, s'achemine vers une possible victoire au second.

Les scènes de liesse se sont poursuivies jusque tard dans la nuit, tandis que [les derniers résultats de la présidentielle et des législatives s'affichaient sur les écrans](#) de télévision et dans les fils d'actualité des réseaux sociaux. « Avec les élections du 14 mai, notre pays vient de vivre une nouvelle fête de la démocratie. Bien que les résultats définitifs ne soient pas encore connus, nous sommes de loin en tête », a lancé le président turc, au balcon du siège du parti, à Ankara, vers 2 heures du matin, après avoir passé la journée à Istanbul, où il votait. Quelques milliers de personnes étaient venues l'accueillir. « Nous serons unis ! » « Nous sommes la Turquie ! », a-t-il clamé, repris en chœur par ses partisans. Et comme lors du meeting à Istanbul, le week-end précédent, Recep

Tayyip Erdogan a chanté en communion avec la foule.

à Mamak [à l'est de la capitale]. » Ce soir, il espérait une



Des partisans de Recep Tayyip Erdogan et du parti au pouvoir, l'AKP, attendent le résultat des élections, au siège de la formation, à Ankara, le 14 mai 2023. ADEM ALTAN / AFP

Toute la soirée, les morceaux de musique de campagne, composés en l'honneur du président, ont résonné dans la nuit ankariote. Fikriye, au regard perçant, la tête couverte d'un voile bleuté, rayonne de bonheur. « Je suis tellement heureuse qu'il ait gagné », se réjouit la sexagénaire. « Nous le soutiendrons toujours, quoi qu'il arrive ! », assure-t-elle en cherchant du regard l'approbation des deux jeunes femmes à ses côtés.

Un peu plus loin, Ibrahim, 19 ans, scande des slogans avec un groupe de militants devant une caméra de télévision. Comme cinq millions de jeunes électeurs, dimanche, il glissait un bulletin dans l'urne pour la toute première fois. Il n'a eu aucune hésitation : « J'ai voté pour Recep Tayyip Erdogan et je suis venu l'écouter ce soir avec mes amis du parti,

victoire plus franche, mais n'émet aucun doute sur une large avance au second tour, prévu pour le 28 mai.

### Guerre psychologique entre les deux camps

Pourtant, au siège de l'AKP, la soirée avait commencé dans la grisaille. Une majorité des sondages publiés dans la presse, ces dernières semaines, donnaient le principal candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu, en tête devant le président sortant. La dernière enquête d'opinion de l'institut Konda— considéré comme le plus fiable—, jeudi 11 mai, crédait les deux candidats de 49,3 % et 43,7 % des voix. [Le désistement de dernière minute du candidat Muharrem İnce](#), le même jour, laissait espérer un report de voix suffisant pour permettre à M. Kılıçdaroğlu d'être élu au premier tour.

Dès 18 h 30, les agences de presse – Anadolu et Anka en tête – et les partis d'opposition ont diffusé en continu la progression des résultats, tenant le pays en haleine. Accusée d'être inféodée très directement au président Erdogan, l'agence gouvernementale Anadolu suscite la méfiance dans le camp de l'opposition, notamment depuis les élections municipales d'Istanbul, en 2019 – l'agence avait suspendu la diffusion des résultats en faveur d'Ekrem İmamoğlu, qui a mis fin au long règne de l'AKP dans la cité du Bosphore.

Or, dans un pays très polarisé, où l'essentiel des médias appartient à des proches du président Erdogan, la diffusion des résultats électoraux est considérée comme critique dans la guerre psychologique que se mènent les deux camps. Au siège de l'AKP, les chaînes de télévision NTV, A Haber et CNN Türk affichaient simultanément des résultats similaires donnant une nette avance au président sortant. Cet avantage n'a surpris personne, et certains militants espéraient une victoire au premier tour avant que le score ne descende sous la barre des 50 %. Le décompte a été entrecoupé des interventions du président du Haut Conseil électoral, Ahmet Yener, ainsi que de celles de l'opposition.

A 23 h 30, les maires d'Istanbul et d'Ankara, respectivement Ekrem İmamoğlu et Mansur Yavaş, annonçaient des résultats en décalage avec ceux des agences, soit 47,2 % des voix pour M. Kılıçdaroğlu et 46,8 %

des suffrages pour M. Erdogan, après dépouillement de plus de la moitié des voix des 192 000 urnes.

### Le candidat nationaliste Sinan Ogan, faiseur de rois

Dans les rangs de l'AKP, on s'autorise alors railleries et pronostics : « Ils vont sans doute accuser les agences de partialité et insister pour que leurs partisans ne quittent pas leur

bureau de vote », ironise un militant. « Si même avec le séisme et la crise économique les partis d'opposition ne parviennent pas à s'imposer, c'est véritablement qu'ils n'arrivent pas à convaincre la population », commente une autre, en fin de soirée.

Les résultats du vote des Turcs de l'étranger et des derniers bureaux des grandes villes du pays manquaient encore au

milieu de la nuit, mais les écarts confirmaient l'hypothèse d'un second tour plaçant le candidat Sinan Ogan – dissident du parti nationaliste MHP –, crédité de 5,3 % des voix, dans une position de faiseur de rois.

Quant aux résultats provisoires des élections législatives, l'Alliance populaire (coalition gouvernementale) enregistre un léger recul, mais remporte plus de la moitié des sièges : l'AKP

en perd vingt-neuf, son allié du MHP en gagne deux et le Yeniden Refah entre à la Grande Chambre de Turquie, avec cinq élus permettant à la coalition d'obtenir la majorité avec 321 sièges au total (sur 600). Si une partie de la société turque aspirait à un changement de cap, la majorité des électeurs semble orienter le résultat du scrutin vers un maintien au pouvoir de la coalition gouvernementale.

Le Monde

Jean-Pierre Stroobants  
15 Mai, 2023

## En Belgique, la justice soupçonne un réfugié irakien d'être lié à des attentats commis à Bagdad

Les autorités irakiennes ont demandé l'extradition d'Osama Turki, arrivé en Europe en 2015, qui aurait servi, selon elles, d'artificier à des groupes djihadistes en 2009 et en 2010.

La chambre du conseil de Malines, en Belgique, a prolongé, vendredi 12 mai, la détention d'Osama Turki, 43 ans, un réfugié irakien appréhendé une semaine plus tôt à Hasselt, dans la province du Limbourg. Le parquet fédéral soupçonne cet homme, marié et père de quatre enfants, d'être lié à des attentats qui ont tué au moins 376 personnes et blessé près de 2 300 autres à Bagdad, en 2009 et en 2010.

Arrivé en Belgique en 2015 dans le flot des demandeurs d'asile engendré par la guerre en Syrie, Osama Turki a obtenu du Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA) le droit de bénéficier d'une protection internationale. Il affirmait être menacé d'actes de vengeance parce qu'il avait servi le régime de Saddam Hussein, le dictateur irakien chassé du pouvoir en 2003. Son dossier est frappé du sceau du secret, mais un porte-parole du CGRA a déclaré que « rien n'indiquait qu'une autre décision pouvait être prise » à l'époque.

Installé dans un discret appartement d'Hasselt, apparemment bien intégré et devenu maître-

nageur à la piscine de Tongres, une autre ville du Limbourg belge, Osama Turki a échappé à l'attention jusqu'en 2020. Cette année-là, les autorités de Bagdad adressent à la Belgique une demande d'extradition en évoquant les liens que l'intéressé aurait entretenus avec des groupes salafistes djihadistes, pour lesquels il aurait servi d'artificier.

En août 2009, deux attaques terroristes visaient les ministères irakiens des finances et des affaires étrangères alors que d'autres bombes explosaient dans la « zone verte » de la ville, où se trouvent les bâtiments politiques et diplomatiques, faisant une centaine de victimes.

En octobre de la même année, des kamikazes faisaient sauter un minibus dans la même zone, causant le mort de 155 personnes, dont 24 enfants qui se trouvaient dans un autobus garé à proximité. Cette action allait être rapidement revendiquée par l'Etat islamique d'Irak qu'allait, un peu plus tard, diriger Abou Bakr Al-Baghdadi, par ailleurs futur chef, puis « calife » de l'Etat islamique. D'autres attentats meurtriers ont été commis en

Irak en 2010 et auraient, selon la justice irakienne, impliqué Osama Turki.

### « Pas de place pour les terroristes »

Joint lundi, M<sup>e</sup> Fouad Marchouh, son avocat, refuse actuellement tout commentaire et renvoie à sa brève réaction publiée le 13 mai dans le quotidien *De Standaard*. Il y déclarait : « Je ne peux rien dire quant au contenu de cette affaire, c'est un dossier très délicat. » Le premier défenseur du prévenu, M<sup>e</sup> Frederik Lamiroy, précise que son ancien client nie toute implication, est « très impressionné » par son arrestation et entend s'expliquer rapidement. A ce stade, il est mis en examen pour participation à une organisation terroriste, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

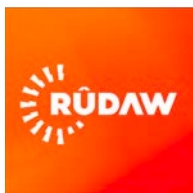
Il n'est pas question, pour la Belgique, d'extrader l'intéressé vers son pays d'origine, où il risque la peine de mort. Pas question, non plus, d'envoyer une équipe d'enquête à Bagdad. Les autorités doivent toutefois étayer un dossier fondé essentiellement à l'heure actuelle sur les aveux livrés aux services irakiens par

des djihadistes incarcérés et probablement torturés. Osama Turki, lui-même emprisonné à deux reprises en Irak, affirme qu'il a été torturé pour avouer deux préten- dus meurtres et être ensuite libéré.

L'enquête lancée par la police belge en 2020 peut, en revanche, s'appuyer sur des renseignements que lui ont fournis les Etats-Unis et sur les écoutes auxquelles elle a procédé. Dans certaines conversations captées, le suspect aurait évoqué sa participation à des attentats. Des propos qu'il qualifie désormais de « *rodomontades* ».

Nicole De Moor, la secrétaire d'Etat à la migration, semble, elle, déjà convaincue de sa culpabilité : « Il n'y a pas de place pour des terroristes dans notre société », a-t-elle observé vendredi, annonçant son intention de réclamer le retrait du statut de réfugié pour l'Irakien. En août 2021, le parquet fédéral belge a lancé une enquête sur une dizaine de personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes de guerre en Syrie et en Irak. Une tâche ardue, rendue plus complexe encore par un manque chronique de personnel.





Julian Bechocha  
May 16, 2023

## Three Turkish soldiers killed in Sirnak clashes blamed on PKK

ERBIL, Kurdistan Region - At least three Turkish soldiers and two suspected Kurdistan Workers' Party (PKK) members were killed during an operation carried out by the Turkish military in the southeastern Sirnak province on Tuesday.

"3 gendarmerie personnel were martyred and 1 security guard was seriously injured in the operation," the Turkish interior ministry said, adding that the operation "neutralized" three "terrorists" but did not explicitly mention if they are linked to the PKK.

"The terrorists' affiliation was not specified" but "PKK has been known to be active in the region," state-owned Anadolu Agency said.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan, however, blamed the PKK and offered condolences to the soldiers' families.

"We will resolutely continue our fight against the separatist terrorist organization PKK and its extensions inside and outside our borders, and we will not stop until the last terrorist is eliminated," Erdogan said on Twitter.

The PKK is a Kurdish group which has fought for Kurdish rights and waged an armed insurgency against Turkey for decades, and is designated a terrorist organization by Ankara, who frequently targets the group domestically as well as its alleged offshoots southward in the Kurdistan Region and Syria.

Turkish media and officials use the term "neutralize" to imply surrenders, killings or capturing on the battlefield.

Presidential candidate and leader of the Republican People's Party (CHP) Kemal Kilicdaroglu extended his con-

dolences to the families of the soldiers killed during the operation.

"May God have mercy on our soldiers who were martyred in the operation in Sirnak, our condolences and patience to their families; I wish a speedy recovery to our injured security guard and soldier," Kilicdaroglu tweeted.

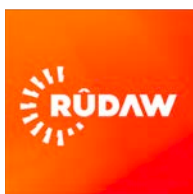
Kilicdaroglu will face sitting President Recep Tayyip Erdogan in a runoff on May 28 as he eyes the presidency and looks to oust Erdogan after two decades in power. However, the candidate has faced criticism from Turkish nationalists for seeking to partner with the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP), whose alliance won over ten percent of the parliamentary vote in the first round and who nationalists accuse to be the political front for the PKK - an accusation

that the HDP vehemently denies.

The HDP acted as an intermediary during the peace process between the Turkish state and the PKK between 2013 and 2015, marking short years of hope that the decades-long conflict that left tens of thousands dead might finally come to an end. The talks collapsed in 2015.

In 2021, Turkey's chief prosecutor filed a lawsuit in the Constitutional Court seeking the dissolution of the HDP for alleged links to the PKK. The case is ongoing.

In November, Turkey launched a domestic operation targeting PKK members in Sirnak - an extension of an earlier campaign across several provinces seeking to remove the PKK from the countryside.



Julian bechocha  
May 16, 2023

## Turkish drone kills three PKK-linked fighters in Shingal: Kurdistan CT

ERBIL, Kurdistan Region - A Turkish drone strike on the Yazidi heartland of Shingal on Tuesday killed three fighters of an all-Yazidi force linked with the Kurdistan Workers' Party (PKK), Kurdish counterterrorism forces said.

"At 12:00 pm, a Turkish army drone targeted a base of the Shingal Resistance Units (YBS) fighters in Khanasor locality of Shingal district, killing 3 fighters and wounding another," the Erbil-based Kurdistan CT said.

The attack blamed on Turkey is the latest in a series of deadly drone strikes by Ankara on the Kurdistan Region, claiming to target PKK fighters and their alleged proxies.

The PKK is a Kurdish force

fighting for the increased political and cultural rights of Kurds in Turkey and has waged an armed insurgency against Ankara for decades. It is designated as a terrorist organization by Turkey, who frequently targets the group and its alleged

offshoots through military operations and drone strikes in the Kurdistan Region and Syria.

#### Ankara has not commented on Tuesday's strike.

In late February, a Turkish drone strike **killed** two commanders of the YBS, which is an all-Yazidi force affiliated to the PKK that was formed immediately after the Islamic State (ISIS) terror group swept through swathes

of northern Iraq and seized control of Shingal, killing and kidnapping thousands of Yazidis. It is considered as an offshoot of the PKK by Ankara.

YBS has controlled parts of Shingal since ISIS was defeated in the town but the presence of the force and several other forces in the district has been blamed for insecurity which has prevented thousands of its residents who fled due to the war on ISIS from re-

turning. The YBS also attract Turkish airstrikes against the district.

Last month, another Turkish drone **strike** on several villages in Sulaimani's Penjwen district killed at least two people and injured two others. An anonymous source told Rudaw at the time that the strikes targeted PKK fighters.

A drone strike on April 7 targeted a convoy of Syrian Demo-

cratic Forces (SDF) General Commander Mazloum Abdi in the vicinity of Sulaimani International Airport. US troops were also present among the SDF convoy. Iraq and the SDF have blamed Turkey.

Turkey considers the SDF and its backbone – the People's Protection Units (YPG) – as a Syrian front for the PKK and views the force as a terrorist organization.



16 Mai 2023

Par Jorge Liboreiro

& Yolaine de Kerchove (traduction)

## Brève histoire de la longue et tortueuse route de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

L'ambition de la Turquie d'adhérer à l'Union européenne a connu de multiples péripéties depuis le dépôt de sa première candidature en 1987.

**L**a Turquie sait ce que c'est que d'être aux portes de l'Union européenne.

Ce pays de près de 85 millions d'habitants détient le triste record de la plus longue procédure d'adhésion à l'Union : 36 ans - et ce n'est pas fini. Aucun autre pays candidat d'Europe de l'Est ou des Balkans occidentaux n'est en mesure d'égaliser le long chemin de la Turquie vers l'adhésion à l'UE.

En fait, depuis que la Turquie a déposé sa demande officielle le 14 avril 1987 pour faire partie de ce qui était alors la Communauté économique européenne (CEE), 16 pays ont vu leur candidature approuvée, ce qui rend l'omission d'Ankara encore plus flagrante.

Après une succession ininterrompue de hauts et de bas, de promesses et de menaces, il est devenu évident que l'adhésion de la Turquie est un cas unique d'élaboration de politiques que Bruxelles n'a pas tout à fait appris à gérer.

### D'Atatürk à Hallstein

Pour comprendre les ambitions européennes de la Turquie, il faut remonter à l'époque de Mustafa Kemal Atatürk, le leader révolutionnaire qui a résisté à la partition du pays au lendemain de la Première Guerre mondiale et a forcé les Alliés victorieux à négocier des conditions favorables dans le cadre du traité de Lausanne.

Cela a ouvert la voie à la proclamation de la République de Turquie le 29 octobre 1923, sous la forme d'un système parlementaire à parti unique, avec un président, Atatürk lui-même, à la tête de l'État.

Atatürk lance alors une série de réformes intenses et rapides pour construire un pays moderne et occidentalisé : en l'espace d'une décennie, la nouvelle république voit l'abolition du califat, l'introduction d'un alphabet en caractères latins, une série de lois d'inspiration européenne, des changements radicaux dans les codes vestimentaires et l'ins-

cription de la laïcité dans la constitution.

Cette transformation radicale a porté ses fruits. En 1949, la Turquie a été l'un des premiers pays à adhérer au Conseil de l'Europe, l'organisation des droits de l'homme basée à Strasbourg. En 1952, elle est devenue membre de l'OTAN, l'alliance militaire transatlantique créée en opposition directe à l'Union soviétique.

À cette époque, Ankara s'intéresse au projet naissant d'intégration européenne en Europe occidentale. En 1959, le pays a demandé à devenir membre associé de la Communauté économique européenne (CEE), ce qui lui a été accordé quatre ans plus tard.

"La Turquie fait partie de l'Europe", déclare Walter Hallstein, président de la Commission de la CEE, en célébrant la signature de l'accord d'association en septembre 1963.

"C'est un événement sans pré-

cédent dans l'histoire de l'influence exercée par la culture et la politique européennes. Je dirais même que nous y voyons une certaine parenté avec le plus moderne des développements européens : l'unification de l'Europe".

Mais un premier obstacle majeur a été dressé au cours de l'été 1974, lorsque les troupes turques ont envahi la partie nord de Chypre en réponse à un coup d'État parrainé par la junte militaire grecque. Le conflit a divisé l'île en deux, une division qui pèse toujours sur les rêves européens de la Turquie.

### Une déclaration attendue de longue date

Néanmoins, l'accord d'association a fourni à Ankara une base solide pour aller progressivement de l'avant.

En 1987, la Turquie a officiellement présenté sa demande d'adhésion à la CEE, qui comptait alors 12 membres, dont la Grèce. À l'époque, le PIB par



habitant de la Turquie s'élevait à 1 700 dollars, loin des 16 000 dollars de l'Allemagne et de la France.

L'énorme écart économique, associé à l'effondrement de l'Union soviétique, à la réunification de l'Allemagne et à la persistance de mauvaises relations avec Chypre et la Grèce, a ralenti la candidature d'Ankara.

Pendant cette période, la Turquie devait mener des réformes supplémentaires pour satisfaire aux critères dits de Copenhague, les règles fondamentales qui déterminent l'éligibilité d'un pays à l'adhésion à l'UE. Ces critères, définis en 1993, imposent des normes élevées en matière de démocratie, d'État de droit, de droits de l'homme, de protection des minorités et d'économie de marché ouverte.

Entre-temps, Bruxelles a offert à Ankara une étape intermédiaire sous la forme d'une union douanière pour le commerce de biens autres que l'agriculture, le charbon et l'acier, qui est devenue pleinement opérationnelle au début de 1996.

Ce n'est qu'en décembre 1999 que les dirigeants de l'UE, lors d'un Conseil européen à Helsinki, ont déclaré à l'unanimité que la Turquie était un pays candidat, ouvrant ainsi la porte à Ankara pour qu'elle rejoigne leurs rangs sur un pied d'égalité.

"La Turquie est un État candidat qui a vocation à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères que ceux appliqués aux autres États candidats", ont écrit les dirigeants dans leurs conclusions communes.

Cette déclaration n'était pas purement rhétorique : elle a permis à la Turquie d'accéder à des millions de fonds européens dans le cadre de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP).

### La capacité d'absorption

L'élargissement de 2004 a permis à l'UE de faire un pas décisif vers l'Est et d'accueillir un total de 10 nouveaux membres, dont beaucoup avaient été soumis à

la poigne de fer de l'Union soviétique.

Pour Ankara, l'affaire était embarrassante : le pays avait présenté sa candidature bien avant tous les nouveaux venus, y compris Chypre, et attendait toujours que le processus d'adhésion démarre.

En 2005, le Conseil a finalement adopté le cadre des négociations, un document de neuf pages truffé de références à l'État de droit, à la "capacité d'absorption" de l'UE, à l'importance des "relations de bon voisinage" et à l'éventuelle suspension des pourparlers.

"L'objectif commun des négociations est l'adhésion. Ces négociations sont un processus ouvert, dont l'issue ne peut être garantie à l'avance", indique le document.

"Si la Turquie n'est pas en mesure d'assumer pleinement toutes les obligations liées à l'adhésion, il convient de veiller à ce qu'elle soit pleinement ancrée dans les structures européennes par le biais d'un lien aussi fort que possible".

Le cadre a servi de lignes directrices principales à la Commission européenne, qui a été chargée de diriger les négociations. Elles sont divisées en 35 chapitres, un programme extrêmement complexe qui vise à aligner parfaitement le candidat sur toutes les règles de l'UE. Le chapitre sur la science et la recherche a été le premier à être ouvert en 2006 et a été provisoirement conclu la même année. Au cours de la décennie suivante, la Turquie, sous la direction de Recep Tayyip Erdoğan, a réussi à ouvrir 15 chapitres supplémentaires. Mais aucun n'a été fermé.

### L'immobilisme total

Les années 2000 ont marqué une période de croissance économique impressionnante pour la Turquie : son PIB par habitant a plus que triplé, passant de 3 100 dollars en 2001 à 10 615 dollars en 2010, tandis que les

services se sont rapidement développés grâce à des secteurs tels que les transports, le tourisme et la finance, approfondissant ainsi la modernisation du pays.

Toutefois, cette évolution n'a pas suffi à surmonter les tensions en Méditerranée et la réticence croissante des dirigeants européens, dont certains ont commencé à suggérer qu'une adhésion à temps plein pourrait être remplacée par un "partenariat privilégié", ce qui est un grand non pour Ankara.

"Entre l'adhésion et le partenariat (privilégié), que la Turquie dit ne pas accepter, il y a une voie d'équilibre que nous pouvons trouver", a déclaré le président français Nicolas Sarkozy en 2011.

"Le meilleur moyen de sortir de ce qui risque d'être une impasse est de trouver un compromis." En réponse aux mises en garde venant de Paris, Berlin et Vienne, Recep Tayyip Erdoğan a fait monter les enchères et a déclaré qu'il s'attendait à ce que l'adhésion soit achevée d'ici 2023, pour coïncider avec le 100<sup>e</sup> anniversaire de la république. La crise migratoire de 2015-2016 a donné à la Turquie un levier politique en tant que pays s'interposant entre le bloc et des millions de réfugiés syriens et afghans.

Mais les choses se sont gâtées après la tentative de coup d'État de juillet 2016, un épisode critique qui a conduit le président turc à renforcer son emprise sur le pouvoir et à consolider ce que les critiques ont décrié comme un régime unipersonnel.

En novembre de la même année, les membres du Parlement européen ont approuvé une résolution critiquant les "mesures répressives disproportionnées" introduites dans le cadre de l'état d'urgence et appelant à un "gel temporaire" des négociations d'adhésion.

Le référendum de 2017 visant à instaurer un système présidentiel unitaire accordant au chef de l'État de vastes pouvoirs exécutifs a encore affaibli la candidature d'Ankara et alimenté

les critiques des fonctionnaires et des législateurs de l'UE, certains se demandant même si la Turquie pouvait encore être considérée comme un candidat éligible selon les critères de Copenhague.

La détérioration rapide a culminé en juin 2018 lorsque les États membres ont suspendu les négociations.

"Le Conseil constate que la Turquie s'éloigne de plus en plus de l'Union européenne", peut-on lire dans les conclusions d'une réunion tenue en juin 2018. "Les négociations d'adhésion de la Turquie sont donc effectivement au point mort et aucun autre chapitre ne peut être envisagé pour l'ouverture ou la clôture."

Depuis lors, les progrès ont été quasi inexistantes.

Libéré de l'attente de devoir respecter les normes de l'UE, Recep Tayyip Erdoğan a multiplié les dénonciations contre l'Occident, ordonné des opérations de forage controversées en Méditerranée orientale et maintenu des liens actifs avec Vladimir Poutine malgré l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie.

Les relations avec Bruxelles se sont tellement dégradées que la Turquie, qui est techniquement toujours un pays candidat, est aujourd'hui soupçonnée d'aider la Russie à échapper aux sanctions de l'UE.

Le rapport sur l'élargissement de 2022 publié par la Commission européenne dresse un bilan sombre de la situation actuelle.

"Le gouvernement turc n'a pas inversé la tendance négative en matière de réformes, malgré son engagement répété en faveur de l'adhésion à l'UE", peut-on lire dans le rapport. "Les graves préoccupations de l'UE concernant la détérioration continue de la démocratie, de l'État de droit, des droits fondamentaux et de l'indépendance du pouvoir judiciaire n'ont pas été prises en compte."



Joshua Askew  
16 Mai 2023

## Élections en Turquie : comment la diaspora a-t-elle voté ?

Le président turc a pris la tête du premier tour à l'issue du scrutin du dimanche 14 mai. Mais comment a voté l'importante diaspora européenne du pays ?

**M**algré des sondages qui le donnaient en tête, Kemal Kılıçdaroğlu - le principal rival de Recep Tayyip Erdoğan - a obtenu environ 45 % des voix, contre 49 % pour le président sortant, soit un point de moins que le seuil nécessaire pour remporter la course en un seul tour.

Les votes des 5 millions de personnes d'origine turque vivant en Europe ont eu un impact sur les résultats, chaque politicien ayant ses bastions régionaux. Environ 3,4 millions d'entre eux sont inscrits sur les listes électorales à l'étranger, contre 64 millions en Turquie.

Dans certains pays, comme les États baltes et le Belarus, les bureaux de vote pour les citoyens turcs ont été tout juste ouverts, propageant les rivalités politiques dans de nouveaux territoires.

Mais dans l'ensemble, les résultats ont été conformes aux attentes : "Il n'y a pas eu beaucoup de surprises dans le vote de la diaspora", a déclaré à Euronews Paul Levin, directeur de l'Institut d'études turques de l'Université de Stockholm. "Erdoğan est resté fort en Allemagne et en France, comme en 2018".

- The Cube : Une campagne de désinformation en Turquie  
- Présidentielle en Turquie : pourquoi l'opposition n'a pas terminé en tête ?

### Un vote massif pour Erdoğan en Allemagne et en France

En Allemagne, où réside la plus grande diaspora turque, plus de 700 000 votes ont été exprimés. Environ les deux-tiers étaient pour Erdoğan (462 000), un tiers pour Kılıçdaroğlu (230 000) et 1 % pour Sinan Oğan, leader du parti ultranationaliste MHP (9 000).

"Les Allemands d'origine turque continuent de voter à gauche lors des élections allemandes, mais conservateurs chez eux", analyse M. Levin.

En France, où se trouve la deuxième plus grande diaspora turque, Erdoğan s'est également taillé la part du lion (64 %), même si cela n'a pas empêché quelques tensions : au début du mois, des rixes ont éclaté entre Turcs dans des bureaux de vote et des policiers ont eu recours à des gaz lacrymogènes.

"Dans l'ensemble, Erdoğan obtient de bons résultats dans le vote étranger, qui reste donc important pour lui, en particulier lors d'élections serrées", estime Paul Levin.

### Kılıçdaroğlu domine au Royaume-Uni, dans le Sud et dans l'Est de l'Europe

Cependant, les résultats à travers l'Europe ont été polarisés avec Kılıçdaroğlu dominant au

Royaume-Uni, en Europe du Sud et de l'Est, en Finlande, en Suède et dans les Balkans.

### - Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, Erdoğan n'a obtenu que 18 % des voix, les Chypriotes turcs et les Kurdes - dont beaucoup ont fui la guerre et la violence - constituant la majorité de cette communauté.

Au total, 64 000 voix ont été exprimées dans les bureaux de vote de Londres, Manchester, Leicester et Édimbourg. Cela représente environ la moitié des 127 000 Turcs britanniques ayant le droit de vote.

### - Pologne et pays baltes

Le leader du CHP a obtenu 80 % des voix en Lituanie, où une petite communauté de Turcs votait pour la première fois. Les immigrés turcs en Lituanie ont tendance à être plus jeunes, à avoir fait des études universitaires et à soutenir davantage l'opposition, par rapport aux communautés turques plus établies dans d'autres parties de l'Europe.

Les nouvelles communautés d'immigrés turcs en Pologne et en Estonie ont voté massivement en faveur de l'opposition, à respectivement 85 % et 91%.

### - Suède

En Suède, la répartition est

plus équilibrée : 53 % des électeurs ont voté pour Kılıçdaroğlu et 44 % pour Erdoğan.

Le président turc "a obtenu presque exactement la même part de voix en Suède que lors des dernières élections", a déclaré M. Levin.

La présence des opposants politiques d'Erdoğan dans le pays a posé des problèmes à Stockholm, créant un fossé avec Ankara et contribuant à faire échouer sa candidature à l'OTAN.

- L'élection présidentielle turque est un rendez-vous important pour les relations UE-Turquie"

### Les facteurs déterminants du vote de la diaspora

Lors d'un entretien avec Euronews la semaine dernière, un observateur du vote, Onur Can Varoğlu, a déclaré : "La politique turque est comme le football, vous êtes né avec votre équipe et vous la soutiendrez quoi qu'il arrive".

"Cela n'a pas d'importance si vous venez en Europe. Si vous venez d'un milieu nationaliste, islamiste ou d'un milieu d'immigrés plus pro-européen, vous apportez ces valeurs avec vous", a-t-il ajouté, suggérant que les valeurs familiales étaient en fin de compte à l'origine du vote des Turcs.



## Elections en Turquie : pourquoi Erdogan a déjoué les pronostics

Si le président sortant n'a pas été élu au premier tour, il devance son principal adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, de quatre points, de quoi aborder le second tour avec confiance. Loin du désaveu qu'annonçaient la plupart des instituts de sondage.

Le lendemain d'élections morose dans le quartier central de Çankaya, à Ankara, lundi 15 mai. L'abattement pouvait se lire sur le visage des partisans de l'opposition. Bouillonnant de vie il y a encore quelques jours, le bureau de campagne du Parti républicain du peuple (CHP, opposition), installé sur la longue avenue Tunali-Hilmi, est désormais bien vide. Au-delà de la déception, une question revient en boucle dans les discussions : alors qu'une douzaine d'enquêtes d'opinion le donnaient perdant contre son principal adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, comment le président Recep Tayyip Erdogan a-t-il pu arriver en tête de l'élection présidentielle ?

Environ 89 % des inscrits ont participé au double scrutin, présidentiel et législatif, qui s'est tenu dimanche. Lundi, le président du Haut Conseil électoral (YSK), Ahmet Yener, a annoncé les résultats officiels du premier tour de la présidentielle. Le dépouillement des 60,7 millions de bulletins dans le pays était achevé, la saisie des derniers résultats des urnes arrivées de l'étranger (1,4 million de votes exprimés) ayant permis d'arrêter les chiffres de façon définitive. Il y a donc eu 49,51 % des voix pour Recep Tayyip Erdogan, 44,88 % pour Kemal Kılıçdaroglu et 5,1 % en faveur de l'outsider Sinan Ogan.

Ce résultat n'est pas une franche victoire, mais pas non plus une défaite pour M. Erdogan, autocrate islamo-conservateur aux manettes du pays

depuis vingt ans. S'il n'a pas été élu dès le premier tour, contrairement aux précédents scrutins présidentiels – en 2014 et en 2018 –, le chef de l'Etat sortant peut aborder en toute confiance le second tour, prévu le 28 mai. Non seulement il a plus de deux millions de voix d'avance sur son rival mais, à l'issue des législatives de dimanche, son Parti de la justice et du développement (AKP), que les sondages disaient à la peine, conserve son emprise sur le Parlement.

La coalition formée par l'AKP et ses alliés, notamment le Parti de l'action nationaliste (MHP, extrême droite), a obtenu 322 sièges sur 600, contre 213 pour l'opposition unie et 63 sièges pour la coalition de la gauche prokurde. Fait surprenant, la coalition au pouvoir caracole en tête dans les régions du Sud-Est, touchées par le double séisme du 6 février, qui a fait officiellement 50 000 morts, en dépit des critiques proférées à l'endroit du gouvernement, accusé d'avoir manqué de réactivité et de coordination dans la gestion des secours. Ces autorités ont également été critiquées pour leurs négligences envers les normes antisismiques, la corruption, sans parler des scandales comme celui de la vente à la sauvette de tentes par le Croissant-Rouge turc (Kızılay), censé les distribuer gratuitement aux sinistrés qui en manquaient.

**Kılıçdaroglu, « candidat le plus fragile »**

Malgré ces griefs, l'AKP affiche de beaux scores dans les

zones sinistrées. Dans la région de Kahramanmaraş, largement détruite, le président l'emporte largement avec 71,88 % des voix, tandis que l'AKP a obtenu 5 sièges sur 8 au Parlement. Dans la région de Hatay, elle aussi dévastée, il a reçu 50 % des votes et son parti n'a enregistré qu'une toute petite baisse, recueillant 45 000 votes de moins qu'aux législatives de 2018.

La piètre situation économique (inflation à 44 % en avril en moyenne annuelle) n'a pas non plus pénalisé M. Erdogan. « *Les électeurs estiment que sa politique économique est un échec, mais ils ne voient pas non plus Kemal Kılıçdaroglu comme un homme politique capable de la résoudre* », analyse Özer Sencar, directeur de l'institut de sondage MetroPOLL, le seul à avoir donné, entre le 4 et le 7 mai, des scores identiques aux résultats annoncés mardi.

Selon lui, l'endurance du numéro un s'explique surtout par la faiblesse de son rival. « *Voici deux ans que je répète que Kemal Kılıçdaroglu est le candidat le plus fragile face à lui* », rappelle le sondeur. Le président sortant, de confession sunnite, majoritaire en Turquie, s'est plus d'une fois gaussé de M. Kılıçdaroglu, soulignant son identité alévie, un courant minoritaire de l'islam. Et comme M. Kılıçdaroglu est aussi d'origine kurde, soutenu de surcroît par le parti HDP prokurde, M. Erdogan n'a eu de cesse de suggérer qu'il était de mêche avec les « *déviants* » LGBT, ou qu'il était à la botte du Parti des travailleurs du Kurdistan

(PKK), un mensonge grossier, pris néanmoins pour argent comptant par de nombreux Turcs nationalistes.

Le nationalisme a le vent en poupe, à en juger par le bon score à la présidentielle de Sinan Ogan, un responsable politique jusqu'ici inconnu du grand public, qui a recueilli 5,1 % des voix. Cet ancien du MHP a un programme qui tient en deux lignes : renvoyer les réfugiés syriens (3,6 millions) chez eux et empêcher les Kurdes de Turquie (entre 15 et 18 millions de personnes) d'avoir la moindre représentation politique. Bien qu'il n'ait pas donné de consigne de vote pour le 28 mai, un report de ses voix en faveur du candidat de l'opposition semble peu probable.

Succès aussi pour les ultranationalistes du MHP, le partenaire de coalition de l'AKP, qui, aux législatives, améliore son score précédent, avec 11 % des suffrages. Grâce aux sièges obtenus par le MHP et les autres partenaires de la coalition présidentielle, les islamistes de Yeniden Refah et ceux du Hüda-Par, l'AKP obtient la majorité au Parlement. Sans cet apport, le parti dirigé par M. Erdogan est en léger recul, avec 267 sièges seulement.

La synthèse islamo-nationaliste semble avoir de beaux jours devant elle. Le système de coalition lui offre une certaine élasticité. « *Il existe une forte porosité entre le vote AKP et le vote MHP*, précise Özer Sencar. *Les voix qui avaient été transférées à l'AKP lors du*

scrutin précédent [en 2018] sont tout simplement revenues au MHP. »

Le bon résultat du MHP est d'autant plus inattendu que le parti était décrit par les analystes comme affaibli et divisé, surtout après l'assassinat, en décembre 2022, de l'un de ses anciens cadres, Sinan Ates, tué par balle pour avoir dénoncé la collusion du parti avec des trafiquants de drogue.

L'autre clé susceptible d'expliquer le succès persistant de M. Erdogan dans les urnes tient au système clientéliste qu'il a mis en place, abreuvant son électorat de subventions, d'augmentations, de cadeaux en échange de sa loyauté lors du vote. On a ainsi vu le chef de l'Etat sortant distribuer en

personne, dimanche, des billets de 200 livres turques (10 euros) à des enfants aux abords du bureau de vote d'Üsküdar, où il a l'habitude de mettre son bulletin dans l'urne.

« **Erdogan a joué avec le feu sans se brûler** »

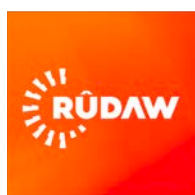
Pour séduire les ménages appauvris par l'inflation, il a augmenté les salaires, abaissé l'âge de la retraite, subventionné les factures de gaz et d'électricité. Enfin, comme à chaque élection, il a pris soin de courtiser les confréries religieuses, qui sont de grands réservoirs de votes. Habilement, il a fait campagne, non pas sur l'économie en berne, mais sur l'exaltation de la fierté nationale.

Tout était axé sur les récentes

réalisations militaires et technologiques, le nouveau porte-aéronefs Anadolu (construit selon des plans espagnols), le char Altay (doté d'un moteur sud-coréen), la nouvelle voiture électrique Togg (dessinée par le designer automobile turc Murat Günak et la firme italienne Pininfarina). Le palais présidentiel a d'ailleurs reçu livraison d'une Togg que la première dame, Emine Erdogan, a été invitée à tester sous l'objectif des caméras. « *Tout le monde devrait l'acheter !* », s'est-elle exclamée, oubliant que son prix, 953 000 livres turques (soit plus de 46 000 euros), n'est pas à la portée de toutes les bourses en Turquie.

En réalité, l'économie s'annonce comme la rivale la plus sérieuse de M. Erdogan à

l'avenir. « *La Turquie est confrontée à un énorme déficit de la balance des paiements, avec des besoins bruts de financement extérieur de près de 220 milliards de dollars [202 milliards d'euros], un déficit du compte courant de 50 milliards de dollars et une dette à court terme de 180 milliards de dollars. Les réserves de la banque centrale avoisinent les 100 milliards de dollars, insuffisantes pour combler le vide* », estime l'économiste Timothy Ash, spécialiste des marchés émergents, dans une note publiée par le Centre d'analyse des politiques européennes. Jusqu'ici, écrit-il, « *M. Erdogan a joué avec le feu sans se brûler* », mais sa politique monétaire non orthodoxe, qui renforce l'inflation, est un jeu risqué pour lui et pour la Turquie.



May 17, 2023

## Victims of Sardasht chemical attack demand aid from Iranian government

SARDASHT, Iran - More than three decades after Saddam Hussein's regime's chemical attack on Kurds in Sardasht City, western Iran (Rojhelat), thousands continue calling on the government to recognize them as victims of the attack and to provide them with aid.

A medical team from Tehran is set to visit Sardasht, West Azerbaijan province, later this week to check up on the health of 625 people who have registered their names as victims of the June 1987 chemical gas attack, to verify their claims.

The visit is aimed at determining who is affected by the attack, as well as checking the



physical damage on the bodies of the victims.

“When they realized a large number of people registered their names, they stopped the process of taking new names.

The data must have exceeded 13,000 had they not suspended it,” Hussein Mohammadiyani, one of the victims of the attack, told Rudaw on Monday.

He also said that authorities began the process two years ago to allow victims to come forward and register their names.

The Iranian government has only registered 1,500 affected people and provides them with limited services.

As a result of the attack, which took place in the backdrop of the Iran-Iraq war, 110 people were killed and thousands of others were injured.

In addition to the trauma endured and the physical wounds, victims also face constant marginalization by the government.



## « Erdogan poursuit sa mission de réinscrire la Turquie sur la grande carte du monde, pour rendre aux Turcs leur fierté »

Dans un contexte international anxieux, la feuille de route nationaliste suivie par le président Erdogan rassure la population turque, constate, dans une tribune au « Monde », Dorothee Schmid, spécialiste du monde méditerranéen.

Le double scrutin, présidentiel et législatif, qui a eu lieu le 14 mai en Turquie a tenu les Européens et les Américains en haleine. Le reste du monde aussi, mais avec des attentes différentes : pour beaucoup de pays, le maintien de Recep Tayyip Erdogan aux affaires ne serait pas une mauvaise nouvelle. Le président bénéficie d'une réputation d'homme à poigne qui défend fermement les intérêts de la Turquie et projette son influence de façon globale ; quoi qu'en pensent ses partenaires de l'OTAN, sa neutralité préservée face au conflit russo-ukrainien a encore accru son crédit.

Les ambitions internationales de la Turquie sont très grandes. Son programme spatial prévoyait un « premier contact » avec la Lune en 2023, et nous y sommes : l'année du centenaire de la République avec des élections présentées chez nous comme « historiques », car elles devaient mettre fin au pouvoir absolu d'Erdogan. Même le magazine britannique *The Economist* est sorti du bois, dans une rare prise de position, se déclarant en faveur du candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu.

Dans un pays endeuillé par l'énorme séisme du mois de février, la position de l'AKP (Parti de la justice et du développement) semblait plus fragile. Campagne en demi-teinte, absence de programme hormis la continuité, interruption de meetings sur une grosse fatigue... Une certaine usure du pouvoir se manifestait, valorisant l'effort inédit de l'opposition pour défendre la

démocratie et le retour à un dialogue apaisé avec les partenaires occidentaux. Pourtant, ce qui s'est joué en sourdine dans cette élection, c'est surtout la consolidation, en Turquie, d'un nationalisme ordinaire qui rassure l'électorat dans un moment international particulièrement anxieux.

### Sensibilité nationale ultramajoritaire

Le premier enseignement du scrutin est que l'alliance entre les islamistes de l'AKP et les ultranationalistes du MHP (Parti d'action nationaliste) fonctionne bien, mais c'est le score de ce dernier qui progresse. Le deuxième parti de l'opposition, le İyi Parti (Le Bon Parti), a été formé par des dissidents du MHP. Le troisième candidat à la présidentielle, Sinan Oğan, qui a créé la surprise en remportant plus de 5 % des voix, est également un ancien du parti et incarne un nouveau courant nationaliste. Le nationalisme encore est certainement l'explication principale du vote massivement pro-AKP de la diaspora turque – c'est Erdogan qui a donné le droit de vote aux Turcs de l'étranger. Cette sensibilité nationale ultramajoritaire imprègne la politique étrangère turque, qui se crispe depuis quelques années sur certains dossiers : contester les délimitations maritimes avec la Grèce, légitimer la présence turque en Chypre du Nord, lutter militairement contre le séparatisme kurde en Syrie et en Irak...

Nous assistons ainsi à la réaction d'une sorte de réflexe

souverainiste atatürkiste, un patriotisme territorial qui s'enrichit, depuis que l'AKP est au pouvoir, d'un rêve de projection internationale. Or la Turquie s'est dotée des moyens de cette ambition. Son réseau diplomatique est le sixième du monde. En combinant l'action de l'Etat, de ses entrepreneurs dynamiques et d'organisations non gouvernementales islamiques proches du pouvoir, elle a déployé son soft power économique, culturel et religieux, notamment en Afrique – avec la contribution décisive de Turkish Airlines. Erdogan a repris l'armée en main et multiplié les opérations militaires au Moyen-Orient (Syrie, Libye), formé et conseillé l'armée azerbaïdjanaise dans le conflit du Haut-Karabakh contre l'Arménie, signé des accords de coopération technique avec des pays africains pour valoriser les produits de son industrie de défense, qui s'exportent partout – avec comme produit d'appel les drones Bayraktar, qui ont contribué à stopper l'offensive russe en Ukraine, début 2022.

### Rivalité structurelle avec la France

La Turquie est devenue une vraie puissance moyenne, dont la relation de rivalité avec la France devient structurelle en Afrique et au Moyen-Orient – raison pour laquelle, sans doute, elle est si mal comprise à Paris. Recep Tayyip Erdogan poursuit sa mission de réinscrire la Turquie sur la grande carte du monde, pour rendre aux Turcs leur fierté. Le souffle qui l'inspire est à la fois épique – avec l'Empire ottoman

comme référence rhétorique, parfois confuse – et révolutionnaire : Ankara se coule dans le discours anticolonialiste, joue sur la solidarité avec les pays les moins riches (en Afrique encore), la fraternité avec les puissances qui s'affirment (la complicité avec le Qatar n'empêche pas la réconciliation avec l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et même Israël), la morale (elle a pris en charge la question palestinienne au moment où les Arabes s'en détournent).

Les Turcs prônent une réforme de la gouvernance mondiale et invitent les chefs d'Etat à en discuter tous les ans à Antalya depuis 2021. Ils se voient aussi en puissance de médiation : l'équidistance maintenue sur le conflit russo-ukrainien les positionne pour réconcilier les belligérants le moment venu.

Avec cette guerre, Recep Tayyip Erdogan a acquis de nouveaux leviers. Washington aura besoin de lui pour contenir la Russie en mer Noire ? Il bloque l'adhésion de la Suède à l'OTAN pour obtenir l'inscription à l'agenda des démocraties de la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan et autres ennemis de la nation. Il se réconcilie avec Bachar Al-Assad pour relocaliser les réfugiés en Syrie, faute de quoi il menace les Européens de nouvelles vagues d'émigration. Le projet de hub gazier que lui propose Moscou joue sur l'anxiété énergétique des Européens, et la Turquie est un corridor naturel pour acheminer vers l'Union les ressources du Moyen-Orient, de la mer Noire et de la Caspienne.

Face à tous ces enjeux, l'équipe occidentale ne forme plus un vrai bloc. Les Européens, campés sur leurs valeurs, ne parviennent pas à encaisser les effets géopolitiques de la

transformation de la Turquie, alors que Washington adapte sa réflexion : des transactions seront possibles avec le régime turc pour préserver les équilibres de sécurité. L'obsession

d'autonomie des Turcs offre ainsi un étrange écho au débat sur l'autonomie stratégique européenne, que la France a du mal à faire démarrer.

**Dorothee Schmid** est spécialiste du monde méditerranéen et dirige le programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Institut français des relations internationales.

**Le Monde**  
T R I B U N E

**Ahmet Insel**  
17 Mai 2023

## « Erdogan continue de répondre à une aspiration sociale fortement ancrée dans la société turque »

En dépit du score élevé de l'opposition unie autour d'un seul candidat lors du premier tour de l'élection présidentielle en Turquie, l'universitaire Ahmet Insel constate, dans une tribune au « Monde », que l'« erdoganisme », ce pouvoir hyperprésidentiel et autocratique, est ébranlé mais reste debout.

Les élections présidentielle et législatives du 14 mai en Turquie, considérées comme les plus importantes de son histoire contemporaine, ont pris de fait la forme d'un double référendum. Les électeurs se sont mobilisés massivement pour dire un « oui mais » à **Recep Tayyip Erdogan**, qui règne depuis vingt ans, et ils ont approuvé la continuation du régime hyperprésidentiel et autocratique, l'« erdoganisme », que le président sortant a mis en place progressivement depuis 2014. Son adversaire, un candidat qui veut mettre fin à l'autocratie en partageant le pouvoir, qui prône le retour à l'Etat de droit et un régime parlementaire, a reçu un soutien électoral important mais insuffisant.

Le bilan d'étape de ces élections est plutôt clair. Même s'il n'est pas réélu au premier tour, Erdogan s'en sort mieux que son rival. Avec 49,5 % des voix, contre 44,9 % à Kemal Kılıçdaroglu, il est en position favorable pour le second tour. Par ailleurs, l'Alliance populaire, la coalition qui regroupe l'AKP, le parti d'Erdogan, à des partis d'extrême droite nationaliste ou religieuse, a la majorité parlementaire.

Même si la Turquie est divisée à parts presque égales entre les partisans d'Erdogan et ceux qui veulent son départ, les résultats du 14 mai montrent que le centre de gravité politique du pays a encore plus glissé vers l'extrême droite nationaliste. Le MHP (Parti de l'action nationaliste), crédité dans les sondages d'opinion de 6 % à 7 % des voix, obtient plus de 10 % aux élections législatives. Avec l'arrivée sur la scène politique du parti ultrareligieux YRP, créé par le fils d'Erbakan – fondateur du parti de l'islam politique en Turquie –, ces deux partis compensent le recul de l'AKP, crédité de 35 % des voix aux élections législatives.

### Grave crise économique

La principale question aujourd'hui est de savoir pourquoi et comment Erdogan a réussi à garder la confiance de la moitié des électeurs, malgré une grave crise économique, marquée par une inflation très élevée, une dépréciation vertigineuse de la livre turque, une augmentation de la pauvreté et des inégalités. Mais aussi malgré une usure du pouvoir, une corruption devenue un système de gouvernement et, enfin, un tremblement de terre qui a révélé l'incurie et le né-

potisme du système autocratique. L'alliance d'Erdogan avec le parti d'extrême droite MHP depuis 2016 et l'arrimage des petits partis d'extrême droite islamo-nationalistes dans cette alliance, à la veille des élections, n'expliquent qu'en partie cette résilience.

Erdogan contrôle les médias, où son temps d'audience a largement dépassé celui de tous ses concurrents. Utilisant tous les moyens de l'Etat-parti, il a mené une campagne défensive, mais en engageant massivement des moyens budgétaires qui feraient pâlir de jalousie les dirigeants populistes d'autres pays. En effet, gérée par les réseaux clientélistes de l'AKP, la grave crise économique ne semble pas avoir ébranlé outre mesure la confiance des électeurs d'Erdogan.

Mais, au-delà de ces éléments propres aux pouvoirs populistes, Erdogan continue manifestement de répondre à une aspiration sociale fortement ancrée dans la société turque, qui se met en rang derrière un homme autoritaire, susceptible de chasser les démons qui hantent les esprits : la peur de la dissolution de l'identité nationale et religieuse face aux revendications de reconnaissance et d'égalité

des Kurdes, des alévis, des femmes, plus une certaine crainte de l'Occident et, aussi, la nostalgie des grandeurs perdues d'antan.

### Turquie profonde sunnite-nationaliste

Pourtant l'opposition s'est présentée unie derrière le leader du CHP, Kemal Kılıçdaroglu, qui a réussi à former une alliance comprenant différentes tendances politiques allant de la social-démocratie à la droite nationaliste et libérale, plus un courant islamiste anticorruption. Réunis au sein de l'Alliance de la nation, les six partis politiques qui regroupent la diversité de l'échiquier sociopolitique du pays ont tenté de mettre des bâtons dans les roues de la stratégie politique traditionnelle d'Erdogan : provoquer la polarisation de la société autour des questions ethniques, confessionnelles et culturelles, et l'obliger à se placer comme le leader de la majorité sociologique turque, sunnite, conservatrice.

Avec la décision du **parti prokurde de gauche HDP** d'appeler à voter en faveur de Kemal Kılıçdaroglu dès le premier tour, jamais un rassemblement aussi large et diversifié pour la dé-



mocratie n'a été réalisé dans l'histoire contemporaine de la Turquie. Ce qui donne son caractère référendaire à ces élections. Mais la forte mobilisation électorale (88,9 %, soit de deux points supérieure à l'élection précédente, en 2018) semble avoir été portée surtout par la vague d'extrême droite islamo-nationaliste. Elle a permis à celui qui dirige le pays depuis vingt ans de se présenter en tête au second tour.

Plus généralement, quand on prend aussi en compte les voix de la droite nationaliste au sein de l'alliance de l'opposition, et celles du troisième candidat nationaliste, dont les électeurs sont susceptibles de se reporter majoritairement sur Erdogan au second tour, on constate que l'espoir de la démocratisation est pris en tenaille par la Turquie profonde sunnite-nationaliste. Celle-ci s'inquiète de la présence du parti prokurde

de gauche au Parlement, que la propagande du pouvoir assimile au Parti des travailleurs du Kurdistan et au terrorisme, et elle s'est cabrée devant la perspective qu'un alévi puisse devenir président.

Pour cette alliance anti-Erdogan, qui a réussi à atteindre un score certes insuffisant mais historiquement élevé, l'enjeu du second tour sera surtout de prouver sa résilience. Ce sera

le signal de la capacité de l'autre Turquie à continuer de s'organiser et de résister à l'autocratie islamo-nationaliste. S'il est élu au second tour, Erdogan devra faire face à l'état lamentable dans lequel il a mis l'économie, mais aussi à la défiance de l'autre moitié de la Turquie.

**Ahmet Insel**, économiste, politiste et éditeur turc, auteur, avec Pierre-Yves Hénin, du *National-capitalisme autoritaire*,

The New York Times

Vivian Nereim

Reporting from Riyadh, Saudi Arabia  
May 17, 2023

## Syria's Assad to Attend Arab League Summit After Yearlong Suspension

President Bashar al-Assad is expected to participate in the meeting for the first time since brutally crushing his country's Arab Spring uprising.

President Bashar al-Assad of Syria plans to attend a gathering of Arab leaders on Friday for the first time since he violently suppressed an anti-government uprising that morphed into a civil war, [torturing](#) and [using chemical weapons](#) on his own people.

Syria's membership in the Arab League, suspended since 2011, [was restored this month](#) ahead of the leaders' summit in Jeddah, Saudi Arabia. Ayman Sousein, Syria's assistant foreign minister, [told a Saudi-owned newspaper](#), Asharq Al Awsat, on Wednesday that Mr. al-Assad intended to attend the meeting. Mr. Sousein added that he hoped the summit would "open a new stage."

Welcoming Mr. al-Assad is a major turnaround for many Arab states, which cut ties with him as he laid siege to entire

towns in an effort to defeat rebel forces after an Arab Spring uprising, oversaw a prison system rife with torture and mass executions and [sent millions of refugees fleeing to neighboring countries](#). The civil war that erupted killed hundreds of thousands of people, and Syria remains mired in an economic and humanitarian crisis.

Saudi Arabia initially supported some of the rebel groups fighting against Mr. al-Assad's forces, supplying them with funding and weapons in [covert coordination](#) with the United States.

But as the years passed and Mr. al-Assad held onto power, Arab governments have gradually shifted their approach. The United Arab Emirates restored ties with Syria in 2018, while Oman never cut them. Both countries have already hosted Mr. al-Assad on official

visits and have been pushing for Syria's [return to the "Arab fold."](#) That effort failed to gain momentum until Saudi Arabia, the regional political heavyweight, more recently got on board.

The region's challenges require that its countries stand together in "one line" and "refuse external interference," Prince Faisal bin Farhan, Saudi Arabia's foreign minister, said at a gathering of Arab foreign ministers on Wednesday, ahead of the summit.

Now, many Arab countries are dealing openly with Mr. al-Assad, arguing that shunning him did not achieve their objectives. The goals vary from country to country, but for Saudi officials they include countering the influence of Iran — the kingdom's regional rival and Mr. al-Assad's close ally — as well as blocking the [trade of](#)

[captagon](#), an illicit amphetamine, across Syria's borders and into the kingdom. For other countries, including Jordan, the most immediate concern is the fate of the Syrian refugees who remain in their countries.

Friday's summit will "offer Arab solutions to Arab problems," said Ahmed Aboul Gheit, the Arab League's secretary general. Speaking to Syrian state news media after a preparatory meeting on Wednesday, Syria's foreign minister, Faisal al-Mekdad, said that the atmosphere had been "comfortable" and that his country was eager to "work together with our Arab brothers." Asked whether Mr. al-Assad would attend the summit, he said only that Syria "cannot be absent from the league."

**Hwaida Saad contributed reporting from Beirut, Lebanon.**

## Elections turques : polémique autour de l'utilisation des locaux d'une association religieuse pour la tenue du scrutin dans le Rhône

Des élus et des associations dénoncent le fait que les électeurs turcs aient été appelés à voter dans un local mis à disposition par le Ditib, une fédération de mosquées directement rattachée au ministère des affaires religieuses de la République de Turquie. Un procédé jugé illégal depuis la loi séparatisme d'août 2021.

**E**n toute connaissance de cause et en contradiction avec la loi séparatisme, le ministère de l'intérieur a-t-il permis la tenue du vote à l'élection présidentielle turque en France dans les locaux d'une association religieuse ? Du 27 avril au 9 mai, à Décines-Charpieu, une commune de la métropole de Lyon, les électeurs turcs du Rhône ont pu voter au premier tour de scrutin dans un local mis à disposition par le Ditib, acronyme de « l'Union turco-islamique des affaires religieuses en France », une fédération de mosquées directement rattachée au ministère des affaires religieuses de la République de Turquie.

Révéler sur le site du *Point*, ce choix a suscité l'indignation des élus mais l'affaire en est restée à un niveau local. Or, d'après les informations du *Monde*, le ministère de l'intérieur a été informé dès la fin avril, et sans s'y opposer, du caractère illégal de la tenue de ce scrutin. L'article 84 de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, dite « loi séparatisme », l'un des textes phare adopté à l'initiative du ministre de l'intérieur Gérald Darmanin et de Marlène Schiappa, à l'époque ministre déléguée chargée de la citoyenneté, a pourtant modifié la loi sur la laïcité de 1905 en interdisant formellement « de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte ou

*dans leurs dépendances qui en constituent un accessoire indissociable* ». Un délit théoriquement puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Le bureau de vote de Décines est un des neuf bureaux de vote prévus en France pour les électeurs turcs, ouvert aux 80 000 votants résidant dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Autrefois situé dans les locaux du consulat turc à Lyon, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de la ville, le bureau de vote a été transféré à Décines, dans une salle de l'association Ditib, située à quelques mètres de la mosquée implantée dans une zone industrielle.

Pour les représentants du gouvernement turc à Lyon, ce nouveau site de vote a l'avantage d'accueillir plus facilement les électeurs venus en car ou en voiture. Et il serait parfaitement régulier, car indépendant de la mosquée proche et appartenant à une association enregistrée sous le régime de la loi de 1901, sans destination religieuse – un argumentaire repris par la préfecture du Rhône, contactée par *Le Monde*.

« **Sérieux problèmes d'organisation** »

« *La distinction entre la mosquée et le hangar attenant est assez artificielle, tout est situé sur un même tènement cadastral* », estime au contraire Lau-

rence Fautra, maire (Les Républicains, LR) de Décines. Outre la connotation religieuse du lieu, l'élu soulève « *de sérieux problèmes d'organisation* » : « *Des véhicules se garagent sur les trottoirs et les espaces des entreprises, le lieu n'est pas adapté du tout.* » La police municipale a dressé 200 procès-verbaux pour non-respect du stationnement, durant la période d'élection, selon la maire qui affirme avoir

Les alertes adressées au ministère de l'intérieur ont été répétées, notamment de la part d'élus et d'associations, et par le biais de la préfecture du Rhône, au long de la semaine qui a suivi le week-end des 6 et 7 mai, marqué par l'affluence des électeurs, afin d'éviter qu'un tel choix ne se reproduise pour le second tour de scrutin, prévu du 20 au 24 mai en France. « *Vous n'êtes pas sans méconnaître cette information puisque vos services contribuent à la sécurisation de ces opérations de vote* », a notamment écrit au ministre, vendredi 12 mai, l'association Comité de défense de la cause arménienne, en appelant la Place Beauvau à « *veiller à ce qu'en cas de second tour pour l'élection en cours, ce type de bureau de vote soit immédiatement fermé* ».

Officiellement, le consulat de Turquie à Lyon, situé dans le très bourgeois 6<sup>e</sup> arrondissement, a choisi le siège régional

du Ditib pour éviter les déconvenues du scrutin législatif de juin 2015. Aucun débordement d'ampleur n'y avait été constaté mais les élections s'y étaient déroulées dans un climat de tension entre électeurs et manifestants anti-Erdogan. Une unité de CRS avait dû être déployée en urgence pour garantir la sécurité des opérations et fluidifier une circulation et un stationnement anarchiques.

En réalité, le choix du siège rhodanien du Ditib n'a rien d'anodin pour les représentants du gouvernement d'Ankara en France. Véritable bastion de la communauté turque en France aux yeux du gouvernement Erdogan, le Rhône est aussi une vitrine électorale : à l'élection présidentielle de 2018, Recep Tayyip Erdogan y avait réuni près de 90 % des suffrages, un record.

### Asseseurs kurdes agressés

« *Le local ne servait pas qu'à des fins religieuses* », s'est défendue une représentante du consul de Turquie en France dans les colonnes du *Progrès de Lyon*, une justification qui fait bondir la députée Renaissance de la 13<sup>e</sup> circonscription du Rhône Sarah Tanzilli. « *Si ce local ne servait pas "qu'à des fins religieuses", c'est bien qu'il y servait au moins quelquefois. Or, la loi séparatisme est explicite : c'est formellement prohibé. Par ailleurs, l'agglomération lyonnaise compte plé-*



thore de salles de réunion à louer. Il est manifeste que celle du Ditib a été choisie en toute connaissance de cause. » Jeudi 11 mai, la parlementaire a signalé les faits au procureur de la République de Lyon au titre de l'article 40 du Code de procédure pénale qui prévoit que « toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est

tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République ».

M<sup>me</sup> Tanzilli évoquait également la violente agression perpétrée contre des assesseurs kurdes en marge des opérations de vote, dans le bureau de Décines. Ce dont témoigne Tuna Altinel, qui a déposé plainte pour « violences en réunion » de plusieurs observateurs, le dernier jour du vote. Représentant d'un parti de gauche,

le mathématicien en poste à l'université de Lyon a été observateur du vote et relève aussi l'emprise religieuse des lieux. « La salle de vote est située à 10 mètres de la mosquée et de l'école coranique. Les sanitaires et la cafétéria sont communs. L'endroit forme un tout, il est faux de prétendre le contraire », affirme celui qui a subi trois mois d'incarcération en 2019 en Turquie, et deux ans

d'interdiction de sortie du territoire pour son opposition au président Erdogan.

La confusion présumée entre association culturelle et lieu de vote fait l'objet d'une double procédure auprès du tribunal administratif de Lyon, pour « violation de la loi de 1905 sur la laïcité », entraînant une « atteinte au droit de vote ». « La loi de 1905 interdit des opérations

Le Monde

avec afp  
19 Mai, 2023

## L'Iran a exécuté trois hommes condamnés à mort en lien avec les manifestations

Majid Kazemi, Saleh Mirhashemi et Saeed Yaghoubi ont été reconnus coupables de « moharebeh » (« guerre contre Dieu ») et d'avoir été en possession d'une arme.

Trois hommes condamnés à mort en Iran, pour leur implication dans la mort de membres des forces de l'ordre lors des manifestations déclenchées par celle de Mahsa Amini l'année dernière, ont été exécutés vendredi 19 mai, a annoncé l'autorité judiciaire. Majid Kazemi, Saleh Mirhashemi et Saeed Yaghoubi ont été reconnus coupables de « moharebeh » (« guerre contre Dieu ») et d'avoir été en possession d'une arme lors d'une manifestation dans la ville d'Isfahan (centre), selon le site de l'agence d'information de l'autorité judiciaire Mizan Online.

Arrêtés en novembre, les trois hommes ont été condamnés à mort en janvier. Ils ont aussi été reconnus coupables d'être membres de « groupes illégaux ayant l'intention de porter atteinte à la sécurité du pays et de collusion conduisant à des crimes contre la sécurité inté-

rieure », a ajouté Mizan. « Selon les preuves et les déclarations des accusés, les tirs [d'arme à feu] de ces trois personnes ont conduit au martyre de trois membres des forces de sécurité », a ajouté Mizan Online.

Majid Kazemi, dont certains proches vivent en Australie, avait été l'objet d'une pétition adressée à la ministre des affaires étrangères australienne, Penny Wong, demandant son soutien en vue d'un acquittement. « Majid n'a que 30 ans. C'est une personne affectueuse, compatissante et pleine de volonté. Comme de nombreux autres Iraniens, il a participé à des manifestations pacifiques pour faire entendre sa voix et demander des changements », a écrit son cousin Mohammad Hashemi, dans le texte de la pétition publiée sur change.org.

L'Iran est secoué par un mou-

vement de contestation depuis la mort, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une Iranienne kurde de 22 ans, trois jours après son arrestation par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant aux femmes, notamment, le port du voile.

« La machine à tuer du gouvernement s'accélère », selon l'IHR

Après la Chine, l'Iran est le pays où les condamnés à mort sont le plus exécutés, selon Amnesty International. Le 9 mai, le haut-commissaire des Nations unies (ONU) aux droits de l'homme, Volker Türk, a également dénoncé « le nombre incroyablement élevé » d'exécutions cette année en Iran, plus de dix par semaine en moyenne.

En 2022, 582 personnes ont subi la peine capitale, en

hausse de 75 % par rapport à l'année précédente, avaient dit en avril Iran Human Rights (IHR) et une autre organisation, Ensemble contre la peine de mort (ECPM), basée à Paris. Mais le rythme des exécutions a été encore plus intense en 2023 : l'ONG Iran Human Rights, basée en Norvège, dénombre au moins 218 exécutions depuis le début de l'année.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, au moins 209 personnes ont été exécutées, principalement pour des délits liés à la drogue, selon l'ONU, qui précise que ce nombre pourrait être plus élevé. « La machine à tuer du gouvernement s'accélère », a estimé le 10 mai Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur de l'IHR : « Son objectif est d'intimider le peuple, et ses victimes sont les personnes les plus faibles de la société.

Challenge

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

avec afp  
21 Mai 2023

## Présidentielle : la Turquie à droite toute avant le second tour

Les deux rivaux pour la présidence turque ont désormais sept jours pour convaincre les électeurs qui leur ont fait défaut le 14 mai, avec un avantage au président sortant après la percée des conservateurs.

Avec 49,52% des suffrages, Recep Tayyip Erdogan, 69 ans, qu'on disait fatigué et usé par vingt ans de pouvoir, part avec 2,5 millions de voix d'avance sur le social-démocrate Kemal Kılıçdaroglu, 74 ans, ancien haut fonctionnaire et vieux routier de la politique.

Lui qui promet le "retour du printemps", la "démocratie apaisée" et le retour à l'état de droit n'a pas séduit au-delà de 44,9% des électeurs qui se sont déplacés, entamant le crédit de la vaste coalition qu'il entend emmener au pouvoir, de la droite nationale à la gauche.

Après la forte mobilisation du 14 mai et un taux de participation de 89%, l'Eurasia Group consultancy, un des rares cabinets à avoir prédit l'avance de M. Erdogan au premier tour, le donne gagnant au second.

"Beaucoup d'électeurs nationalistes désapprouvaient le choix de Kılıçdaroglu pour représenter l'opposition et ne l'ont pas soutenu" rappelle le politologue Berk Elsen, de l'université Sabanci d'Istanbul.

Entre les deux prétendants qui vont se disputer chèrement ses 2,79 millions de voix, un troisième homme, Sinan Ogan, ancré dans l'extrême-droite nationaliste, veut avant toute chose se débarrasser des



Présidentielle: la Turquie à droite toute avant le second tour © AFP/ Adem ALTAN

quelque cinq millions de réfugiés et immigrés installés dans le pays.

Ogan, 54 ans, savoure et fera savoir qui il soutient "la semaine prochaine", a-t-il prévenu.

Il a été reçu vendredi pendant une heure par M. Erdogan à Istanbul, mais hormis la photo de sa poignée de main avec un "reis" crispé, rien n'a filtré.

Mais pour Berk Esen, il n'est même pas sûr qu'Erdogan ait même besoin de lui. "Il est confiant", juge-t-il.

En revanche, Kılıçdaroglu, qui n'a pas encore vu Sinan Ogan, s'entretenait simultanément avec le chef du parti nationaliste Zafer, Ümit Özdağ.

Incontournable pour l'opposition alors que la dynamique conservatrice du premier tour se retrouve dans la configuration du nouveau Parlement sorti des urnes dimanche dernier: 322 députés sur 600 appartiennent

au camp Erdogan (contre 213 à l'opposition) avec 268 élus pour son seul parti islamo-conservateur AKP, qui reste de loin la première formation, épaulé par le MHP nationaliste (50) et plusieurs petits partis islamistes comme le Hûda-Par (Hezbollah kurde, quatre élus) et Yeniden Refah (cinq).

- pas de meeting -

Alors que le combat s'annonce rude, Kılıçdaroglu a déserté les estrades: pas un meeting depuis le premier tour, juste un bain de foule vendredi au mausolée de Mustafa Kemal Atatürk, père fondateur de la République turque et du parti CHP, qu'il préside depuis dix ans.

Mais ses paroles ont déjà devancé les actes avec une déclaration qui a surpris jeudi par sa virulence, dans laquelle il a promis de "renvoyer tous les réfugiés chez eux dès (son) arrivée au pouvoir".

M. Kılıçdaroglu avait déjà affirmé

vouloir renvoyer les 3,7 millions de Syriens chez eux "dans les deux ans", en cas de victoire.

Et alors qu'il avait reçu le soutien franc de la formation prokurde HDP dont l'un des chefs, Selahattin Demirtas, est emprisonné depuis 2016, le candidat a également riposté aux accusations de "terrorisme" formulées par le camp Erdogan contre ce parti.

"Je ne me suis jamais assis à une table avec des organisations terroristes et je ne le ferai jamais", a soutenu le candidat.

"On donnait les Kurdes faiseurs de roi et c'est l'extrême-droite nationaliste qui joue ce rôle", constatait cette semaine le chercheur Yohanan Benhaïm de l'Institut français d'études anatoliennes, à Istanbul.

Dans un entre-deux tours un peu mou, la cheffe du bon Parti (Iyi) Meral Aksener, la Dame de fer de l'Alliance d'opposition a annoncé samedi son intention de rencontrer "ceux qui ont voté pour Erdogan et ceux qui sont encore indécis".

Pendant ce temps, M. Erdogan enchaîne les déplacements dans les zones frappées par le séisme du 6 février (au moins 50.000 morts, trois millions de déplacés) qui ont massivement voté pour lui.

Accueilli par des mers de drapeaux rouges, il promet, vidéo à l'appui, une reconstruction "dans les six mois" et reprend avec constance les mêmes accusations qui consistent à lier le camp adverse aux "terroristes" et aux "LGTB".



## Turquie : le dangereux virage à droite de l'opposition

En vue du second tour de l'élection présidentielle du 28 mai, Kemal Kılıçdaroglu, l'adversaire du président Recep Tayyip Erdogan, adopte un ton et des thèmes de campagne, inspirés par l'ultranationalisme

**A** droite toute ! Puisque le nationalisme est parvenu, au soir du premier tour des élections générales du 14 mai, à pousser la politique turque vers ses extrêmes, le candidat de la coalition d'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, a décidé de creuser son sillon à droite, bien plus à droite, en tout cas, que jusqu'ici, en vue du second tour de la présidentielle, prévu le 28 mai.

Distancé de près de cinq points, dimanche 14 mai, par le président sortant, Recep Tayyip Erdogan, le chef de file du Parti républicain du peuple (CHP) a lancé son offensive, mercredi 17, en s'insurgeant, dans une vidéo, contre le nombre de réfugiés installés sur le territoire national turc : « *Nous n'abandonnerons pas notre patrie à cette mentalité qui a introduit 10 millions de sans-papiers parmi nous* », a-t-il clamé.

L'antienne n'est pas nouvelle. M. Kılıçdaroglu a souvent rappelé, ces dernières années, en abordant le sujet de la crise économique qui frappe la Turquie, qu'il souhaitait le départ des réfugiés (Syriens en particulier). Son ton, désormais, se distingue par sa véhémence et par le chiffre considérable qu'il avance, lequel correspond peu ou prou à celui qu'utilisent, dans leurs discours, les formations les plus ultranationalistes du pays.

Le candidat de la coalition dite « Alliance de la nation », ou « table des six », a poursuivi, le lendemain, d'une voix qu'on ne lui connaissait pas, de la tribune du quartier général du CHP, à Ankara, sous un gigantesque portrait d'Atatürk, fon-



Kemal Kılıçdaroglu, candidat de la coalition d'opposition turque, à Ankara, le 19 mai 2023. ALP EREN KAYA / CHP/REUTERS

dateur de la République de Turquie : « *Erdogan, n'est-ce pas toi qui t'es assis maintes fois à la table des négociations avec les organisations terroristes ?* » Le propos se réfère au processus de paix (2003-2015) engagé par Ankara avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il renvoie aussi aux critiques systématiques de son adversaire qui l'accuse d'être lié à cette formation interdite en Turquie pour obtenir le soutien du HDP, le parti de gauche prokurde.

### Discussion avec une formation anti-immigration

Le président Erdogan a fait de la collaboration informelle de Kılıçdaroglu avec le HDP un enjeu-clé de sa campagne. Une accusation qui a porté ses fruits, selon de nombreux analystes, et coûté des voix au candidat de l'opposition, en particulier parmi les électeurs nationalistes. A la tribune, jeudi, le candidat a donc tenu à insister : « *Je ne me suis jamais assis à une table avec des organisations terroristes et je ne le ferai jamais.* »

Le lendemain, il a engagé des discussions avec Ümit Özdag, le chef d'une nouvelle formation d'extrême droite anti-immigration et antikurde, le Parti de la victoire (Zafer Partisi). Ce dernier est l'allié de [Sinan Ogan](#), le candidat arrivé troisième de la présidentielle avec 5,3 % des voix, présenté depuis comme le « *faiseur de rois* » du deuxième tour, et dont les idées relèvent aussi de l'ultranationalisme. Au cours d'une déclaration commune, Kemal Kılıçdaroglu a mis de nouveau l'accent sur le nécessaire retour dans leurs pays des demandeurs d'asile et affirmé que ce problème pourrait être résolu rapidement en passant des accords de réadmission avec leurs nations d'origine. Les deux dirigeants ont laissé entendre que des tractations au sujet de futurs postes ministériels avaient également eu lieu. En cas d'accord, et de victoire, M. Ogan pourrait se voir offrir la tête d'un nouveau ministère des migrations, voire la vice-présidence.

Au même moment, on apprenait que ce dernier venait de sortir

d'une réunion avec Recep Tayyip Erdogan au palais de Dolmabahçe, à Istanbul. L'entrevue d'une heure n'était pas prévue dans l'agenda officiel du chef de l'Etat. Celui-ci avait toutefois prévenu, à la mi-journée, qu'il ne se « *plierait pas aux souhaits de Sinan Ogan* ».

Alors que l'opposition – confortée en cela par une série de sondages – s'était préparée à la victoire de son candidat au premier tour ou, à tout le moins, s'était installée dans l'idée de le voir prendre la tête du scrutin, il n'a fallu que quelques heures après le choc des résultats du 14 mai pour que soit réorientée la campagne du candidat Kılıçdaroglu. Dès lundi soir, le chef de file de l'opposition aurait, selon plusieurs sources, rencontré de hauts responsables de l'armée. Le lendemain, une réunion avec les cinq autres partenaires de la coalition a, semble-t-il, permis de fixer les détails de ce tournant droitier, s'efforçant d'attirer par ce biais les électeurs de la formation nationaliste de Meral Aksener, Le Bon Parti (Iyi Parti), arrivée quatrième du scrutin. Un internaute sur Twitter, résumant la situation, se félicitait que le candidat ait décidé de remplacer le cœur qu'il formait avec ses deux mains, à chacun de ses meetings, par un poing levé.

### Faillies importantes

Ce durcissement des thèmes de campagne n'est pas sans risque. Au-delà d'un changement de ton souvent mal perçu au milieu du processus électoral, comment conserver, dans un pays aussi polarisé que la Turquie, le soutien massif d'un

électorat associant la gauche et les Kurdes avec les franges les plus droitières et nationalistes du spectre politique ? Ce grand écart paraît dangereux, d'autant que les résultats de dimanche battent en brèche l'idée d'un « antierdoganisme » majoritaire dans le pays. « Je ne pense pas que le facteur Sinan Ogan influence vraiment le vote kurde », souligne le journaliste Ferit Aslan, basé à Diyarbakir, fin connaisseur des dynamiques de la région, avant d'ajouter : « Les élections ont tellement déprimé les électeurs du YSP [le Yesil Sol, Parti de la gauche verte, prêtre-nom du HDP pour ces élections, poursuivi en justice] que je ne suis pas sûr que la participation sera aussi élevée que la précédente pour le 28 mai. »

Pour Halil Karaveli, auteur et

analyste de l'Institut Asie centrale-Caucase, « ce nouveau positionnement de Kiliçdaroglu arrive bien trop tard ». Il ajoute : « Je comprends les calculs qui ont guidé Kiliçdaroglu et le souci de gagner des électeurs, mais je ne suis pas sûr qu'il y ait une solution à son équation. C'est très difficile, voire peut-être impossible. »

A ce tableau complexe sont venus s'ajouter des problèmes d'organisation. Le premier tour de l'élection a révélé des failles importantes dans le dispositif mis en place par le CHP. Selon de nombreuses sources, le nombre d'observateurs du parti s'est avéré nettement insuffisant, contrairement à ce qu'avaient annoncé ses dirigeants. Des irrégularités ont été détectées. Le CHP, l'YSP et le Parti ouvrier de la Turquie

ont entamé des démarches auprès du Haut Conseil électoral pour contester le résultat de milliers de bureaux de vote. Si Muharrem Erkek, chargé des affaires juridiques et électorales au sein du CHP, a précisé que les potentielles irrégularités n'étaient pas de nature à modifier le résultat de la présidentielle, le recomptage a permis néanmoins d'établir que des milliers de voix avaient été attribuées à l'AKP et au MHP (son allié), quasi systématiquement en défaveur du YSP.

### Retrouver un élan

Au sein même de la formation de Kemal Kiliçdaroglu, le message de fermeté s'est doublé d'une reprise en main de la campagne de communication. Trois des principaux conseillers du candidat ont démissionné en

lieu de semaine. Mehmet Ali Yüksel, ancien président de la section du CHP dans le quartier de Kagithane, à Istanbul, a été nommé au poste de conseiller aux « affaires politiques et à la propagande de campagne », et l'équipe de communication d'Ekrem Imamoglu, qui lui avait permis de décrocher la victoire à la mairie d'Istanbul, en 2019, a également été mobilisée.

Il leur reste une semaine pour retrouver un nouvel élan. Une tâche ardue autant que délicate : après avoir vanté les mérites de la démocratie, de la justice et d'une sortie de l'autoritarisme grâce à la restauration d'un système parlementaire, Kemal Kiliçdaroglu tente de camper à présent le candidat à poigne. Il n'est pas certain qu'il y parvienne aussi bien que son rival.

LE FIGARO

21 Mai, 2023

## Les deux Turquie : une ligne de faille électorale

Gilles Kepel, politologue, spécialiste de l'islam et du monde arabe, le directeur de la chaire MOYEN-ORIENT Méditerranée à l'École normale supérieure analyse le résultat élevé d'Erdogan au premier tour de l'élection présidentielle en Turquie et les conséquences qu'aurait sa réélection, vraisemblable, le 28 mai.

À la surprise de la plupart des instituts de sondage et des marchés, le président sortant Recep Tayyip Erdogan est arrivé en tête lors du premier tour du scrutin du 14 mai, près de 5 points devant son principal rival, Kemal Kiliçdaroglu, tandis que les partis de sa coalition obtenaient 322 des 600 sièges du Parlement. Les dés paraissent jetés pour le second tour le 28 mai, comme l'ont anticipé la Bourse d'Istanbul et la livre turque, qui ont plongé en défiance envers la continuation des politiques « erdoganonomiques ». Celles-ci ont apporté les voix du cœur anatolien au président, mais

devraient se traduire par l'aggravation de la crise financière de la Turquie.

La carte des résultats par départements illustre la faille qui sépare deux, ou plutôt trois ensembles - qui ont massivement mobilisé les électeurs, avec une participation de 89%, score rarement atteint dans les démocraties occidentales. La coalition entre ultranationalistes et islamistes conservateurs (dite « synthèse turco-islamique ») l'emporte nettement dans l'Anatolie centrale, profondément sunnite, y compris à Maras, l'épicentre du tremblement de terre de fé-

vrier, dont le bilan a été si dévastateur à cause des promoteurs immobiliers corrompant les édiles pour pouvoir construire en deçà des normes parasismiques : le président sortant y a obtenu 72 % des suffrages. En face, tant les régions côtières de l'Ouest et du Sud, plus riches et développées, que l'Est, peuplé majoritairement de Kurdes, ont voté pour l'opposition, sans que cela permette de faire basculer les résultats en sa faveur. La recette gagnante du succès durable de la coalition pro-Erdogan est une mixture de politiques identitaires et de mesures économiques. La po-

pulation anatolienne, marginalisée culturellement pendant trois quarts de siècle de laïcisation à l'européenne par Atatürk et ses héritiers, a significativement profité du soutien apporté par le parti AKP aux classes moyennes pieuses depuis son arrivée au pouvoir en 2002. Cela a contribué à la croissance à deux chiffres durant sa première décennie aux affaires, succès qui s'inscrivait dans la montée en puissance globale des Frères musulmans au Moyen-Orient à cette époque, et que Washington comme Bruxelles célèbrèrent en tant que « modèle turc ». Bien que ces politiques



se fussent avérées intenable, engendrant l'inflation massive d'aujourd'hui et la dépréciation de la monnaie nationale, le bloc électoral anatolien du président a craint de devoir payer le prix d'orientations économiques plus orthodoxes inspirées par les modèles occidentaux, et l'a soutenu sans faiblir, malgré la dureté de la vie quotidienne.

Plus encore, cette population s'est fortement identifiée à un mode de gouvernance religieux et autoritaire, enraciné dans une perception du legs ottoman qui « rendrait à la Turquie sa grandeur » - lui donnant un rôle de pivot entre l'Union européenne et le Moyen-Orient, entre l'Otan et la Russie. L'une des principales attractions de la campagne fut le porte-avions Anadolu (« Anatolie »), flamboyant neuf, ancré à Istanbul, et que des foules venaient visiter en faisant jusqu'à cinq heures de queue (il ne fut pas dévoilé qu'il avait été construit sur des plans espagnols).

En conséquence, cet électorat ne pouvait donner ses voix à la coalition plurielle de l'opposition, n'accordant pas sa confiance au mélange de sen-

sibilités laïques, aléviées et kurdes, perçues comme sapant le socle identitaire turco-islamiste. Cette guerre des cultures s'est cristallisée dans la formule de l'un des ministres de l'AKP peu avant le scrutin, qui prophétisait que, en fonction des résultats, soit les partisans de l'opposition sabreraient le champagne, soit ceux d'Erdogan rendraient grâce à Allah et se prosterneraient en direction de La Mecque sur leur tapis de prière.

Quel que soit le pronostic de la victoire finale du président sortant au second tour, le seul fait qu'il n'ait pu l'emporter le 14 mai a montré qu'une quasi-moitié des 60 millions d'électeurs ont mis de côté leurs contradictions entre laïcs et religieux, nationalistes et Kurdes, sunnites et alévis, pour se fonder dans un rejet viscéral du dirigeant turc. Il reste à voir dans quelle mesure cette coalition comme telle pourrait survivre à une défaite le 28 mai, mais la polarisation de la société civile autour de la figure clivante de Recep Tayyip Erdogan est plus profonde que jamais. Certains ont mis en doute la capacité de son adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, après qu'il a diffusé une

vidéo devenue virale sur son origine aléviée (il est aussi partiellement kurde), à séduire les électeurs anatoliens turco-sunnites qui auraient pu voter pour lui si les enjeux économiques avaient été le moteur principal de leur choix : or la question de l'identité culturelle semble avoir pesé durablement. Le pluralisme que défendait l'opposition comme coalition de minorités a posé problème - à comparer avec l'élection présidentielle américaine de 2016 qui a vu chuter la coalition arc-en-ciel des démocrates emmenés par Mme Clinton face au « Make America Great Again » de Donald Trump, ou à situer en perspective avec la montée des populismes de droite extrême dans l'Union européenne, de la Scandinavie à l'Italie - sans oublier la victoire annoncée de Mme Le Pen en France pour le scrutin de 2027...

Enfin, le succès de Recep Tayyip Erdogan au second tour renforcerait significativement le bloc antilibéral qui s'étend de Moscou à Pékin en passant par les autocraties arabes, via les Brics, l'Organisation de coopération de Shanghai, les accords d'Astana turco-irano-

russe sur la Syrie, la médiation chinoise entre Riyad et Téhéran, etc. L'intervention russe dans la campagne a été dénoncée par Kemal Kılıçdaroglu, tandis que Vladimir Poutine faisait l'éloge de son adversaire - qui s'est avéré un soutien face aux sanctions occidentales, Istanbul étant devenue l'un des principaux carrefours pour permettre à Moscou de contourner celles-ci par les échanges commerciaux, les déplacements des oligarques et le blanchiment de leurs capitaux.

Plus encore, la Turquie profondément polarisée qui se profile pour l'après-28 mai risque d'illustrer la ligne de faille entre Occident libéral et Orient autoritaire - bien davantage que le pont entre les cultures que l'homme fort d'Ankara s'est targué d'incarner durant ses deux décennies au pouvoir. Cela d'autant plus si, confirmé à la présidence, il capitalisait sur le chèque en blanc que lui ont donné ses politiques identitaires et continuait à subventionner son électorat anatolien au lieu de reconstruire une économie dont les maux obèrent l'avenir de son pays.

Le Monde

Sevin Rey-Sahin  
21 Mai 2023

## En Turquie, la douceur des montagnes rebelles de Dersim

**E**n images Les paysages de Dersim ont été le théâtre de l'histoire violente du peuple kurde, qui a longtemps payé de son sang ses velléités d'indépendance. Ses habitants photographiés par l'Allemande Miriam Stanke placent leurs espoirs en Kemal Kılıçdaroglu, principal opposant à Recep Tayyip Erdogan dans la présidentielle dont on connaîtra l'issue ce dimanche.

Dersim, ses hautes montagnes, aux cimes parsemées de tours de guet, sa rivière, Munzur, verdoyante, autrefois rougie par le sang de milliers de victimes. Dersim, terre de révoltes et d'oppression, une patrie dont le nom, telle une étiquette qui colle à la peau, dit tout de vos passé, croyances et confession. « *Je suis Kemal de Dersim* », répète depuis des années Kemal Kılıçdaroglu, le rival de Recep Tayyip Erdogan

à l'élection présidentielle turque.

Le chef de file du Parti républicain du peuple vient d'une famille pauvre issue de cette région montagneuse, située à l'est de la Turquie et à 500 kilomètres de la frontière arménienne, où vivent principalement des Kurdes alévis. Culte syncrétique et hétérodoxe issu du chiisme, mais aussi du zoroastrisme et du

chamanisme anatolien, l'alévisme est ostracisé. Ses adeptes, représentant environ 15 % de la population turque, sont considérés comme des hérétiques depuis l'Empire ottoman.

« *Je suis alévi* », a pourtant osé déclarer Kemal Kılıçdaroglu [sur son compte Twitter le 19 avril](#). Une première en cent ans de République turque. Un alévi de Dersim : c'est plus

qu'un symbole, une révolution. En 2014, lorsqu'elle entend parler de Dersim et des alévis pour la première fois, Miriam Stanke, née en 1983, alors étudiante en photographie documentaire, est « fascinée par cette communauté qui vénère la nature dans cette enclave de résistance où l'on s'est toujours battu pour défendre son identité ».

### Hostiles au pouvoir central

Pendant trois mois, la photographe allemande arpentera la région avec son appareil argentique. Sa série intitulée *Et la montagne dit à Munzur, toi, rivière de mes larmes* met en scène avec poésie le quotidien et les rituels dans ces montagnes où ont été écrites les pages les plus sombres de l'histoire turque.

Sous l'Empire ottoman, sur ces sommets culminant à plus de 3 000 mètres, vivent en quasi-autarcie des tribus kurdes alévis hostiles au pouvoir central. Lorsque, dans les années 1920, Mustafa Kemal Atatürk entreprend de turquiser sa jeune nation, il craint l'esprit contestataire des Kurdes de Dersim. Il y fait entrer la République et ses lois à travers la construction de ponts, d'écoles et d'hôpitaux.

En 1935, le nom de Dersim est turquisé en Tunceli (« main de bronze »). La même année, une loi force les Kurdes à migrer dans des régions à majorité turque. Les chefs tribaux s'y opposent en incendiant un pont et un commissariat en mars 1937. La réponse de l'Etat sera d'une grande violence.

Jusqu'en décembre 1938, des villages entiers sont bombardés, les grottes où se réfugient les victimes sont incendiées, des enfants kurdes sont enlevés pour être placés dans des familles turques. Le bilan officiel est de 16 000 morts. « *Dersim est une mémoire honteuse pour le pouvoir kémaliste* », résume Hamit Bozarslan, doc-



Une vue depuis la maison de la petite-fille du révolutionnaire Seyid Riza (1863-1937), près de laquelle ont été installées des ruches, en septembre 2014. MIRIAM STANKE

teur en histoire et en sciences politiques à l'Ecole des hautes études en sciences sociale.

### Refuge de combattants

A partir des années 1970, ces montagnes et l'esprit rebelle de Dersim attirent les dissidents politiques de gauche, avant de devenir le refuge des combattants du Parti des travailleurs

une fois forcée d'abandonner cette nature sacrée.

Avec une esthétique digne d'un film de Nuri Bilge Ceylan, Miriam Stanke rend hommage à cette nature. « *Ce calme, ce contraste entre la beauté des paysages et le trauma collectif m'ont beaucoup marquée. Ce qui frappe, c'est cette poésie qui semble l'emporter sur tout* », souligne-t-elle. Dans la

poèmes. « *Les lieux de pèlerinage peuvent être une roche, une source, un arbre, une rivière* », assure Miriam Stanke. Ici, cette nature est aussi une fierté et un « *témoin silencieux du passé* ».

Quatre-vingt mille personnes habitent encore la région. Beaucoup sont parties, mais celles qui restent le font par choix. Dans les portraits de femmes, on lit une grande détermination, « *elles sont très attachées à leur culture, à leurs tenues traditionnelles, à leurs terres mais aussi à leur indépendance, certaines ne souhaitent pas se marier pour rester libres* », affirme Miriam Stanke. Dans les regards, on retrouve aussi l'espoir. « *Tous imaginaient alors que les souffrances étaient derrière eux* », se souvient Miriam Stanke.



A Dersim, en juillet 2014, des portraits de héros kurdes. De haut en bas et de gauche à droite, le chanteur contestaire Ahmet Kaya, le leader du soulèvement de Dersim Seyid Riza, le réalisateur Yilmaz Güney, (et en bas), Hazret Ali, compagnon du prophète Mahomet et figure centrale de l'alévisme, le révolutionnaire marxiste Ibrahim Kaypakkaya et le militant d'extrême gauche Deniz Gezmiş. MIRIAM STANKE

du Kurdistan livrant une lutte armée contre les militaires turcs. Dans cette autre guerre, la population locale est encore

croissance alévie, tous les éléments de la nature ont une âme, sont célébrés dans des chants, des danses, des

Lorsqu'elle a réalisé son reportage, en 2014, le Parti démocratique des peuples, issu du mouvement politique kurde, était en pleine ascension. Aujourd'hui, son président, Kemal Kılıçdaroglu, doit affronter le 28 mai Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir à Ankara depuis vingt ans, dans un second tour de l'élection présidentielle. Un Kemal, comme le fondateur de la République turque, mais un Kemal de Dersim.a



## Turquie : à Kahramanmaras, Erdogan apparaît comme « le seul en ces temps de crise à pouvoir répondre aux besoins »

Très touchée par le séisme du 6 février, la ville a voté à 72 % pour le président sortant. Malgré l'arrivée tardive des secours, des habitants jugent que « personne n'aurait pu mieux faire » pour les aider que le dirigeant islamo-conservateur.

Dans la petite rue du Forgeron, qui mène au bazar de Kahramanmaras, le temps n'est plus qu'une suite de glissements furtifs entre les morts et la fatalité, la fatigue et les rêves d'une vie meilleure. Plus des deux tiers des maisons sont effondrées ou sinistrées par le tremblement de terre du 6 février. De jour comme de nuit, on entend les pelleteuses à l'œuvre et la valse des camions à benne. Quatre mois après la catastrophe, il reste encore beaucoup à faire. Les traits sont tirés, les regards fixes. Il n'y a que l'épaisse poussière qui ne tient pas en place. Près de 10 000 personnes sont mortes ici. [Plus de 50 000 dans toute la zone touchée](#). Beaucoup plus selon les survivants.

Ils sont trois assis côte à côte sur leurs petites chaises en forme de trône. Trois hommes, Ahmet, Fahri et Pasa, et autant de générations, de 30 à 70 ans, installés sur ce qui reste de trottoir. Aujourd'hui, la rue leur appartient. Et leur ressemble. Un miroir de la Turquie par le bas. Pasa, le plus âgé, vétéran de la campagne de Chypre (en 1974, la Turquie a envahi la partie nord de l'île de Chypre), cite les problèmes actuels du pays avec une parole et un ton en apparence totalement décomplexés : l'inflation qui ruine le pouvoir d'achat des gens, le système judiciaire auquel personne ne fait confiance et les politiques « *qui ne pensent qu'à eux* ». Il précise : « *Mais cela est vrai pour tous les pays.* » Aux élections



Un portrait du président turc Erdogan sur la tente dans laquelle une femme a été relogée à la suite du tremblement de terre. A Kahramanmaras, en Turquie, le 11 mai 2023. ISSAM ABDALLAH / REUTERS

du 14 mai, Pasa a voté pour le président Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis vingt ans, tout comme ses deux complices, Fahri et Ahmet. « *Sans hésiter* », ajoutent volontiers les trois hommes.

Nous y sommes. Dans une ville qui a été ravagée par le séisme, où les secours ont tardé, comme partout ailleurs, et dans laquelle le maire du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation de M. Erdogan, a même été [conspué et molesté](#) dès le premier jour de la catastrophe, les électeurs ont donné un blanc-seing au président sortant. Ainsi, 72 % des habitants ont voté pour lui, soit presque 10 points de plus que lors de la présidentielle de 2018. Le parti a certes perdu des voix, près de 9 % par rapport aux dernières législatives, un peu plus même qu'ailleurs dans le pays, mais pas le chef de l'Etat.

### Un tour de force

C'est le paradoxe auquel l'opposition turque tente de répondre depuis ce premier tour de scrutin. Les maux dont souffre le pays sont manifestes, mais la vaste coalition emmenée par le candidat Kemal Kılıçdaroglu et ses promesses de stabilité et de retour à l'Etat de droit ont échoué à rassembler une majorité. Après vingt ans de pouvoir, d'usure et de controverses, de critiques et de revirements, Recep Tayyip Erdogan reste, une fois encore, le favori de l'élection.

Pasa, qui ne donnera pas son nom complet, veut y voir au contraire une suite logique pour « *le seul politicien digne de ce pays à avoir réellement fait quelque chose depuis son arrivée au pouvoir* ». Et d'énumérer, pêle-mêle, les routes, les logements, les aéroports, les hôpitaux – « *il en a même*

*construit un en six semaines à Hatay* » –, les prouesses de l'industrie militaire, les drones et les hélicoptères, toutes ces réalisations qui ont fait du président l'alpha et l'oméga, selon lui, de l'autorité. « *Oui, il est digne et fort, le seul en ces temps de crise à pouvoir répondre aux besoins.* »

Lui-même a perdu sa maison dans le séisme. Fahri et Ahmet leur travail. « *Mais Erdogan ne peut pas être tenu pour responsable*, disent-ils. *L'étendue de la catastrophe était tellement énorme, personne n'aurait pu mieux faire.* » « *Bien sûr qu'il y a eu des erreurs commises*, admet Pasa, *mais Kılıçdaroglu ne donne pas confiance. Comment peut-on avancer avec six partis politiques [regroupés dans l'alliance de l'opposition] si différents ? Il paraît faible, Erdogan lui sait faire.* »

Pour le journaliste local Orhan Erkiliç, fin connaisseur de la région, le chef de l'Etat a réussi ce tour de force de rassurer une majorité de la population. Il continue, selon lui, de répondre à une aspiration sociale fortement ancrée dans la société turque. « *Quand on est dans le besoin ou dans une crise importante, on prend peur et le chef de l'Etat a su se montrer décisif*, explique l'observateur. *Les personnes qui ont tout perdu dans le séisme pensent à leur futur, pas à leurs morts, car la vie continue. En cela, Erdogan personnifie bien ce désir de stabilité, avec la promesse d'une nouvelle*

maison et d'une reprise normale des choses de la vie. »

#### « Liens émotionnels »

A comparer les chiffres, on constate que le candidat de l'opposition a fait le plein des voix dans les grandes villes du pays, Istanbul, Izmir et Ankara. Comme on pouvait s'y attendre, Kemal Kılıçdaroglu est également arrivé en tête dans les régions côtières de l'Ouest, qui comptent parmi les fiefs traditionnels de sa formation, le Parti républicain du peuple (CHP), ainsi que dans les régions du Sud-Est à majorité kurde. Partout ailleurs, Erdogan a mobilisé son électorat islam-conservateur, largement prédominant dans le centre du

pays et sur la côte de la mer Noire. La perte de la mégapole du Bosphore a été amplement compensée par les voix de l'arrière-pays.

L'accent mis, pendant toute la campagne, sur les valeurs familiales conservatrices et sa stature d'homme d'Etat fort a su reconforter son électorat. Surtout, le chef de l'Etat s'est imposé comme un pôle de stabilité dans ce centre anatolien et ces villes moyennes traditionnelles et industrielles comme Kahramanmaraş, Erzurum, Bingöl ou Konya. Même dans la province de Hatay, qui a été également fortement touchée par le séisme, le chef de l'Etat a obtenu près de 48 % des voix, presque au-

tant qu'aux précédentes élections.

« *Erdogan s'inscrit dans cette longue tradition d'un Adnan Menderes [1899-1961] et d'un Süleyman Demirel [1924-2015], celle d'un leader conservateur et populiste qui représente la population et qui réussit à établir des liens émotionnels et sentimentaux avec ses électeurs*, ajoute Halil Karaveli, auteur et analyste de l'Institut Asie centrale-Caucase. *L'actuel chef de l'Etat a même perfectionné ces liens, encore mieux que ses prédécesseurs.* »

A cela s'ajoute le contrôle de l'appareil d'Etat et de l'information, comme le précise Soner

Cagaptay, chercheur au Washington Institute et auteur d'une biographie du président turc (*A Sultan in Autumn*, « un sultan en automne », I.B. Tauris, 2021, non traduit) : « *Ce retour d'Erdogan est caractéristique d'un politicien qui a maintes fois démontré son habileté à utiliser les ressources de l'Etat à son avantage et à diviser ou à neutraliser ses adversaires.* » En meeting à Kahramanmaraş, samedi, le président a longuement remercié ses électeurs. Il a promis des nouvelles habitations à partir d'octobre, avant de conclure : « *Là où nous gagnons, tout le monde gagne, personne ne perd.* » C'est simple, et visiblement efficace.

Le Monde

avec afp  
22 Mai 2023

## Turquie : l'ultranationaliste Sinan Ogan, troisième homme de la présidentielle, soutiendra Recep Tayyip Erdogan au second tour

Fort de 5,2 % des voix recueillies au premier tour le 14 mai, Sinan Ogan, ancien membre du Parti d'action nationaliste (MHP), une formation d'extrême droite, était courtisé par [les deux finalistes de l'élection présidentielle turque](#) dont le second tour se tient dimanche en Turquie.

L'ultranationaliste s'est prononcé, lundi 22 mai, sur un soutien au président sortant,

Recep Tayyip Erdogan. « *Nous soutiendrons M. Recep Tayyip Erdogan (...) au second tour. J'invite nos électeurs qui ont voté pour nous au premier tour à soutenir M. Erdogan au second tour* », a déclaré à Ankara M. Ogan, troisième homme de la présidentielle.

Le quinquagénaire de haute taille, dissident du MHP, s'est offert les moyens de peser sur le second tour dont l'issue demeure incertaine. M. Erdogan

a obtenu 49,5 % des voix et son adversaire, le social-démocrate Kemal Kılıçdaroglu, 44,9 %, soit 2,5 millions de voix d'écart entre les deux.

#### Poussée du vote conservateur

« *Nos négociations ont été conduites autour des principes suivants : le terrorisme sera combattu ; un calendrier sera établi pour renvoyer les réfugiés ; et les institutions éta-*

*tiques turques seront renforcées* », a-t-il énuméré.

Son résultat illustre la poussée du vote conservateur à la faveur de ce scrutin qui a donné l'avance au président sortant, Recep Tayyip Erdogan. Reste à savoir vers quel candidat se porteront les 2,8 millions de suffrages rassemblés par M. Ogan, car une partie de son électorat entendait tourner le dos à M. Erdogan, au pouvoir depuis vingt ans.



## En Turquie, l'ombre d'une féministe assassinée plane sur les élections

Enlevée en 1988 et tuée, Konca Kuris fut l'une des nombreuses victimes d'un groupe islamiste radical dont la vitrine politique, le Hûda Par, a noué une alliance avec l'AKP pour les législatives.

**K**onca Kuris a été l'une des femmes qui a vécu au plus près de l'un des épisodes les plus dramatiques et sanglants de la « sale guerre » qui embrasa les régions kurdes de Turquie dans les années 1990, caractérisée par l'emploi d'escadrons de la mort, les assassinats extrajudiciaires et les disparitions.

Elle était une auteure et une militante islamiste connue pour ses vues féministes. Elle avait osé défier les enseignements islamiques orthodoxes sur les femmes et insisté sur le fait que les droits des femmes avaient une place dans l'islam. Elle-même était voilée, mais elle s'est battue pour que les femmes musulmanes puissent avoir le choix de porter le foulard ou non. Rien dans le Coran, répétait-elle, ne les y obligeait. Konca Kuris en est morte.

Enlevée en juillet 1998 par des membres du [Hezbollah turc](#), un groupe islamiste radical kurde né dans le Sud-Est anatolien, son corps a été découvert un an et demi plus tard sous une dalle de béton d'une maison de Konya. L'opération de police, à l'époque, avait permis de retrouver plusieurs dizaines d'autres cadavres ensevelis aux quatre coins du pays. Des cassettes vidéo, récupérées par les enquêteurs, révélèrent que Konca Kuris avait résisté pendant trente-cinq jours aux pressions et aux supplices de ses ravisseurs avant d'être exécutée. Un boyau de porc aurait été utilisé pour l'étrangler.

Nicole Pope, notre correspon-

dante au moment des faits écrira : « *Plusieurs des victimes étaient des hommes d'affaires islamistes, kurdes pour la plupart, kidnappés au cours des mois écoulés. Des membres d'organisations rivales, des anciens [du] Hezbollah qui avaient tenté de quitter le mouvement ou des musulmans qui ne partageaient pas l'interprétation brutale de l'islam prônée par l'organisation figurent également parmi les victimes.* » Et puis ceci : « *L'ampleur de cette organisation extrémiste mal connue du grand public et la brutalité de ses méthodes ont choqué le pays.* »

### Une spirale d'horreur et de sang

Un quart de siècle plus tard, le nom de Konca Kuris est réapparu. C'était il y a quelques semaines. Lorsque la formation du président Recep Tayyip Erdogan, le Parti de la justice et du développement (AKP), annonça sa décision de faire alliance avec le Hûda Par (« *parti de Dieu* ») aux élections du 14 mai. Cette formation (0,3 % aux élections de 2018) est considérée comme une continuation politique du Hezbollah, une sorte de vitrine légale. Ses dirigeants, eux, réfutent tout lien avec l'organisation. Deux d'entre eux, dont le vice-président, étaient pourtant en délégation officielle à Wiesbaden (Allemagne), fin avril, dans une mosquée connue pour avoir organisé, plusieurs années de suites, des commémorations en l'honneur du responsable du mouvement, [Huseyin Velioğlu, abattu par la police en jan-](#)

[vier 2000](#), peu avant les découvertes macabres.

Un petit retour sur l'histoire s'impose. Le Hezbollah turc (nommé ainsi par opposition au Hezbollah libanais créé à la même période) est apparu en 1984, quelques mois à peine après la décision du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, fondé en 1978) de basculer dans la lutte armée. Ce dernier est marxiste et athée, les extrémistes du Hezbollah jurent de l'éliminer. L'organisation islamiste mène alors de véritables opérations militaires à l'encontre du PKK et de ses partisans. Les affrontements sont extrêmement violents. Selon l'ONG Human Rights Watch, rien qu'entre 1992 et 1995, plus de mille personnes meurent sous les balles dans les rues des villes du Sud-Est turc.

Très vite, les accusations se multiplient contre les autorités turques. Une commission d'enquête publiera dès 1997 un rapport accablant, concluant que les forces de sécurité soutenaient bel et bien le Hezbollah. Elles sont soupçonnées d'utiliser ces groupes armés dans ses basses œuvres de contre-guérilla afin d'affaiblir le mouvement rebelle. C'est la spirale d'horreur et de sang.

L'organisation islamiste élargit sa guerre à l'ensemble des acteurs qu'il juge contraires à la loi islamique. Mehmet Ali Sincar, député de la formation prokurde Parti de la démocratie (DEP), est abattu à Batman. Le chef de la police de Diyarbakir, Gaffar Okkan, est achevé dans sa ville avec vingt balles dans la tête.

### Quatre sièges au Parlement

A partir de 1998, le Hezbollah s'en prend également aux repentis et aux voix critiques. C'est le cas de Konca Kuris qui s'était rapprochée du mouvement en 1988, par l'intermédiaire d'un de ses voisins, avant de prendre ses distances quelques années plus tard. Elle se tourna alors vers un courant de l'islam qui rejette toute autorité religieuse, continuant sa lutte contre la domination masculine avec ses discours et ses écrits religieux et politique.

Elle avait cinq enfants et 38 ans quand la police a retrouvé son corps. Le président de l'époque, Suleyman Demirel, reconnu que certaines « *forces appartenant à l'Etat* » avaient peut-être noué des liens avec le Hezbollah, tout en s'empressant d'insister sur le fait qu'elles avaient agi « *illégitimement* ».

Le 26 mars, à la suite de l'annonce de l'alliance avec l'AKP, le frère aîné de Konca Kuris a décidé de faire une déclaration publique. « *Notre sang se glace quand nous observons cette alliance, a-t-il dit. Hûda Par est une organisation qui est à l'origine de massacres. Tout le monde le sait, même les oiseaux.* » Et d'ajouter : « *Deux des hommes arrêtés à l'époque ont été libérés en 2011. L'un d'entre eux fait partie des fondateurs du parti.* » Aux élections législatives de dimanche, Hûda Par a remporté quatre sièges au Parlement. Une première pour cette formation.

## Turquie : Kemal Kiliçdaroglu joue son va-tout pour le second tour

Plus de 2,5 millions de voix séparent, à l'issue du premier tour de la présidentielle turque, le leader de l'opposition du chef de l'État sortant. Un écart difficile à combler pour l'emporter au second tour et pour lequel Kemal Kiliçdaroglu, 74 ans, est prêt à durcir le ton pour s'attirer les voix des ultranationalistes.

« J'apporterai le droit et la justice à ce pays », une « démocratie apaisée », promettait Kemal Kiliçdaroglu, chef du parti kémaliste laïc, de gauche (CHP). Le message n'a pas suffi à mobiliser une majorité de Turcs au premier tour de l'élection présidentielle le 14 mai. Ainsi 44,9 % des électeurs ont voté pour lui, loin derrière les 49,52 % des suffrages remportés par son rival, Recep Tayyip Erdogan. Après vingt ans de pouvoir, le président sortant le devance de 2,5 millions de voix, contredisant la plupart des pronostics qui donnaient le candidat du CHP en tête au premier tour.

### Un virage à droite

Sonné par son résultat décevant, Kemal Kiliçdaroglu a réorganisé en urgence son équipe de campagne. Espérant attirer sur son nom les plus nationalistes, il a « droitisé » son discours, promettant de « renvoyer tous les réfugiés (3,7 millions de Syriens, NDLR) chez eux dès (son) arrivée au pouvoir ». Et non plus « dans les deux ans ».

Et alors qu'il avait reçu le soutien franc de la formation prokurde HDP, le candidat a également riposté aux accusations de « terrorisme » formulées par le camp Erdogan contre ce parti. « Je ne me suis jamais assis à une table avec des organisations terroristes et je ne le ferai jamais », a soutenu le candidat du CHP.

Le virage à droite de Kemal Kiliçdaroglu s'explique par l'ir-



Le candidat à l'élection présidentielle turque Kemal Kiliçdaroglu, sur une affiche, lors d'un meeting, à Antioche, en Turquie, le 23 mai 2023. CAN EROK /AFP

ruption au premier tour d'un troisième homme, l'ultranationaliste Sinan Ogan. Avec 5,2 % des voix (2,8 millions de suffrages), il devient le faiseur de rois du second tour. Son nationalisme laïc le distingue du parti islamo-conservateur AKP d'Erdogan, qui prône un islam politique, mais mord sur l'électorat de Kemal Kiliçdaroglu.

Courtisé par les deux finalistes, ce dissident du parti d'extrême droite MHP, a annoncé lundi 22 mai son ralliement à Recep Tayyip Erdogan. Un coup dur pour Kemal Kiliçdaroglu qui rend de plus en plus improbable la victoire de son camp, le 28 mai.

### Il incarne la méritocratie turque

À moins qu'il n'arrive à remobiliser ses troupes et à convaincre les indécis d'aller voter. Et à condition que ses propos de l'entre-deux-tours ne lui aliènent

pas les voix de ceux qui voyaient en lui un homme de conviction et de sincérité osant s'élever contre les discriminations des minorités, et qui, brisant un tabou, a révélé être lui-même alévi (1), dans une vidéo diffusée sur Twitter, devenue virale.

Pour ses partisans, Kemal Kiliçdaroglu incarne la méritocratie turque. Dans un pays où financer les études de ses enfants devient un sacrifice, en raison d'une inflation de 80 % et de la faillite du système scolaire public, sa candidature a rappelé à de nombreux Turcs qu'il fut un temps où leur pays garantissait à ses citoyens l'accès à une éducation de qualité pour tous et l'espoir d'une réussite sociale quel que soit son milieu d'origine.

### De l'université à la haute fonction publique

Né à Nazimiye, un village de

l'est de la Turquie, dans la province de Tunceli, dans une famille kurde alévi de sept enfants, il a réussi à faire des études supérieures. Diplômé de l'université de Gazi à Ankara, en sciences économiques, il entre dans l'administration publique, gravit les échelons jusqu'à devenir directeur de la sécurité sociale turque.

« L'éducation était à ce moment-là le projet socioculturel de la république laïque naissante », souligne Elif Can, sociologue et postdoctorante à l'Institut français d'études anatoliennes (Ifea), à Istanbul. Et la preuve de l'existence d'un ascenseur social, même pour un enfant issu d'une famille modeste.

« Si on réussissait à l'école, on pouvait accéder à un poste de fonctionnaire comme l'a fait Kemal Kiliçdaroglu. Aujourd'hui, l'ascenseur social est en panne, malgré la création de multiples universités dans le pays et une inflation de diplômés », ajoute-t-elle. Le chômage touche 21,1 % des jeunes, selon les chiffres officiels, dont 18,5 % des hommes et 26 % des femmes.

### La marche « contre l'injustice »

Entré en politique en 1999 au sein du CHP, Kemal Kiliçdaroglu est élu député d'Istanbul en 2002, réélu en 2007. En 2010, il prend la présidence du CHP.

Dénonçant les affaires de corruption qui se multiplient, notamment au sein de l'AKP au



pouvoir, il est surnommé le « Ghandi turc » quand, en 2016, après la tentative de coup d'État raté contre Recep Tayyip Erdogan, il entame une marche « contre l'injustice » entre Ankara et Istanbul pour protester contre l'emprisonnement d'un membre de son parti accusé à tort. Il est rejoint par des milliers de personnes.

À l'heure de désigner le candidat unique de l'opposition pour la campagne présidentielle, tous les regards se portent d'abord sur Ekrem Imamoglu, maire

d'Istanbul, et sur Mansur Yavas, maire d'Ankara, tous deux brillamment élus en 2019 à « des positions symboliques qui offrent généralement des perspectives de réussite et de légitimité politique », rappelle Elif Can.

Mais une procédure judiciaire lancée contre le premier aurait obéré sa candidature si elle avait été déclarée, et le second s'avère trop nationaliste pour rassembler l'électorat kurde. « La stratégie du leader du CHP consiste à protéger les

deux maires, les garder à l'écart des aléas de la campagne », relève Elif Can.

#### « Le moment Kiliçdaroglu »

Kemal Kiliçdaroglu apparaît alors comme le seul capable de faire la synthèse d'une coalition de six partis balayant large de la droite nationaliste au centre gauche libéral. « L'opposition a présenté un candidat en réelle position de challenger », analyse Jean Marcou, professeur de droit à Sciences Po Grenoble, spécialiste de la

Turquie. Il évoque « le moment Kiliçdaroglu », avec ses « causeries électroniques au coin du feu dont le ton direct visait manifestement à créer un nouveau climat politique de confiance, en dépit de la polarisation ambiante ».

Pendant toute la campagne électorale, cet homme de 74 ans, père de trois enfants, a promis d'être « le président de 85 millions de Turcs ». À moins d'un retournement de dernière minute, l'objectif ne sera pas atteint.

Le Monde

Olivier Bouquet  
23 Mai, 2023

## Elections en Turquie : « Erdogan a gagné sur le terrain du nationalisme plus que sur celui de l'islamisme »

Malgré les difficultés, le président turc est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, car il a su incarner le sentiment d'une fierté nationale retrouvée en se présentant comme un continuateur des principes fondateurs du kémalisme, analyse l'historien Olivier Bouquet, dans une tribune au « Monde ».

**R**eccep Tayyip Erdogan est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 14 mai. Il conserve une majorité au Parlement. Les résultats sont là, en dépit de tout ce qui semblait menacer sa victoire : le tremblement de terre de février, une inflation massive, une crise financière persistante, la répression des libertés, une bonne campagne du candidat d'opposition Kemal Kiliçdaroglu et de ses alliés.

On explique ce résultat comme l'effet d'une « démocratie » instaurée depuis le coup d'Etat manqué de 2016. On répète qu'Ankara joue contre ses intérêts. On est tenté de penser à la place de la Turquie. Comprend-on ainsi pourquoi 26 millions de Turcs se sont déplacés pour voter en faveur d'Erdogan, alors que tout semble aller mal, qu'ils sont nombreux à ne pas pouvoir boucler

leurs fins de mois et que le tremblement de terre a illustré les impasses de la gouvernance du Parti de la justice et du développement (AKP) ? Non.

La coalition au pouvoir est arrivée en tête parce qu'Erdogan a su articuler son bilan à une projection. Je le constatais encore le 14 mai à Erzurum, en Anatolie orientale, où je me trouvais et où le président a obtenu plus des deux tiers des suffrages : le pays s'est enrichi ; partout des routes et des hôpitaux, partout des parcs et des écoles. Mais surtout parce que le président islamiste a su incarner l'un des principes fondateurs du kémalisme : « heureux celui qui se dit turc », en y ajoutant le bonheur de se proclamer musulman.

L'erdoganisme est un postkémalisme. Se vouloir occidental, c'était craindre de ne l'être jamais

assez. Vouloir rejoindre l'UE à tout prix, c'était prendre le risque de ne jamais être accepté comme un Européen et d'être un peu moins turc en devant partager la souveraineté nationale. Dont acte.

L'erdoganisme invite à sortir de cette quête d'une impossible reconnaissance pour embrasser le projet d'un souverainisme à portée de main. « Continuer à désirer ce qu'on possède », telle est la clé du bonheur pour saint Augustin. Depuis vingt ans, Erdogan fait pour son « *aziz millet* » – son cher peuple – l'inventaire de ce qu'il possède. Il lui rend ses lieux de mémoire, refait de Sainte-Sophie une mosquée, cite les poètes de l'islam dans ses discours. A l'étranger, il se félicite d'avoir redonné au pays son nom : non plus Turquie ou Turkey en anglais, qui prête à sourire, mais Türkiye. Dans une grande partie des votes du dimanche

14 mai, le sentiment d'une fierté retrouvée depuis vingt ans l'a emporté sur les craintes d'un avenir incertain.

#### Le rêve d'une nouvelle grandeur

Pour dissiper les craintes des électeurs, il fallait plus : la campagne de l'AKP les a projetés dans une ère nouvelle. Ce qui est promis à leurs enfants, c'est de vivre heureux dans le « siècle de la Turquie ». Celui-ci débute en 2023, un siècle exactement après l'inauguration de la République. A la différence de Vladimir Poutine, Erdogan ne cherche pas à s'ériger en « historien en chef », selon l'expression du spécialiste de l'URSS Nicolas Werth. Il lui importe avant tout de convaincre ses électeurs que son programme répond aux défis du temps.

Voici pourquoi, depuis 2019, le néo-ottomanisme du soft power fondé sur le partage d'une même civilisation (*medeniyet*), celle de l'islam, s'est transformé en une politique de la puissance. Contre les « *impérialistes* » (les Américains, principalement) ou les « *colonialistes* » (les Européens, généralement), Erdogan a gagné sur le terrain du nationalisme plus que sur celui de l'islamisme. Non seulement il a donné le change à son allié principal (le Parti d'action nationaliste, MHP)

pour conserver son soutien au Parlement et obtenir les votes de ses électeurs, mais aussi il a proposé à l'ensemble du pays le rêve d'une nouvelle grandeur.

Là encore, le régime est postkémaliste : l'armée patriotique et républicaine engagée dans la défense du territoire national depuis la guerre d'indépendance turque de 1919-1922 a désormais vocation à se déployer hors des frontières. Les drones turcs seront lancés d'un nouveau porte-aé-

ronefs en mer Noire, en Méditerranée ou ailleurs. Avec Erdogan, la Turquie se veut plus forte et respectée. Car c'est cela la leçon principale de ces élections : la victoire des nationalistes, à la fois composante de la coalition au pouvoir (MHP) et de la coalition d'opposition (Le Bon Parti), et incarnés aussi par le troisième homme de l'élection du 14 mai, l'ultranationaliste Sinan Ogan, dont les demandes renvoient la coalition d'opposition à ses contradictions puisqu'il exige l'ex-

clusion de tout parti prokurde de la légalité.

Parce que le plébiscite que recherche la société turque est plus nationaliste que démocratique, nous voici face à une Turquie qui assène ses intérêts et valeurs nationaux. A nous de comprendre cela, de cesser de rêver la Turquie comme nous la voudrions, et de lui parler le langage de la puissance.

23 Mai, 2023

**Le Monde**  
T R I B U N E

Nora Seni

Professeure émérite à l'Institut français de géopolitique

## « En Turquie, le président Erdogan s'est appliqué à cliver la population en assignant conduites et identités qui éloignent les uns des autres »

Spécialiste de la Turquie, Nora Seni estime dans une tribune au « Monde » que les élections présidentielle et législatives du 14 mai laissent apparaître un pays scindé en deux. Le président sortant Recep Tayyip Erdogan a aggravé le clivage entre musulmans conservateurs et laïcs.

**E**n Turquie, 93 % des électeurs se sont rendus aux urnes le 14 mai pour les élections présidentielle et législative. Ce taux de participation a été salué, notamment par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, comme le témoignage d'un esprit civique et démocratique bien ancré dans les usages des citoyens turcs.

De l'esprit civique ? Vraiment ? Ne serait-ce pas plutôt le reflet d'une société fortement polarisée, où chacun tremble de subir le pouvoir de la partie adverse ? Que craignent ces fragments antagonisés de la société ? Les musulmans conservateurs redoutent avant tout de perdre la considération sociale et le rang privilégié dont ils bénéficient depuis l'arrivée aux affaires de Recep Tayyip Erdogan, en 2002.

Citoyens musulmans conservateurs, sunnites, pratiquants, c'est à eux que s'adressent les largesses de l'actuel président, candidat à sa succession pour la

troisième fois, qui se prépare en ce moment au second tour de la présidentielle, prévue pour le 28 mai. La politique de Recep Tayyip Erdogan concernant le logement a résorbé l'habitat informel et insalubre, favorisé l'accession à la propriété, amélioré sensiblement les conditions de l'hôpital public.

**Une Turquie divisée entre « nous » et « eux »**

Il a ainsi fait émerger cette nouvelle classe moyenne qui lui doit tout. Cependant, plus que l'aisance économique dont il l'a gratifiée, le président a scellé la gratitude et la fidélité à toute épreuve de cette classe en valorisant et en réifiant son conservatisme, sa religiosité, ses usages de nouveaux citoyens.

Il l'a assignée à un islam décomplexé, qui se donne à voir par l'accomplissement des rites religieux, par des sociabilités et des usages récréatifs non mixtes, proscrivant l'alcool et les lieux où il est consommé, ainsi que par le port du foulard pour les

femmes. Il leur a délégué le droit de dire les usages licites dans le quartier, de représenter l'idéal type de la collectivité nationale. C'est à cela que ses partisans craignent d'avoir à renoncer et c'est ce qui fonde leurs aspirations qu'Erdogan s'est appliqué à exalter et qu'il est le seul à pouvoir combler. Ils constituent le « nous » qui, dans la grammaire du président, sert à générer du « eux » et à l'invectiver.

« Eux », ce sont les laïcs, ouverts sur l'Occident, et qui suffoquent de l'absence de libertés et d'Etat de droit. « Eux » appréhendent l'abandon de la pensée rationnelle et même scientifique au profit des croyances, redoutent la pression des conservateurs sur leurs usages et leurs modes de vie. Ils ont dû abandonner leur place de citoyens représentatifs de la Turquie républicaine au profit des musulmans conservateurs.

**La stratégie de la politique de la polarisation**  
Désormais, ils craignent un islam

politique légitimé par les élections. Ces deux populations vibrent pourtant de concert devant leur petit écran pour les mêmes séries TV, communient dans la même prédilection pour les centres commerciaux. On aurait pu penser qu'elles finiraient par converger dans un vivre-ensemble qui semblait possible.

C'était compter sans la stratégie de polarisation chère au régime d'Erdogan. Celui-ci s'est appliqué à cliver la population en assignant conduites et identités qui les éloignent les uns des autres, les crispent dans des postures et des aspirations antagoniques.

Tout récemment, le ministre de la justice, Bekir Bozdogan, ne prédisait-il pas qu'en cas de victoire de leur candidat, il y aurait « *ceux qui sabreront le champagne, tandis que d'autres se prosterneront, front pur à terre pour remercier Allah* ». Tous ont couru voter.

**Nora Seni** a fondé en 2017 le journal en ligne *Observatoire de la Turquie contemporaine*.





Killian Cogan  
23 Mai 2023

## Présidentielle en Turquie : et à la fin, c'est le nationalisme qui gagne

Les grands gagnants de l'élection présidentielle turque – dont le second tour se tiendra dimanche 28 mai – sont avant tout l'ultranationalisme et la xénophobie. C'est ce que confirme le ralliement du candidat arrivé troisième au premier tour, Sinan Oğan, à l'alliance électorale du président Recep Tayyip Erdoğan, ce lundi en fin d'après-midi.

**C**e professeur d'université éduqué à Moscou, partisan d'un nationalisme turc intransigeant, a contribué à pousser la campagne électorale vers l'extrême droite dans l'entre-deux-tours. Car, si Sinan Oğan n'a remporté que 5,2% des voix le 14 mai, le camp d'opposition comme le bloc au pouvoir ont depuis cherché à s'attribuer ses voix en reprenant sa rhétorique anti-réfugiés.

Ainsi, le bloc d'opposition conduit par Kemal Kılıçdaroğlu, dont l'expulsion des réfugiés syriens et afghans «en l'espace de deux ans» figurait déjà parmi les principales promesses électorales, a surenchéri de xénophobie la semaine passée. «Erdoğan, tu n'as pas protégé les frontières et l'honneur de ce pays ! a lancé le chef de l'opposition dans une vidéo publiée sur son compte Twitter jeudi. Tu as ramené dix millions de réfugiés dans le pays. Dès que j'arrive au pouvoir, je les renverrai chez eux. Je ne laisserai pas notre patrie aux mains de ceux qui considèrent les femmes comme des objets.»

### Aversion croissante des réfugiés

Le président Erdoğan, qui, quelques jours avant le premier tour, avait qualifié les promesses d'expulsion des réfugiés proférées par l'opposition d'«immorales» et «anti-islamiques», a déclaré à la chaîne CNN vendredi qu'il «encourageait» le retour «d'un million de réfugiés [syriens]» en construisant des logements dans le nord de la Syrie, occupée par Ankara et ses supplétifs locaux. Lors d'une interview accordée à la chaîne Habertürk dimanche soir, son ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu s'est aussi targué d'avoir déjà rapatrié «un grand nombre d'immigrés» tout en soulignant que son gouvernement préparait une «feuille de route» pour en rapatrier davantage en «toute sécurité».

Ce lundi soir, Sinan Oğan n'avait pas encore explicité les concessions qu'il avait pu obtenir en échange de son ralliement à Recep Tayyip Erdoğan. Mais samedi déjà, il se félicitait d'avoir «suffisamment sensibilisé à la question des réfugiés et contribué à l'établissement de leur expulsion au sein des deux alliances [électorales]».

La place prépondérante

qu'a pris cette question dans la vie politique turque reflète l'aversion croissante dont font l'objet les près de quatre millions de Syriens et milliers d'autres réfugiés et immigrés afghans, pakistanais ou encore irakiens, qu'accueille la Turquie. Alors que les discours de haine sont devenus monnaie courante depuis quelques années, l'actualité turque est périodiquement émaillée d'émeutes et de pogroms anti-syriens. Comme en août 2021, lorsque un millier de personnes avaient pris d'assaut le quartier syrien d'Altındag à Ankara après une rixe entre jeunes Turcs et Syriens. Ou en janvier 2022, quand le district d'Esenyurt à Istanbul avait été le théâtre de descentes anti-syriennes.

### Version locale du «grand remplacement»

La vague xénophobe est portée notamment par Umit Özdağ, le leader du parti de la Victoire, dont le principal credo est l'expulsion des réfugiés, et qui a financé une série de courts métrages mettant en scène une version locale du «grand remplacement». Ainsi, dans une vidéo intitulée «l'Occupation silencieuse» et diffusée l'an dernier, on voit la

Turquie en 2043 où les Syriens constituent la majorité démographique et les Turcs sont relégués à un statut de minorité discriminée.

Umit Özdağ, qui, jusqu'ici, participait à la campagne présidentielle par l'intermédiaire de Sinan Oğan, a déclaré lundi soir que le ralliement de ce dernier à Recep Tayyip Erdoğan «ne le concernait pas» et qu'il agirait indépendamment. Quelques heures plus tard, Özdağ a affirmé qu'il avait soumis une proposition à Kemal Kılıçdaroğlu et que si celle-ci était «acceptée» d'ici mardi matin, il le soutiendrait dimanche prochain.

Pour Ali Can, 31 ans, encarté au parti de la Victoire d'Umit Özdağ, et qui a voté pour Sinan Oğan au premier tour, il n'est pas question de soutenir Erdoğan le 28 mai. «Je respecte son choix, mais je considère que le Parti justice et développement (AKP) est responsable de tous les problèmes de ce pays, alors soit je voterai pour Kılıçdaroğlu, soit je ne voterai pas. Je n'ai pas encore décidé», explique ce cultivateur de thé originaire de Rize, sur les berges de la mer Noire.

The New York Times

By Ben Hubbard  
Reporting from Istanbul  
May 23, 2023

# For the Winner in Turkey, One Prize Is an Economy at the Edge of Crisis

A surge in government spending before the election this month and pressure on the country's currency could hit the economy in coming months, experts say.

Inflation in Turkey remains stubborn at 44 percent. Consumers have watched their paychecks buy less and less food as the months tick by. And now, government largess and efforts to prop up the currency are threatening economic growth and could push the country into recession.

It's a tough challenge for whoever wins the runoff election for the presidency on Sunday. And it's an especially complicated one if President Recep Tayyip Erdogan remains in power because his policies, including some aimed at securing his re-election, have exacerbated the problems.

"The relatively strong economy of the past several quarters has been the product of unsustainable policies, so there will most likely be a contraction or recession," said Brad W. Setser, an expert in global trade and finance at the Council on Foreign Relations.

"Working Turks will feel poorer when the lira falls in value," he said of the local currency. "People will find it harder to find a job and harder to get a salary that covers the cost of living."

Economic turmoil in Turkey, one of the world's 20 largest economies, could echo internationally because of the country's broad network of global trade ties. It will also likely dominate the immediate agenda of whichever candidate prevails in the runoff election on May 28.

During Mr. Erdogan's first 10 years in power, he oversaw



A currency exchange office in Istanbul this month. Inflation has cut deeply into Turkish households' ability to pay their bills. Sergey Ponomarev for The New York Times

dramatic economic growth that transformed Turkish cities and lifted millions of people out of poverty. But some of those gains have been eroded in recent years. The national currency has lost 80 percent of its value against the dollar since 2018. And annual inflation, which reached more than 80 percent at its peak last year, has come down but was still 44 percent last month, leaving many feeling poorer.

While economic orthodoxy usually calls for raising interest rates to combat inflation, Mr. Erdogan has insisted on doing the opposite, repeatedly reducing them, which economists say has exacerbated the problem.

During his election campaign, Mr. Erdogan showed no intention of changing his policies, doubling down on his belief that low interest rates would help the economy grow by providing cheap credit to increase Turkish manufacturing and exports.

"We will work relentlessly until we make Turkey one of the 10 largest economies in the world," he said at an election rally this month. "If today there is a reality in Turkey that does not allow its pensioners, workers and civil servants to be crushed under inflation, we succeeded by standing back to back with you."

In other rallies, he vowed to continue lowering interest rates and to bring down inflation.

"You will see as the interest rates go down, so will inflation" he told supporters in Istanbul in April.

In the run-up to the election, with the cost-of-living crisis on many voters' minds, Mr. Erdogan launched a range of expensive policies aimed at blunting the immediate effects of inflation on voters. He repeatedly raised the minimum wage, increased civil servant salaries and changed regulations to allow millions of Turks to receive early government pensions. All of those commitments must be

honored by whomever wins the election, meaning greater government spending into the future.

Exacerbating the economic stress is the vast damage caused by the powerful earthquakes that destroyed large parts of southern Turkey in February. In March, a government assessment put the damage at \$103 billion, or about 9 percent of this year's gross domestic product.

At the same time, the government has heavily intervened to slow the decline of the Turkish lira, mostly by selling foreign currency reserves. During one week in early May, the reserves declined by \$7.6 billion to \$60.8 billion, according to central bank data, the largest such decline in more than two decades.

To address that, Mr. Erdogan has reached agreements with countries including Qatar, Russia and Saudi Arabia that would help shore up reserves in Turkey's central bank. Saudi Arabia announced a \$5 billion deposit in March, and Russia agreed to delay at least some of Turkey's payment for natural gas imports until after the election.

The terms of most of these agreements have not been made public, but economists said they were part of a short-term strategy by Mr. Erdogan more focused on winning the election than on ensuring the country's long-term financial health.

Should Mr. Erdogan win, as many analysts expect he will, few expect him to dramatically change course.



"I don't think the current government has a plan to fix this because they don't admit that these problems are due to policy mistakes," said Selva Demiralp, a professor of economics at Koc University in Istanbul. "I don't see a way out for the current government."

Mr. Erdogan [came out ahead in the first round of elections](#) on May 14 with 49.2 percent of the vote but fell short of the majority needed to win outright. The main opposition candidate, [Kemal Kilicdaroglu](#), won 45 percent, and a third candidate, [Sinan Ogan](#), won 5.2 percent. Mr. Erdogan and Mr. Kilicdaroglu will compete in the runoff.

Most analysts give Mr. Erdogan an edge because of his strong showing in the first round and the likelihood that he will inherit significant votes from Mr. Ogan, who formally endorsed Mr. Erdogan on Monday. Mr. Erdo-

gan's political party and its allies also maintained their majority in Parliament, allowing Mr. Erdogan to argue that voters should choose him to avoid a divided government.

If Mr. Erdogan sticks to the status quo, economists expect the currency to sink further, the government to impose restrictions on foreign-currency withdrawals and the state to run short of foreign currency to pay its bills.

In its campaign, the political opposition promised to follow more orthodox economic policies, including raising interest rates to bring down inflation and restoring the independence of the central bank, whose policies are widely believed to be overseen by Mr. Erdogan himself.

But if he becomes president, Mr. Kilicdaroglu will inherit a fi-

ancial situation that will require immediate attention, economic advisers to opposition parties have said.

In addition to honoring the additional spending added by Mr. Erdogan in recent months, a new administration would need to respect his financial arrangements with other countries, the terms of many of which are not clear.

"What are the political terms? What are the financial terms?" said Kerim Rota, who is in charge of economic policy for Gelecek Party, a member of the opposition coalition. "Unfortunately, none of those numbers are reflected in the Turkish statistics."

If it came to power, the opposition would need both short- and medium-term plans to bolster the government's finances and restore the confidence of

investors, he said. But restricting its ability to maneuver would be the majority in parliament led by Mr. Erdogan's party and its allies.

"We need a very credible medium-term program, but the question is if the majority of the parliament is on the A.K.P. side, how can you manage a five-year program?" he said, using another name for Mr. Erdogan's party.

**Gulsin Harman contributed reporting.**

**Ben Hubbard is the Istanbul bureau chief. He has spent more than a dozen years in the Arab world, including Syria, Iraq, Lebanon, Saudi Arabia, Egypt and Yemen. He is the author of "MBS: The Rise to Power of Mohammed bin Salman."**



## Kurdistan's Weekly Brief May 23, 2023

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

### Iran

Iranian authorities [executed](#) two more Kurds on drug-related charges and have now executed 55 Kurds during the past six months. Concomitantly, the Iranian regime executed three protesters from Isfahan. Several human rights groups denounced the executions, including [Amnesty International](#), which described the trials of the deceased protesters as "unjust convictions and sentences without any regard for the lack of evidence and serious allegations of torture." Kurdish mothers of fallen protesters

in Sena posted a [video expressing solidarity](#) with the families of the executed from Isfahan. The exiled Cooperation Center for Iranian Kurdish Parties (CCIKP) also [condemned](#) the executions and said, "The new wave of executions comes at a time when the rights movement and popular protests against the Islamic Republic have created the biggest legitimacy crisis for the Islamic regime in the past year." On Saturday, several people in [Ilam and Sena](#) protested the execution of protesters, but the regime responded by [arresting eight activists](#) and more than a

dozen civilians. The regime also detained a Kurdish [imam](#) in Baneh, an activist in [Awadan](#), and four Kurds from [Marivan](#), [Baneh](#), and [Malekshahi](#). Meanwhile, revolutionary courts in Iranian Kurdistan sentenced a [Kurd](#) in Mehabad to three years in prison and a Kurdish imam in [Sena](#) to one year in prison on charges related to participation in anti-government protests.

Iranian President Ebrahim Raisi [appointed](#) the head of the Islamic Revolutionary Guard Corps' (IRGC) strategic center, [Ali Akbar Ahmadian](#), as secretary of Iran's

Supreme National Security Council on Monday. Ahmadian replaces Ali Shamkhani, who facilitated reconciliation between Iran and Saudi Arabia and [took a hardline](#) towards Iranian opposition groups in Iraq. Ahmadian has been [sanctioned](#) by the U.S., the European Union (EU), and the United Nations (UN) for his involvement with Iran's weapons of mass destruction (WMD) programs.

### Iraq

On May 20, the scouts of the [Iraqi army attacked](#) the Makhmour Refugee Camp, which houses Kurdish refu-

gees from Turkey, citing the need to “control” its security. However, the civilian population within the camp responded by protesting the army’s two-day-long efforts to erect fences around the camp, which would restrict their movement. During the clashes between the two sides, there were minor injuries and casualties reported. The Iraqi army has accused the Kurdistan Workers’ Party (PKK) of engaging in activities within the camp. The Makhmour Refugee Camp was established in 1998 following the mass exodus of thousands of Kurds from Turkey who had fled persecution by the Turkish government.

Iraqi Kurdistan’s oil exports remain paused 60 days after the International Chamber of Commerce [ruled in Baghdad’s favor](#) and halted them. A [Reuters report](#) claimed the pause has now cost the Iraqi government more than \$1.5 billion. Additionally, despite Baghdad’s promises to provide Iraqi Kurdistan with its share of the federal budget and money for public employee salaries, budget negotiations [remain deadlocked](#) in the Finance Committee of the Iraqi Council of Representatives. It is unclear when the Council of Representatives will convene to pass the nation’s three-year budget, [the largest](#) in Iraq’s history.

On Monday, lawmakers from the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) brawled inside the Kurdistan Region Parliament after Speaker Rewaz Faeq Hussein ended its session. That said, Deputy Speaker Hemin

Hewrami restarted the session, and the parliament voted to [reactivate the Kurdistan Region’s electoral commission](#). Lawmakers from both sides disputed the session’s legitimacy, but KDP spokesperson Jafar Aiminki asserted KDP-PUK talks would continue because there is a “[very strong](#)” rapport between the two parties. Also on Monday, the Kurdistan Regional Government (KRG) agreed to [speed up the process](#) of digitally connecting the region’s banks and centralizing revenue collection. Iraqi Kurdistan is set to hold elections in November, a step repeatedly encouraged by the [UN](#).

### Syria

Syrian President Bashar Assad attended the [Arab League summit in Jeddah](#), marking his first participation since 2010, following the normalization of relations between his regime and Arab countries. During his speech, Assad emphasized Syria’s commitment to Arabism, stating that its “past, present, and future” are rooted in Arab identity. He viewed the summit as a significant opportunity to address internal affairs with “minimal foreign interference”. Prior to Assad’s address, Emir of Qatar Tamim bin [Hamad Al Thani](#) departed from the summit, while a senior diplomat from Qatar remained in attendance. The summit’s [closing statement](#) emphasized the importance of creating favorable conditions for the return of Syrian refugees and safeguarding Syria’s “unity and territorial integrity.” Despite the Arab world’s normalization efforts, the United States

continues to oppose the Syrian regime. However, Assad is scheduled to participate in the upcoming [climate summit](#) in the United Arab Emirates during the fall. Kurdish politicians express concerns that the rapid normalization with the Syrian regime could pose a threat to the existence of the self-administration entity in northern and eastern Syria.

A Turkish drone strike killed a civilian in the village of al-Kharufiya in the southern countryside of the city of Manbij on Thursday evening, according to the [Media Center](#) of Manbij Military Council. The Turkish drone struck a civilian car, injuring the driver, Abd al-Wahhab Hamidi, who was taken to the hospital where he died of his injuries. Separately, the [Syrian Democratic Forces \(SDF\)](#) said that three of its ranks suffered wounds after an ISIS (Da’esh) attack in Deir Ez Zor on Saturday. Last Tuesday, the SDF, with the support of the US-led coalition, conducted raids in Raqqa, arresting “4 Da’esh terrorists,” and “another was killed.”

### Turkey

Ultra-nationalist presidential candidate Sinan Ogan, who received five percent of the vote in the May 14 election, [officially endorsed](#) President Recep Tayyip Erdogan on Monday. Ogan previously met with opposition candidate Kemal Kılıçdaroğlu and considered endorsing him. However, Ogan’s anti-Kurdish outlook and prioritization of the Syrian refugee issue led him to view Erdogan, who remains

allied with the ultra-nationalist Nationalist Movement Party (MHP) and won over 49 percent of the vote on May 14, as a more viable option. Separately, the pro-Kurdish Green Left Party (YSP) [challenged](#) election results in Turkey’s Kurdish areas and voiced concerns about ballot irregularities. Several videos posted on social media sites appeared to show Kurdish votes for the YSP being counted for ultra-nationalists. “We have learned that the data of more than 1000 ballot box results across the country were entered incorrectly,” [said a YSP official](#). The second round of elections will be held on May 28, and the YSP has reaffirmed its support for Kılıçdaroğlu. However, the government [has arrested dozens of members](#) of pro-Kurdish parties before the elections. Nevertheless, Erdogan remains the favorite on May 28, and his Justice and Development Party (AKP) now holds 268 seats in Turkey’s Grand National Assembly, which allows it to retain a majority with its ultranationalist allies.

Istanbul police [arrested](#) four Kurdish youths for playing Kurdish music “loudly” and performing the halay folk dance. The Kurds were then placed on the ground face-down in handcuffs and forced to listen to Ottoman military music. The incident went viral on social media, and several human rights groups condemned the police, arguing that Turkish authorities would not have reacted in the same manner if the youths were listening to Turkish nationalist songs.





# How to Solve the Kurdish Question in Türkiye

**F**ollowing the recent general election in Türkiye, it is crucial to prioritize and seek a peaceful resolution to the complex and deeply rooted Kurdish problem. Resolving this issue requires a comprehensive approach that tackles its historical, social, and political dimensions. While finding a viable solution will undoubtedly require time, the long-term benefits for Türkiye, the Kurds, the region, and even the United States cannot be overstated. Such a resolution would foster peace, prosperity, stability, and economic growth. Therefore, it is imperative to explore the necessary steps that the Turkish government can take to foster openness towards the Kurdish nation and embark on a new chapter in its history.

Some potential steps that could be taken toward resolving the Kurdish issue in Türkiye:

**1. Dialogue and Negotiation:** Engaging in open and inclusive dialogue and negotiation between the Turkish government and Kurdish representatives is essential for resolving the Kurdish issue in Türkiye. This can involve direct talks, negotiations, and peaceful discussions to address grievances, resolve conflicts, and find mutually acceptable solutions. This requires a political will and appetite for change from ruling and opposition parties to convince the public about its impor-

ance for the future of Türkiye.

**2. Political Reforms:** Implementing political reforms that recognize and protect the rights of Kurds, including their cultural, linguistic, and political rights. This may include constitutional reforms, legal reforms, and policy reforms that promote equality, non-discrimination, and inclusivity for Kurds within the Turkish political system.

**3. Decentralization and Autonomy:** Exploring options for decentralization and autonomy in regions with significant Kurdish populations could be considered. This could involve devolving certain powers and responsibilities to local governments, allowing for greater self-governance, and providing avenues for meaningful Kurdish political participation at the local and regional levels.

**4. Socio-Economic Development:** Promoting socio-economic development in Kurdish-populated areas through targeted policies and investments can help address socio-economic disparities and improve living conditions. This may include infrastructure development, job creation, education, healthcare, and social welfare programs that benefit Kurdish communities.

**5. Human Rights and Rule of Law:** Ensuring that human rights, including the rights of Kurds, are protected and upheld is crucial. This

includes addressing issues such as arbitrary arrests, detentions, torture, discrimination, and restrictions on freedom of expression, press, and assembly. Upholding the rule of law and ensuring access to justice for all, including Kurds, is essential.

**6. Reconciliation and Reintegration:** Implementing measures for reconciliation and reintegration of Kurdish fighters and communities who have been involved in armed conflicts can help build trust and promote peace. This may involve general pardon programs, social reintegration programs, and efforts to promote understanding, tolerance, and reconciliation among different communities. To show goodwill for such a process, the Turkish government must release all political prisoners.

**7. Education and Culture:** Promoting the Kurdish language, culture, and identity through education and cultural policies can help strengthen the cultural rights of Kurds in Türkiye. This may include allowing for Kurdish language education in schools, supporting cultural events and activities, and respecting and celebrating Kurdish cultural heritage.

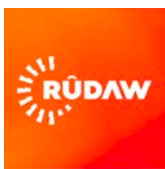
**8. Regional Cooperation:** Engaging in regional cooperation with neighboring countries, particularly Iraq, Syria, and Iran, where significant

Kurdish populations also reside, can help address cross-border dynamics and promote stability in the region. Cooperation on political, economic, and security matters can contribute to resolving the Kurdish issue in Türkiye peacefully.

**9. Türkiye Constitution:** It is vital to amend the Turkish constitution to clearly enshrine the rights of Kurds and other minorities and to build a new and peaceful future for Türkiye in the region.

It's important to note that resolving the Kurdish issue in the region and especially in Türkiye is a complex and challenging task that requires commitment, inclusivity, and sustained efforts from all stakeholders. It requires a comprehensive and holistic approach that addresses the underlying grievances and aspirations of the Kurdish population while upholding the principles of human rights, democracy, and the rule of law. Dialogue, negotiation, and peaceful means should be prioritized in seeking a peaceful, democratic, and sustainable resolution to the Kurdish problems in Türkiye and the region. One thing is clear, and history proves that the Kurdish question can be resolved through peaceful negotiations, not the military.

*Disclaimer: The views expressed here represent those of the author and not necessarily those of the WKI.*



Karwan faidhi dri  
May 23, 2023

## Turkish far-right candidate announces support for Erdogan

ERBIL, Kurdistan Region - The presidential candidate of a Turkish ultranationalist alliance on Monday announced his support for President Recep Tayyip Erdogan's presidential bid for the runoff, making it harder for the opposition to unseat Erdogan.

Turkish parliamentary and presidential elections were held on May 14. Erdogan's alliance won most of the parliament seats but he failed to win the presidential bid, gaining 49.5 percent of the votes. The opposition's candidate Kemal Kilicdaroglu came second by gaining nearly 45 percent. Therefore, the electoral council announced that both candidates would race in the second round on May 28.

Sinan Ogan, the third presidential candidate who was supported by the far-right Ancestral

Alliance (ATA), surprisingly gained over five percent of the votes. He announced on Monday that after [meeting](#) with Erdogan and the opposition he has decided to support the incumbent president of the country to maintain his position.

Erdogan has been the prime minister and president of Turkey since 2003, gaining executive powers through a referendum in 2017.

Ogan has said that his conditions include the return of Syrian refugees to their homes, the exclusion of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) from the next cabinet, and the continuation of the fight against Kurdish rebels.

Erdogan told state media late Monday that he did not make

any deals with Ogan, adding that his cabinet's policy regarding refugees and the fight against Kurdish rebels meets Ogan's demands.

However, Umit Ozdag, president of the Victory Party, which is the backbone of Ogan's alliance, [said](#) minutes after Ogan's announcement that his views do not reflect those of his party, adding that the party would announce its official position on Tuesday.

This is the first sign of division between members of the ATA alliance.

Kilicdaroglu [implicitly slammed](#) the third-place finisher for his decision, accusing him of "selling this beautiful country."

"We are coming to save this country from terrorism and refugees. This is a referendum; No

one can fool anyone anymore," he said in a tweet, reiterating his nationalist rhetoric.

Kilicdaroglu, who gained most of the votes in the Kurdish areas and was supported by the HDP and its leftist allies, promised to release Kurdish political prisoners and end crackdowns on Kurdish politicians, activists and journalists during his first campaign.

However, after realising that the nationalist votes are the potential kingmakers in the runoff, he shifted his tone in a bid to please them. Kilicdaroglu has [taken a much harder tone](#) on two issues that are top priority for nationalists - refugees and the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Kilicdaroglu is the leader of the main opposition Republican People's Party (CHP).



May 23, 2023

## Three YBS members killed in Turkish drone strike in Shingal

ERBIL, Kurdistan Region - At least three members of the Shingal Resistance Units (YBS) were killed as a result of a Turkish drone strike on the Yazidi heartland in the early morning hours of Tuesday, reported the Erbil-based Kurdish counterterrorism.

The strike targeted a YBS base in Shingal's Khalaf village at around 5am, resulting in the

killing of the three fighters, according to the statement from the counterterrorism unit.

The YBS is an all-Yazidi force linked with the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Media affiliated to the PKK claimed that the Turkish drone targeted "a house" without mentioning any links to the YBS, also stating that the number of

casualties and the extent of damages remain unknown.

The attack blamed on Turkey is the latest in a series of deadly drone strikes by Ankara on the Kurdistan Region, claiming to target PKK fighters and their alleged proxies. This is the second alleged Turkish attack on YBS bases since the May 14 Turkish presidency and parliamentary elections.

At least three YBS fighters were killed in a Turkish drone strike on May 16, reported the Kurdish counterterrorism. PKK-affiliated media claimed that the attack targeted a civilian house in Shingal without resulting in any casualties.

The PKK is a Kurdish force fighting for the increased political and cultural rights of Kurds in Turkey and has waged an



armed insurgency against Ankara for decades. It is designated as a terrorist organization by Turkey, who frequently targets the group and its alleged

offshoots through military operations and drone strikes in the Kurdistan Region and Syria.

YBS has controlled parts of

Shingal since ISIS was defeated in the town but the presence of the force and several other forces in the district has been blamed for insecurity which has

prevented thousands of its residents who fled due to the war on ISIS from returning.

The New York Times

Eric Lipton  
May 23, 2023

## U.S. Navy Steps Up Efforts to Curb Iran's Ship Seizures in Strait of Hormuz

The United States is increasing patrols in the busy shipping lanes, where Iranian forces have taken two internationally flagged tankers in recent weeks.

**U.S.** Navy warships stationed in the Persian Gulf region have increased their patrols through the Strait of Hormuz, the busy merchant ship passageway, in response to recent moves by Iran to seize two oil tankers, the latest sign of rising tensions between Iran and the United States.

"Iran's actions are unacceptable," Vice Adm. Brad Cooper, the commander of U.S. naval forces in the region, said in an interview on Monday at the Navy base here in Bahrain. He was speaking several days after he rode a [Navy guided-missile destroyer](#) through the strait of Hormuz, along with leaders from the French and British navies, in an effort to send a unified message to Iran.

Iran has "harassed, attacked or interfered" with 15 internationally flagged merchant ships since 2021, Pentagon and White House officials said this month, as they announced the move to increase patrols by U.S. Navy ships, drones and planes, as well as those of United States allies in the region.

Most recently, Iran's Navy flew a helicopter over the deck of an oil tanker named [Advantage Sweet](#) in late April. The Marshall Islands-flagged ship had been chartered by Chevron, on its



A still image from a video released by Iran's Army Office shows Iranian troops landing a helicopter and boarding the Advantage Sweet off the coast of Oman in April. Iranian Army Office, via Agence France-Presse — Getty Images

way to Houston from Kuwait, and according to Lloyd's List, which tracks shipping, was [carrying 750,000 barrels of crude oil](#).

Commandos from Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps lowered themselves to the Advantage Sweet's deck via a rope and seized control of the vessel just after it had passed through the Strait of Hormuz. Iran then showed a [celebratory video](#) of the seizure on state television.

Six days later, a [dozen speedboats](#) from the Iranian navy surrounded a second oil tanker, this time the Panama-flagged Niovi, after it left a dry dock in Dubai, on its way to another port in the United Arab Emirates. The ship was forced to divert

to Iranian territorial waters.

The United States "will not allow foreign or regional powers to jeopardize freedom of navigation in the Middle East waterways, including the Strait of Hormuz," John Kirby, a spokesman for the White House National Security Council, said when he announced the increased U.S. Navy patrols earlier this month.

The Strait of Hormuz, which is bordered by the United Arab Emirates and Oman on one side and Iran on the other, is as narrow as 21 miles. But it sees constant merchant ship traffic, particularly among oil tankers that supply oil to the world.

The plan, at least for now, is not to send additional Navy ships or planes to the region, Pentagon officials said, but instead to move those already in the area through the Strait of Hormuz more frequently, to send a signal to Iran that the United States and its allies are watching, and to be in closer proximity if other incidents take place, said Cmdr. Timothy Hawkins, a spokesman for the Navy's Fifth Fleet based in Bahrain.

The Navy Fifth Fleet's operations cover 2.5 million square miles of water, from the Persian Gulf to parts of the Indian Ocean, and more of its vessels will now be focused in the area around Iran.

"It is sort of like when you rotate more patrol cars on a highway," Commander Hawkins said. "They get off the exit and turn back around, and keep doing these loops."

On Tuesday, a U.S. Coast Guard cutter, preceded by a drone vessel that the Navy operates in the Persian Gulf, [sailed through the Strait of Hormuz](#), along with the U.S.S. Paul Hamilton, the guided-missile destroyer, which had also made the same trip on Friday.

In response to the recent moves by the United States, Iran has argued that its action against the two merchant ships came

after they both violated international maritime regulations, including the Advantage Sweet, which Iranian officials assert had collided with an Iranian boat, injuring crew members.

“The Islamic Republic of Iran considers the continued presence of foreign military forces in the waters of the Persian Gulf as a threat to the security of navigation in this strategic waterway and believes that the countries of the region have the ability to protect the peace and security of navigation in it without the presence of foreigners,” Nasser Kanani, a spokesman for Iran’s Ministry of Foreign Affairs, [said in a statement](#).

In April, just before Iran seized the Advantage Sweet oil tanker on its way to Houston, the United States intercepted a ship carrying Iranian oil that the government asserts was violating sanctions, according to Ambrey, a marine intelligence firm, as [first reported](#) by The Financial Times. The U.S. authorities said the seizure had been authorized under a court order.

Dating to at least the mid-1980s

— when there was a period nicknamed the Tanker War because of a series of attacks by Iran on merchant ships in the Strait of Hormuz — there have been cycles of escalation in the region as the ship intercepts by Iran have intensified or waned.

There is always a risk that the sparring between the United States and Iran could quickly turn into a conflict, but both countries want to avoid such an outcome, experts on the region say, as do U.S. Navy officials.

“It is almost like Kabuki theater that both countries have engaged in for a very long time, even if the reality of serious armed conflict is close to unthinkable for both nations,” said John Ghazvinian, the director of the Middle East Center at the University of Pennsylvania and the author of a [book on the history](#) of relations between Iran and the United States.

But the animosity between the two nations has increased over the past several years. Two ship crew members were killed in July 2021 when an Iranian-

built drone, armed with explosives, attacked the merchant ship named Mercer Street, off Oman, an incident that American and European officials said they [believed Iran was behind](#).

The United States had already been using its Navy and Coast Guard ships in the region to look for weapons and drugs being sent through the Persian Gulf, as Iran has been accused of helping arm its allies in Yemen, Syria and Lebanon, and more recently, of sending its attack drones to Russia, where they have been used to attack Ukraine.

Tensions have also intensified since the Trump administration withdrawal in 2018 of the United States from a nuclear deal with Iran, which then [moved again to start enriching its uranium supply](#) closer to levels needed to make a nuclear weapon.

The Pentagon announced in April that it was extending the tour of the aircraft carrier George H.W. Bush in the eastern Mediterranean and speeding up the deployment of Air Force A-10 attack planes to a base in the Middle East. It also

made the [rare public announcement](#) that the United States was sending a guided-missile submarine to the Middle East.

Mr. Ghazvinian said the recent actions by the Pentagon could be an effort to reassert U.S. relevance in the region, after China in March stepped in to help negotiate a [diplomatic rapprochement between Saudi Arabia and Iran](#). Some Gulf Arab officials said China’s growing presence suggested they could no longer rely on the United States to guarantee their security.

Commander Hawkins, the Navy spokesman, said both the United States and Iran had the right to patrol the Persian Gulf and the Strait of Hormuz, and have been doing so for decades.

**Eric Schmitt contributed reporting from Washington.**

**Eric Lipton is a Washington-based investigative reporter. A three-time winner of the Pulitzer Prize, he previously worked at The Washington Post and The Hartford Courant.**

Le Monde

Nicolas Bourcier, Angèle Pierre  
24 Mai 2023

## En Turquie, le triomphe électoral des nationalistes, omniprésents sur l'échiquier politique

Dans la majorité comme dans l'opposition, à gauche comme à droite, les nationalistes se sont imposés comme partenaires incontournables et sont parvenus à faire glisser le spectre politique vers des discours de plus en plus polarisants.

**D**evlet Bahçeli peut savourer, en connaisseur, le travail accompli. A 75 ans, le leader du Parti d'action nationaliste (MHP), la plus grande formation politique d'extrême droite turque, vient d'ouvrir symboliquement en tant que doyen, lundi 22 mai, la nouvelle session de l'Assemblée nationale. Il en est

même le président jusqu'à l'élection qui désignera le futur occupant du perchoir, prévue dans les prochains jours. Ce pourrait être un poste sur mesure pour ce vétéran des « Loups gris » et de la cause nationaliste. Le Parlement issu des législatives du 14 mai forme l'hémicycle le plus nationaliste et l'un des plus à

droite de l'histoire centenaire de la République turque. Jamais, depuis sa fondation, en 1923, elle n'a compté autant de parlementaires nationalistes et islamistes.

Deux tiers des représentants du peuple appartiennent à des partis de droite : la formation au pouvoir,

le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan, allié au MHP et à deux autres partis, Le Bon Parti, membre de l'opposition et dirigé par la très nationaliste Meral Aksener, ministre de l'intérieur dans les années 1990, durant la période la plus noire de la répression antikurde dans

le Sud-Est, et le Parti de l'avenir de l'ancien premier ministre Ahmet Davutoglu.

### Même l'AKP a souffert

Comme l'a souligné le journaliste Mehmet Altan, les valeurs de gauche ou de la social-démocratie sont désormais moins représentées au Parlement qu'elles ne l'ont été durant des décennies. Même l'AKP du président sortant a souffert de cette poussée vers la droite de l'échiquier politique. Le parti a fini avec 35,5 %, soit 7 points de moins que lors des législatives de 2018, l'un de ses pires scores depuis sa création, en 2001.

Le détail du vote fait apparaître que la formation d'Erdogan a perdu une partie importante de ses électeurs au profit du MHP. Les électeurs du Bon Parti ont, eux, été un certain nombre aussi à voter à la présidentielle pour l'ancien membre du MHP Sinan Ogan, candidat surprise arrivé en troisième position, avec 5,2 % des voix, [qui vient d'appeler, lundi, ses électeurs à voter pour le chef de l'Etat](#) au second tour.

Pour Halil Karaveli, auteur d'un ouvrage intitulé *Why Turkey Is Authoritarian : From Atatürk to Erdogan* (« pourquoi la Turquie est-elle autoritaire, d'Atatürk à Erdogan », Pluto Press, non traduit), c'est tout le centre de gravité de la politique turque qui « se situe désormais autour d'un large consensus nationaliste qui domine les débats et transcende les coalitions ». Il s'agit aussi, comme l'écrit Dorothee Schmid, spécialiste de la Turquie à l'Institut français des relations internationales, d'une consolidation d'« un nationalisme ordinaire qui rassure l'électorat turc » dans un moment de crises multiples, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières.

### Un « régime nationaliste populiste »

« Même si la droite a toujours été dominante, et même si le nationalisme a toujours été sa force la plus importante, ce qui est nouveau, c'est le fait que ce

*nationalisme est en train d'englober toutes les classes et toutes les idéologies, qu'elles soient de droite ou de gauche, qu'elles soient laïques ou religieuses »,* précise M. Karaveli. Le spectre s'étend du désormais « classique » MHP à la droite kémaliste et à la gauche nationaliste, ceux que l'on appelle les *Ulusalçilar* (nationalistes laïcs et républicains, proches du souverainisme), représentés notamment par Muharrem Ince, candidat d'opposition du Parti républicain du peuple (CHP) en 2018 et éphémère candidat à [l'actuelle présidentielle](#).

Nezih Onur Kuru, politologue à l'université Koç d'Istanbul, parle, lui, d'une « hégémonie nationaliste », qui pourrait s'apparenter à un « régime nationaliste populiste » contrôlant la Turquie, tant l'idéologie de droite a pénétré en profondeur les sédiments de la société turque. Présentes dans les deux coalitions politiques qui s'affrontent aux élections, les formations nationalistes ont su tirer les blocs vers leurs extrêmes, malgré leurs querelles et divisions.

D'un côté, le président doit sa majorité parlementaire au MHP. De l'autre, la coalition de l'opposition emmenée par Kemal Kılıçdaroglu doit sa présence au second tour au Bon Parti. Sans oublier le troisième bloc nationaliste rallié derrière Sinan Ogan, qui a su récolter le vote protestataire. Ils sont présents partout, majoritaires nulle part, mais indispensables à toute coalition gouvernementale. Les Kurdes, longtemps considérés comme les faiseurs de rois d'une élection, ont cédé la place aux nationalistes. Le virage très à droite et le discours anti-réfugiés syriens du candidat de l'opposition entre les deux tours trahit une prise de conscience tardive du poids des électeurs nationalistes.

### « 25 % de l'électorat »

Le nationalisme se décline désormais en fonction de sa proximité envers l'islam et de son degré d'attachement aux principes kémalistes républicains. « L'extrême droite turque n'est pas sé-

*culière, rappelle M. Karaveli, elle a toujours été alignée sur une position islamo-conservatrice, excepté dans les années 1940. Aussi, l'extrême droite n'est qu'un des deux composants majeurs de ce nationalisme montant, l'autre étant le nationalisme de la gauche. »*

Le nationalisme peut également prendre des formes réactionnaires, comme l'incarne le Parti de la victoire très antimigrants, d'Ümit Özdag, allié de Sinan Ogan à la présidentielle, et qui devrait, lui, plutôt soutenir le candidat de l'opposition Kemal Kılıçdaroglu. « Avant, seul le MHP incarnait cette sensibilité. On voit aujourd'hui que les acteurs se sont multipliés et représentent désormais 25 % de l'électorat », analyse l'universitaire et politiste, Güven Gürkan Öztan.

De fait, les résultats du 14 mai consacrent le triomphe d'un courant politique, incarné par le MHP, qui donnait des signes d'essoufflement durant les premières années d'Erdogan. Organisés dans les années 1970, sous forme de groupes paramilitaires violemment anticommunistes et nationalistes, les « Loups gris », supplétifs dans la lutte contre la guérilla kurde dans les années qui ont suivi le coup d'Etat militaire de 1980, perdent en influence avec l'arrivée de l'AKP en 2002. Et ce jusqu'au tournant de 2015, date à laquelle le parti prokurde de gauche, le Parti démocratique des peuples (HDP), entre au Parlement avec 13 % des voix. L'AKP perd alors et pour la première fois sa majorité. C'est la volte-face. Erdogan est convaincu qu'il ne peut plus gagner avec les Kurdes. L'échec du processus de paix kurde est consommé, et il se tourne vers les nationalistes. « Erdogan s'est aligné sur la position des nationalistes de droite, et l'a ainsi légitimée », explique M. Karaveli.

« En s'associant à l'AKP, le MHP s'est adouci face à l'islam. Cette coalition est finalement assez proche de la "synthèse turco-islamique" [issue du coup d'Etat de 1980]. Le MHP a cessé de se présenter comme une alter-

*native à l'islam politique, poursuit M. Öztan. [A l'inverse], l'AKP est devenu de plus en plus nationaliste depuis 2015. Son électorat s'est vu "inoculer" les idées nationalistes. La période du processus de paix avec les Kurdes [2003-2015] et la tentative de coup d'Etat de 2016 ont fonctionné comme des accélérateurs. »*

### Des comportements électoraux moins prévisibles

Dans le paysage politique actuel, la présence de la formation kurde islamiste Hüda Par (Parti de la cause libre) dans la coalition gouvernementale et le soutien du Parti de gauche verte (YSP, prokurde, prête-nom du HDP) à Kemal Kılıçdaroglu sont des sujets de crispation pour les nationalistes de tous bords. Le Bon Parti, lui, n'a pas réussi son pari de les rassembler dans un parti recentré. Une partie de l'électorat nationaliste adopte donc des comportements électoraux moins prévisibles que par le passé. « C'est le résultat d'une politique néolibérale qui vide les institutions et les partis de leur substance, dont nous commençons à peine à constater les effets », assure M. Öztan.

« A mon sens, ce ne sont pas les étrangers qui vont pâtir de plus [de cette nouvelle donne], mais les minorités qui vivent en Turquie, notamment les Kurdes. On risque d'assister au développement d'un discours encore plus polarisant », estime Kemal Can, analyste politique et chroniqueur sur la chaîne d'information Medyascope. « Il est possible que l'on assiste à un glissement de la pratique du pouvoir vers plus d'autoritarisme, avance aussi M. Öztan, l'inconnue restant la réaction de la société civile. »

Dans ce contexte, le slogan « local et national » ( « yerli ve milli ») répété à l'envi par les membres du gouvernement résume en peu de mots un programme politique d'autonomisation du pays dans le prolongement des idéaux nationalistes. En phase avec un sentiment désormais largement partagé.



Challenge

25 Mai 2023

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

## Syrie: la Turquie construit un complexe résidentiel pour le retour des réfugiés

La Turquie a entamé la construction d'un nouveau complexe résidentiel dans le nord de la Syrie, près de sa frontière, dans le but d'y réinstaller des réfugiés syriens, selon des médias turcs.

Le ministre turc de l'Intérieur, Suleyman Soylu, a posé mercredi la première pierre de ce complexe à Al-Ghandurah, dans la bande frontalière contrôlée par Ankara, a constaté un correspondant de l'AFP.

"Les réfugiés syriens vivant en Turquie vont s'installer dans ces maisons (...) dans le cadre d'un retour digne, volontaire et sûr", a déclaré le ministre, cité par l'agence de presse privée turque IHA.

"Nous allons construire 240.000 logements dans la région", a

ajouté le ministre, exprimant l'espoir que la construction soit achevée dans un délai de trois ans.

Ces déclarations interviennent alors que la question d'un retour des réfugiés syriens est au centre de la campagne présidentielle en Turquie, où le deuxième tour se joue dimanche.

Au milieu d'un important déploiement de militaires et de blindés turcs, le ministre a effectué une tournée sur le site du projet, construit sur le lieu d'un ancien aérodrome, selon le correspondant de l'AFP.

Sur une pancarte était écrit en arabe et en turc "Projet de retour volontaire sûr et digne", avec les emblèmes de l'Agence gouvernementale turque de gestion des catastrophes et

des situations d'urgence (Afad) et du Fonds du Qatar pour le développement, qui participe au financement du projet.

La Turquie abrite plus de trois millions de réfugiés syriens ayant fui la guerre dans leur pays.

Le président Recep Tayyip Erdogan, sous la pression de l'électorat et de l'opposition, promet de tout mettre en œuvre pour faciliter leur retour.

Le 8 mai, il avait annoncé que son pays avait l'intention de construire, avec l'aide d'organisations humanitaires internationales, 200.000 logements sur 13 sites dans le nord de la Syrie pour permettre le retour d'un million de réfugiés habitants en Turquie.

Alors que M. Erdogan évoque

un "retour volontaire", son rival, le candidat de l'opposition Kemal Kılıçdaroglu, promet le rapatriement des Syriens "dans les deux ans".

La Turquie a déjà renvoyé plus d'un demi-million de réfugiés en Syrie, après y avoir construit des milliers de logements au cours des dernières années.

Ankara s'était posé dès le début du conflit en Syrie en 2011 en soutien de l'opposition et des rebelles désireux de renverser le président syrien, Bachar al-Assad.

Mais le président turc s'efforce désormais de retisser des liens avec son homologue syrien, qui conditionne toute rencontre avec M. Erdogan au retrait des troupes turques déployées dans le nord de la Syrie.

LE FIGARO

avec afp  
25 Mai 2023

## Contestations en Iran : la tombe de Mahsa Amini vandalisée

La jeune kurde est décédée en décembre dernier après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour ne pas avoir porté le voile islamique.

La tombe de Mahsa Amini, la jeune kurde iranienne dont la mort avait déclenché un mouvement de protestation de grande ampleur contre les dirigeants politiques et religieux iraniens, a été vandalisée, selon des militants et l'avocat de la famille. Âgée de

22 ans, Mahsa Amini est décédée en septembre 2022 après avoir été arrêtée par la police des mœurs de Téhéran qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant aux femmes notamment le port du voile dans la République islamique.

Les manifestations après sa mort avaient défié le système islamique qui dirige l'Iran depuis la révolution de 1979. Elles ont toutefois faibli en amplitude ces derniers mois même si des actions se poursuivent de manière plus sporadique. La jeune femme, qui

s'était rendue à Téhéran avec sa famille, est enterrée dans sa ville natale de Saqez, dans la province iranienne du Kurdistan où, selon les militants, les autorités sont déterminées à empêcher tout rassemblement public en sa mémoire.

Le Réseau des droits humains du Kurdistan (KHRN), basé en France, a déclaré que la tombe, portant son nom kurde Zhina en grosses lettres persanes, avait été attaquée le matin du 21 mai. Des images publiées sur les réseaux sociaux, qui proviendraient du compte Instagram de son frère Ashkan, ont montré que le verre qui protège un portrait d'Amini sur la pierre tombale était brisé.

«Malheureusement, dimanche matin, des personnes que nous connaissons déjà et qui ont déjà agi de la même manière dans le passé, ont attaqué la tombe de Zhina Mahsa Amini», a déclaré l'avocat de la famille Saleh Nikbakht dans un communiqué publié par KHRN. Il n'a pas précisé qui étaient ces individus, tout en ajoutant que les autorités étaient



Tombe vandalisée de la jeune kurde iranienne Mahsa Amini, le 21 mai 2023, selon le Réseau des droits humains du Kurdistan (KHRN). Instagram - Ashkanamini

intervenues auparavant pour empêcher la construction d'un auvent de protection au-dessus de la tombe.

#### Répression

«Alors le verre de votre pierre tombale les dérange aussi ? Laissez-les le casser mille fois, nous le

rétablirons à nouveau, voyons qui se fatigue le premier», a déclaré Ashkan Amini dans son message sur les réseaux sociaux. La famille et les partisans de Mahsa Amini affirment qu'elle a été tuée d'un coup à la tête en garde à vue, mais les autorités déclarent que sa mort est due à une crise cardiaque provoquée par sa mauvaise santé antérieure.

Selon l'ONG norvégienne Iran Human Rights (IHR), la répression des manifestations a fait plus de 500 morts. L'Iran a également perdu sept hommes dans des affaires liées à des manifestations dans ce que les militants décrivent comme une politique délibérée visant à créer un climat de peur. Amnesty International a averti cette semaine que sept autres hommes risquaient d'être exécutés en lien avec les manifestations.

LE FIGARO

avec afp  
25 Mai, 2023

## Turquie : le rival d'Erdogan porte plainte après un montage vidéo

Kemal Kiliçdaroglu, qui défiera de nouveau Recep Tayyip Erdogan dimanche au second tour de la présidentielle turque, a porté plainte contre le chef de l'État après la diffusion d'un montage vidéo l'associant aux combattants du **Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)**.

«Nous avons procédé au dépôt d'une plainte», a tweeté ce mercredi 24 mai Celal Çelik, l'avocat du Parti républicain du peuple (CHP) dirigé par M. Kiliçdaroglu, précisant réclamer un million de livres turques, soit près de 47.000 euros.

### «Main dans la main avec le PKK»

Le président Erdogan, lors d'un grand meeting le 7 mai à Istanbul, avait diffusé un court clip montrant selon lui que Kemal Kiliçdaroglu «avance main dans la main avec le PKK», organisation qualifiée de terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux. Sur les images, le candidat de l'opposition appelle en musique à aller «ensemble aux urnes» pour la présidentielle, aussitôt imité par un commandant du PKK tapant dans ses mains. Le pré-

sident turc, arrivé en tête du premier tour avec 49,5% des voix, a reconnu publiquement lundi qu'il s'agissait d'un montage, répétant toutefois que son rival «s'est allié à l'organisation terroriste PKK», une affirmation infondée.

«Comment une personne assise dans le fauteuil présidentiel peut-elle s'abaisser à cela ?», avait fulminé Kemal Kiliçdaroglu, à la tête d'une coalition réunissant six partis de l'opposition, après la diffusion de la vidéo mensongère à une

semaine du premier tour. Le candidat, qui a recueilli 44,9% des voix au premier tour, a durci le ton sur la question des réfugiés et du terrorisme pour tenter de rattraper son retard. Kemal Kiliçdaroglu a reçu au premier tour de scrutin le soutien du principal parti prokurde, le HDP, que les autorités accusent d'être lié au PKK. Le chef de l'État et son camp mènent campagne en reprenant jour après jour ces mêmes accusations de soutien au terrorisme et de collusion avec le PKK contre Kemal Kiliçdaroglu.

## Turquie : le HDP pro-kurde confirme son soutien à Kiliçdaroglu

Le parti de gauche prokurde HDP a confirmé ce jeudi 25 mai son soutien au rival du président Erdogan, l'opposant Kemal Kiliçdaroglu, avant le second tour de la présidentielle en Turquie dimanche.

Recep Tayyip Erdogan, arrivé en tête le 14 mai, ne cesse d'attaquer son rival en le traitant de « terroriste » en raison de l'appui du HDP pro-Kurde, contraignant Kiliçdaroglu à une contre-attaque à droite toute.

### «Vers la démocratie»

«Nous ne renonçons pas à la transformation vers la démocratie, la justice, le bien-être et la liberté», a indiqué Mithat Sancar, l'un des co-présidents du HDP devant la presse. «Erdogan n'a jamais été une option pour nous», a ajouté une autre, Pervin Buldan qui a appelé les partisans du HDP à se rendre

aux urnes pour mettre fin au «régime d'un seul homme». Le gouvernement s'applique à lier le HDP au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe Tayyip Erdogan, qui a recueilli 49,52% des voix au premier tour le 14 mai contre 44,9% pour son rival Kemal Kiliçdaroglu, dénonce à longueur de meetings et d'interventions cette collusion supposée entre les

deux mouvements afin de discréditer Kemal Kiliçdaroglu.

Le HDP avait apporté son soutien à Kemal Kiliçdaroglu au premier tour et renoncé à présenter un candidat propre à la présidentielle, malgré la présence du Bon Parti, nationaliste, parmi les six partis de la coalition de l'opposition. Kemal Kiliçdaroglu a également annoncé

mercredi un accord avec un micro parti xénophobe et anti-kurde en vue du second tour, critiqué le HDP. Sous le coup d'une menace d'interdiction, le parti pro-kurde avait présenté le 14 mai des candidats aux élections législatives sous la bannière du Parti de la gauche verte qui a remporté 61 sièges, soit la troisième force politique du pays.

## En Turquie, le député Tuncay Özkan est soupçonné d'avoir vendu son camp au profit d'Erdoğan

Accusé de fraude électorale au profit de Recep Tayyip Erdoğan et contre son propre camp, Tuncay Özkan, député et vice-président chargé des relations presse du Parti républicain du peuple (CHP), se défend tant bien que mal avant le second tour de l'élection présidentielle.

**D**ans une vidéo publiée le 19 mai sur Yurtaş TV, tel un inspecteur de police devant un tableau avec les photos des suspects, Tuncay Özkan, chemise blanche aux manches retroussées et poches sous les yeux, tente d'élucider un crime dont il serait lui-même victime. Depuis le premier tour de l'élection présidentielle turque, le 14 mai, journalistes et électeurs accusent le député d'Izmir et vice-président chargé des relations presse du Parti républicain du peuple (CHP) d'avoir orchestré la défaite de son propre camp et d'être ni

plus ni moins qu'un agent double.

Sur le mur blanc, Tuncay Özkan a collé les copies d'écran des vidéos, des tweets et des portraits de ses détracteurs : un ancien policier qui le qualifie d'« agent du palais » et des journalistes proches de l'opposition.

Tuncay Özkan crie à la manipulation visant à affaiblir le CHP quelques jours avant le second tour du 28 mai opposant Kemal Kiliçdaroglu au président sortant Recep Tayyip Erdoğan. Une

affaire qui mêle réseaux terroristes, organisations secrètes et théories du complot... Soit tous les ingrédients de la politique turque auxquels Recep Tayyip Erdoğan lui-même ne cesse de faire référence pour expliquer les pseudo-machinations à son égard.

### Liens avec un ancien directeur des renseignements

Pour comprendre cet improbable scénario, il faut revenir à la soirée électorale du 14 mai, qui a soulevé de nombreuses interrogations chez bon nombre

d'observateurs. Vers 19 heures, l'agence de presse Anadolu, organe du pouvoir, annonce une large avance de Recep Tayyip Erdoğan et de l'AKP. « Ne tenez pas compte des chiffres d'Anadolu (...) l'agence falsifie la réalité, elle n'est plus crédible », déclare aussitôt Ekrem İmamoğlu, le maire d'Istanbul.

D'après le système de suivi électoral propre au CHP et selon l'agence de presse Anka, proche de l'opposition, Kemal Kiliçdaroglu serait, au contraire, en tête. Le candidat assure que,



en raison de contestations de la part de ses adversaires dans certains bureaux, 8 millions de voix en sa faveur sont en attente d'enregistrement dans le système du Haut Conseil électoral. Puis plus personne ne parle de ces voix en attente de validation. Après avoir annoncé Kemal Kılıçdaroğlu en tête avec 47 % des voix et devant Recep Tayyip Erdoğan, l'agence Anka cesse pendant une heure de mettre à jour les données et finit par annoncer les mêmes résultats qu'Anadolu.

Pour tenter d'expliquer cette volte-face, Tuncay Özkan apparaît comme la personne idéale en raison, notamment, de ses liens notoires avec un ancien directeur des renseignements. « *C'est un type louche avec des relations très proches des renseignements généraux et d'une partie de l'administration* », estime Cengiz Aktar, professeur de sciences politiques à l'université d'Athènes.

**Condamné à perpétuité, puis libéré en 2014**

Laïc et kémaliste convaincu, Tuncay Özkan, 56 ans, est une figure des médias de l'opposition. Après avoir été reporter dans la presse écrite puis à la télévision, il fonde sa chaîne ouvertement pro-CHP, Kanaltürk, en 2004. Trois ans plus tard, il arrive à réunir 1,5 million de personnes lors de manifestations dénonçant les ambitions présidentielles de Recep Tayyip Erdoğan, alors premier ministre.

Sur sa chaîne, l'ancien journaliste ne cesse de dénoncer les liens du président avec Fethullah Gülen, prédicateur à la tête d'un puissant réseau d'influence très implanté au sein de l'appareil d'Etat et devenu un paria après la tentative de putsch contre Erdoğan en 2016.

A la surprise de tous, et en raison de difficultés financières, Tuncay Özkan vendra Kanaltürk à un entrepreneur proche de Fethullah Gülen en 2008. La même année, comme des centaines d'autres intellectuels, il est condamné à perpétuité pour [son appartenance présumée au réseau Ergenekon](#), une

mystérieuse organisation secrète ultra-kémaliste soupçonnée de vouloir renverser le gouvernement du président Erdoğan. Sa peine finalement allégée, l'homme est libéré en 2014. Commence alors son ascension au sein du CHP. « *Il représente aujourd'hui toute la branche ultra-nationaliste du parti* », assure un politologue turc sous couvert d'anonymat.

**Un scénario pour le moins machiavélique**

Sans aucune preuve tangible, des journalistes de tous bords l'accusent d'être le propriétaire caché de la chaîne d'opposition KRT et de l'agence Anka, critiquées pour leur gestion de la soirée électorale du premier tour. L'homme a beau démentir sur son compte Twitter, rien n'y fait. Le scénario dont on l'accuse est pour le moins machiavélique : il aurait délibérément mis en scène la victoire de l'AKP sur ces médias très suivis par l'opposition, pour à la fois décrédibiliser son parti et pour que les observateurs quittent les bureaux de vote, laissant ainsi la voie

libre à la fraude électorale du parti présidentiel.

Pourquoi Tuncay Özkan aurait-il joué contre son propre camp ? Pour de l'argent. Selon des journalistes proches de Fethullah Gülen, le député aurait reçu 95 millions de dollars (88 millions d'euros) de la part de Recep Tayyip Erdoğan pour « *vendre ces élections* ». Une ex-salariée, un ancien compagnon de cellule, un inspecteur chargé de l'enquête de l'affaire Ergenekon, le repreneur güleniste de sa chaîne Kanaltürk... chaque jour, de graves allégations sont lancées contre lui.

De son côté, Tuncay Özkan, larmes aux yeux, crie son amour pour le CHP sur le plateau d'Habertürk TV. Le lendemain, sur Yurttaş TV, sans preuve non plus, il révèle des liens d'intérêt entre tous ses détracteurs. Pendant ce temps, le candidat et les cadres du CHP gardent le silence sur cette nébuleuse affaire. Un silence qui attise tous les fantasmes.

**Le Monde**

**Tiphaine Samoyault**  
25 Mai 2023

## « Sur la terre du Kurdistan », de Joseph Andras et Nûdem Durak : le feuilleton littéraire de Tiphaine Samoyault

Notre feuilletoniste a lu la nouvelle enquête de Joseph Andras sur la chanteuse kurde emprisonnée depuis 2015 en Turquie – en fait un livre porté par plusieurs voix, écrit à plusieurs mains.

### ÉCRIRE À PLUSIEURS

Une enquête ne se fait pas seul. Elle engage toutes sortes de relais : informateurs, journalistes, amis, amis d'amis et, si le terrain est à l'étranger, traducteurs. Joseph Andras a eu besoin de l'ensemble de ces personnes pour mener son investigation et comprendre l'histoire de Nûdem Durak, chanteuse kurde empri-

sonnée depuis 2015 en Turquie. « *Tout livre est une entreprise collective* », écrit-il en ouvrant sa longue liste de remerciements, à la fin de *Sur la terre du Kurdistan*. Ce n'est pas tout. Le livre issu de l'enquête est lui aussi porté par plusieurs voix, écrit à plusieurs mains. Les chapitres en italique ont été écrits par la jeune chanteuse, et traduits en français « *par Serdar et Sibel* ».

Les chapitres en romain sont écrits par Andras, mais restituent la parole des très nombreux interlocuteurs rencontrés. Les annexes reprennent certains messages de soutien postés par des personnalités internationales (Noam Chomsky, [Carmen Castillo](#), Asli Erdogan, Angela Davis...), au cours de la campagne de solidarité internationale Free Nûdem Durak, lancée en 2020.

Bref, c'est un livre qui défait la notion d'auteur et ce qui assure en général son autorité, à savoir la singularité, la maîtrise d'une langue et d'un sujet. La couverture restitue en partie cette idée de responsabilité collective : le nom de Joseph Andras apparaît en haut, en petits caractères et en minuscules. Celui de Nûdem Durak, lui, est inscrit en grandes



« Sur la terre du Kurdistan »,  
de Joseph Andras et Nûdem Durak, Ici-bas, 256 p., 22 €.

capitales, comme le titre du livre. Mais un autre titre, *Sur la terre du Kurdistan*, transforme à son tour Nûdem Durak en nom d'auteur. Cela peut rappeler la recommandation de Victor Hugo à son éditeur, alors qu'il s'apprêtait à publier un long poème sobrement intitulé *Dieu*. Gêné de mettre à égalité son nom avec celui de Dieu, il suggérait une ruse typographique : son nom en tout petit et le titre en très grand.

L'œuvre littéraire de Joseph Andras est fondée tout entière sur ce principe de l'enquête qui ne laisse que peu de place, voire, comme ici, aucune place à la fiction. Le genre de l'enquête traverse une grande part de la littérature contemporaine et emprunte ses méthodes, ses outils et ses références aux disciplines des sciences sociales. Ce qui place Andras à part de ce large courant, ce sont ses sujets : des figures de la lutte ou de la résistance politique qui subissent la violence des Etats. Son premier livre, *De nos frères blessés* (Actes Sud,

2016), était consacré à Fernand Iveton, ouvrier pied-noir, communiste et indépendantiste guillotiné le 11 février 1957 pour avoir déposé une bombe qui n'a jamais explosé. Dans *Kanaky* (Actes Sud, 2018), il menait l'enquête sur Alphonse Dianou, militant indépendantiste engagé dans le FLNKS et tué pendant l'assaut de la grotte d'Ouvéa, en 1988. Chaque livre est le résultat d'un long travail de terrain, de très nombreuses lectures ; l'écriture est l'orchestration de langues plurielles, politiques, universitaires, militantes, poétiques.

« Dans le souffle chaud d'une vie »

*Sur la terre du Kurdistan* radicalise encore cette démarche, sans doute parce que la figure en lutte est, cette fois, vivante – « C'est la première fois que j'écris dans le souffle chaud d'une vie ». Le livre n'est qu'une des modalités de l'action menée pour Nûdem Durak, qui a commencé par la publication d'une tribune dans *L'Humanité* en 2019 et s'est pour-

suivie par le lancement de la campagne de soutien.

Pendant quatre ans, Joseph Andras s'est rendu à plusieurs reprises au Kurdistan pour en savoir plus, connaître son histoire et organiser sa défense. Pendant quatre ans, il a correspondu avec elle et contribué à faire sortir ses écrits de prison, qui constituent la matière la plus émouvante du livre. La chanteuse y raconte son enfance, les humiliations subies à l'école lorsqu'il leur arrivait, à elle ou à ses camarades, de dire quelques mots en kurde, sa détermination à chanter, son engagement dans des textes patriotiques. Elle n'est pas particulièrement célèbre, elle n'est pas une exception, elle est un nom qui représente [les milliers de Turcs et de Kurdes emprisonnés de façon arbitraire par le régime de Recep Tayyip Erdogan](#) pour prétendu « terrorisme ». Andras est conscient des ambivalences de son entreprise : comment dire l'individu pris dans un combat collectif ? Comment faire jouer le « je » dans le « nous » sans tomber dans les ficelles du sto-

rytelling contemporain, qui dicte les récits à partir de trajectoires faites pour séduire ? Comment aller « vers tout le monde » ?

Joseph Andras s'inscrit dans la tradition littéraire ouverte avec [la défense de Djamila Boupacha par Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir](#) pendant la guerre d'Algérie. « *Je ne suis qu'une détenue parmi des milliers d'autres* », ne cessait de répéter Djamila Boupacha. Mais attirer l'attention sur son cas, Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir en étaient convaincues, provoquerait la révolte face à la condition de toute une population. A son tour, avec Nûdem Durak, l'écrivain d'aujourd'hui se pose en éveillé de consciences. Il le fait en évitant toute sensiblerie, mais en prenant le temps d'écouter et de montrer des personnes qui vivent, pensent et sentent. Il le fait en leur donnant la parole, dans l'absolue sincérité de son combat antilibéral et révolutionnaire. Rien n'est joué ni feint dans sa démarche, et il nous convainc que ce qui le regarde nous regarde tous.





Hala Kodmani  
25 Mai 2023

## Elections en Turquie : la fin de campagne prend «une tournure raciste nauséabonde»

L'espoir de voir Erdogan partir ne semble presque plus permis en Turquie. Le second tour de l'élection présidentielle se tient ce dimanche 28 mai. Défiant les sondages qui le donnaient perdant, le chef de l'Etat turc est sorti du premier tour avec 49,5 % des voix et une confortable avance sur le candidat de l'opposition unie, Kemal Kılıçdaroglu (44,9 %, soit 2,5 millions bulletins de moins). D'autant qu'Erdogan semble avoir pris l'avantage, avec le soutien notamment de Sinan Ogan, candidat ultranationaliste qui fait office de troisième homme grâce aux quelque 5 % de voix obtenues le 14 mai. Responsable des études contemporaines à l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul, et responsable Turquie à Noria Research, Yohan Benhaim décrypte cette fin de campagne.

**L'appel du candidat ultranationaliste, Sinan Ogan, à voter Erdogan au deuxième tour est-il surprenant ?**

Il faut surtout noter que c'est désormais l'extrême droite qui apparaît comme «faiseur de roi» pour ce deuxième tour, et non le parti kurde, comme on le considérait avant le premier tour, quand le HDP n'a pas présenté de candidat, pour favoriser l'élection de Kemal Kılıçdaroglu. Le poids politique de l'extrême droite nationaliste, qui totalise aux législatives 20 % des voix divisés en trois partis, se ressent dans la campagne. On assiste à une course à l'échalote entre les deux candidats pour aller chercher des points à l'extrême droite. Le résultat est une tournure raciste nauséabonde dans les discours, y compris chez le candidat de l'opposition.

**On assiste à une surenchère nationaliste dans la campagne pour le deuxième tour ?**

Le ton de la campagne de l'opposition ces derniers jours tranche clairement avec celle du premier tour. Deux priorités sont apparues. D'abord, le rejet des Syriens et d'autres immigrés à renvoyer, avec des chiffres invraisemblables de 10 millions et l'accent mis sur la menace que cela représenterait pour la sécurité des femmes turques. Ensuite, la lutte contre le terrorisme, afin de se défendre des accusations portées par Erdogan qui, durant la campagne du premier tour, a traité tous les soutiens du candidat Kemal Kılıçdaroglu de complices des terroristes du PKK. L'objectif était de faire apparaître la coalition au pouvoir comme la seule capable de protéger la nation.

**Comment expliquer la résistance d'Erdogan et de son parti, l'AKP, auprès de l'électorat turc ?**

Il faut parler d'électorats au pluriel puisque tous les Turcs n'ont pas voté pour Erdogan et l'AKP, et se méfier de l'effet d'optique dans la lecture des résultats des législatives et du premier tour de la présidentielle. Le jeu électoral s'est fait autour de coalitions de partis, pour les parlementaires et en soutien à chacun des candidats à la présidence. Ce système a favorisé le pouvoir en place, dès lors que l'AKP était allié avec le parti laïc MHP et a obtenu ainsi une majorité au Parlement. Les résultats indiquent une baisse significative du parti d'Erdogan, qui a réuni 35 % des voix contre 42,5 % au scrutin de 2018. Mais l'AKP islamo-nationaliste reste le premier

parti de Turquie et tient la coalition majoritaire.

Mais les résultats du premier tour indiquent qu'Erdogan a réussi à creuser l'écart sur son rival de façon significative.

Tout d'abord, il ne faut pas oublier l'iniquité médiatique entre les candidats, car toutes les télévisions sont sous le contrôle d'Erdogan. Les chaînes d'information ont fait un véritable matraquage sur le «risque civilisationnel» que représentait l'opposition. Outre le terrorisme, on a agité les menaces des mécréants, des LGBT+ et autres représentants de l'étranger. Cette diabolisation a marché auprès d'une partie de l'électorat. Mais ce sont surtout les promesses économiques et les cadeaux aux plus modestes faits par Erdogan qui ont servi, comme l'augmentation du salaire minimum et des retraites ou la gratuité du gaz.

**Pourquoi l'opposition n'a-t-elle pas profité, justement, de la crise économique dont Erdogan est en grande partie responsable ?**

La coalition d'opposition n'a pas avancé de promesse de changement économique et de mesures concrètes pour les citoyens. Son programme socio-économique s'inscrivait dans la continuité de la réforme institutionnelle, érigée en priorité, pour revenir à un système parlementaire plutôt qu'au système présidentiel instauré par Erdogan. Les implications économiques de cette «réinstitutionnalisation» sont un renforcement de l'indépendance de la Banque centrale et la transparence des marchés publics. Mais il a sans doute manqué à l'opposition des pro-

positions qui touchent à la vie quotidienne des Turcs, en particulier des catégories qui ont le plus souffert de la politique économique d'Erdogan.

**Politiquement, l'autoritarisme d'Erdogan et sa personnalisation du pouvoir ne gênent donc pas tant que ça une majorité d'électeurs ?**

Une partie de l'électorat turc souffre du système présidentiel autocratique instauré par Erdogan. Mais celui-ci reste très populaire et charismatique. Il peut encore capitaliser sur son histoire et celle de l'AKP de la première époque, dans les années 2000, qui a apporté la prospérité au pays. La thématique de la grandeur de la Turquie, sa stratégie d'autonomisation des industries de la défense, ses initiatives diplomatiques et son ancrage dans de multiples cercles internationaux sont autant d'éléments qui alimentent la fierté des électeurs turcs.

**Faut-il considérer la victoire d'Erdogan au deuxième tour comme acquise ?**

On ne peut pas vraiment savoir quels seront les effets d'un second tour, car cela est inédit dans l'histoire de la Turquie. A quelle participation au vote faut-il s'attendre ? Une démobilisation des électeurs de l'AKP, certains de la victoire, est-elle possible ? Avec des conséquences risquées pour Erdogan ? Une plus grande mobilisation des électeurs de Kılıçdaroglu, voulant barrer la route à un nouveau mandat de cinq ans d'Erdogan, peut-elle changer la donne ? Les jeux ne sont pas faits.





Léa Masseguin  
25 Mai 2023

## Iran : une exécution publique pour terroriser les manifestants

Un homme a été pendu jeudi 25 mai sur une place publique dans le nord-ouest de l'Iran devant une vaste foule et en présence de médias. Des ONG dénoncent des exécutions visant à «distiller la peur» pour étouffer le vent de colère qui souffle sur le pays depuis plus de huit mois.

La République islamique vient de franchir un pas supplémentaire dans la barbarie. Les autorités iraniennes ont exécuté ce jeudi 25 mai un homme sur une place publique de la ville de Maragheh, dans la province de l'Azerbaïdjan oriental (nord-ouest). Sur des photos diffusées par des médias locaux, le corps sans vie d'un Iranien, les yeux bandés, est suspendu à une grue, au milieu de ses deux bourreaux encagoulés. D'autres clichés montrent une imposante foule d'habitants, dont des enfants, réunis derrière des barricades pour assister à la pendaison.

L'homme, dont l'identité est inconnue, avait été condamné à mort pour «corruption sur Terre» («efsad-e fel arz»), l'un des chefs d'accusation les plus graves en République islamique. Devant les caméras d'une agence de presse officielle, le procureur de Maragheh a implicitement annoncé que le châtement suprême pourrait concerner d'autres individus accusés du même crime.

### «Cruauté et intimidation»

Cette mise à mort publique a immédiatement été qualifiée de pratique «moyenâgeuse» par l'ONG Iran Human Rights (IHR). Dans un communiqué, cette organisation basée en



Pour cette énième exécution, le tribunal a usé du chef d'inculpation de «corruption sur Terre», soit le pire qui puisse être dans la République islamique (ici à Téhéran, le 8 juin). (Fatemeh Bahrami/Anadolu Agency. AFP)

Norvège estime que ces pratiques montrent «le vrai visage d'un gouvernement qui cherche à survivre par la cruauté, l'humiliation et l'intimidation de la société» : «La différence entre Daech et la République islamique de [l'ayatollah] Khamenei est que Daech était considéré comme une organisation terroriste alors que la République islamique de Khamenei présidera bientôt le Forum social du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU», a fustigé sur Twitter Mahmood Amiry-Moghaddam, le directeur de l'ONG.

La nomination de l'Iran pour présider cette réunion annuelle, en novembre prochain, a provoqué un grand malaise au sein de la société civile iranienne en raison des violations

continues des droits de l'homme commises par les autorités. Outre le nombre exponentiel d'exécutions, la répression féroce menée par les forces de sécurité depuis la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre, a fait au moins 500 morts, dont des enfants, selon l'IHR.

### «Distiller la peur»

Cette exécution, dont les images ont été diffusées dans les médias, est d'autant plus inquiétante qu'elle a eu lieu en public pour la deuxième fois depuis le début du vent de colère qui souffle sur l'Iran. En décembre, Majid-Reza Rahnavard, âgé de 23 ans, avait lui aussi été pendu à une grue dans la ville de Mashhad (nord-est) après avoir été ac-

cusé d'«inimitié à l'égard de Dieu» («moharebeh») en lien avec les manifestations. Une condamnation qualifiée d'«arbitraire» par Amnesty international, qui avait dénoncé un «outil de répression» visant à «distiller la peur et se venger des manifestants.» A ce jour, au moins sept hommes, tous condamnés à la suite de «procès iniques et expéditifs» selon les organisations de défense des droits humains, ont été exécutés en lien avec le mouvement de contestation populaire. Trois l'ont été la semaine dernière. Quelques jours plus tôt, «Libération» avait publié les appels désespérés de leurs proches pour empêcher leur mise à mort... en vain.

Ces dernières pendaisons s'inscrivent dans le cadre d'une hausse très importante du nombre d'exécutions en République islamique. Selon l'IHR, au moins 279 personnes ont été pendues depuis le début de l'année. Un bilan «incroyablement élevé» et qualifié d'«abominable» par le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk. De nombreux Iraniens, pour la plupart âgés de moins de trente ans, se trouvent toujours dans le couloir de la mort. Plusieurs d'entre eux viennent d'être placés en cellule d'isolement et risquent l'exécution imminente.

The New York Times

May 25, 2023  
Janon Farago

## How Erdogan Reoriented Turkish Culture to Maintain His Power

Turkey's president has made a spectacle of the Ottoman past, using monuments and TV shows to rally his voters. His cultural opponents have faced censorship, or jail.

**A**t the final sundown before the first round of voting in the toughest election of his two-decade rule, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey visited Hagia Sophia for evening prayers — and to remind his voters of just what he had delivered.

For nearly a millennium the domed cathedral had been the epicenter of Orthodox Christianity. After the Ottoman conquest of Constantinople in 1453, it became one of the Islamic world's finest mosques. In the 1930s, the new Turkish republic proclaimed it a museum, and for nearly a century its overlapping Christian and Muslim histories made it Turkey's most visited cultural site.

President Erdogan was not so ecumenical: In 2020 he converted it back into a mosque. When Turks return to the ballot box this Sunday for the presidential runoff, they will be voting in part on the political ideology behind that cultural metamorphosis.

Join the crowds at the Hagia Sophia Grand Mosque now, leaving your shoes at the new long racks in the inner narthex, and you can just about glimpse the mosaics of Christ and the Virgin, today discreetly sheathed with white curtains. The famous marble floor has been upholstered with thick turquoise carpet. The sound is more muffled. The light's brighter, thanks to golden chandeliers. Right at the entrance, in a simple frame, is a presidential proclamation: a monumental swipe at the nation's secular century, and an affirmation of a new Turkey worthy of its Ottoman heyday.



President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, who is running for re-election on Sunday, has used culture as a lever of power during his two-decade rule. Bradley Secker for The New York Times

"Hagia Sophia is the crowning of that neo-Ottomanist dream," said [Edhem Eldem](#), professor of history at Bogazici University in Istanbul. "It's basically a transposition of political and ideological fights, debates, polemical views, into the realm of a very, very primitive understanding of history and the past."

If the mark of 21st-century politics is the ascendancy of culture and identity over economics and class, it could be said to have been born here in Turkey, home to one of the longest-running culture wars of them all. And for the past 20 years, in grand monuments and on schlocky soap operas, at restored archaeological sites and [retro new mosques](#), Mr. Erdogan has reoriented Turkey's national culture, promoting a nostalgic revival of the Ottoman past — sometimes in grand style, sometimes as pure kitsch.

After surviving a tight first round of voting earlier this month, he

is now favored to win a runoff election on Sunday against Kemal Kilicdaroglu, the candidate of the joint opposition. His resiliency, when poll after poll predicted his defeat, certainly expresses his party's systematic control of Turkey's [media](#) and [courts](#). (Freedom House, a democracy watchdog organization, downgraded Turkey from "partly free" to "not free" in 2018.) But authoritarianism is about so much more than ballots and bullets. Television and music, monuments and memorials have all been prime levers of a political project, a campaign of cultural resentment and national rebirth, that culminated this May on the blue-green carpets beneath Hagia Sophia's dome.

Outside Turkey, this cultural turn is often described as "Islamist," and Mr. Erdogan and his Justice and Development Party, known as the A.K.P., have indeed permitted religious observances that were once banned, such as the wearing of head scarves by women in

public institutions. A Museum of Islamic Civilizations, complete with a "digital dome" and light projections à la the immersive Van Gogh Experience, opened in 2022 in Istanbul's new largest mosque.

Yet this election suggests that nationalism, rather than religion, may be the true driver of Mr. Erdogan's cultural revolution. His celebrations of the Ottoman past — and the resentment of its supposed haters, whether in the West or at home — have gone hand in hand with nationalist efforts unrelated to Islam. The country has mounted aggressive campaigns for the return of Greco-Roman antiquities from Western museums. Foreign archaeological teams have had their permits withdrawn. Turkey stands at the bleak vanguard of a tendency seen all over now, not least in the United States: a cultural politics of perpetual grievance, where even in victory you are indignant.

For this country's writers, artists, scholars and singers, facing censorship or worse, the prospect of a change in government was less a matter of political preference than of practical survival. Since 2013, when an Occupy-style protest movement at Istanbul's Gezi Park took direct aim at his government, Mr. Erdogan has taken a hard turn to authoritarian rule. Numerous cultural figures remain imprisoned, including the architect Mucella Yapici, the filmmakers Mine Ozerden and Cigdem Mater, and the arts philanthropist Osman Kavala. Writers like [Can Dunder](#) and [Asli Erdogan](#) (no relation), who were jailed during the purges that followed a failed military coup

against Mr. Erdogan in 2016, live in exile in Germany.

More than a dozen musical concerts were canceled last year, among them a recital by the violinist Ara Malikian, who is of Armenian descent, and a gig by the pop-folk singer Aynur Dogan, who is Kurdish. The tensions reached a grim crescendo this month, shortly before the first round of voting, when a Kurdish singer was stabbed to death at a ferry terminal after declining to sing a Turkish nationalist song.

In the days after the first round of voting, I met with [Banu Cennetoglu](#), one of the country's most acclaimed artists, whose commemoration of a Kurdish journalist at the 2017 edition of the contemporary art exhibition Documenta won acclaim abroad but brought aggravation at home. "What is scary right now compared to the 90s, which was also a very difficult time, especially for the Kurdish community, is that then we could guess where the evil was coming from," she told me. "And now it could be anyone. It is much more random."

The strategy has worked. Independent media has shrunk. Self-censorship is rife. "All the institutions within art and culture have been extremely silent for five years," Ms. Cennetoglu said. "And for me this is unacceptable, as an artist. This is my question: when do we activate the red line? When do we say no, and why?"

Nationalism is nothing new in Turkey. "Everybody and his uncle is a nationalist in this country," Mr. Eldem observed. And the Kemalists — the secular elite who dominated politics here for decades until Mr. Erdogan's triumph in 2003 — also used nationalist themes to spin culture to their political ends. Turkey's early cinema glorified the achievements of Mustafa Kemal Atatürk. Archae-

ological digs for Hittite antiquities aimed to [provide the new republic with a past](#) rooted even more deeply than Greece and Italy.

In the 2000s, Mr. Erdogan's blend of Islamism and reformism had Turkey knocking at the door of the European Union. A new Istanbul was being feted in the foreign press. But the new Turkish nationalism has a different cultural cast: proudly Islamic, often antagonistic, and sometimes a little paranoid.

One of the signal cultural institutions of the Erdogan years is the Panorama 1453 History Museum, in a working-class district west of Hagia Sophia, where schoolchildren discover the Ottoman conquest of Constantinople in a painted cyclorama. At one point, a painting in the round might have been immersion enough. Now it's been souped up with blaring video projections, a wildly nationalist pageant styled like the video game "Civilization." Kids can watch Sultan Mehmed II charge toward Hagia Sophia, while his horse rears up in front of a celestial fireball.

There's a similar backward projection in Turkey's television dramas, which are hugely popular not just here but internationally, with hundreds of millions of viewers throughout the Muslim world, in Germany, [in Mexico](#), all over. On shows such as "[Resurrection: Ertugrul](#)," an international hit about a 13th-century Turkic chieftain, or "Kurulus: Osman," a "Game of Thrones"-esque Ottoman saga airing every Wednesday here, past and present start to merge.

"They are casting the discourse of Tayyip Erdogan in the antique ages," said Ayse Cavdar, a cultural anthropologist who's studied these shows. "If Erdogan faces a struggle right now, it is recast in an Ottoman context, a fictional context. In this way, not the knowledge about today's

struggle, but the feeling of it, is spread through society."

A still from "Kurulus: Osman," starring Burak Ozcivit as Osman I, the first sultan of the Ottoman Empire. Turkish historical dramas are popular not just at home but abroad. [ATV](#)

In these half-historical soap operas, the heroes are decisive, brave, glorious, but the politics they lead are fragile, teetering, menaced by outsiders. Ms. Cavdar noted how frequently the TV shows feature leaders of an emerging, endangered state. "As if this guy has not been governing the state for 20 years!" she said.

Culture came on the agenda during the runoff, too, as Mr. Erdogan showed up to inaugurate the new home of [Istanbul Modern](#). The president had praise for the new Bosphorus-side museum, designed by the Italian architect Renzo Piano — but he couldn't help bashing the creations of the previous century, with what he described as a misguided abandonment of the Ottoman tradition.

Now, the president promised, an authentic "Turkish century" was about to dawn.

Assuming he wins on Sunday, his neo-Ottomanism will have survived its strongest test in two decades. The cultural figures with the most to regret are of course those in prison, but it will also be a bitter outcome for the academics, authors and others who left the country in the wake of Mr. Erdogan's purges. "A.K.P.'s social engineering can be compared to monoculture in industrial agriculture," said [Asli Cavusoglu](#), a young artist who recently had a solo show at New York's New Museum. "There is one type of vegetable they invest in. Other plants — intellectuals, artists — are unable to grow, and that's why they leave."

Turkey's minorities may face the greatest hazards. At the memorial museum for Hrant Dink, the Turkish-Armenian journalist assassinated in 2007, I looked through copies of his independent newspaper and watched footage of his television chat shows, each an admonishment of contemporary Turkey's constricted freedom of expression. "Civil society actors are becoming more prudent," said Nayat Karakose, who oversees the museum and is of Armenian descent. "They do events in a more cautious way."

For Mr. Eldem, who has spent his career studying Ottoman history, the reconversion of Hagia Sophia and the "Tudors"-style TV dramas are all of a piece, and are less confident than they seem. "Nationalism is not just glorification," he said. "It's also victimization. You can't have proper nationalism if you've never suffered. Because suffering gives you also absolution from potential misconduct."

"So what the naïve Turkish nationalist, and especially neo-Ottomanist nationalist, wants," he added, "is to bring together the idea of a glorious empire that would have been benign. That's not a thing. An empire is an empire."

But whether or not Mr. Erdogan wins the election on Sunday, there are headwinds that no amount of cultural nationalism can stand against: above all, inflation and a currency crisis that has bankers and financial analysts [flashing a red alert](#). "In that future, there's no place for heritage," Mr. Eldem said. "The Ottomans are not going to save you."

**Jason Farago, critic at large for The Times, writes about art and culture in the U.S. and abroad. In 2022 he was awarded one of the inaugural Silvers-Dudley Prizes for criticism and journalism.**



## Libération d'Olivier Vandecasteele : l'humanitaire belge a été échangé contre un Iranien condamné pour terrorisme

Le travailleur humanitaire, arrêté en février 2022, a été échangé à Oman par la Belgique contre Assadolah Assadi, un Iranien qui avait été l'organisateur d'un projet d'attentat contre l'opposition iranienne, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), en juin 2018.

Le travailleur humanitaire belge Olivier Vandecasteele, 42 ans, arrêté en Iran le 24 février 2022 et condamné à quarante ans de détention pour « espionnage », a été libéré. Il a atterri vers 22 h 30, vendredi soir à Bruxelles, rapatrié dans un avion militaire. Le Belge francophone avait été échangé dans la matinée, au sultanat d'Oman, contre Assadolah Assadi, 51 ans, un « diplomate » iranien en poste à Vienne, qui fut l'organisateur d'un projet d'attentat contre l'opposition iranienne, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), en juin 2018.

Les autorités iraniennes ont multiplié les pressions pour obtenir le retour de leur ressortissant, qui était en réalité un membre éminent des services de sécurité et un expert en explosifs. Arrêté en Allemagne, livré à la Belgique, où se trouvaient trois de ses complices, il avait été condamné à vingt années de détention en février 2021 par le tribunal d'Anvers.

Judi soir, il a été acheminé par la Belgique vers Mascate, la capitale d'Oman, tandis qu'Olivier Vandecasteele quittait l'Iran. Le travailleur humanitaire a pu embarquer à midi dans un avion militaire belge après avoir été examiné par des médecins et avoir subi des tests. Une photo diffusée par le premier ministre belge, Alexander

De Croo, l'a montré très amaigri, mais en relativement bonne santé. Sa famille avait alerté à diverses reprises sur les conditions extrêmement sévères de sa détention, qui risquaient de mettre sa vie en péril. Une grande campagne de mobilisation avait alors été lancée dans toute la Belgique.

### Application du traité de transfèrement

Le régime très sévère imposé au Belge n'avait toutefois été allégé qu'il y a quelques semaines, quand l'hypothèse d'un échange avec Assadolah Assadi avait été confirmée. Après des hésitations, la Cour constitutionnelle belge avait rejeté, au début de mars, le recours en annulation introduit par des opposants iraniens contre une loi belge de 2022 autorisant le transfèrement de prisonniers vers l'Iran. Dans un premier temps, la Cour avait suspendu ce texte, au motif qu'Assadi éviterait vraisemblablement l'exécution de sa peine en étant libéré dès son arrivée dans son pays. Le traité de transfèrement est finalement entré en vigueur le 18 avril.

Dans un message diffusé vendredi, M. De Croo n'a pas évoqué les conditions de l'échange conclu avec Téhéran. Il a affirmé que son pays avait travaillé « depuis quatre cent cinquante-cinq jours » – à savoir depuis le début de la détention du tra-

vailleur humanitaire – pour obtenir la libération d'Olivier Vandecasteele. « Une chose a toujours été primordiale pour moi : ne jamais abandonner aucun compatriote innocent. C'est ma responsabilité de ne laisser personne derrière nous », a déclaré le chef du gouvernement.

L'opération d'échange avait été baptisée « Blackstone », en référence au juriste britannique William Blackstone, qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, avait notamment énoncé, dans ses *Commentaires sur les lois de l'Angleterre*, le principe selon lequel « Mieux vaut que dix coupables s'échappent plutôt qu'un innocent souffre ».

M<sup>e</sup> Rik Vanreusel, l'un des avocats de l'opposition iranienne en exil, s'est dit « soulagé et heureux pour les familles et les proches de M. Vandecasteele ». Il a toutefois rappelé que, dans son dernier arrêt, la Cour constitutionnelle avait demandé que les plaignants iraniens soient préalablement informés avant une éventuelle application du traité de transfèrement, ce qui devait leur permettre de contester éventuellement une telle décision. Cette consultation n'a apparemment pas eu lieu.

D'où les protestations de l'opposition iranienne, qui dénonce « une rançon honteuse au terrorisme et à la prise d'otages » et de certaines personnalités qui auraient pu être victimes de l'attentat à Villepinte et

s'étaient constituées parties civiles devant la justice belge. Parmi elles, Ingrid Betancourt, ancienne otage des FARC en Colombie, qui s'est dite « soulagée et très heureuse » à l'annonce de la libération de l'humanitaire mais a dénoncé « une claire violation de l'Etat de droit » par la Belgique.

Les partis belges d'opposition, l'Alliance néoflamande (N-VA) et le Vlaams Belang (extrême droite) ont également dénoncé ce qu'ils estiment être « la réussite du chantage » exercé par Téhéran. La N-VA réclame la suspension sans délai du traité d'extradition à Téhéran. En réalité, le gouvernement belge n'a pas utilisé ce dernier, sans doute pour éviter d'éventuels recours en justice qui auraient retardé le processus d'échange. La négociation pour obtenir la libération de M. Vandecasteele a été menée en direct avec la République islamique, par l'entremise des autorités d'Oman.

La libération, le 12 mai, de deux Français, Benjamin Brière et Bernard Phelan, avait relancé l'espoir des autorités belges d'obtenir la libération de l'humanitaire, dont le saurait aurait été négocié simultanément. Trente-cinq ressortissants d'une douzaine d'Etats membres de l'Union européenne, dont quatre Français, sont toujours détenus en Iran, selon la ministre des affaires étrangères française, Catherine Colonna.

## A Istanbul, les enseignants du « Harvard turc » protestent contre la mainmise du pouvoir sur les universités

Chaque jour à 12 h 15, les professeurs de l'université du Bosphore, l'une des plus prestigieuses de Turquie, se réunissent en signe de contestation. Un rituel que la probable réélection d'Erdogan au second tour de la présidentielle, dimanche, ne devrait pas changer.

Ils sont tous là sur la pelouse, debout, la toge de l'institution sur les épaules, à tourner le dos au bâtiment du rectorat. Certains tiennent des pancartes entre leurs mains, sur lesquelles on peut lire : « *Nous n'acceptons pas* ». A peine 2 ou 3 mètres séparent les uns des autres. Aucun bruit, pas un geste. Il est 12 h 15, et comme tous les jours à 12 h 15 précises, les quelque dizaines de professeurs présents ce jour-là sur le campus de l'université du Bosphore, le plus prestigieux établissement d'enseignement supérieur de Turquie, se figent en signe de protestation contre la nomination de leur responsable hiérarchique, imposé voilà plus de deux ans par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et son gouvernement.

Qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige, le rite est immuable. Sauf les week-ends, les jours fériés et les vacances, il se répète chaque jour pendant quinze minutes depuis plus de 850 jours. Depuis que la très grande majorité du corps enseignant de ce « Harvard turc », comme on l'appelle, a pris la décision collective d'entrer « *en résistance* » contre la mainmise du pouvoir sur les institutions académiques et le musellement méthodique des voix dissonantes orchestrés par les hommes forts d'Ankara. Certains le désignent comme le dernier et ultime îlot de contestation publique et collective du pouvoir en place. Peu avant le

second tour, dimanche 28 mai, qui donne le président sortant en position de favori, l'image de ces professeurs rassemblés sur ce coin de verdure surplombant le Bosphore, au calme et en plein cœur d'Istanbul, est un formidable pied de nez à la toute-puissance de l'Etat turc.

Pour comprendre l'importance de ce mouvement unique en son genre, il faut remonter à un vendredi de janvier 2021. Ce jour-là, un décret présidentiel annonce la nomination d'un certain professeur Melih Bulu au poste de recteur de l'établissement. La surprise est totale. L'homme est totalement inconnu du sérail. Jamais son nom n'avait été mentionné pour occuper de pareilles fonctions. Son seul engagement alors identifié est d'avoir été candidat aux élections législatives de 2015 aux couleurs du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation d'Erdogan.

« **Nous étions trop visibles** »

La reprise en main par le pouvoir de certaines grandes universités avait certes commencé depuis quelque temps déjà, comme à l'université d'Istanbul ou à Ankara, avec l'université technique ODTÜ, mais le « Bosphore » paraissait à l'abri. L'institution fondée en 1863, anciennement Robert College, premier établissement d'enseignement supérieur nord-américain en dehors des frontières américaines, a toujours été un

endroit à part, surprotégé par sa renommée mondiale et fortement symbolique.

Vivier de la culture d'opposition, où l'enseignement se fait en anglais et où une bonne partie de l'élite politique et intellectuelle du pays a ses habitudes, l'université était autant connue pour la qualité de ses travaux que son indépendance. Dans les années 1990, professeurs et jeunes étudiantes voilées ont manifesté côte à côte contre l'interdiction alors en vigueur de porter le foulard dans l'enseignement supérieur. Plusieurs manifestations LGBT y ont été organisées. Le vin était même autorisé dans la cafétéria.

Après la tentative de putsch de juillet 2016, la chasse aux sorcières qui a suivi a provoqué des purges sans précédent dans l'armée, la police, la justice, les médias et le monde éducatif. Des fonctionnaires et des universitaires se sont retrouvés assignés à résidence. Quelque 30 000 enseignants ont été limogés, ainsi que 1 500 recteurs et doyens. Mais pas au « Bosphore ».

« *Nous étions trop visibles, tout ce qui se faisait ici avait immédiatement des répercussions en dehors, le public et les politiciens le savaient parfaitement, se souvient Mine Eder, professeure de sciences politiques et une des nombreuses porte-voix du mouvement. L'université reposait sur une sorte de compro-*

*mis tacite avec les autorités.* » Même les 70 professeurs de l'université du Bosphore signataires, à l'époque, de la pétition pour la paix dans les régions kurdes du Sud-Est, lancée par un collectif d'universitaires, ont été plutôt épargnés par la vague de répression qui s'est abattue sur les pétitionnaires. Jusqu'à ce jour de janvier 2021.

### 560 étudiants détenus

Au lendemain de sa nomination, Melih Bulu s'empare du rectorat avec une présence massive de policiers. Lors de sa présentation, le surlendemain, aucun membre du corps professoral ni étudiant ne se rend à la cérémonie. Déjà, les critiques se font jour. Les représentants de l'institution, les professeurs mais aussi les étudiants et leurs clubs, très nombreux dans l'enceinte universitaire, manifestent leur colère devant l'oukase présidentiel. Un hashtag #kayyimrektöristemiyoruz (« nous ne voulons pas de recteur sous tutelle ») est créé. Un communiqué rappelle que c'est la première fois depuis le coup d'Etat militaire de 1980 qu'« *une telle pratique a lieu* » ici même. Très vite, émerge l'idée d'un rassemblement quotidien à 12 h 15. L'heure est pratique : juste après la sortie des cours et juste avant le déjeuner. Elle se veut aussi un clin d'œil académique à la Magna Carta, la Grande Charte des libertés anglaises de 1215.

Il est aussi décidé qu'un bulletin hebdomadaire sera lu chaque vendredi sur la pelouse centrale. Un registre de tous les dommages causés à la vie universitaire est conservé. Des manifestations étudiantes ont également lieu. C'est le début d'un long mouvement, systématiquement réprimé. Pendant des mois, l'université sera occupée par les forces de l'ordre et les équipes de police d'interventions spéciales. A chaque mobilisation étudiante, ses arrestations. Un mois après la nomination de Melih Bulu, près de 560 étudiants sont détenus, 25 condamnés à des peines de prison.

Un nouveau décret présidentiel impose la création de deux nouvelles facultés, droit et communication. Elles sont ouvertes en quatre jours. Du jamais vu. La salle où se retrouvaient les membres de l'association LGBT est, fermée et gardée par des vigiles. Les serrures de deux centres de recherche sur le campus sont changées. Mais la protestation est têtue. Devant la fronde, le président Erdogan limoge, en plein été et au beau milieu de la nuit, sans explication, le trop controversé Melih Bulu. Le Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK) désigne à sa place le vice-recteur Naci İnci. Une nomination approuvée par le chef de l'Etat moins d'une semaine plus tard.

« **Un vrai combat culturel** »



A l'université du Bosphore, à Istanbul, le 25 avril 2023. Tous les jours depuis presque deux ans, les professeurs tournent le dos au rectorat en signe de protestation. Sur les pancartes, il est écrit « Université indépendante, libre et démocratique ». EDOUARD CAUPEIL POUR « LE MONDE »

Le vote massif du corps académique rejetant à 94 % cette décision (86 % de participation) n'y changera rien. Le pouvoir accentue sa mainmise, tandis que le mouvement étudiant s'essouffle. « *Trop de répression, trop de poursuites et de tracasseries, regrette Oguzcan Ünlü, étudiant en littérature turque. C'est regrettable, mais cela peut se comprendre, nous sommes bien plus fragiles et exposés que les professeurs, beaucoup pensent à l'avenir. C'est un vrai combat culturel contre la volonté d'hégémonie du pouvoir, il faut avoir les reins bien solides !* » Aujourd'hui, il fait partie du petit groupe d'étudiants venus applaudir, à l'heure de la pause, le rituel quotidien des professeurs.

Les sanctions disciplinaires, elles, n'ont pas cessé. En mars 2022,

trois doyens du rectorat sont limogés simultanément. Au sein du sénat de l'université et du conseil d'administration, certains sont poussés dehors. Nominations et embauches se multiplient et se sont même accélérées ces derniers mois à l'approche des élections. Encore quatre employés de la cafétéria du personnel enseignant ont été licenciés en avril, sans explication. Ils étaient tous membres d'un syndicat critique envers la direction.

Taner Bilgiç est une des figures importantes de la contestation. Professeur au département de génie industriel, il fait partie des membres du corps professoral à avoir engagé plusieurs actions judiciaires contre le rectorat et le YÖK au sujet des atteintes à

l'indépendance universitaire. Un groupe de travail est même né de ces efforts, auquel ont participé quelque 45 universitaires de 13 universités. Infatigable, il a élargi son champ d'action : « *Notre rapport a conclu que l'enseignement supérieur turc doit être entièrement reconstruit sur la base de la liberté académique. Le YÖK devrait être aboli et une nouvelle loi devrait consacrer un statut juridique autonome pour les universités, incluant les principes laïcs, démocratiques, équitables et inclusifs, doté d'un budget transparent.* »

Et l'enseignant de rappeler que depuis l'instauration du YÖK, au début des années 1980, pratiquement tous les partis, y compris l'AKP, ont exigé son démantèlement au cours des différentes campagnes électorales. « *Au pouvoir depuis vingt et un ans, le parti d'Erdogan n'est jamais revenu dessus* », regrette-t-il. La coalition d'opposition, emmenée par le candidat Kemal Kılıçdaroglu, s'est, elle, engagée à reprendre, en cas de victoire, une grande partie des propositions. « *Nous pensons à l'après, à cette liberté intellectuelle et académique qui est simplement indispensable et fondamentale* », dit Taner Bilgiç, avant de promettre, toujours aussi serein : « *Cela ne s'arrêtera pas après le vote de dimanche, quel que soit le résultat.* » La pelouse s'est vidée, les cours ont repris. Rendez-vous lundi, à 12 h 15 précises.



## Présidentielle en Turquie : entre craintes et ferveur, une importante mobilisation kurde dans le Val-d'Oise

A Villiers-le-Bel et aux alentours, où se concentre la plus grande communauté kurde de France, tous espèrent assister à la défaite du dirigeant turc, Recep Tayyip Erdogan, lors du second tour de l'élection présidentielle, dimanche 28 mai. La peur de représailles de la part du pouvoir turc ne les a pas empêchés de voter en nombre au consulat ces derniers jours.

**P**erdue au milieu d'une zone commerciale d'Arnouville (Val-d'Oise), la maison culturelle kurde s'apprête à vivre une soirée chargée d'émotions dimanche 28 mai. Dans la grande salle où sont accrochés des drapeaux du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et des portraits d'Abdullah Öcalan, fondateur du parti, des dizaines de Kurdes se retrouveront pour suivre les résultats du second tour de l'élection présidentielle en Turquie, opposant Recep Tayyip Erdogan à Kemal Kılıçdaroglu.

Tous soutiennent le même candidat. Ou plutôt, détestent unanimement l'autre. La mobilisation ces dernières semaines a donc été très forte dans cette région du Val-d'Oise où les villes de Villiers-le-Bel, Arnouville, Sarcelles et Gonesse concentrent la plus grosse communauté kurde en France. Le 3 janvier, à Villiers-le-Bel, plus de 3 000 membres de ce peuple d'Asie occidentale vivant majoritairement en Turquie (où ils subissent de fortes persécutions), s'étaient rassemblés pour rendre hommage aux trois victimes de la tuerie de la rue d'Engghien à Paris, le 23 décembre 2022. C'est au même endroit qu'avait eu lieu l'hommage aux trois militantes kurdes abattues à Paris le 9 janvier 2013. Dans la salle d'Arnouville, les six portraits des disparus entourent la télévision qui diffusera le verdict de dimanche soir.



CLÉMENCE LOSFELD / HANS LUCAS POUR « LE MONDE »

### « Revenir à une démocratie plus stable »

Entre le 20 et le 24 mai, les ressortissants turcs vivant en France ont pu voter pour le second tour de la présidentielle. Comme pour le tour précédent, l'objectif était clair pour la section Val-d'Oise du Conseil démocratique kurde en France (CDKF), fédération de 26 associations : « renverser le régime dictatorial d'Erdogan qui a semé le chaos dans le pays, qui a emprisonné et tué les Kurdes », dénonce Agit Polat, porte-parole du CDKF. Un message en cohérence avec le parti turc de gauche prokurde HDP, qui a confirmé, le 25 mai, son soutien à Kemal Kılıçdaroglu.

« On sait bien que cette candidature ne va pas résoudre la question kurde, mais on peut au moins imaginer revenir à une démocratie plus stable », espère Ali Damien Aydin, jeune franco-kurde de 19 ans, vivant à Villiers-le-Bel. Se politiser était une évidence pour cet

étudiant en ingénierie, proche de Fidan Dogan, l'une des militantes assassinées à Paris en 2013. « Forcément, on est plongé dans ces questions, même quand on est jeune, résume le jeune homme, également militant à La France Insoumise. La plupart de nos parents ont fui la répression en Turquie et on connaît tous des gens encore là-bas. »

Ces derniers jours, c'est un système de minibus, venant récupérer notamment les personnes âgées et les femmes dans les quartiers, que le CDKF95 a mis en place pour accompagner les votants jusqu'au consulat général de Turquie, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Certains passaient aussi la journée à jouer les chauffeurs avec leur propre voiture, tandis que d'autres se filmaient en train de voter afin d'alimenter les réseaux sociaux et ainsi mobiliser davantage d'électeurs. « C'est une communauté très informée, très politisée et très active, reconnaît Jean-Louis Marsac, maire

(divers gauche) de Villiers-le-Bel. Dès qu'il se passe quelque chose, ils sont capables de monter une mobilisation en quelques heures. »

La tuerie de décembre dernier est vue par la communauté kurde comme une raison supplémentaire – s'il en fallait une – de voter contre Erdogan. En garde à vue, l'auteur des faits, William Malet, a avoué être mû par une « haine des étrangers devenue complètement pathologique ». Une motivation raciste qui ne convainc pas les Kurdes val-d'oisien rencontrés, qui voient, derrière l'attaque, la main de l'Etat turc. Lors de l'hommage aux victimes en janvier, l'assemblée avait scandé des « Erdogan assassin » à plusieurs reprises.

« Nous ne nous sentons pas en sécurité en France », regrette Ibrahim Seydo Aydogan, maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales en langue et littérature kurdes, 46 ans, dont vingt-trois en France, attaquant au passage « l'hypocrisie politique française » dans cette affaire. « C'est le combat des Kurdes qui a été visé à travers ces attaques, reprend Yvette (les personnes citées par leur seul prénom ont requis l'anonymat), 30 ans, représentante des femmes au CDKF95. C'est pourquoi nous sommes très engagés dans ces élections qui se passent pourtant loin de chez nous et

nous sommes prêts à nous exposer à des dangers. »

« C'est le début d'une victoire »

La peur du pouvoir turc est quand même dans tous les esprits. Certains Kurdes rencontrés ont préféré ne pas parler, ne pas donner leur nom ou ne pas être pris en photo « pour des questions de sécurité », selon eux. Même Yvette reconnaît qu'elle a refusé un poste d'assesseuse au consulat pour ces élections. « Et pourtant, je suis née en France, je ne devrais pas avoir de craintes. Mais je sais que le bras de la Turquie est très long », s'inquiète celle qui a de la famille là-bas. « On a ressenti cette peur au consulat, qui est revenue comme un lointain souvenir de Turquie. Mais on se devait d'user de notre droit de vote retrouvé, au nom de tous nos camarades là-bas qui n'y

ont pas toujours accès », revendique Murat Firat, 27 ans, avocat en Turquie et personnalité politique dans le mouvement kurde, qui a dû s'exiler il y a trois ans du fait de la répression.

L'association a donc dû motiver certaines personnes plus réticentes qui craignaient des représailles en cas de retour au pays. L'agression de quatre assesseurs à Lyon par des membres d'un groupe ultranationaliste turc, selon la communauté kurde, lors du premier tour, n'a pas arrangé les choses. « Il y a eu quelques incidents lors du deuxième tour, mais nous n'avons pas voulu communiquer dessus pour apaiser les tensions et ne pas intimider les Kurdes qui iraient voter », confie le porte-parole du CDKF, Agit Polat.

A Paris, Céline, femme kurde alevi de 58 ans, témoigne de

« provocations » et de « regards menaçants ». Le jeune Ali Damien Aydin indique avoir vu un homme se balader sur place avec un uniforme militaire turc. Il raconte aussi avoir dû passer un contrôle de passeport à l'écart, au cours duquel son téléphone a été récupéré et branché à un ordinateur. « On était constamment pris en photo, témoigne dans sa langue natale Erhan Acikyuz, 50 ans, responsable des urnes au nom du HDP. Le dernier jour, des organisateurs au consulat nous ont expliqué que les noms et prénoms des assesseurs kurdes sur place avaient été signalés au ministère de l'intérieur en Turquie et que nous ne pourrions plus y mettre un pied à l'avenir. »

Et tout ça pour quoi ? Dans les rangs kurdes, l'espoir d'une victoire de Kemal Kılıçdaroglu est maigre. Arrivé en tête au premier tour avec 49,5 % des

voix, Recep Tayyip Erdogan a une longueur d'avance sur son opposant et reste le grand favori à sa propre succession. La communauté kurde est de toute façon convaincue que des fraudes électorales assureront la victoire au président conservateur, au pouvoir depuis vingt ans. « On l'a au moins obligé à aller au second tour, s'enthousiasme Agit Polat. C'est le début d'une victoire. » Une victoire kurde selon lui, alors qu'Erdogan a reçu un large soutien de la diaspora turque en France, notamment à Clermont-Ferrand (90,9 % des voix au premier tour), Lyon (86,3 %), Strasbourg (70,9 %). Seules exceptions sur les neuf bureaux de vote en France, Paris (un court avantage de 51,2 %) et Marseille (une défaite à 42,8 %). Là où la communauté kurde est la plus importante.



May 29, 2023

## 61 Syrian families depart the notorious al-Hol camp

ERBIL (Kurdistan 24) – The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported on Monday that 61 families have left al-Hol camp and returned to their homes.

The families originated from various regions, including Raqqa, Manbij, and Maskana in the Aleppo countryside.

The evacuation process was initiated by the Autonomous Administration of Northeast Syria (AANES), with tribal mediation playing a crucial role.

The camp's administration began compiling a list of families to leave the camp approximately a week ago, specifically focusing on those originating from the city of Manbij, located in the eastern part of Aleppo.



A batch of 400 people from Deir ez-Zor have left al-Hol camp (Photo: Rojava Information Centre).

The local authorities hope to evacuate all the Iraqis and Syrians residing in the camp.

The al-Hol camp is known for housing thousands of ISIS families, with the majority of

being Iraqis and Syrians. It also includes foreign ISIS members.

The AANES and Syrian Democratic Forces (SDF) have repeatedly called on foreign

countries to repatriate their nationals.

Moreover, the Iraqi government has continued to repatriate Iraqis from the camp.



## En Iran, la jeunesse entre désobéissance et frustration face à la violence du régime

La répression du pouvoir a étouffé la révolte des femmes, qui ont toutefois gagné sur le voile. Sur fond de marasme économique, le feu couve toujours sous la cendre.

La scène était inimaginable, il y a un an. De jeunes Iraniennes, sans voile, ni manteau, attablées à un bar branché de Téhéran, ou fumant la cigarette sur la terrasse au rythme d'une musique occidentale à la mode. Les jeans sont moulants, certains tee-shirts aussi.

Rue Iranshahr, dans le centre de la capitale, le Type et son style Art déco ressemble aux bars à la mode de Beyrouth, Tel-Aviv ou Paris. La scène serait banale si elle n'avait pour théâtre la très pieuse République islamique, où le pouvoir religieux impose sa rigueur vestimentaire - voile et manteau obligatoire pour les femmes - depuis quarante-quatre ans. Elle est, en fait, surréaliste. L'observateur étranger se pince les lèvres en imaginant la réaction de la frange la plus conservatrice du pouvoir.

« Non, je ne croyais pas qu'on pourrait arriver à ce résultat, les filles sont vraiment courageuses », se félicite une dame, la cinquantaine, qui dîne avec sa fille, tête nue, toutes les deux. « J'en profite, ajoute-t-elle, le pouvoir a peur d'affronter les filles. Mais je ne suis pas sûre qu'il n'essaiera pas de réimposer le voile, s'il se sent suffisamment en confiance. »

Les jeunes Iraniennes, qui ont manifesté à partir de septembre après la mort d'une des leurs qui portait mal le voile, ont gagné. Mais leur victoire est fragile. Kaveh, le patron du Type, le sait mieux que quiconque. « J'ai été fermé la semaine dernière pour deux jours », dit-



Dans les rues de Téhéran, en Iran, le 22 mai. ABEDIN TAHERKENAREH / EPA / MAXPPP

il, en faisant patienter la clientèle, à l'entrée.

La police religieuse est venue le voir. « La raison principale n'était pas de me demander que les clientes portent à nouveau le foulard. Ils m'ont dit qu'elles, c'était hors contrôle, mais qu'en revanche, je devais faire respecter le port du hidjab par mes serveuses. » À la caisse, sa voisine cache sa chevelure sous une étoffe noire. « Je respecte les ordres, on doit avancer pas à pas », concède Kaveh, qui s'attend à d'autres fermetures de son établissement. « C'est la routine, un jeu, sourit-il, j'ai été souvent fermé, avant les manifestations. »

En huit mois, l'Iran a beaucoup changé. 20 % environ des habitantes de Téhéran ont quitté le voile. « Au Nord, c'est probablement 60 %, estime un diplomate, au Sud c'est beaucoup moins, et dans les villages aussi. À l'intérieur du pays comme à Kachan, ajoute-t-il,

de nombreuses femmes ne le portent plus, et même dans une ville conservatrice comme Kerman, on voit des terrasses entières de femmes sans voile. »

Pour la première fois en quarante-quatre ans, les jeunes Iraniennes ont obtenu d'un pouvoir, le plus conservateur de ces deux décennies, ce que d'autres auparavant n'avaient pu arracher de gouvernements, pourtant réformistes, en qui elles avaient cru. De quoi être fières ! Mais si tout a changé, rien n'a changé. Le pouvoir islamique qu'elles exècrent est toujours là, solide. La contestation a été éteinte. Le prix en a été une répression meurtrière : plus de 500 morts, des milliers d'arrestations, et une demi-douzaine d'exécutions, qui ont continué encore il y a quinze jours avec la pendaison de 3 activistes à Ispahan.

Aujourd'hui, la rue est calme. On ne recense plus que quelques petits rassemble-

ments, et parfois des slogans « A bas le dictateur » scandés la nuit sur les toits. La révolte des Kurdes dans leur bastion frontalier de l'Irak a également été étouffée. Quant aux Baloutches dans le Sud-Est, à la prière du vendredi leur chef spirituel sunnite Molavi Abdolhamid continue de se déchaîner contre un régime chiite, qui n'a d'autre réponse que la répression, mais n'ose toutefois pas l'arrêter, de peur d'aggraver la colère locale.

En parcourant pendant une semaine Téhéran, une autre image frappe à l'œil nu. On ne voit pratiquement plus de mollahs enturbannés dans les rues. « Ils l'enlèvent ou alors ils ne sortent plus », explique Mohsen, un commerçant. Pour lui, la pression des jeunes, qui les décoiffaient en les croisant dans la rue, a payé. Mais pour d'autres opposants, « ce n'était pas forcément bien, car ces attaques ont finalement profité au régime, en unifiant le bloc religieux derrière lui », affirme au Figaro Mohammad Abtaï, ancien vice-président de la République, sous les mandats du réformateur Mohammad Khatami (1997-2004).

Que fait donc la police religieuse, en charge du respect des règles vestimentaires, officiellement démantelée mais dont le QG est toujours là ? Avant, ses véhicules stationnaient près de certaines places, comme Vanak, dans le nord de Téhéran. « Aujourd'hui, elle a quasi disparu », se réjouit Mohsen. « Elle s'implique dans la surveillance vidéo, elle n'est plus dans la rue », précise Ha-



midreza Taraghi, un proche du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui dirige Emdad, une organisation caritative. Il prétend qu'ainsi « elle sera plus puissante qu'avant car ses caméras sont partout ».

Face au refus de porter le voile, la réponse de l'État paraît, en fait, calibrée, tout simplement parce que le pouvoir n'a plus les moyens de l'imposer dans la rue. À la place, il a opté pour une méthode à la fois plus douce et plus malicieuse. Il a délégué aux directeurs de banques, d'administrations, propriétaires de bar... le soin de faire eux-mêmes la police. « Mais ça ne marche pas forcément », constate un autre diplomate. « Je n'ai pas envie de faire la police du voile », confirme un directeur de banque, qui redoute le départ de ses clientes. Il s'agirait en fait de menaces surtout verbales pour rassurer la fraction la plus conservatrice du pouvoir. « La couche religieuse de la société est très fâchée », fait valoir Hamidreza Taraghi, qui a vu le guide suprême, il y a un mois. Ces ultras représentent environ 15 % des 80 millions d'Iraniens. « Le pouvoir subit des pressions de sa base ultraconservatrice, explique le diplomate. Il ne peut pas s'aliéner la seule fraction de la population qui le soutient. » D'où des opérations coups de poing qui ont abouti à la fermeture en 24 heures il y a deux mois de 150 établissements commerciaux, au lendemain de l'entrée en vigueur d'un nouveau plan de la police.

Après avoir commencé l'entretien en dénonçant le « complot international » dont a été victime son pays, Hamidreza Taraghi assure que « le non-port du voile est inacceptable » en République islamique, avant de reconnaître, sourire aux lèvres, que l'Iran traverse « une période de convalescence ». Combien de temps va-t-elle durer ? « Le régime fait preuve de tolérance, il va se montrer persuasif plus que réactif », répond-il. « Nous avançons à petits pas, en recourant aux avertissements en-

voyés aux femmes qui conduisent sans foulard. Grâce à cette technique, le chiffre a diminué de 80 % », se félicite-t-il, sans possibilité de vérifier. Quant aux milliers de filles qui ne le portent plus dans la rue, « après leur détection par la reconnaissance faciale, la justice au bout de plusieurs avertissements se saisira de leurs cas ». Mais pas plus qu'au bar Type, ces menaces ne semblent impressionner. « Le régime ne peut pas aller trop loin face aux femmes qui ont tombé le voile. Il oscille donc entre sa frange dure et la rue », constate le diplomate.

À la fin de notre entretien, Hamidreza Taraghi finit par reconnaître « qu'il ne faut pas faire accepter le voile de manière autoritaire. Il y a un mode de vie idéal défini par l'islam, les gens devraient s'adapter avec ça. Mais nous ne disons pas que tout le monde doit faire comme ça ». D'autres soutiens du régime, comme l'ancien membre des gardiens de la révolution Kanani Moghadam, dressent le même constat. « C'est un mouvement naturel, on ne peut pas aller contre le sentiment de la jeune génération. » Pour sauver la face, lui pense aussi qu'il faut laisser les femmes libres de leur tenue dans la rue, mais imposer certaines restrictions dans les administrations. « Ma fille étudiante en médecine porte le tchador, elle pense comme moi », ajoute cet ancien combattant de l'unité d'élite en charge de la protection du régime. Le débat transcende les couches sociales. « Hier, j'étais dans la ville sainte de Machhad, où j'avais un dialogue avec des femmes, toutes en tchador, raconte l'ancien vice-président Abtaï, lui-même religieux. Quand devant elles, je disais qu'on ne peut pas imposer le voile, je n'ai pas senti de plaintes de leur part. Un ultraconservateur, lui, pensait que ne pas porter le voile conduirait à la prostitution. Une femme en tchador lui a alors répondu : je vais vous accompagner dans les rues pour vous montrer que beaucoup de prostituées portent le tchador. »

Faute de pouvoir manifester, faire tomber le voile devient un signe de désobéissance civile. Mais certaines veulent plus. « On veut faire tomber le régime », confie Farzone, dans le souk de Tajrish, au nord de Téhéran.

À court terme, le pari semble irréalisable. Le bastion de la contestation est à l'université. Le régime le sait et se prépare. Aujourd'hui, le moral des étudiants est en berne. Faezeh est inscrite à l'Université Sharif, qui forme l'élite scientifique. C'est là où la répression a été la plus violente en octobre dernier. L'entrée est interdite à la presse. Un premier entretien, bref, a lieu à 50 mètres devant, mais après notre départ, au lieu de pénétrer sur le campus, Faezeh nous suit pour témoigner à l'abri des mouchards.

« À l'intérieur, on est plus libre qu'avant, mais la sécurité est partout », dit-elle, le foulard tombé sur les épaules. Elle le met pour entrer dans l'université, puis elle le pose en cours. Désormais, les garçons peuvent fumer dans l'enceinte, mais pas les filles. Pour défier les autorités, certains étudiants viennent en short. « On se serre la main aussi, ce n'était pas autorisé avant, raconte Faezeh. Mais la cinquantaine d'agents de sécurité vont où ils veulent dans les allées du campus. Il y a plus de caméras qu'avant et elles sont de meilleure qualité. Si des profs nous soutenaient lors des manifestations, aujourd'hui, ils sont moins nombreux. Ils ont subi des pressions ». Deux cents étudiants, selon elle, ont été interrogés. L'un d'eux, qui avait embrassé sa copine, a été suspendu, après avoir été confondu par les images des caméras.

Aujourd'hui, « les étudiants sont un peu frustrés, mais notre force, c'est notre conscience collective et notre audace individuelle, insiste Faezeh. Avant aux cours de théologie, les étudiants ne prenaient pas la peine de discuter avec le prof, maintenant ils argumentent et réfutent son discours. » De haute lutte, ils

ont arraché qu'un des trois étages du restaurant universitaire soit mixte. Pourtant, « beaucoup d'étudiants veulent partir après leurs études. Ils sont démoralisés ». L'exode des cerveaux a déjà en fait commencé vers l'Allemagne ou le Canada, et pas seulement chez les étudiants, mais aussi chez les artistes, intellectuels, médecins, et avocats.

Tous se souviennent des supplices endurés au début des manifestations. « Les paramilitaires arrêtaient massivement dans les ruelles, se souvient un autre étudiant. Ils ciblaient les jeunes, même les très jeunes. Ils les emmenaient dans leurs casernes et ils regardaient leurs téléphones portables. "Ah, tu as visionné sur Instagram des vidéos de manifestations ! Ça veut dire que tu suis le mouvement !" les accusaient-ils. "OK, tu dois signer un papier regrettant d'avoir participé aux manifestations et disant que tu ne le feras plus. Et si tu le refais, tu seras responsable de tes actes", leur enjoignaient-ils. Le jeune devait signer un engagement écrit pour être libéré et ne pas comparaître devant la justice. Les paramilitaires ratissaient très large », se rappelle cet étudiant.

Aujourd'hui encore, la surveillance est forte dans certains quartiers, comme Ekbatan où des sources refusent le contact avec le journaliste. La suspicion est pesante sur les étrangers. L'entretien avec un diplomate a lieu dans le jardin de sa résidence, loin de son bureau que des employés locaux pourraient avoir truffé de micros.

« Le pouvoir a été surpris au début par l'ampleur du mécontentement, se rappelle un observateur étranger. Puis le système sécuritaire a identifié les meneurs, ils ont ensuite quasiment fait du porte-à-porte pour faire peur, menacer et ils ont segmenté la ville pour éviter les regroupements. »

En janvier eut lieu le basculement avec la nomination d'un nouveau chef de la police Ah-

madreza Radan, celui qui avait maté la précédente rébellion de 2019 (plus de mille morts). « Il a adopté des mesures encore plus dures. À partir de là, la rue a plié et peu après, il y a eu les exécutions qui ont terrorisé la population », constate cet observateur.

Trois éléments au moins ont manqué pour que la contestation réussisse : une organisation du mouvement, une opposition crédible à l'extérieur apparaissant comme une alternative, et surtout la jonction étudiants-population active. Une grande majorité des Iraniens a soutenu moralement la révolte mais n'y a pas participé. L'individualisme est élevé dans une société en proie à une forme de dépression nerveuse. « J'étais embarrassé quand une de mes étudiantes narguait la sécurité dans mon université, je la soutenais, mais je ne suis pas allé manifester », raconte un enseignant. Ali, un chauffeur de taxi renchérit : « Je ne suis pas allé manifester, car je ne veux pas risquer de perdre mon travail. J'en ai besoin pour nourrir ma famille », dit ce quadragénaire qui reçoit une aide mensuelle de l'État équivalente à 25 euros pour un foyer de 4 personnes.

« Le potentiel pour une éventuelle révolution viendrait de la fusion des étudiants et des classes défavorisées qui n'en pleuvent plus », estime un des diplomates précités. Jusqu'ici, les appels à la grève ont été peu suivis dans la durée. Face à un système sécuritaire tentaculaire, la contestation n'a pu créer des structures clandestines lui permettant de tenir dans la durée. « Il n'y a jamais eu de très grosse manifestation à Téhéran », affirmait en début d'année à Paris l'ambassadeur de France en Iran Nicolas Roche. Il pointait également « la déconnexion » entre l'intérieur et la diaspora, qui tenait à l'époque le haut du pavé médiatique en Occident. À Téhéran, les critiques pleuvent contre cette opposition de l'étranger,

sans figure tutélaire qui a échoué à se structurer. Reza Pahlavi, le fils de l'ex-chah renversé en 1979 ? « Il n'a aucun sens politique, affirme Mahdi Rahmani, directeur du quotidien réformateur Shargh. Au moment où Netanyahu avait les pires difficultés intérieures en Israël, il est allé prier au Mur des lamentations à Jérusalem sans aller à la mosquée al-Aqsa, oubliant que les Iraniens étaient musulmans, même s'ils pratiquent peu. » Quant à l'activiste Masih Alinejad, reçue par Emmanuel Macron, « elle était journaliste chez nous », se souvient le patron de Shargh, « c'est une plaisanterie, elle est audacieuse mais n'a pas de fond ». « Tous ces gens ont quitté l'Iran il y a longtemps pour la plupart, ils connaissent mal le pays », regrette la dame, rencontrée au bar Le Type.

« Tant qu'il n'y aura pas de défections qui créent une fissure à l'intérieur du système et que, face à une foule très nombreuse, des membres de la sécurité ne changeront pas de camp, rien ne bougera, prévient un des diplomates rencontrés. Bien sûr, il y a des tensions entre dirigeants, au sein des religieux et même chez les gardiens de la révolution, mais il y en a toujours eu », minimise-t-il. Quant à leurs adversaires réformateurs ou modérés, comme M. Abtaï ou l'ancien président Hassan Rohani, ils sont démonétisés. « Nous n'avons plus d'influence sur les jeunes », regrette Mohammad Abtaï.

Si la révolte est éteinte, le feu couve sous la cendre. La prochaine vague de manifestations sera-t-elle estudiantine ou économique ? « L'étincelle prochaine ne sera pas les exécutions qui ont repris, mais plutôt le coût de la vie », tranche le directeur de Shargh dont une journaliste est toujours en prison pour avoir couvert la mort de Mahsa Amini, en septembre dernier.

« La situation économique est désastreuse, avertit l'expert Saeed Leilaz, avec une hyperinflation qui va empirer pour atteindre 80 % d'ici à la fin de l'année. Que font nos dirigeants ? »

Logiquement, la solution serait une reprise des négociations sur le nucléaire avec les grandes puissances pour obtenir une levée des sanctions et un redémarrage des exportations de pétrole iranien en échange d'un arrêt des ambitions nucléaires de Téhéran. « Ils n'en veulent pas, car ils n'y ont pas intérêt », assurent plusieurs sources. Trop de dirigeants ou leurs fils ont des intérêts dans le juteux contournement des sanctions. L'un d'eux vient d'ailleurs d'en faire les frais : Ali Shamkhani, le puissant patron du Conseil suprême de sécurité nationale, un influent centre de pouvoir auprès du guide suprême. « Il paie pour ses fils qui faisaient clandestinement le négoce de pétrole vers la Chine, et parce qu'il a aussi couvert son ancien vice-ministre de la Défense, Alireza Akbari, qui vient d'être exécuté pour avoir espionné au profit de la Grande-Bretagne », décrypte un spécialiste de l'Iran.

Conscient d'être face à la quadrature du cercle, Téhéran, selon ce spécialiste, cherchera à « bricoler un accord pétrole contre gel du programme nucléaire ». Une sorte de nouvel accord nucléaire au rabais : les États-Unis accepteraient-ils ? Rien n'est moins sûr en période préélectorale.

En attendant, le pouvoir mise sur son récent rapprochement avec l'ex-ennemi saoudien pour attirer des investissements du Golfe et relancer son économie. Pour beaucoup d'Iraniens, ce réchauffement est le signe que leurs voisins ne veulent surtout pas d'instabilité en cas de chute du régime. Mais Ali Feqri, à la tête de l'Organisation pour les investissements étrangers en

Iran, se veut prudent. « Nous avons proposé aux Saoudiens des mécanismes de partenariat, dit-il, nous attendons leurs réponses ». Téhéran cherche des relations interbancaires avec Riyad pour déjouer les sanctions qui empêchent les institutions de crédit de financer des projets industriels en Iran. La République islamique espère bénéficier des importantes ressources de l'Islamic Development Bank, liée à l'Organisation de la conférence islamique, et dont Téhéran est le 3e actionnaire.

Retour chez Hamidreza Taraghi, le proche du guide suprême, de nouveau droit dans ses bottes pour annoncer les nouvelles priorités d'un régime, hostile aux réformes politiques. « D'abord, nous devons contrôler l'espace virtuel et les réseaux sociaux. Ensuite, il nous faut combler les faiblesses de notre système éducatif. On n'a pas transmis à la jeunesse les enseignements de la révolution islamique de 1979 que nous avons faite. Pour combler ce clivage, il faut un enseignement idéologique et politique qui intègre de nouveaux textes, et de nouveaux enseignants et formateurs. » C'est tout ce qu'exècrent les jeunes protestataires, assoiffés de liberté et de modernité. Pourtant, le constat est vrai, affirme l'Italien Raffaele Mauriello, qui enseigne depuis quinze ans dans une université de Téhéran. « Je suis stupéfait que mes étudiants ne connaissent pas les acquis de la révolution quand ils arrivent à la fac, probablement parce que les gouvernements réformistes qui se sont succédé n'ont pas mis l'accent sur ces enseignements dans le primaire et le secondaire. » Mais cette reconquête culturelle à laquelle le régime se prépare est une bataille perdue d'avance. Et un nouveau levain pour d'autres affrontements entre un pouvoir, irrémédiablement coupé de sa jeunesse, sans être menacé dans sa survie, et des jeunes, aujourd'hui en repli, mais résolus à avancer vers la liberté.

## En Turquie, le spectre des lendemains qui déchantent

Malgré la violente crise économique que traverse le pays, le président Recep Tayyip Erdogan a été réélu dimanche pour un troisième mandat. Il a désormais toutes les cartes en main pour imposer une Turquie plus religieuse et plus nationaliste que jamais.

**K**emal Kılıçdaroglu n'a finalement pas réussi à mettre en échec Recep Tayyip Erdogan. Après deux décennies au pouvoir, le président turc a été facilement reconduit pour un nouveau mandat, dimanche 28 mai, avec 52 % des suffrages exprimés. Le fait de l'avoir obligé à attendre le second tour de scrutin pour être élu – une première – reste une bien maigre consolation pour une opposition qui, malgré son front commun, n'a pas su enrayer la puissante machine électorale du président sortant et sa dynamique nationaliste.

Rien n'a semblé avoir de prise sur Recep Tayyip Erdogan. La violente crise économique que traverse le pays, pas plus que la gestion jugée trop lente des secours après le tremblement de terre du 6 février ou la dérive autoritaire du régime n'ont affaibli le socle électoral conservateur, qui lui a renouvelé une nouvelle fois sa confiance. La résonance entre le dirigeant et

toute cette partie de la population acquise à sa cause en dépit des circonstances a été largement sous-estimée par l'opposition.

### Une dévaluation qui semble inéluctable

Dans cette période troublée, avec une inflation galopante qui ruine la population, la guerre russo-ukrainienne toute proche, des millions de réfugiés syriens, la majorité des Turcs ont préféré voir dans Erdogan un gage de stabilité politique plutôt qu'un exutoire à leurs difficultés quotidiennes. La responsabilité du président sortant dans la situation économique du pays est pourtant lourde. A rebours de toute logique économique, face à l'hyperinflation, le chef de l'Etat s'est enfermé dans une politique de baisse des taux d'intérêt, qui, sous prétexte de soutenir les exportations, n'a fait que jeter de l'huile sur le feu et aggraver l'érosion du pouvoir d'achat d'une population désespérée.

Après avoir remercié trois gouverneurs de la banque centrale turque en deux ans, pas assez dociles pour appliquer la fuite en avant qu'il préconisait en guise de politique monétaire, Recep Tayyip Erdogan a, ces dernières semaines, jeté toutes ses forces dans la bataille électorale, en épuisant les réserves de change du pays pour soutenir la livre turque. Au lendemain de sa victoire, une dévaluation à court terme semble inéluctable, tandis que le pays consomme à crédit le gaz russe indispensable pour faire tourner son industrie. Un troisième tour de scrutin pourrait donc avoir lieu, mais cette fois sur le plan économique, alors que la défiance des marchés financiers n'a fait que s'amplifier ces derniers jours.

En revanche, sur le plan politique, le « reis » est désormais en position idéale pour réaliser son grand œuvre. Après avoir muselé les contre-pouvoirs, de la justice à la presse en passant par les princi-

pales institutions de l'Etat de droit, après avoir instrumentalisé la religion pour renforcer son pouvoir, Erdogan a désormais tous les leviers pour laisser définitivement sa trace dans l'histoire du pays. Le centenaire de la République fondée par Mustafa Kemal Atatürk, le 29 octobre 2023, devrait être une opportunité pour qu'il esquisse les contours de la Turquie qu'il imagine : une Turquie plus religieuse, plus nationaliste que jamais, mais aussi plus opaque sur le plan économique.

Cette victoire sur le fil devrait inciter Recep Tayyip Erdogan à reconnaître ses erreurs, même s'il faut convenir que ce n'est guère dans sa nature. Les Turcs n'ont rien à gagner à la poursuite d'une dérive autoritaire, qui ne ferait qu'éloigner un peu plus Ankara de l'Occident, pour se rapprocher d'une Russie et d'une Chine sources d'inspiration inépuisables pour ce président indéboulonnable.

## Le Moyen-Orient salue la victoire d'Erdogan, garant du statu quo régional

Le président turc a reçu des messages de félicitations aussi bien de ses vieux alliés et protégés, tels le Qatar et le mouvement islamiste Hamas, que de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et d'Israël, des pays avec lesquels ses relations ont été longtemps chaotiques.

**D**imanche 28 mai au soir, des messages de félicitations ont été adressés, de tout le Moyen-Orient, au président turc, Recep Tayyip Erdogan, à l'occasion de sa réélection. Au pouvoir depuis 2003, le leader de 69 ans, qui a remporté 52,2 % des voix au second tour,

est vu comme une figure de stabilité dans un ordre régional en pleine reconfiguration. L'expatrié des mouvements islamistes du monde arabe, que dix années de rivalité ont opposé aux monarques de Riyad et d'Abou Dhabi, est devenu un partenaire-clé dans la consoli-

dation d'un nouvel équilibre. « Les pays du Golfe préfèrent la continuité au changement... La personne que nous connaissons est mieux que la personne que nous ne connaissons pas », résumait dans l'entre-deux-tours, le commentateur politique émirati Abdulkhaleq Abdulla à l'agence

de presse Reuters.

Les plus prompts à se réjouir de la victoire du « Reis » ont été ses plus proches alliés, en particulier l'émir du Qatar, le cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani. Sitôt la victoire proclamée à Ankara, les gratte-ciel de Doha



se sont parés de la couleur rouge du drapeau turc et de portraits du président turc et du cheikh Tamim. Puis, du mouvement palestinien Hamas aux Frères musulmans égyptiens, toutes les composantes de la mouvance islamo-réformiste, de laquelle est proche l'AKP, le parti de M. Erdogan, ont clamé victoire. Un immense drapeau turc a même été suspendu à la tour de l'horloge de Tripoli, bastion de la fierté sunnite dans le nord du Liban, qui abrite des courants islamistes.

Le Hamas et les Frères musulmans se sont distingués en saluant le « succès du processus démocratique » turc. Ces mouvements se félicitent que les électeurs turcs n'aient pas légitimé les critiques de Kemal Kılıçdaroglu, le rival malheureux de M. Erdogan, qui accusait la politique d'Ankara d'être « pilotée par la confrérie des Frères musulmans ». Le maintien au pouvoir du président turc est une excellente nouvelle pour le Hamas, qui apprécie l'attention que celui-ci porte à Jérusalem, et le soutien qu'il lui accorde. Des cadres en exil du mouvement palestinien résident à Istanbul, qui constitue un lieu de transit et de rendez-vous à peu près sûr pour les Palestiniens, hors de l'emprise israélienne.

Lire aussi le portrait : Article réservé à nos abonnés [Recep Tayyip Erdogan l'insubmersible](#)

Depuis que M. Erdogan a renoué, à l'été 2022, de tièdes relations diplomatiques avec l'Etat hébreu, ce dernier demande, sans grand espoir, l'expulsion de Saleh Al-Aroui, le dirigeant du Hamas chargé d'attiser les flammes des affrontements armés en Cisjordanie, ainsi que sa garde rapprochée d'anciens prisonniers en Israël. Dimanche soir, le président israélien, Isaac Herzog, a félicité son homologue turc, disant espérer un renforcement des liens bilatéraux.

### Offensive de charme d'Erdogan

Signe que la parenthèse ouverte par les « printemps arabes » de

2011 est bel et bien refermée, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis (EAU) n'ont pas fait languir le président turc, saluant le soir même sa victoire et le renforcement à venir de leurs partenariats économiques. Des messages de félicitations ont été adressés par le monarque saoudien, le roi Salman, et son fils, le prince héritier Mohammed Ben Salman (« MBS »), ainsi que par le président émirati, Mohammed Ben Zayed Al Nahyane (« MBZ »), et ses deux vice-présidents, dont l'émir de Dubaï, cheikh Mohammed Ben Rachid Al Maktoum.

Pendant dix ans, le Moyen-Orient a été le théâtre d'une violente confrontation entre l'axe Ankara-Doha, favorable aux revoltes arabes, qui tendaient à porter au pouvoir les protégés islamistes de ces deux capitales, et l'axe Riyad-Abou Dhabi, opposé à toute remise en question du mode de gouvernance autocratique. Adeptes d'une diplomatie régionale offensive, dite néo-ottomane, le président turc s'est retrouvé opposé en Libye, par forces locales interposées, aux Emirats arabes unis et à l'Egypte. Après l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, en 2018, dans le consulat du royaume, la rivalité Erdogan-MBS a mué en une guerre froide acrimonieuse, Ankara accusant les « plus hauts niveaux du gouvernement saoudien » d'avoir commandité la liquidation du dissident.

Mais l'échec des révoltes arabes et l'affaiblissement des Frères musulmans dans la région, puis le déclin de l'économie turque ont incité le président Erdogan à lancer, dès 2020, une offensive de charme en direction de ses adversaires. Ce revirement a mené au rétablissement des relations Ankara-Abou Dhabi en novembre 2021, puis Ankara-Riyad en juin 2022, en échange d'une renflouement des caisses de la banque centrale turque et de promesses de milliards d'euros d'investissement en Turquie.

A quelques jours du second tour, le 25 mai, M. Erdogan s'était d'ailleurs félicité du soutien des

pays du Golfe, promettant une fois réélu de renforcer encore ces lucratifs liens. Marché émergent à fort potentiel de croissance, la Turquie est une destination d'investissement attractive pour les pétromonarchies, engagées dans un processus de diversification économique post-pétrole.

### Pour l'Iran, un gage de stabilité

M. Erdogan a également reçu des félicitations du président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, dans un message au ton neutre, signe du dégel de la relation entre les deux hommes après une décennie à couteaux tirés. A l'été 2013, une grande partie des Frères musulmans, rescapés du coup d'Etat de M. Sissi et de la chasse aux islamistes lancée dans la foulée, avaient trouvé refuge en Turquie. Depuis la relance des relations entre les deux pays, officialisée en mars 2023, ces exilés égyptiens voient la pression s'accroître sur leurs épaules.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a été parmi les premiers dirigeants à féliciter M. Erdogan. Sa réélection est, aux yeux de la République islamique d'Iran, un gage de stabilité et de continuité dans ses relations avec son voisin turc. Les organes proches du pouvoir n'avaient d'ailleurs pas fait mystère de leur préférence. Dans un article publié avant le deuxième tour de la présidentielle par l'agence de presse Fars, proche des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, son rival, Kemal Kılıçdaroglu, était présenté comme « une pastèque fermée » dont il est difficile d'anticiper les décisions politiques.

« C'est mieux pour l'Iran si [Erdogan] reste au pouvoir », disait l'ancien diplomate Mohsen Pakayin, cité par Fars. Déjà en mars, sur le site Diplomacy Iran, caisse de résonance de la diplomatie iranienne, l'analyste Eslam Zolghadrpour présentait la réélection du président sortant comme l'option souhaitée par Téhéran, en raison notamment

des opportunités qu'offrent la Turquie à l'Iran pour contourner les sanctions internationales liées à ses activités nucléaires.

### Le silence de Damas

Dans ce concert de félicitations, seul Bachar Al-Assad manque à l'appel. Le président syrien n'avait pas adressé de message, lundi après midi, à M. Erdogan, qui l'avait jadis qualifié d'« assassin sanguinaire ». Son adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, trouvait davantage grâce aux yeux de Damas : il laissait entrevoir la possibilité d'une normalisation sans conditions des relations Damas-Ankara.

Sous la pression de Moscou, le régime syrien a engagé, à l'hiver 2022, des tractations avec la Turquie, en vue d'une réconciliation. Soucieux de donner l'impression qu'il travaille au retour des réfugiés syriens, une revendication de plus en plus pressante de la population turque, M. Erdogan avait suggéré l'idée d'une rencontre avant le scrutin présidentiel. M. Assad, qui n'avait aucune raison de faire ce cadeau à son voisin, a rejeté sa demande. En préalable à toute rencontre, le dictateur syrien exige le retrait des troupes turques, qui occupent une partie du nord de la Syrie, et la fin du soutien d'Ankara à l'opposition syrienne. Damas se retrouve désormais avec un Recep Tayyip Erdogan revigoré par sa réélection, ce qui laisse présager des négociations encore plus âpres.

La réélection du président turc est un motif de grande inquiétude pour les Kurdes. Ces derniers redoutent qu'il mette à exécution ses menaces d'offensive terrestre contre leurs positions, dans le nord de la Syrie. Pour les opposants syriens, en revanche, la reconduction au pouvoir de M. Erdogan suscite un – relatif – soulagement. Si la situation des réfugiés syriens en Turquie s'est détériorée depuis qu'Ankara a renoué les contacts avec Damas, M. Kılıçdaroglu promettait, lui, s'il était élu, de les renvoyer de force et en masse vers la Syrie.

## Turquie : les défis d'Erdogan pour les cinq ans à venir

Le « Reïs » poursuivra son jeu d'équilibriste en diplomatie : à la fois dépendant de Moscou et membre incontournable de l'Otan.

**R**ecip Tayyip Erdogan avait lancé le pari d'un nouveau « siècle turc ». Voilà qui est acté. Réélu avec 52 % des voix, et conforté par la victoire parlementaire de son parti, l'AKP, et de son allié d'extrême droite, le MHP, le président turc dispose de toute la latitude nécessaire pour consolider son pouvoir islamonationaliste, et balayer un peu plus l'héritage de la République laïque d'Atatürk, à l'approche de ses cent ans.

Au terme d'une campagne aussi polarisante que déséquilibrée, les rêves d'un retour à l'État de droit nourris par l'opposition sont désormais douchés. « L'élection de Kemal Kılıçdaroglu portait la promesse d'une ouverture démocratique. Dans son programme, il était question de réintégrer les fonctionnaires limogés. C'était un grand espoir pour les milliers d'enseignants purgés après le coup d'État raté de 2016 », confie Zeynep Gambetti, professeur à la retraite de l'université du Bosphore. Au lieu de jouer la carte de l'apaisement, une fois reconduit, Erdogan préfère ignorer les demandes de libération des prisonniers politiques. Lors de son discours de victoire, dimanche 28 mai, il a fustigé une fois de plus ses adversaires en faisant huer le dirigeant kurde Selahattin Demirtas, embastillé depuis six ans.

Conforté par ses bons scores en Anatolie centrale et dans les régions sinistrées par le tremblement de terre du 6 février, le chef de l'État turc n'a déjà qu'une obsession en tête : re-

conquérir Ankara, la capitale, et surtout Istanbul - où il fit ses débuts politiques en tant que maire à la fin des années 1990 -, perdues en 2019. « Êtes-vous prêts à gagner Istanbul ? », a-t-il lancé ce dimanche à la foule en référence aux prochaines municipales de 2024. De quoi présager de sombres mois à venir pour la presse indépendante, les activistes, les Kurdes et tout contre-pouvoir qui tenterait d'entraver son dessein.

### « Une guerre culturelle »

Mais Erdogan est un politicien pragmatique. Connu pour ses sorties répétées contre les femmes, les LGBT, les « déviants » de tout poil, il sait aussi s'arrêter quand il le faut. « Malgré ses discours agressifs contre les LGBT, je ne pense pas qu'il ambitionne d'être aussi coercitif que Poutine ou encore Sissi, en Égypte. Pour lui, il s'agit plus d'une guerre culturelle entre deux segments opposés de la société. Il en est de même pour son rapport à la religion. S'il impose des taxes sur l'alcool, il ne le fait pas interdire, tout comme il n'est pas favorable à l'abaissement de l'âge du mariage des filles, pourtant demandé par certains membres de l'AKP », observe l'historien et spécialiste de la Turquie Howard Eissenstat. Erdogan le sait : la diversité culturelle de la Turquie est un moteur de son tourisme, source de revenus indispensable en pleine récession financière.

Après deux décennies au pouvoir, l'économie constitue le

plus grand chantier qui attend le « Reïs » turc. Malgré les colmatages populistes de ces derniers mois (augmentation des salaires, pré-retraite, aides sociales), la crise qui frappe la population est criante : inflation galopante, chômage à la hausse, chute de la livre turque - ce lundi 29 mai, au lendemain du second tour, elle a reculé à un niveau historique (1 euro pour 21,60 TL). La faute, selon les experts, à une politique de baisse des taux d'intérêt, à rebours de toute logique économique. « Contrairement aux convictions d'Erdogan, les faibles taux d'intérêt n'ont ni empêché l'inflation ni stimulé l'investissement et la création d'emplois. Au contraire, ils ont augmenté la consommation annuelle de 22 % sur ces deux dernières années, et donc les importations, en creusant le déficit de la balance commerciale », remarque Erinc Yeldan, professeur d'économie à l'université Kadir Has.

Pour éviter la banqueroute, des mesures d'austérité s'annoncent inévitables. « La banque centrale est à cours de réserves. Erdogan n'a d'autre choix que de baisser les taux d'intérêt : une décision qu'il mettra sur le dos de la crise économique mondiale. Et comme il se trouve en position de force après sa réélection, il ne devrait pas avoir de mal à "vendre" ce programme à sa base, sous couvert de sacrifice collectif au nom de la grande nation turque », poursuit l'économiste.

Dans la Turquie d'Erdogan, l'économie va aussi de pair

avec la géopolitique. Elle continuera sans doute à influencer son jeu d'équilibriste en matière de diplomatie. Dépendant de Moscou dans sa consommation de gaz (les factures n'ont pas été payées depuis un an), le pays ne devrait pas connaître de grand changement dans sa relation à la Russie - qui vient d'inaugurer la première centrale nucléaire de Turquie. En parallèle, le président turc entend réaffirmer son rôle de médiateur entre Moscou et Kiev, à qui il fournit des drones de combat.

Le dégel amorcé depuis quelques mois avec les pays de la région - Israël, Arabie saoudite, Émirats, et dans une certaine mesure, la Syrie - est également parti pour durer. Lors d'un échange téléphonique, ce lundi, Erdogan et son homologue égyptien ont d'ores et déjà convenu de renforcer leurs relations et d'échanger des ambassadeurs, après des années de tension à l'issue de l'éviction de l'ex-président Mohamed Morsi en 2013.

Membre incontournable de l'Otan, la Turquie pourrait aussi revenir à la table des négociations pour faire entrer la Suède dans l'Alliance atlantique - un sujet évoqué en début de semaine entre Erdogan et Joe Biden lors d'un appel du président américain pour le féliciter de sa victoire. Le blocage répété de ces derniers mois aurait servi, disent certains, de parfait fonds de commerce pour booster la fibre nationaliste des Turcs à l'approche du scrutin.

## Otan : une nouvelle action pro-PKK en Suède irrite la Turquie

Une nouvelle action de militants pro-kurdes proches du PKK en Suède a suscité mardi la condamnation de la Turquie, qui a déploré un acte «*inacceptable*» au moment où Stockholm espère lever le veto turc pour entrer dans l'Otan.

Habitué de ce genre d'affichages ces derniers mois, un groupe suédois de soutien aux groupes armés kurdes en Syrie, le comité Rojava, a diffusé lundi sur les réseaux sociaux une vidéo anti-Erdogan montrant la projection sur le Parlement suédois d'un drapeau du PKK au lendemain de la réélection du président turc.

### Organisation terroriste

«*Il est complètement inacceptable que des terroristes du PKK continuent à agir librement en Suède, qui est candidate à l'Otan*», a réagi sur Twitter Fahrettin Altun, le porte-parole de la présidence turque. «*Nous attendons des autorités suédoises qu'elles enquêtent sur cet inci-*



Une effigie du président turc Recep Tayyip Erdogan à l'arrière d'une voiture d'Andreas, 39 ans, membre du comité de solidarité suédois pour Rojava, le 16 janvier 2023 à Stockholm. JONATHAN NACKSTRAND

dent et placent ses auteurs devant leurs responsabilités», a-t-il ajouté. Un appel à libérer le fondateur du PKK Abdullah Öcalan a également été projeté par le comité Rojava, selon sa vidéo de revendication, qui montre une effigie en feu du président turc ou le met en scène de façon obscène.

Ennemi juré du gouvernement turc, le PKK est classé comme organisation terroriste non seulement par Ankara, mais aussi

la Suède, l'Union européenne ou encore les États-Unis. Le comité Rojava soutient lui plus directement les YPG, groupe armé kurde en Syrie. Celui-ci est soutenu par les Occidentaux face aux jihadistes de l'Organisation État islamique mais Ankara les considère comme une branche du PKK. Le gouvernement turc a également demandé à la Suède d'empêcher une manifestation pro-kurde prévue dimanche à Stockholm, après qu'une loi

antiterroriste plus dure doit entrer en vigueur ce jeudi en Suède.

Après la réélection dimanche de Recep Tayyip Erdogan, la Suède et ses alliés occidentaux espèrent qu'Ankara va finalement lever ses objections à une entrée de la Suède. Mais l'incertitude demeure sur les choix de la Turquie, qui bloque l'entrée de Stockholm depuis sa candidature déposée en mai 2022 avec la Finlande. Le chef de l'Otan, Jens Stoltenberg, s'est déclaré «*totallement serein*» mardi à Oslo quant à l'adhésion de la Suède à l'Alliance atlantique, malgré la réélection de M. Erdogan qui s'y est jusqu'ici opposé.

La Finlande avait elle obtenu - avec retard - un feu vert turc et est entrée officiellement dans l'Otan le 4 avril. La Suède a un autre caillou dans la chaussure dans ce dossier: la Hongrie. Budapest doit également encore ratifier et réclame de son côté que Stockholm cesse ses critiques l'accusant de reculer en matière d'État de droit.

Le Monde

Madjid Zerrouky  
31 Mai 2023

## En Turquie, le soulagement amer des réfugiés syriens après la victoire d'Erdogan

La présence de quelque 3,6 millions d'exilés ayant fui la guerre dans le pays voisin a donné lieu à une surenchère xénophobe lors de la campagne présidentielle. Ils restent menacés d'expulsion.

«*Je suis contente. Et soulagée.* » Devant la porte de la petite pièce où elle vit, Wafa, 33 ans, contemple dans l'obscurité naissante les lueurs d'un feu d'artifice tiré dans le lointain,

alors que, en début de soirée, dimanche 28 mai, des partisans de l'AKP fêtent la victoire de Recep Tayyip Erdogan dans un quartier de la banlieue sud d'Alexandrette.

Quelques clameurs parviennent jusqu'au petit groupe de réfugiés syriens échoués le long d'une quatre-voies qui coupe la zone en deux, au milieu d'un bric-à-brac de vieux ateliers.

C'est dans l'un d'eux que vivent Wafa et sa mère. A l'extérieur, six autres familles cohabitent dans des tentes. Tous vivaient à Antakya, à plus d'une heure de route, avant que le séisme



du 6 février ne les jette à la rue. Au moins 50 000 personnes ont perdu la vie lors du tremblement de terre, dont des milliers dans la ville. « C'est un stress permanent : le séisme, les élections... », poursuit Wafa.

Les millions de réfugiés syriens attendaient avec anxiété le résultat du scrutin présidentiel qui va peser lourd sur leur avenir. Leur présence dans le pays aura été l'un des thèmes centraux d'une campagne particulièrement brutale sur ce thème, notamment entre les deux tours. Le candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, est allé jusqu'à dénoncer la présence de 10 millions d'étrangers, décrits comme des « machines à crime en devenir, menaçant la sécurité nationale », et promettre de renvoyer tous les Syriens chez eux en deux ans. Quelque 3,6 millions d'entre eux vivent dans le pays, dont la quasi-totalité bénéficient d'un statut de « protection temporaire ».

#### Peur de servir de boucs émissaires

« S'ils restent, nos villes passeront sous le contrôle des clans mafieux, et des barons de la drogue. Vous vous rendez compte ? S'ils restent, les féminicides augmenteront et les jeunes filles ne pourront plus se promener seules dans les rues », lançait-il entre les deux tours. A quelques jours du vote, de nouvelles affiches à l'effigie de Kemal Kılıçdaroglu sont apparues, annonçant en lettres capitales : « Les Syriens partiront ! Vous décidez ! » Certaines ont été collées jusque sur les murs d'écoles primaires scolarisant des enfants de réfugiés. Dans ce climat de surenchère xénophobe, beaucoup de Syriens ont choisi de faire profil bas.

« Pour nous, ce dimanche électoral était un comme un jour sous couvre-feu », raconte Ali, un habitant de Mersin. A l'image de ce réparateur d'ascenseurs, nombre de Syriens croisés ces



Distribution d'eau à des réfugiés syriens, dans un camp du Hatay (sud de la Turquie), le 30 mai 2023. KÜRŞAT BAYHAN POUR « LE MONDE »

derniers jours – ouvriers, entrepreneurs ou étudiants – avaient fait le choix de rester chez eux le jour du scrutin, par crainte de se retrouver mêlés à des tensions ou de servir de boucs émissaires en cas de réaction violente de l'un des deux camps à l'annonce de sa défaite.

« Erdogan nous a quand même ouvert la porte », tient à rappeler Wafa à Alexandrette. « Il nous a accueillis. Les autres veulent nous déporter. Mais où pourrions-nous aller ? », se demande-t-elle. Elle-même a fui Alep avec sa mère « le 1<sup>er</sup> janvier 2013 », après qu'un missile a « traversé [leur] maison de part en part ». « Même si nous vivons ici au jour le jour, c'est toujours mieux que de retourner en enfer. Partir n'est pas une option. »

Mohammed, lui, ne risque pas de s'en aller. A 30 ans, il enseigne la langue turque aux étrangers et a surtout décroché un sésame inaccessible pour l'immense majorité des réfugiés syriens : la nationalité turque. Sa maîtrise de la langue – qu'il a commencé à apprendre sitôt arrivé depuis la région d'Idlib en 2013 – et un parcours universitaire brillant l'on fait accéder à la citoyenneté comme environ 230 000 Syriens. Attablé à un café de la marina de Mersin, il reconnaît volontiers que la vie lui sourit. Même si lui aussi a

tout perdu à Antakya lorsque le séisme a frappé. « Je dois tout à Erdogan. Je ne l'ai pas oublié au moment de voter », dit celui qui « n'aime pas » le candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu. « Ce sont des racistes. Qu'ont-ils à proposer à part rendre les Syriens responsables de tous les maux de la Turquie ? »

#### Renvois arbitraires

Recep Tayyip Erdogan n'est pourtant plus celui qui, il y a dix ans, accueillait à bras ouverts les victimes de Bachar Al-Assad, présentées comme des « invités ». Depuis, les « invités » le dérangent aussi. L'an dernier, alors que des premiers sondages le donnaient perdant, il avait annoncé un plan de retour volontaire pour un million de Syriens.

« Le gouvernement est lui-même entré dans le jeu de celui qui sera le plus apte à les expulser », rappelle Taha Elgazi, qui coordonne un réseau d'avocats et de défenseurs des droits des réfugiés. « Outre son alliance avec des forces nationalistes et racistes, M. Erdogan se retrouve aussi dans l'obligation de satisfaire ses électeurs », ajoute-t-il.

« Il est de notre devoir de répondre aux attentes de nos citoyens sur cette question par des moyens et des méthodes

qui conviennent à notre pays et à notre nation (...). Nous assurerons le retour d'un million de personnes supplémentaires d'ici un an grâce à un nouveau projet de logements », a lancé le président réélu le soir de sa victoire. Le président turc assurerait que le Qatar financerait leur construction pour permettre le retour « volontaire » des Syriens dans le nord du pays.

Mais si la rhétorique se veut plus humaniste, les renvois ont déjà commencé, assure Taha Elgazi : les autorités turques arrêtent arbitrairement et renvoient en Syrie des réfugiés au mépris de leurs propres règles ; dans des centres d'immigration inaccessibles à toute autorité indépendante, elles leur font signer sous la contrainte des attestations de retour volontaire vers un pays exsangue où la violence reste omniprésente.

« Pour moi, ce serait de toute façon un aller simple vers la mort », assure Ahmad. Ancienne figure de la société civile à Idlib, le quadragénaire a dû se résoudre à fuir en janvier 2015 devant les djihadistes du Front Al-Nosra (aujourd'hui Hayat Tahrir Al-Cham) lancés à ses trousses. Dans le petit appartement qu'il partage avec son épouse à Reyhanli, une ville frontalière qui a vu sa population plus que doubler en dix ans, Ahmad se dit « prisonnier » et sans avenir.

Visible depuis sa fenêtre, une masse de couleur ocre serpente dans la montagne : le mur de béton qui sépare les deux pays. Au sommet de la crête, une tour de garde syrienne semble veiller sur la ville. « Je vis chaque jour dans la terreur qu'on vienne frapper un matin à ma porte pour nous renvoyer de l'autre côté », souffle-t-il. « Et je devrais préférer un camp à l'autre ? Ce sont les mêmes. Kılıçdaroglu a promis de nous trancher la gorge ; Erdogan nous étouffe lentement avec un fil de soie. »

# Turquie : le président Erdogan confronté au risque d'une crise monétaire d'ampleur

Inflation galopante, dévalorisation de la monnaie, déficit accru des comptes courants, fuite des investisseurs... L'économie du pays est dans la tourmente.

A peine réélu à la tête de la Turquie, le président Recep Tayyip Erdogan est attendu sur les sujets économiques. Lundi 29 mai, au lendemain du second tour de la présidentielle, la livre turque (TL) a reculé à un niveau historique face aux devises fortes, cotant 20,15 TL pour 1 dollar, et 21,60 TL pour 1 euro. Et la chute risque de se poursuivre, jusqu'à 28 TL pour 1 dollar d'ici à la fin de l'année, selon Morgan Stanley, si M. Erdogan refuse de changer le cap de son credo monétaire, à savoir que la baisse des taux d'intérêt est un remède à l'inflation.

Après avoir dépassé 80 % en 2022, celle-ci est certes retombée à 44 % en avril, selon les chiffres officiels. Mais des experts indépendants estiment qu'elle est en réalité beaucoup plus élevée, comme en attestent les nombreux ménages qui peinent à boucler leurs fins de mois et à acheter des produits de base.

Certains économistes pensent que le chef de l'Etat reviendra à une politique financière plus adaptée. Daron Acemoglu, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT), n'est pas de ceux-là. « A première vue, sa victoire est un gage de stabilité. Mais la poursuite des politiques actuelles est inquiétante », a-t-il pointé dans le quotidien *Karar*, le 29 mai. Selon cet universitaire, conseiller de l'opposition, il faut des investissements, des améliorations technologiques, une meilleure gestion monétaire. Sinon, « la croissance économique, tirée par le secteur de la construction, par l'expansion

du crédit et des dépenses publiques, sera de mauvaise qualité. La corruption et le clientélisme ne font qu'aggraver les choses ».

## Epuisement des réserves nettes de change

Les élections ont focalisé l'attention des investisseurs sur la Turquie, la locomotive industrielle de la région, un marché émergent de 840 milliards d'euros. La possibilité d'une alternance à la tête de l'Etat était regardée de près, d'autant que Kemal Kılıçdaroglu, le candidat malheureux de l'opposition, avait promis d'assainir les finances et de redonner son indépendance à la banque centrale.

Les intentions de M. Erdogan en matière de politique monétaire seront testées vendredi 2 juin, lors de l'annonce du nouveau gouvernement qu'il dirigera – la fonction de premier ministre ayant été abolie en 2018. La nomination du nouveau ministre des finances et celle du nouveau gouverneur de la banque centrale de Turquie seront scrutées. Dans la soirée de dimanche, le président réélu a évoqué les pressions inflationnistes, promettant la mise en place d'une nouvelle équipe dotée d'une « crédibilité internationale » pour gérer les finances de la nation.

Lundi, il a reçu Mehmet Simsek, un ancien ministre des finances, respecté des investisseurs et des marchés. La reconduction de ce gestionnaire avisé, formé à la banque américaine d'investissement Merrill Lynch, serait un bon

signe. Mais aucune annonce n'a été faite après la réunion. Courtisé depuis plusieurs mois, M. Simsek avait fait savoir qu'il préférerait se tenir à l'écart de la « politique active ».

La politique monétaire du président se révèle coûteuse et pourrait mener à une grave crise financière. Depuis 2018, l'année où M. Erdogan avait été réélu pour un deuxième mandat avec des pouvoirs renforcés, prenant la banque centrale sous son étroit contrôle, la devise nationale a perdu 80 % de sa valeur par rapport au billet vert.

Sur ses recommandations, la banque centrale a dépensé près de 200 milliards de dollars (187,16 milliards d'euros) au cours de la dernière année et demie pour soutenir la livre. Insuffisantes, ces interventions ont eu pour résultat d'épuiser les réserves nettes de change ; elles sont devenues négatives pour la première fois depuis 2002.

Une remise à plat est nécessaire et une dévaluation de la monnaie n'est pas à exclure. « Ce qu'on voit actuellement ne reflète pas pleinement la gravité de la situation, notamment la vraie valeur de la monnaie turque sur le marché. La vente de la livre a été artificiellement limitée par des interventions et de nombreuses restrictions sur les flux de capitaux. Sans ce soutien, sa valeur serait beaucoup plus faible. A un moment donné, cela pourrait conduire à un nouvel effondrement, comme en 2021 », explique Bartosz Sawicki, analyste de marché

chez Conotoxia fintech. Le manque de liquidités est le grand problème du moment. Surtout, « la demande réelle de dollars américains et d'euros, les devises dites fortes, reste chroniquement inassouvie, l'équilibre est constamment menacé », constate l'économiste.

## « Beaucoup d'incertitude à terme »

La quête éperdue de dollars a redonné des couleurs au Grand Bazar d'Istanbul, un enchevêtrement de boutiques et de bureaux de change, lequel est devenu, ces derniers mois, le nouveau centre opérationnel de la finance. Entreprises privées, banques, institutions publiques, citoyens ordinaires s'y pressent en quête de devises.

Et peu importe que les cambistes du marché de change de gré à gré situé au cœur de ce bâtiment du XV<sup>e</sup> siècle, « la bourse à pied », disent les Turcs, vendent le dollar 5 % plus cher qu'au cours officiel. La ruée sur le billet vert s'est accentuée depuis que le gouvernement incite les banques à bloquer la demande intérieure en devises fortes.

Comment renflouer la livre s'il n'y a plus de réserves ? Financer les déficits est aussi devenu un casse-tête depuis que les investisseurs ont fui ; le total des avoirs étrangers en actions et en obligations turques a diminué d'environ 85 %, soit près de 130 milliards de dollars, depuis 2013, selon Bloomberg.

« La situation ne va pas s'améliorer. Les revenus du tou-

risme, les réserves monétaires du Golfe et peut-être celles de la Russie pourraient permettre de tenir pendant un certain temps, mais il y a beaucoup d'incertitude à terme », prévoit Daron Acemoglu. A moins que le gouvernement ne décide de privatiser quelques-uns des fleurons économiques du

pays, tels Turkish Airlines ou encore Botas, la société publique de transport et de distribution de pétrole et de gaz.

La Russie est sur les rangs. Félicitant lundi son « cher ami » pour sa réélection, Vladimir Poutine a insisté lors d'un entretien télépho-

nique sur la nécessité de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines. La Russie a des objectifs « très ambitieux » avec la Turquie, a renchéri Dmitri Peskov, son porte-parole.

Botas est dans le viseur du Kremlin. Sa dépendance à

Moscou est grande. Depuis 2022, l'entreprise ne paye plus ses factures à Gazprom. Généreux, le géant russe du gaz lui a octroyé une ligne de crédit de 20 milliards de dollars, par l'intermédiaire de sa banque, Gazprombank.

The New York Times

Ben Hubbard, Safak Timur and Elif Ince  
Reporting from Istanbul  
May 30 2023

## A Pillar of Erdogan's Victory: Devout Conservative Women

In winning another term as Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan was propelled to victory in part by the fervent support of an often underappreciated constituency — conservative religious women.

Ten years ago, Emine Kilic, was focused on raising her two children at home in Istanbul when she decided to set up her own clothing company to help support her family.

Her business, started with an interest-free government-backed loan for female entrepreneurs, now employs 60 people and exports to 15 countries, said Ms. Kilic, who has an elementary-school education. She credited a powerful motivator who inspired her to transform her life — President Recep Tayyip Erdogan — calling him a champion for women.

"Thanks to my president, I became the boss of my own company," said Ms. Kilic, 38. She said she had voted for him for years and did so again to help him [secure another presidential term](#) on Sunday.

To beat back the most serious political threat to his two-decade tenure as Turkey's dominant politician, Mr. Erdogan counted on the fervent support of an often underappreciated constituency: conservative religious women. Across Turkey, devout



Turkish women holding a banner with President Recep Tayyip Erdogan's picture at a rally in Istanbul before he was re-elected. Sergey Ponomarev for The New York Times

women, both professionals and those who don't work outside the home, not only turned out to vote for Mr. Erdogan in large numbers, but also coaxed their friends and relatives to do the same. Women are also active across the country in his governing Justice and Development Party, ranging from activists who spread party messages among their neighbors over tea to the dozens of women who represent the party in Parliament.

Uniting these women and Mr.

Erdogan is a shared conservative Muslim view of female roles in Turkish society, first as mothers and wives, second as members of the work force. In a staunchly secular country where women who covered their hair were long barred from universities and government jobs, many devout women view Mr. Erdogan as their protector because he pushed to loosen those rules.

"Voting in Turkey, especially for our community, is not only about

electing someone. It is making a decision about your life," said Ozlem Zengin, a lawmaker and senior female member of Mr. Erdogan's party.

For many conservative women, the bitterness of having their ambitions limited by public expressions of their faith runs deep, even affecting the children of those who lived through it, she said. That resentment also fuels the tremendous gratitude toward Mr. Erdogan.

"Erdogan is loved that much, because he changed people's lives," Ms. Zengin said.

The electricity between Mr. Erdogan and his female supporters coursed through an Istanbul conference hall during a women's rally two days before the May 28 runoff. Thousands of women, some with babies or children in tow, packed the hall, clapping and waving their arms to campaign anthems and holding up their cellphone flashlights to welcome him onstage.

"Women are the most important heroes in our struggle to serve the country," Mr. Erdogan said, to rapturous applause.



He reminded his audience that he had delivered on conservative causes, lifting head scarf bans and turning the Hagia Sofia, one of Turkey's architectural treasures, [from a museum into a mosque](#). And he made a new promise to seek retirement pay for women who do not work outside the home, garnering more cheers.

"We will burst the ballot boxes," Mr. Erdogan said. "Don't just go by yourself. You must make sure your families, neighbors and distant relatives also go to the ballot box."

"The women are with you!" the crowd chanted.

Mr. Erdogan's loyal following among conservatives is rooted in Turkey's history.

Though a predominantly Muslim society, the country was founded in 1923 as a secular state. That gave the government oversight of religious institutions and the power to keep open displays of religiosity out of the public sphere.

Some Turks treasure that secularism as a founding pillar of the republic. But it rankled many devout people, including women who felt that it made them second-class citizens. Some women had to remove their veils to attend university. Others wore wigs.

Ms. Zengin, the lawmaker, said she had worked as a lawyer for 20 years without being allowed to even enter the courtroom because she covered her hair.

"If you were a defendant or an aggrieved party, you could enter the courtroom, but not as a lawyer," she said. "It was incomprehensible."

Since Mr. Erdogan arrived on the national stage in 2003 as an ambitious Islamist politician, he has sidelined Turkey's secular elites and consolidated more power in his own hands. Along the way, he pushed to



"Women are with you!" the crowd at a campaign rally chanted to Mr. Erdogan. Sergey Ponomarev for The New York Times

loosen head scarf restrictions.

The restrictions were lifted on university campuses in 2008, and in 2013 four veiled women from Mr. Erdogan's party became Parliament members, a first. Now, there are many more, and conservatives still thank Mr. Erdogan with their votes.

"I feel like I have a debt to him," said Eda Yurtseven, a kindergarten teacher. "I owe him a lot because now I can live freely."

Mr. Erdogan's vision of the family remains conservative, holding sacrosanct the notion of marriage being only between a man and a woman, preferably with three children. His idea of personal freedom leaves little room for L.G.B.T.Q. people in Turkey.

"We believe the family is sacred," he said during the women's rally. "We must take precautions now against these trends that are spreading like the plague."

Turkey's Constitution grants equal rights to men and women, and its labor code bars gender-based discrimination. But women still earn 15.6 percent less than men on average, according to [a United Nations report](#) last year.

Mr. Erdogan's foes say he has acquired too much power and

accuse him of pushing the country toward one-man rule. Sergey Ponomarev for The New York Times

In 2021, Mr. Erdogan shocked rights groups by [withdrawing Turkey from an international treaty](#) on preventing violence against women that he had signed in 2011. Women's advocates consider the country's domestic violence laws strong but say that physical and sexual abuse against women remains common and often goes unreported or is not properly investigated by the authorities.

Female political representation has increased during Mr. Erdogan's tenure, and women won about 120 seats in the 600-member Parliament in this month's election. Still, the United Nations report said, most women work in campaigning, communications or support roles, not in high-level decision making.

Mr. Erdogan has been a pioneer in tapping the power of devout, conservative women in grassroots politics in Turkey, said Nur Sinem Kourou, a professor at Istanbul Kultur University who has studied his party's women's groups. Many work in their neighborhoods, she said, spreading party views through informal meetings or religious activities while gathering information to feed back to the party.

"The fact that the women's branches are on the ground every week, every day means that they analyze society very well," Ms. Kourou said. "That data leads back to Erdogan's speeches on TV."

Those activists remain fiercely loyal to Mr. Erdogan and consider him key to Turkey's future, she added.

"We have to protect him," Ms. Kourou said, summarizing their views. "Erdogan protects us."

That bond means that Mr. Erdogan's staunchest female supporters tend to give him a pass on the country's problems, including [a painful cost-of-living crisis](#), blaming instead other members of his party or foreign powers.

Mr. Erdogan's foes say he has acquired too much power and accuse him of pushing the country toward one-man rule. But his vast control does not bother his loyalists. On the contrary, they say he needs it to do his job.

Mina Murat, 26, said she voted for Mr. Erdogan and his party because they protected her right to cover her hair.

"My teacher used to wear a wig over her head scarf in school," she recalled. "Women couldn't attend college and couldn't get government jobs because of their head scarves."

Now, Ms. Murat works in a clothing store geared toward conservative women, with head scarves in a vast array of colors and patterns.

"Now we can dress fashionably and conservatively," she said.

**Ben Hubbard is the Istanbul bureau chief. He has spent more than a dozen years in the Arab world, including Syria, Iraq, Lebanon, Saudi**

# En Iran, deux femmes journalistes jugées pour avoir couvert la mort de Mahsa Amini

Le procès d'une seconde journaliste iranienne arrêtée après avoir couvert la mort en détention de [Mahsa Amini](#), à l'origine d'un vaste mouvement de protestation en Iran, s'est ouvert mardi 30 mai, a annoncé son journal. Le procès de Niloufar Hamed, âgée de 30 ans, a commencé au lendemain de celui d'[Elaheh Mohammadi](#), 36 ans, elle aussi en détention depuis plusieurs mois.

Les deux femmes ont été incarcérées pour avoir couvert le décès, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée à Téhéran par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire de la République islamique, imposant notamment aux femmes le port du voile en public.

## «Propagande»

«L'audience d'aujourd'hui a été consacrée à la lecture de l'acte d'accusation et aux réponses écrites et orales» de l'accusée aux questions du juge, a déclaré Parto Borhanpour, l'avocate de Niloufar Hamed, au quotidien réformateur *Shargh*, pour lequel travaillait la journaliste. «Il n'y a pas eu de temps pour la défense orale», a-t-elle dit, ajoutant que les avocats avaient pu présenter au tribunal leurs objections et leurs demandes. Les avocats ont protesté contre «l'absence d'accès de Niloufar Hamed à un avocat pendant sa détention» et demandé que le procès se déroule «publiquement».

Les deux femmes sont jugées séparément et à huis clos à Téhéran. Elles sont passibles de la peine de mort après avoir

été accusées le 8 novembre de «propagande» contre la République islamique et conspiration contre la sécurité nationale. Les avocats de Niloufar Hamed ont aussi protesté son maintien en détention bien que «l'enquête préliminaire» soit achevée. La journaliste avait été arrêtée le 20 septembre après un reportage à l'hôpital où Mahsa Amini avait passé trois jours dans le coma avant de mourir.

## «C'est un acte illégal»

Elaheh Mohammadi, qui travaillait pour un autre journal réformateur, *Ham Miham*, avait été arrêtée le 29 septembre après s'être rendue à Saghez, la ville de Mahsa Amini dans la province du Kurdistan, pour couvrir ses funérailles qui avaient donné lieu à une manifestation. Son avocat, Shahab

Mirlohi, a qualifié lundi de «positive» cette première audience. Selon Ham Miham, Me Mirlohi a affirmé que les avocats présents au tribunal n'avaient pas été autorisés à assurer la défense de leur cliente, ce que l'Autorité judiciaire iranienne a démenti mardi.

«C'est un acte illégal, un des avocats de la défense a fait de fausses déclarations à propos du déroulement de l'audience dans une interview», a déclaré Mizan Online, le site de l'Autorité judiciaire. Plusieurs centaines de personnes, dont des membres de forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers arrêtées au cours des manifestations qui se sont tenues en octobre et novembre avant de refluer. Sept hommes ont été exécutés pour leur implication dans ce mouvement.



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

## Kurdistan's Weekly Brief May 30, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

### Iran

The Iraqi National Security Adviser, [Qasim al Araj](#), arrived in Tehran on a formal visit to discuss the recent security agreement between Iraq and Iran. The agreement primarily focuses on "border security" and aims to disarm and remove Iranian Kurdish opposition parties in Iraqi Kurdistan. Al Araj is set to meet Mohammad Pakpour, the Commander of the Ground Forces of the Iranian Islamic Revolution Guards Corps (IRGC),

who told a state-owned media outlet, that they are "awaiting the Iraqi government to fulfill its obligations under the security agreement." Pakpour vowed to continue attacks on the Kurdish opposition if Iraq fails to implement the agreement. The IRGC has already conducted [several missile and drone strikes](#) on the headquarters of the Kurdish opposition in Iraqi Kurdistan. The Iraq-Iran security agreement, officially [signed on March 19](#).

Iranian authorities have con-

tinued their crackdown on protests that have taken place over the past few months. Reports indicate that at least 10 Kurds have been arrested in various cities, including [Tehran](#), [Senna](#), [Ahwaz](#), [Bandar Abbas](#), [Karaj](#), and [Sahna](#). Although the anti-government demonstrations have subsided, the regime courts are still actively issuing sentences against both organizers and participants. The Hengaw Organization for Human Rights has reported that the Islamic Revolutionary Court in Me-

habad recently issued a verdict, sentencing a [father and his son](#) to three years and seven months in prison. This follows a series of other sentences imposed on various individuals. Among them, a [Kurdish Imam](#) in Senna was sentenced to seven and a half months, [the son of a deceased political](#) victim in Shinno received a three-year sentence, a Kurdish [labor activist](#) in Baneh was sentenced to fifteen months, and a female activist in Ilam received a three-month sentence.

These sentences demonstrate the ongoing legal actions against organizers and participants despite the conclusion of the anti-government demonstrations. In addition to these developments, there have been reports of Iranian [border guards](#) injuring at least ten border porters (kolbar) in the Kurdish region over the past two weeks.

## Iraq

Tensions have recently emerged between Erbil and Baghdad following amendments made by the financial committee in the Iraqi House of Representatives to two articles of the Iraqi budget bill concerning the Kurdistan region. These amended articles now impose an obligation on the region to deliver 400,000 barrels of crude oil to the State Organization for Marketing of Oil (SOMO). The decision of whether this oil will be used for domestic consumption or exports lies with SOMO. These amendments also contradict a previous agreement between the two sides, which involved the establishment of a joint bank account to manage the oil revenue. Top officials from the Kurdistan Regional Government (KRG) have strongly criticized these changes, expressing concerns that they may hinder the region from receiving its allocated budget. Of particular concern is an amendment that stipulates the federal government will only release the Kurdistan region's budget dues if the region hands over the designated amount of oil on a daily basis. Kurdish [officials worry](#) that the logistics of transporting the oil within the region, especially if SOMO decides to utilize it for domestic refineries, may not be feasible given the geograph-

ical challenges. Consequently, there are fears that the Kurdistan region may not receive its budget as a result of these developments. According to reports [from Rudaw](#), negotiations took place between Kurdish officials and the Iraqi ruling parties of the State Administration Coalition, which enjoys support from Iran. [Since March 25](#), Kurdistan's oil exports have been suspended as a result of an international ruling that favored Baghdad's authority over independent Kurdish oil exports. This ruling has had a severe economic impact on both the Kurdistan region and Iraq, resulting in substantial losses of over \$1.5 billion.

On Tuesday, May 30, the Iraqi Federal Court delivered a ruling that further escalated tensions between Baghdad and Erbil. The court declared the extension period of Kurdistan's Parliament as unconstitutional. The extension, which was passed by the Kurdistan Democratic Party (KDP), and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) on October 9, 2022, faced a legal challenge from opposition lawmakers. The court also deemed all legislation issued after the extension as constitutionally "invalid". The Kurdistan Regional Government (KRG) has not yet responded to the ruling. The Federal Court's rulings concerning the region have been a subject of controversy, with some questioning its [legality and impartiality](#).

## Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) have [reported](#) the successful capture of an ISIS (Da'esh) terrorist in Deir Ez Zor. This operation was conducted with the support of the

US-led coalition. The SDF also seized weapons during the raid, further enhancing their efforts in combating ISIS. In a separate development, the SDF detained two individuals accused of acting as ["agents" for Turkey](#). These individuals were allegedly gathering sensitive information regarding the locations of security and military forces, as well as the centers of the Autonomous Administration. The SDF stated that the detainees were involved in identifying SDF leaders and were receiving financial compensation for their activities.

Following President Recep Tayyip Erdogan's victory in the runoff election, Turkish-backed armed factions expressed their support by firing shots [in celebration](#). However, this act resulted in the injury of [several civilians](#) in the Turkish-occupied areas of Syria, according to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR).

Following a recent meeting on [May 10](#), the Foreign Ministers of Russia, Syria, Turkey, and Iran are [scheduled to gather](#) once again in Moscow in the near future. These meetings primarily focus on Russia's efforts to facilitate the normalization of relations between the Syrian regime and Turkey. Despite statements from Bashar al-Assad expressing his reluctance to meet with President Erdogan, officials from both countries, including their [intelligence chiefs](#), have been engaged in regular discussions and consultations.

## Turkey

In the aftermath of the Turkish

elections, the pro-Kurdish coalition led by the Peoples' Democratic Party (HDP) released a [statement attributing](#) the outcome to the government's "plans" to dismantle the Kurdish movement. While acknowledging that the election results fell short of their desired goal, the HDP affirmed its commitment to maintaining an essential role in organizing, advocating politically, and engaging socially.

During [victory speech](#), President Erdogan pledged to keep the imprisoned Kurdish politician, Selahattin Demirtas, behind bars. Erdogan's supporters, in a disturbing display, chanted "death penalty" for Demirtas. Responding to these chants, Demirtas derisively [mocked Erdogan](#) and characterized those who chanted against him as a "lynch mob."

President Joe Biden [congratulated Erdogan](#) on his victory in the rerun election and revealed that the Turkish president asked about [F-16 jets from the United States](#). Previously, attempts to facilitate the sale of these fighter jets were met with opposition from the US Congress, leading to their blockage. However, there is a possibility that the Biden administration could engage and encourage Congress to reconsider their stance if Turkey agrees to support Sweden's bid for NATO membership. On a separate matter, the Turkish [lira experienced another](#) historic decline following Erdogan's election victory. This decline in the value of the currency has raised concerns about the economic challenges that lie ahead for Turkey in the coming era.





Par Orhan Coskun  
31 Mai 2023

## L'économiste Simsek va probablement intégrer le prochain gouvernement en Turquie, selon sources

ANKARA (Reuters) - L'ancien ministre de l'Economie Mehmet Simsek, apprécié des marchés financiers pour son orthodoxie monétaire, va très vraisemblablement intégrer le nouveau gouvernement que Recep Tayyip Erdogan est en train de former en Turquie, a-t-on appris de quatre sources politiques haut placées.

Réélu dimanche à la tête de l'Etat pour cinq années supplémentaires, Tayyip Erdogan, 69 ans, a présidé mercredi le dernier conseil des ministres de l'exécutif sortant et devrait dévoiler sa nouvelle équipe vendredi ou samedi.

Le président turc dirige lui-même le gouvernement depuis la réforme constitutionnelle de 2017 qui a supprimé le poste de Premier ministre et instauré un poste de vice-président.

Mehmet Simsek, qui a été ministre des Finances puis vice-Premier ministre entre 2009 et 2018, pourrait être nommé soit ministre des Finances soit vice-président responsable de l'économie, ont déclaré les sources à Reuters, qui avertisent toutefois que Tayyip Erdogan n'a pas arrêté sa décision et pourrait encore changer d'avis.

Selon ces quatre responsables, Tayyip Erdogan souhaiterait nommer Mehmet Simsek à la vice-présidence mais Simsek préférerait un rôle



Photo d'archives de l'ancien ministre turc de l'Economie Mehmet Simsek lors d'une interview télévisée à Washington. /Photo prise le 20 avril 2018/REUTERS/Yuri Gripas

plus direct et le poste de ministre de l'Economie et du Trésor.

Les deux hommes ont discuté lundi pendant deux heures et demie, a indiqué l'une des sources. "Il ne reste que quelques points à travailler. Ce sera terminé dans peu de temps", a-t-elle assuré.

Selon la même source, l'ancien ministre Cevdet Yilmaz pourrait prendre le poste de ministre de l'Economie si Mehmet Simsek devient vice-président.

Ni le cabinet d'Erdogan ni Mehmet Simsek n'ont pu être joints pour un commentaire.

**LA LIVRE TURQUE CONTINUE DE PLONGER**

La nomination de Mehmet Simsek pourrait signaler le retour en Turquie d'une politique économique et monétaire plus conforme au canon des marchés financiers, après des années de conduite hétérodoxe des affaires du pays, via le maintien de taux d'intérêt faibles préconisé par Tayyip Erdogan en dépit d'une très forte inflation.

Cette politique a contribué à faire plonger la livre turque malgré les interventions de la banque centrale, étroitement contrôlée par l'Etat, qui a dû puiser dans ses réserves de change.

La monnaie turque a enregistré mercredi une troisième jour

née consécutive de baisse depuis la réélection d'Erdogan, inscrivant un nouveau plus bas historique à 20,75 pour un dollar. La devise a perdu près de 10% depuis le début de l'année.

En parallèle, la croissance de l'économie turque a tenu bon au premier trimestre, malgré la hausse des prix qui pèse sur le coût de la vie et le séisme dévastateur de février dernier, qui a fait plus de 50.000 morts et des millions de sans-abri.

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,3% sur les trois premiers de l'année par rapport au précédent trimestre, selon des statistiques publiées mercredi, et de 4,0% par rapport au premier trimestre 2022.

"Si Mehmet Simsek ou une personne similaire est nommée, ce sera un grand changement. Mais le marché est curieux de connaître la première décision de l'équipe économique : est-ce qu'ils appliqueront une politique plus orthodoxe, est-ce qu'ils feront encore pire ou est-ce qu'ils feront quelque chose pour gagner du temps et voir comment ça évolue ?", s'interroge Cagri Kutman, de KNG Securities.

(Avec la contribution d'Ezgi Erkoyun, version française Jean-Stéphane Brosse, édité par Blandine Hénault)